

*penser par soi-même*

Harald Welzer

# PENSER PAR SOI-MÊME

*Guide de résistance*

Traduit de l'allemand par Lucie Robin

ÉDITIONS Charles Léopold Mayer

38, rue Saint-Sabin – 75011 Paris/France

Tél. : 01 43 14 75 75/[www.eclm.fr](http://www.eclm.fr)

Maison d'édition de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme ([www.fph.ch](http://www.fph.ch)), les **Éditions Charles Léopold Mayer** (ECLM) offrent un service éditorial aux acteurs de la transition écologique, sociale et économique. Elles éditent ainsi des ouvrages qui doivent leur permettre de développer, mettre en forme et diffuser leur plaidoyer, autour de quatre grands thèmes : transition vers des sociétés durables, gouvernance légitime et coopérations régionales, éthique et responsabilité, information citoyenne. Les ECLM sont membres de la Coredem (communauté de sites ressources pour une démocratie mondiale, [www.coredem.info](http://www.coredem.info)), et de l'Alliance internationale des éditeurs indépendants ([www.alliance-editeurs.org](http://www.alliance-editeurs.org)).

Vous trouverez des compléments d'information, des mises à jour, l'actualité des auteurs, etc. sur le site [www.eclm.fr](http://www.eclm.fr).

Originally published as: "Selbst denken. Eine Anleitung zum Widerstand"

© S. Fischer Verlag GmbH, Frankfurt am Main. 2013

© Éditions Charles Léopold Mayer, 2016

Dépôt légal, novembre 2016

Essai n° 222

ISBN 978-2-84377-204-7

Mise en pages, graphiques et schémas : La petite Manufacture – D. Mary

Illustrations : Pauline Barzilai

Conception graphique : Nicolas Pruvost

### L'auteur

**Harald Welzer** est un sociologue et psycho-sociologue allemand. Directeur du centre de recherche interdisciplinaire à l'Institut de la mémoire à Essen, il est également directeur de recherches en psychologie sociale à l'Université Witten/Herdecke. Il promeut par ailleurs les modes de vie alternatifs via sa fondation Futurzwei ([www.futurzwei.org](http://www.futurzwei.org)). Il a notamment publié *Les exécuteurs. Des hommes normaux aux meurtriers de masse* (Gallimard, 2007), *Les Guerres du climat* (Gallimard, 2009) et *Soldats, combattre, tuer, mourir* (Gallimard, 2013).

Le **Collectif pour une Transition Citoyenne** est un rassemblement de mouvements citoyens, structures coopératives et associatives qui œuvrent, chacune dans son domaine (démocratie, finance solidaire, énergie, foncier et distribution agricole, insertion sociale, agriculture biologique, protection de l'environnement, etc.), à une transition écologique, sociale et humaine. Leurs initiatives pionnières ont fait leurs preuves, offrent des solutions, et dessinent concrètement le changement que nous voulons pour le monde.

La Journée de la transition est le point d'orgue de la coopération et la mise en réseau entre structures nationales, structures locales et citoyens. Ensemble, leurs actions et leurs alternatives sont mises à l'honneur et deviennent une formidable myriade d'initiatives. Au-delà de ce rendez-vous annuel, elles construisent une société radicalement nouvelle, partout sur la planète.

[www.transitioncitoyenne.org](http://www.transitioncitoyenne.org)

# L'AVENIR EST UNE PROMESSE

Lorsque j'étais enfant, nous avions à la maison de vieux exemplaires du *Journal de Mickey* datant des années 1950 que je lisais et relisais. Ce n'était pas seulement pour les fantastiques histoires de canards, mais aussi parce qu'au milieu du journal, entre les BD, on pouvait lire les « Nouvelles du Club Mickey ». C'est là par exemple que se trouvait la série « Notre ami l'atome », qui expliquait la physique nucléaire et les bienfaits de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. « Notre ami l'atome » était un feuilleton plein de promesses que l'on retrouvait de numéro en numéro, et qui racontait par exemple comment l'énergie atomique pouvait chauffer des champs entiers pour obtenir de prodigieuses augmentations de rendement, ou comment les fusées à propulsion nucléaire nous ouvraient les portes de l'espace, et comment cette technologie nous permettait de tirer un trait sur tous les problèmes d'énergie une bonne fois pour toutes.

La version animée et adaptée par Disney de « Notre ami l'atome » était d'ailleurs également diffusée à la télévision allemande. Cela ressemblait moins à la description d'une technologie d'un genre nouveau qu'à une histoire de réalisation du futur, d'un beau futur. Dans le numéro 27 de cette série, on disait même : « Il ne tient qu'à nous d'utiliser les trésors de l'atome avec sagesse. La fabuleuse énergie atomique commencera ensuite à profiter au monde entier. Elle apportera les bienfaits de la technique aux endroits les plus reculés de la planète. Chacun jouira de l'énergie, de la nourriture et de la santé<sup>1</sup>. »

Ce que l'on énonçait ici n'était rien moins que la promesse d'un monde modelable, qui serait meilleur que celui dans lequel nous vivions. L'avenir était alors pour moi une promesse qui se réalisait sans cesse. Dans nos collections d'images de voitures, on trouvait des Maserati et des Ferrari qui atteignaient les 280 kilomètres à l'heure, et dans les collections d'images d'avions, certains volaient à plusieurs fois la vitesse du son. Cela n'existait pas seulement dans ces belles images de collection et si on avait de la chance, on pouvait

voir une de ces incroyables voitures en vrai, ce qui relevait alors presque du sacré. Parfois aussi, un Starfighter ou un Phantom fendait les cieux au-dessus de notre village, il s'en dégageait une forme de violence, mais je ne les considérais jamais comme une menace. J'enviais au contraire les pilotes qui pouvaient faire voler ces fantastiques et magnifiques avions si rapides et si bruyants, tout comme j'enviais les conducteurs de bolides extravagants.

J'étais bien conscient qu'il fallait du carburant pour faire fonctionner ces engins. Nous jouions à « Öl für uns alle\* » et récupérions les images de voitures anciennes à collectionner à la station essence (chez Shell) ou les pièces frappées de voitures puis de navettes spatiales (chez Aral) à chaque fois que mon père allait faire le plein.

En grandissant, j'ai eu plaisir à lire les « Nouvelles du Club Mickey », évidemment d'un niveau autrement plus exigeant en termes de description technique que le *Journal de Mickey*, et finalement destiné aux adultes : des reportages sur des appareils photo, des bateaux, l'architecture, les voitures, les motos... Une diversité incroyable et pourtant terriblement monothématique. Il s'agissait toujours de la même chose : une vie meilleure, plus confortable, plus variée, plus rapide apportée à chacun grâce aux progrès techniques.

C'est votre force de pénétration mentale que ciblaient ces reportages, qui se jouaient quelque part entre un présent qui s'enfuit et un futur à peine commencé ; pas seulement *via* ces magnifiques images avec lesquelles on illustrait ces « plaisirs », mais encore une fois et avant tout *via* le fait que les promesses faites ici se trouvaient effectivement réalisées.

Enfin, nous avons été les premiers à assister à un alunissage. Le matin à l'école, on se racontait tout excité et fébrile les images saccadées que l'on avait vues la veille à la télévision. Le futur, dans lequel un homme bien vivant se tenait sur la Lune, était *réel*, et si la mission Apollo avait été possible, alors tout était possible.

Je me souviens encore très bien aujourd'hui que l'avenir, l'avenir technique, la conquête des plus hauts sommets et des plus profonds

abîmes, avait alors quelque chose d'incroyablement excitant, et le plus fabuleux dans tout cela, c'était que, même en tant qu'écolier, on pouvait participer à la construction de cet avenir. Apollo, ce n'était pas une histoire racontée, apprise, anonyme et lointaine, c'était l'histoire du renouveau, de la découverte de nouveaux mondes, l'histoire du pouvoir, l'histoire de l'infini des possibles, notre histoire.

Chez les jeunes de ma génération s'est alors forgé un imaginaire technologique, qui transportait les découvertes de Christophe Colomb et la conquête de l'Ouest dans le présent, sous la forme d'Apollo 11 et des astronautes Armstrong, Aldrin et Collins, de sorte que l'on devenait soi-même un acteur de cet inépuisable élargissement de l'horizon des possibles et des attentes. C'est également de cette manière que la culture d'expansion de l'époque moderne est devenue partie intégrante de notre paysage mental (c'était probablement un peu différent pour les filles, mais cela n'a pas provoqué chez elles un rapport différent au présent et au futur).

De tout cela a résulté une grande foi en l'avenir : le monde était pour nous un laboratoire des possibilités futures, qui rendait le présent perméable, représentatif de la version momentanée de plusieurs réalités possibles et d'un « à venir » qui chaque fois s'élançait déjà vers la prochaine étape. Cette forme de foi en l'avenir présente deux aspects : d'abord, c'est la traduction exacte d'un modèle culturel d'expansion inscrit dans nos émotions et notre monde intérieur, qui crée un lien culturel dont on ne se défait pas facilement. Et en même temps, elle ancre en nous la profonde conviction que tout peut toujours être autrement. Cela signifie que la vérité n'est pas hermétique, mais bien perméable, et tant qu'elle est perméable, elle est ouverte à l'avenir.

## L'AVENIR EST UN PASSÉ

Si je raconte tout cela, c'est parce que les sociétés comme les nôtres semblent avoir momentanément perdu leur avenir. Quand Francis Fukuyama considérait que l'effondrement du bloc de l'Est

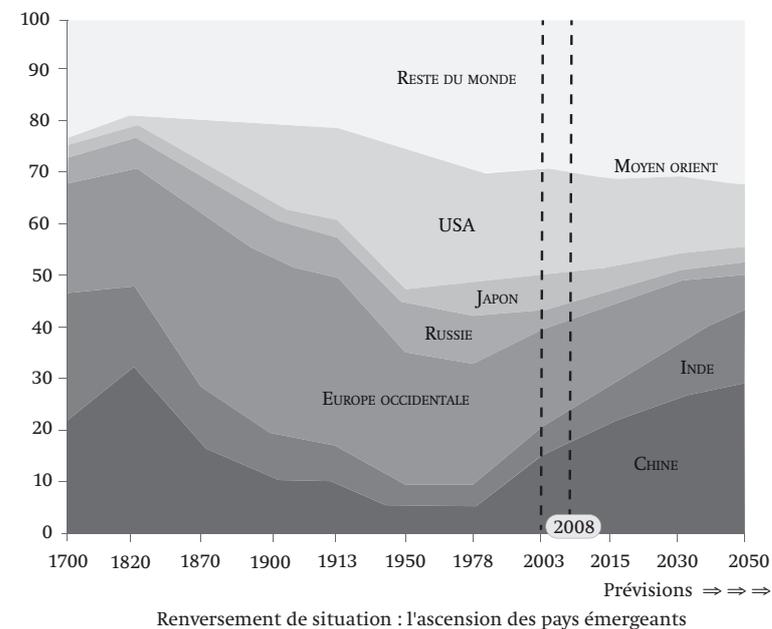
\* NdT : « Du pétrole pour nous tous » : jeu de plateau dont l'objectif était de construire et d'exploiter des puits de pétrole ; on trouvait en France un jeu équivalent édité par les Jeux Nathan dans les années 1970 et qui s'appelait « À la conquête du pétrole ».

marquait « la fin de l'histoire<sup>2</sup> », sa conclusion était certes précipitée, mais sans le vouloir, il touchait juste sur un point : la fin de la concurrence des systèmes signait également la fin de l'hégémonie Est-Ouest sur le monde. L'économie de croissance capitaliste est alors devenue le principe fondamental de pays de plus en plus nombreux, et elle les entraîna, totalement indépendamment de leur volonté politique, dans une course à la modernisation et à la prospérité. La courbe qu'elle trace est semblable à celle des années 1950 et 1960 pour les sociétés d'Europe occidentale de l'après-guerre ; malheureusement, la croissance s'est accompagnée de la destruction de l'environnement. Il se produit aujourd'hui la même chose à une échelle mondiale, et les effets en sont proportionnellement accentués. Avec les réorganisations géopolitiques qui entraînent la montée ou le retour de certains pays comme la Chine et l'Inde, les pays qui se sont industrialisés les premiers, à savoir les pays occidentaux, sont soumis à une pression grandissante, certes pour d'autres raisons, comme l'ouvrage *Les Limites de la croissance*<sup>3</sup> de 1972 l'avait annoncé, mais avec les mêmes conséquences. Aujourd'hui, nous sommes au cœur de la crise financière, du changement climatique, de la concurrence des ressources et de la mondialisation des circuits économiques, et il ne s'agit plus depuis longtemps de concevoir un avenir ouvert : tous les élans se sont éteints. Il ne s'agit plus que de la restauration, du maintien d'un *statu quo* aujourd'hui fragile, et ainsi il ne s'agit plus de politique, mais d'un bricolage frénétique.

Dans la mesure où l'histoire est toujours considérée à partir d'un présent, et que la compréhension que l'on en a dépend toujours de l'avenir vers lequel on tend, nous nous trouvons, avec cette perte radicale d'avenir, à la fin de l'histoire, plus précisément de *notre* histoire. Ce n'est évidemment pas ainsi que l'entendait Fukuyama : pour lui, 1989 représentait le triomphe final du seul et unique système de société et d'économie possible. *De facto*, la déchéance de l'Ouest commença en 1989, et elle se poursuit encore pleinement. Une telle erreur peut être commise quand on prend ses désirs pour des réalités, ou quand on espère comprendre les transformations sociétales à l'échelle d'une ou deux décennies. On ne peut réellement percevoir l'ampleur des changements radicaux et la nature des événements décisifs ayant mené à des transformations historiques qu'à travers des observations axées sur des périodes plus

longues, et alors le tout prend des airs bien différents, plus terre à terre, mais plus clairs.

PARTICIPATION DE DIFFÉRENTES RÉGIONS À L'ÉCONOMIE MONDIALE (EN %)



On voit ainsi que jusqu'en 1820 environ, la Chine prenait déjà exactement la même part à l'économie mondiale que celle qu'elle aura d'ici quelques années. L'Europe, quant à elle, se trouve sur une pente descendante. Du point de vue européen, il ne s'agit donc que d'un *nouveau* développement : ce que la Chine traverse aujourd'hui est une Renaissance. Quand les sociétés perdent leur importance d'autrefois, la conscience ne suit jamais. On supporte difficilement de ne plus être si déterminant ni si puissant, et on préfère avoir au moins l'impression de l'être. Le sociologue Norbert Elias a qualifié ce comportement « d'effet de traîne » de l'habitus social : les hommes s'entêtent, même les mains prises dans des processus de transformation de leur rôle, de leur situation sociale et de leur pouvoir politique, « dans leur structure de personnalité, dans leur habitus social d'une époque passée<sup>4</sup> » – et principalement à l'apogée de ce qu'ils considèrent comme

leur importance historique. C'est arrivé autrefois à des puissances maritimes comme les Pays-Bas ou le Portugal, c'est arrivé à l'Angleterre désindustrialisée et dominée par le néolibéralisme appliqué à une filiale du marché financier, et c'est ce qui arrive à l'Europe occidentale et à l'Amérique du Nord. Mais les hommes ne parviennent pas à l'accepter ; ils pensent être quelque chose qu'ils ne sont plus depuis longtemps. Cela mène inévitablement à l'irrationalisme politique : on se fonde sur de fausses conditions dès le départ, comme celle de croire que, dans un ordre mondial multipolaire, notre parole a toujours un poids, ce qui dans une organisation des pouvoirs modifiée se voit facilement considéré comme de la frime sans effets<sup>5</sup>.

La descente vers une moindre importance est bien sûr aussi une perte d'avenir, du moins d'un avenir que l'on s'était toujours habitué à imaginer meilleur, plus grand et plus beau. C'est aussi pour cela que, dans l'Europe d'aujourd'hui, le rétablissement de ce *statu quo* passé concentre les intérêts politiques, comme si ce souhait était entériné par la réalité. Le passage de la politique à cet illusionnisme de restauration est fatal, car elle ne connaît plus de projet qui se porte de soi-même : de là résulte l'idée d'absence d'alternative, la négligence de la logique propre d'un procédé démocratique, le mépris de tout ce que l'on s'est efforcé d'accomplir au xx<sup>e</sup> siècle – pour le bien d'un activisme politique ponctuel, consacré à des décisions d'une portée exceptionnelle à l'ouverture de la Bourse. La politique, en voulant être si rapide et si actuelle, appartient déjà au passé. Elle pourrait seulement agir si elle avait quelque chose à proposer ; or elle a besoin pour cela de se représenter un avenir souhaitable. Un passé souhaitable ne suffit pas.

Dans son livre *Effondrement*<sup>6</sup>, Jared Diamond montrait à quoi est dû l'échec historique de sociétés telles que celles des Mayas, des Vikings du Groenland ou des Pascuans. De tels échecs avaient une caractéristique commune qui réside dans le fait qu'au moment où l'on a pris conscience que les conditions de survie devenaient précaires, on a commencé à mettre en place toutes les stratégies d'intensification qui avaient fonctionné *jusque-là*. Quand les sols se dégradent, on intensifie l'agriculture, et on accélère l'érosion. On abat plus d'arbres que l'on pouvait en faire pousser afin de construire des bateaux de pêche. On procédait d'après l'expérience, mais celle-ci n'est d'aucune aide quand les conditions ont changé.

L'expérience devient alors un piège. De nouvelles conditions de survie appellent de nouvelles stratégies de survie.

Il se produit la même chose dans notre culture, qui depuis deux cents ans met en place des stratégies expansives, ce qui la rend particulièrement fragile. Aujourd'hui, l'industrie de la pêche prélève même les poissons n'ayant pas atteint la maturité sexuelle, alors que les ressources sont déjà surexploitées ; elle accélère ainsi l'extinction d'une ressource alimentaire dont dépend plus de la moitié de la population mondiale. Une fois le pic pétrolier atteint, on creuse plus profondément, avec des risques environnementaux plus importants ; quand la menace de la dette devient trop grande, on inonde le marché monétaire. L'incapacité à s'accommoder *autrement*, d'un point de vue culturel, c'est-à-dire dans la perception et le traitement sous pression de nouvelles conditions, mène régulièrement à une sorte de vision sociétale en tunnel, ce qui empêche ne serait-ce que d'*envisager* d'autres possibilités. C'est à la même absence d'alternative que les Vikings du Groenland ont dû faire face quand ils manquèrent de nourriture. Ils auraient pu manger du poisson, mais leur culture ne le considérait pas comme comestible. Ils sont donc morts de manière assez absurde.

## QUAND REPARTIRONS-NOUS POUR L'AVENIR ?

L'objectif de ce livre est de remédier à cette vision en tunnel. Son titre, « Penser par soi-même » fait naturellement référence au programme de Kant de « la sortie de l'homme hors de l'état de minorité dont il est lui-même responsable » ; pour cela, l'homme doit penser par lui-même. Mais à une époque où l'orientation du développement de la société va à l'encontre de ce que l'avenir pourrait offrir, il ne suffit pas de penser : il faut encore *faire* quelque chose pour changer l'orientation. Après plus de deux siècles d'éducation, d'émancipation et de liberté, l'auto-éducation est confrontée à des conditions

bien différentes de celles de Kant : elle doit s'affirmer contre les infrastructures matérielles, institutionnelles et mentales héritées de l'histoire du succès d'une culture qui menace aujourd'hui de basculer dans une dangereuse histoire de l'échec, car les conditions sur lesquelles le système s'est construit viennent à disparaître.

L'auto-éducation doit s'imposer face à une surface médiatique plus étendue que jamais – en d'autres termes, il n'a jamais été aussi facile de s'abreuver d'informations, et il n'a jamais été aussi difficile de trouver son chemin à travers l'infinité des informations disponibles et leur apparente uniformité. Aujourd'hui, éducation signifie : apprendre à distinguer. Et l'auto-éducation doit plus que tout s'imposer contre les tentations consuméristes omniprésentes, en gardant à l'esprit qu'il ne faut pas nécessairement tout vouloir simplement parce que l'on peut tout *avoir*. Le consumérisme est aujourd'hui devenu totalitaire, et il fait avancer l'auto-déresponsabilisation en faisant de l'utilisateur, de vous, son propre produit, car il vous fournit toujours de nouvelles envies que vous n'auriez jamais pensé nourrir il y a encore peu.

Ce livre explique comment sortir du tunnel, il indique les sorties de secours, ainsi que les petites fissures, les failles et les ouvertures qu'il faut exploiter pour qu'elles s'élargissent vers de possibles sorties : il présente la recherche des points d'où l'on peut faire jaillir la vérité, et qui semblent nous maintenir fermement dans leur apparente massivité. Il faut ici reformuler un peu : la caractéristique de notre présent est plutôt que nous nous abandonnons volontiers à l'emprise de cette forme ultramoderne de dépendance – personne n'y est forcé, bien qu'ensuite il semble que d'innombrables pressions soient à l'œuvre : la concurrence, le temps qui passe, le marché, la croissance, et bien d'autres encore.

Ce n'est pourtant pas la guerre en Allemagne, nous ne vivons pas sous un régime despotique. Il n'y a pas de tremblements de terre, pas d'inondations. Aucun ouragan ne menace notre existence, et pourtant la plupart des gens prétendent qu'ils n'ont pas le choix. C'est un aveu assez arrogant, quand on a le privilège de vivre dans une société libre et riche. Mais comme tout le monde le dit, cela passe inaperçu. C'est d'ailleurs une affirmation assez arrogante envers soi-même : on se présente comme si bête et si incapable que, malgré une bonne éducation, des revenus et un niveau de vie

ahurissants à l'échelle du monde, malgré une immense liberté, malgré la mobilité et le libre choix pour tous, on ne peut « rien faire » contre la poursuite de la destruction du monde. On repousse toutes les invitations avec indignation. Or il faudrait plutôt assumer ses responsabilités, et faire en sorte que le monde devienne meilleur, au lieu de le laisser se dégrader infiniment.

Juste une minute : réfléchissez à ce que vous avez pensé, quand à l'instant « C'est bien gentil, tout ça ! » vous est venu à l'esprit. Vous avez déjà trouvé exaspérant que quelqu'un parte sincèrement du principe qu'il puisse exister des possibilités et des obligations de participer, dans le cadre de son propre champ d'action et de responsabilité, à la construction d'un avenir qui ne soit pas pire que le présent. La sourde approbation que nous donnons à la dégradation de nos perspectives d'avenir se résume au fait que nous vivons sans broncher dans une société pour laquelle « gentil » est aussi insultant qu'« indigné ». Il ne s'agit plus alors que des invectives de ceux qui sont d'accord avec tout contre ceux qui leur montrent, par leur propre exemple, qu'il n'y a pas la moindre fierté à tirer de sa propre impuissance sociale. Enfin, il y a ceux que l'on appelle les excités, ceux qui s'engagent *pour* quelque chose ; on ne peut qu'être contre, parce que cela remet en question notre propre léthargie. Posons la question autrement : est-ce que vous pensez que « les méchants » sont un modèle à suivre ? Vous aimeriez en être un ?

## EXTRACTIVISME

Vous êtes sans aucun doute quelqu'un de pragmatique : vous savez bien et depuis longtemps que notre culture ruine chaque jour plus rapidement chacun des éléments essentiels à la vie future – le sol, l'eau, la biodiversité, le climat – mais cela ne vous dérange pas plus que cela. Vous refusez d'admettre que la science a raison, et vous ne voulez pas croire à ce que le déplacement des zones climatiques et l'apparition de tornades en Hesse centrale vous font déjà sentir : notre modèle de civilisation si incroyablement brillant fait face à une

finitude qu'il n'avait encore jamais rencontrée. C'est d'ailleurs pour cela qu'il ne la prend toujours pas en compte, bien qu'elle soit là. Notre machine civilisation n'a aucune difficulté à l'ignorer : malgré les nombreux signes d'érosion, malgré la menace palpable des conséquences sur le marché financier et dans le domaine social, malgré la politique environnementale, malgré tous les pics et toutes les dettes, nos infrastructures continuent de fonctionner comme si de rien n'était.

L'effondrement du bloc de l'Est aurait dû nous enseigner que les systèmes peuvent continuer d'exister bien après leur date d'expiration, et s'écrouler sans bruit comme une maison grignotée par les termites. Mais nous assumons le processus d'érosion actuel comme Brejnev, Ceausescu et Honecker en leur temps : avec un mépris souverain de la réalité et sans aucun égard pour ceux dont on pille l'avenir. La réalité se résume dans le simple fait qu'un monde fini ne dispose pas d'assez de place pour une croissance infinie ; on en est en conséquence venu à se développer non plus dans l'espace, comme avant, mais dans le temps<sup>7</sup>. C'est bien la seule chose qui puisse arriver quand on n'agit pas de manière durable : malheureusement, il ne restera plus grand-chose aux générations à venir. Voire plus rien du tout. Dans un sondage mené par le Boston Consulting Group, seuls 13 % des parents interrogés pensent que la vie de leurs enfants sera un jour meilleure que la leur<sup>8</sup>. Comment se fait-il que les 87 % restant puissent rester tranquillement les bras croisés ?

Vos enfants, petits-enfants, et, si vous avez moins de 50 ans, vous-même, serez confrontés à une finitude structurelle sur deux points : d'une part le dépassement de nombreux pics de matières premières et, d'autre part, la diminution de la capacité d'absorption des « puits de carbone », qui compensent les émissions de la production débridée de tous les biens possibles et imaginables (les forêts tropicales et les océans, par exemple). En ce qui concerne l'énergie grâce à laquelle nous étendons constamment notre zone de confort, le tableau est un peu moins noir qu'on ne le prévoyait il y a quelques décennies, mais ce n'est pas pour le mieux : nous avons probablement déjà dépassé le pic pétrolier, mais le charbon devrait bien tenir encore quelques centaines d'années, et ce qu'on appelle les énergies renouvelables est en plein essor. Ce que cela veut dire ? Que l'extractivisme effréné qui dévaste la terre ne sera certainement pas endigué par une pénurie d'énergie.

Extractivisme : un mot inhabituel qui n'a pourtant rien d'abstrait. Votre voiture, votre maison, votre lave-linge, votre iPhone, vos vêtements, vos meubles... Tout est composé de matériaux prélevés d'une façon ou d'une autre du sol, des forêts ou de la mer, sous la forme de pétrole, terres rares, sable, métal, eau, bois, coton, minéraux, que sais-je encore. Mais vous, vous ne voyez que l'objet que vous venez d'acheter, et qui enrichit votre vie. La grande majorité d'entre vous ne voit ni les matières premières ni ce qu'on appelle la chaîne de valeur qu'il implique.

Ainsi, seul un très petit nombre de personnes se rendent compte qu'elles sont un élément actif d'une culture dont les besoins en ressources sont toujours plus importants, bien qu'elle se dise depuis longtemps « verte », « durable », voire « soucieuse du climat ». En parallèle de ce souci grandissant de l'environnement qui se manifeste dans tous les sondages<sup>9</sup>, les courbes de consommation de matériaux et d'énergie et des émissions continuent de filer. À l'exception de 2009, année de la crise économique mondiale, chaque année, au cours des dernières décennies, était un nouveau record de consommation d'énergie et d'émissions, sans que le moindre journal ne daigne titrer par exemple que l'année 2010 se place près de 6 % au-dessus de l'année précédente. Comment cela se fait-il ? Grâce aux six téléviseurs dont dispose chaque foyer, alors qu'auparavant *un* suffisait. Parce que vous êtes tout le temps en déplacement. Parce que chaque foyer possède plusieurs voitures, qui sont toutes plus grosses que la *seule* que possédait chaque famille il y a 20 ans.

Ce changement de mode de vie s'opère sans que personne ou presque ne le remarque, notamment parce que, dans notre culture, on considère comme une évidence d'avoir toujours plus de tout, toujours plus vite et toujours moins cher. Et cela passe d'autant plus inaperçu qu'une partie de ces produits avec lesquels on encombre le monde se voient étiquetés « bio », « équitable », « à économie d'énergie », ou encore « durable », sans que l'on se rende compte que leur simple multiplication annule en un clin d'œil tout effet positif sur l'environnement. Cette société de gaspillage écolo en vit l'expression la plus évidente pendant la crise économique de 2009, à l'occasion de laquelle on recevait de l'argent pour envoyer sa voiture en bon état à la casse pour en acheter une neuve. On donna à cette incitation à la destruction collective des ressources le doux nom de « prime environnementale ».

## DESTRUCTION DE LA SOCIABILITÉ

La résiliation du contrat générationnel est une première historique. Nous n'avons connaissance d'aucune société qui se conçoive sans un rapport à l'histoire englobant de nombreuses générations. Nous n'avons connaissance d'aucune cosmologie religieuse ou idéologique qui considère le présent comme unique point de référence de sa pensée, de ses décisions et de ses actions. D'une certaine manière, l'actuelle multiplication des activités professionnelles indépendantes dans le monde est une conséquence de l'émancipation par rapport aux conditions naturelles, qui a toujours été le moteur de l'époque moderne : aujourd'hui, chaque génération vit et meurt pour elle seule. Les obligations qui dépassent l'individu vont à l'encontre du fonctionnement de cette culture. C'est précisément pour cela que le néolibéralisme n'aurait jamais pu inventer une chose telle que la famille, l'amitié, ou toute forme de relation sociale autonome. Et c'est précisément pour cela qu'il essaie de détruire tout ce qui ne se soumet pas au marché. À l'inverse, les relations non instrumentales entre individus sont en elles-mêmes de purs foyers de résistance au consumérisme et à la totalisation du marché.

D'ailleurs, si l'on se demande où les systèmes totalitaires ont puisé les forces qui leur ont permis d'organiser le monde, au moins pour un temps, selon leur idéologie, c'était avant tout dans la destruction des relations sociales établies : sous le national-socialisme, ce fut par la violence envers les opposants politiques ou « de race » et par une politique d'exclusion radicale qui s'est traduite concrètement par la division de la société en intégrés et exclus.

Le stalinisme a détruit la sociabilité par la modification arbitraire de la définition de ce que l'on considèrerait comme « bien » ou « mal », comme conforme ou criminel. Un tel arbitraire anéantit la base de toute sociabilité : la confiance<sup>10</sup>. Ces deux systèmes hégémoniques bâtirent leur pouvoir social sur l'élimination des relations

autonomes et non contrôlées entre les individus. On a détruit le rapport social existant, puis on a réassemblé différemment les morceaux et travesti le tissu social en un instrument de domination imparable.

On retrouve le même principe dans la Chine de la révolution culturelle, au Cambodge des Khmers rouges et même dans l'utopie sociale du behaviorisme : l'agencement idéal du monde suppose en premier lieu la destruction de rapports sociaux individuels. C'est également ainsi que se placent les dystopies littéraires de George Orwell ou d'Aldous Huxley, et c'est bien à ces processus de destruction qu'il faut rester vigilant si l'on s'inquiète de la dérive des sociétés dans des directions antisociales et contre nature. Il est probablement romantique de considérer que ce genre de choses n'arrive qu'en s'inspirant de précédents historiques. Au contraire, il se pourrait bien que le totalitarisme d'aujourd'hui se manifeste justement sous les traits de la liberté : pouvoir, à tout instant, avoir et être tout ce que l'on croit vouloir avoir et être. Il n'existe qu'un seul système de régulation qui limite cette liberté : le marché. Car contrairement à ce que présente *1984*, on n'a plus besoin d'une instance de surveillance qui contrôle et intervient sur les désirs et les mouvements des individus quand ils deviennent dangereux. Nul besoin de Gestapo ni de Tchéka ; à l'ère de Google et de Facebook, chaque internaute livre délibérément toutes les informations nécessaires sur lui, sans que personne ne l'y force. On peut en concevoir les conséquences en imaginant rien qu'un instant le fascisme avec Facebook. Pas un seul Juif n'aurait pu se cacher, pas une seule personne persécutée n'aurait pu s'échapper.

Aujourd'hui, nous n'avons pas encore affaire à la destruction du contexte social, mais le potentiel est énorme. Et si ce diagnostic se révèle juste, alors la résistance est une nécessité absolue. Il faut s'opposer à la destruction des bases de notre subsistance future, à l'extractivisme, et, surtout, à l'appropriation du tissu social. Résister à l'abandon volontaire de la liberté. Résister à la bêtise. Résister à la tentation de dire tout simplement : « Ce n'est pas bien grave, ça ne dépend pas de moi. »

Rien n'est pas bien grave. Et cela ne dépend que de vous.

## RÉSIDENT OU VANDALE ?

Imaginez la scène : un couple de personnes âgées se rend chez Ikea et reste longtemps à observer l'armoire « Bjursta ». Ils ouvrent et ferment portes et tiroirs, ils contrôlent la qualité du bois, tâtent les surfaces, font le tour du meuble, réfléchissent, tergiversent. Enfin, la femme dit à son mari : « On prend celle-là. Elle est belle et solide, le petit pourra sûrement la récupérer ! »

Quand je raconte cette petite histoire en conférence, la salle rigole à tous les coups. Pourquoi ? Parce qu'il paraît complètement absurde d'imaginer pouvoir aujourd'hui *hériter* d'un meuble, d'acheter en pensant que dans cinq ou six ans maximum le meuble ne sera pas démodé et remplacé. En fait, aujourd'hui, on achète des meubles pour les encombrants, où ils finiront tôt ou tard. Ils sont extrêmement bon marché par rapport aux revenus disponibles, c'est pourquoi il vous est égal de les jeter ou de les remplacer par des éléments plus tendance. Ce que Ikea et les autres maisons d'ameublement à bas prix ont accompli est une métamorphose des biens à durée de vie longue en biens à durée de vie courte. Tandis que les familles moyennes économisaient autrefois pendant longtemps avant de pouvoir s'offrir une nouvelle armoire, qu'ils faisaient faire ou qu'ils achetaient chez un marchand de meubles, il s'agit à présent d'articles à emporter et à jeter. D'un point de vue écologique, ces pseudo-meubles à durée de vie courte ne sont pas une catastrophe uniquement parce qu'on les jette après usage : pour les fabriquer, on utilise beaucoup plus d'énergie, de matériaux et de transports que pour n'importe quelle armoire menuisée. Dans les chiffres, l'« Ikeaisation » du monde se traduit par une augmentation de la consommation de meubles dans les sociétés occidentales de 150 % tous les dix ans<sup>11</sup>. Et maintenant Ikea est partout. En tutoyant ses clients de manière insupportable, comme s'ils étaient déjà redevenus les enfants que l'entreprise essaie de faire d'eux.

On a utilisé au cours du seul xx<sup>e</sup> siècle plus d'énergie qu'au cours de toute l'histoire de l'humanité. Pendant ce même laps de temps, l'économie est devenue quatorze fois plus importante et

on a multiplié la production industrielle par quarante<sup>12</sup>. La quantité de vêtements achetés aux États-Unis est multipliée par deux tous les dix ans<sup>13</sup>. Et l'exorbitante augmentation des quantités n'est pas la seule qui soit remarquable : de nombreux produits nécessitent eux-mêmes de plus en plus de matières premières. Les voitures par exemple enregistrent au cours des dernières décennies une croissance spectaculaire. Depuis le début de sa construction, la Volkswagen Golf est passée de 750 kilogrammes à 1,2 tonne. C'est encore pire pour l'Austin Mini. Il y a 40 ans, elle était vraiment petite et transportait, avec ses 34 chevaux et 617 kilogrammes, jusqu'à quatre personnes ; aujourd'hui, elle existe en limousine, en cabriolet, en combi, en coupé, en roadster et en SUV, et va jusqu'à 211 chevaux et 1380 kilogrammes.

La taille de la Mini d'aujourd'hui dépasse facilement celle de la Porsche 911, voiture de sport de la classe dominante par excellence. À son stade de développement actuel, elle est devenue aussi grande que la légendaire Mercedes 300 en 1960, la « Mercedes Adenauer ». Avec une croissance aussi démesurée, largement dépassée par celle des 4 x 4 urbains aberrants que sont les Audi Q7, BMW X5, Porsche Cayenne et autres, les rues, les stationnements et les autoroutes sont devenus trop petits. C'est donc tout à fait logiquement que la plus grande et la plus puissante ONG d'Allemagne – l'ADAC (Allgemeiner Deutscher Automobil-Club) – demande l'élargissement des voies de dépassement sur les autoroutes allemandes (qui se multiplieront bien évidemment une fois qu'on aura satisfait cette exigence).

Aujourd'hui, chaque foyer possède non pas une, mais souvent deux, voire trois de ces voitures monstres, qui comme toujours ne transportent en général qu'une seule personne. Ces mêmes foyers disposent également de six écrans plats, de la climatisation, d'un réfrigérateur américain avec distributeur de glaçons (au cas où Dean Martin se pointerait), et surtout de ce qu'on appelle une cuisine « à l'ancienne », dont l'équipement technique nourrirait sans problème deux auberges de jeunesse pleines.

On trouve une perceuse électrique dans plus de 70 % des foyers américains. La durée moyenne d'utilisation d'une perceuse électrique est de 13 minutes, en tout<sup>14</sup>. En Allemagne, on prévoit de vendre 12 millions de téléviseurs à écran plat en 2012<sup>15</sup>. Grâce à nos

infatigables ingénieurs, la durée d'utilisation des appareils électroniques diminue considérablement. En parallèle, on jette aux États-Unis et en Europe respectivement 40 et 30 % de produits alimentaires que l'on achète sans consommer.

L'industrie de la durabilité s'évertue à produire des chiffres et des labels pour l'empreinte carbone, les sacs à dos écologiques, l'eau virtuelle, sans même se rendre compte que cela fait longtemps que tout cela n'implique que des produits dont d'abord personne n'a besoin, et ensuite qui ne sont plus consommés, mais simplement achetés puis jetés. Ou qui fonctionnent comme des machines à déchets du type Nespresso. La stratégie consiste à imposer d'abord sur le marché une capsule très onéreuse pour chaque tasse de café, afin de conférer au produit un prix exorbitant et un facteur de déchets encore plus ahurissant. Selon le fabricant, chaque capsule, qui peut coûter jusqu'à 43 centimes, contient 7 à 16 grammes de café. Ce qui ramène le prix du café à 60 euros le kilo. Les machines à café sont en comparaison très abordables, c'est pourquoi, rien qu'en Allemagne, plus d'un million de machines à capsules de café ont été vendues en 2011<sup>16</sup>. Je ne dispose pas de chiffres sur le coût environnemental de ces capsules, mais ce n'était bien sûr qu'une question de temps avant que quelqu'un ne réalise qu'il s'agit là d'une véritable cochonnerie écologique. Et bien sûr, on a commencé à produire des capsules de café écologiques pour ces machines. Et hop ! Un produit qui il y a peu encore n'existait même pas pouvait devenir « écologique », alors que la seule façon dont il pourrait être écologique est de ne pas exister. La suite, c'est Nestlé qui l'a prise, avec son indispensable machine à préparer les biberons (BabyNes) !

En lisant ces pages, vous avez probablement eu l'impression de faire depuis longtemps quelque chose que vous n'auriez jamais envisagé spontanément et consciemment : vous renoncez à votre liberté d'organiser votre vie selon vos propres décisions. Tout comme vous meublez votre espace de vie avec des objets qu'il y a peu encore vous n'imaginiez pas désirer un jour, vous passez de plus en plus de temps à vous décider, dans cet univers de consommation, pour ou contre quelque chose : vous lisez des tests et des rapports d'expérience, vous déchiffrez manuels d'utilisation et mises à jour, vous consultez des comparatifs de prix, vous souscrivez à des contrats en tout genre... ce qui fait que vous achetez de

plus en plus, mais consommez de moins en moins ce que vous achetez (voir p. 22).

En réalité, ce ne sont pas vos besoins que vous satisfaites, mais ceux d'un marché qui n'existerait pas sans vous. Vous êtes comme le locataire d'un appartement de 20 mètres carrés qui doit aller sur son balcon pour pouvoir regarder sa série sur son écran plat 60 pouces sans interférences. Vous limitez votre liberté pour faire de la place à des objets. Ou pour partir en week-end avec une compagnie *low cost*, vous perdez en transferts entre aéroports et passer des contrôles de sécurité, au lieu de rester à la maison et de vous reposer de votre semaine de travail. Est-ce que quelqu'un vous a donné l'ordre de faire cela ? Qui ?

Un membre de l'équipe marketing de Harley Davidson a dit une fois : « Chez Harley, vous achetez un art de vivre, on vous offre une moto avec. » En tant que client de fournisseurs d'art de vivre, cela fait longtemps que vous faites partie de l'interface utilisateur des stratégies d'entreprise que vous, véritable produit de ces entreprises, avez inventées : vous êtes un générateur permanent de nouveaux besoins à qui on fournit de plus en plus de nouveauté, de plus en plus rapidement. Par exemple, Apple s'intéresse relativement peu aux maladies que contractent les ouvriers de Foxconn, ceux qui traitent les écrans sur lesquels vos doigts glissent si doucement, mais beaucoup à la manière d'organiser la production de toujours plus d'appareils dans des buts toujours plus absurdes à intégrer à votre monde intérieur. Les priorités, attentions et perceptions s'y sont déjà tellement altérées que vous êtes depuis longtemps devenu un junkie du numérique, qui ressent un manque sans son iPhone. Même pendant les festivals de musique, c'est devant les stations de recharge de portables que s'étirent les plus longues files d'attente ; sans oublier les moments où l'on ne parvient pas à se connecter. La vue de ces jeunes couples branchés assis l'un à côté de l'autre dans les bars tendance de Berlin, les yeux rivés à leur MacBook, et qui de temps en temps appuient sur une touche de leur clavier, me déprime au plus profond de moi-même.

La légèreté avec laquelle on renonce à la liberté et le volontarisme avec lequel on échange autonomie contre produit me bouleversent aussi parce qu'on abandonne ici sans raison le véritable bienfait de l'essor des premières sociétés industrialisées. Il ne s'agit

pas simplement de la prospérité, qui, en termes de valeur ajoutée « bonheur », se voit limitée à partir d'un certain niveau, mais des droits du citoyen, de la démocratie, de l'État de droit, de l'éducation et de la santé. Car les sociétés capitalistes produisent les deux simultanément : la liberté et la participation *et* l'inégalité et l'injustice. L'augmentation du bonheur individuel *et* la destruction du monde. La raison *et* l'auto-déresponsabilisation.

C'est pour cela que toutes les critiques vertes s'attaquent à une culture qui surexploite ses ressources, et que chaque revendication exige plus de durabilité dans l'économie de croissance sur deux points : d'abord, il ne s'agit plus de corriger, mais bien de faire demi-tour, et il ne s'agit plus de ce qu'il faut éviter, mais de ce qu'il faut préserver. Car une chose est sûre : nos sociétés seront soumises à un stress de plus en plus grand au cours des prochaines années et décennies, en termes de ressources, de dettes, de migrations, etc. Plus le stress est grand, plus la marge de manœuvre se réduit : on commence alors seulement à réagir et on arrête d'aménager ; c'est ce que font aujourd'hui les gouvernements européens sous la pression de l'industrie financière. On se trouve alors devant un choix aisé : puisque notre monde changera radicalement, la question qui se pose n'est pas de savoir si tout doit rester tel quel ou non. La seule question que nous devons nous poser est de savoir si cette transformation s'effectuera par l'aménagement ou par la décadence. C'est de savoir si on laissera, en toute connaissance de cause, la marge de manœuvre qui reste disparaître progressivement, et avec elle la liberté, la démocratie, le droit et la prospérité passer au fil de l'épée. Ou bien si l'on a besoin de cette marge de manœuvre pour préserver la liberté, donc aussi la liberté de mieux agir. Pourquoi préférez-vous la première proposition ?

## PARDON, LA TERRE !

Il y a quelques années, mon collègue Peter Seele m'a raconté l'histoire d'une fête sur la plage dans les prairies rhénanes près de

Düsseldorf, que je vous raconte à mon tour. Les familles font des grillades et un groupe d'enfants turbulents décide d'allumer un feu. Rapidement, le combustible vient à manquer, et on se met en quête. Après un petit moment, un enfant d'une dizaine d'années revient en traînant un gros sapin très sec derrière lui, peut-être un vieux sapin de Noël. « Il brûlera super bien ! » Et de le jeter sur le feu. Bientôt, ça flambe, ça fume et ça sent mauvais sur la plage. Le petit garçon contemple les flammes d'un air ravi. Puis il prononce ces paroles mémorables : « Pardon, la Terre, il le fallait bien ! »

Que raconte cette petite histoire ? Que conscience écologique et action ne peuvent être liées que de très loin et que le malaise qui survient parfois quand on fait quelque chose *que l'on sait* mal est particulièrement facile à surmonter. Les hommes sont capables de creuser des abîmes aussi profonds que la fosse des Mariannes entre ce qu'ils savent et ce qu'ils font, et n'éprouvent pas le moindre problème à intégrer les contradictions les plus flagrantes et à les vivre au quotidien. Ce petit garçon de 10 ans est déjà conscient que ce qu'il sait et ce qu'il fait ne doivent pas nécessairement être en accord l'un avec l'autre. Notre culture a hérité de la philosophie morale et de la théologie une conception de l'homme selon laquelle il rechercherait la liberté de contradiction, mais celle-ci se révèle complètement inexacte. Les hommes se comportent différemment en fonction de la situation parce qu'ils doivent répondre à des exigences différentes (au travail, au sport, en famille ou entre amis) et se trouvent confrontés à des attentes variées en fonction de leur place.

En effet, la différenciation fonctionnelle des sociétés fondées sur la division du travail a fait émerger un type d'individu très adaptable, capable de se conformer facilement à des exigences de rôles changeantes et souvent très contradictoires, que ce soit dans le cadre de son travail, de sa famille, d'un club, de ses relations amicales, etc. Le sociologue Erving Goffman a consacré tout son travail à ce sujet afin de montrer que l'homme, dans les sociétés modernes, perçoit, se manifeste et agit très différemment en fonction des situations et qu'il n'éprouve pas la moindre difficulté à prendre des distances par rapport aux normes d'un de ses rôles lorsqu'il en endosse un autre (« Vous posez la question à l'homme, ou au politicien que je suis ? »). Goffman a également déchiffré la chorégraphie sociale

qui régit les relations, les rôles et les mises en scène des hommes. Il est absurde, hormis dans des cas pathologiques extrêmes, d'expliquer les actions des hommes par des raisons indépendantes de la situation. Inversement, les sociétés modernes ne peuvent rien entreprendre avec les pathologistes spécialistes des normes : dans leur environnement, une personne qui, indépendamment de la situation, réagit à des exigences changeantes par toujours la même réponse, finit en psychiatrie.

L'homme adaptable n'est cependant pas une variante pathologique de l'homme figé, mais bien au contraire celui que modèlent toutes les instances de socialisation et les institutions de formation, car c'est précisément de lui dont elles ont besoin pour fonctionner. Les convictions morales ne motivent pas l'action, mais nous donnent une piste pour trouver une justification à la concordance d'une mauvaise action et d'une conscience juste. C'est exactement ce qu'illustre l'histoire du petit garçon, rien de plus qu'un exemple particulièrement éloquent d'une contradiction supportée sans difficulté : il savait pertinemment qu'il venait de faire une bêtise absurde. La situation montrait en fait paradoxalement qu'il savait très bien qu'il commettait là une action *véritablement* mauvaise, c'est-à-dire qu'il ressentait un sentiment moral, car il a malgré tout pu attester de sa conscience du mal que représentait son acte.

La psychologie sociale dispose d'un terme pour désigner l'immense complexe d'une telle interprétation : la réduction de la dissonance. C'est Leon Festinger qui l'a employé la première fois après un événement qui valait d'être étudié. Il y a une cinquantaine d'années, les adeptes d'une secte cédèrent la totalité de leurs biens, car leur meneuse avait prophétisé que la fin du monde surviendrait incessamment sous la forme d'une violente inondation. Les membres de la secte se regroupèrent alors sur la plus haute montagne des environs afin d'attendre l'apocalypse ensemble, et que des extraterrestres viennent les sauver, en tant qu'élus. Comme on le sait, la fin du monde n'est pas arrivée, et les adeptes eurent l'air malin sur leur montagne.

Leon Festinger s'intéressa à la manière dont les adeptes géraient l'amère déception de leurs attentes, et fit une découverte étonnante. Au lieu d'avoir l'air quelque peu frustrés, de douter de leur foi ou simplement de reconnaître leur erreur grotesque, ces soi-disant

élus avaient immédiatement élaboré une nouvelle théorie : c'était sans aucun doute une mise à l'épreuve de leur foi. Ils écartaient ainsi la contradiction entre leur conviction et la réalité, et Leon Festinger découvrait le phénomène de dissonance cognitive. Quand les hommes font l'expérience d'une divergence entre leurs attentes et une réalité qu'on ne peut pour ainsi dire pas nier, cela donne lieu à un malaise profond et donc à un besoin irrépressible d'effacer la dissonance, ou au moins de la réduire. La perception de la réalité est alors adaptée à la conviction, et c'est ainsi que les fumeurs considèrent que les statistiques sur le cancer des poumons sont surévaluées, ou que les riverains des centrales nucléaires pensent parfois que le risque de rayonnement ou d'accident est important alors que ceux qui vivent loin des réacteurs pensent que le risque est très important.

Un phénomène comme celui du changement climatique est également en mesure de déclencher une importante dissonance cognitive. La menace se fait chaque année plus pressante. La fonte des glaces de l'Arctique s'accélère, comme l'avaient prédit les schémas des climatologues les plus pessimistes, tandis que les émissions mondiales continuent d'augmenter. C'est pourquoi le réchauffement climatique échappe à tout contrôle immédiat, et ne réduit donc pas le sentiment de menace, car la situation actuelle résulte des émissions produites lors du miracle économique et des années qui suivirent (voir p. 10). Tout ce que l'on pourrait faire aujourd'hui n'aurait d'effets que dans quelques dizaines d'années. La chaîne de cause à effet est brisée, car le climat est inerte. Que peut-on y faire ?

On peut par exemple se dire que tous les efforts fournis par les Chinois, les Indiens, les Russes et les Brésiliens sont minés : tous sont si concentrés sur l'augmentation de leur prospérité que le prix de tous les efforts isolés pour essayer de sauver le monde quand même s'évapore d'emblée dans les airs face aux chiffres des émissions annuelles. Ou exiger des « politiques » qu'ils concluent enfin un accord transnational sur le climat. Avant cela, on ne pourra de toute façon rien faire. Ou encore, comme on l'entend souvent, s'en référer à « l'histoire de l'humanité » et expliquer clairement que « l'Homme » n'apprend qu'une fois que la catastrophe se produit. Ou enfin, que, à la fin, « l'Homme » a toujours eu une idée brillante qui a permis d'éviter la catastrophe.

Que sont ces quelques phrases ? Des adaptations mentales à des conditions environnementales en mutation. On a publié il y a quelque temps une étude sur ce que les pêcheurs du golfe de Californie pensaient du recul des stocks de poisson. Malgré l'importante diminution objective des populations de poissons et la surpêche dans les eaux côtières, plus les pêcheurs étaient jeunes, moins ils semblaient soucieux du problème<sup>17</sup>. Contrairement à leurs collègues plus âgés, ils connaissaient peu des zones de pêche et des espèces que l'on trouvait autrefois près de la côte. Une étude similaire en Chine a montré que les plus jeunes pêcheurs étaient incapables de désigner certaines espèces qui il y a peu encore faisaient partie des ressources typiques de leur région<sup>18</sup>. Des sondages en Inde révèlent que, pour les plus jeunes, la consommation de viande était un mode d'alimentation naturel, et donc souhaitable, tandis que les plus âgés la considéraient comme une habitude nouvelle et non naturelle. Et en Allemagne, on se considère « vert », comme on dit, bien qu'on consomme de plus en plus de matières premières.

Ces *shifting baselines*, c'est-à-dire la modification de sa propre perception parallèle à la modification de l'environnement physique comme social, met progressivement au jour une propriété vraisemblablement très efficace de l'homme, qui est bien l'être vivant le plus adaptable qui soit. Mais si les conditions de vie et de survie changent lentement pour la négative, cette souplesse de comportement peut devenir un véritable inconvénient.

L'adaptation à des situations changeantes peut se montrer tout sauf constructive. Le malaise provoqué par la dissonance la freine à tous les coups. Mais ces efforts permanents pour expliquer les suites prévisibles du changement climatique, de la surexploitation des ressources et de la destruction de l'environnement ne semblent pas vains dans ce seul contexte : ils sont usés d'avoir été répétés dans les argumentaires des quatre dernières décennies, et font maintenant partie des communications banales. On s'étonnerait aujourd'hui d'entendre de bonnes nouvelles du front de l'environnement. La capacité d'accroche de titres tels que « La calotte glaciaire arctique fond plus vite que prévu » est proche de zéro. Une partie du problème s'explique par la fausse présomption que les arguments négatifs motivent l'action. Cela pourrait fonctionner dans le cadre de situation d'urgence absolue, mais pas tant que les

interfaces utilisateurs des sociétés de consommation sembleront s'épanouir.

## POSTIDÉOLOGIE

Le 22 avril 2012, le jeune pilote de course automobile et triple champion du monde de Formule 1 Sebastian Vettel remportait le Grand Prix de Bahreïn. La presqu'île de Bahreïn est une monarchie constitutionnelle de 1,2 million d'habitants dans laquelle un mouvement de protestation s'est éveillé depuis le déclenchement des printemps arabes. Au cours des trois dernières années, plus de 50 personnes ont été tuées et d'innombrables autres ont été blessées au cours de manifestations. Un jeune homme a trouvé la mort pendant les manifestations qui précédèrent la course de Formule 1. Le mouvement de libération du Bahreïn protestait contre cette course car, selon eux, elle mettait en valeur un régime qui menait une politique de répression sanglante à l'égard de l'opposition.

Sebastian Vettel, vainqueur de la course, eut l'air assez peu impressionné par les protestations, portées majoritairement par de jeunes hommes de son âge. Après son triomphe, comme l'a rapporté le *Stern-online*, Vettel, rayonnant, s'est précipité dans la voie des stands. « Ce dimanche était parfait. Je suis vraiment très, très heureux, c'était une course incroyable », dit-il. [...] « Je passe le bonjour aux gars du stand, ils ont fait un super boulot ». À l'heure de la gloire, le champion du monde eut aussi une pensée pour sa grand-mère malade : « Bonjour aussi à ma grand-mère, à la maison, remets-toi vite<sup>19</sup>. »

L'Arabellion, comme on l'appelle, secoue depuis bien trois ans maintenant le Nord de l'Afrique. En Tunisie et en Égypte, l'opposition l'a emporté, les régimes sont tombés. En Libye, le dictateur Kadhafi n'a pu être vaincu que par une guerre dévastatrice. Le dictateur syrien s'accroche, tandis qu'au Yémen et même au Bahreïn, l'opposition est pour l'instant réprimée efficacement. Les moteurs de la rébellion sont de jeunes hommes, surtout des diplômés qui ne trouvent pas de travail. Dans tous les pays concernés règne un

chômage académique exceptionnellement haut qui touche en premier lieu ceux qui n'ont pas encore pu intégrer le marché du travail. Volker Perthes parle à ce sujet d'une expérience centrale qui frappe dans ces pays la tranche d'âge de 20 à 35 ans : « De Rabat à Riad, pour simplifier un petit peu, cette génération se sent spoliée de ses chances d'intégration économique, politique et sociale. Beaucoup dans cette génération ont le sentiment d'avoir reçu une bonne formation, mais de ne pas avoir d'emploi satisfaisant, voire pas d'emploi du tout, et, contrairement aux générations plus âgées, d'avoir également moins de chance de trouver un travail légal en Europe ou dans le Golfe. Leurs revenus sont bas, voire inexistant, ce qui les empêche de louer un logement. Sans logement à eux, ils ne peuvent pas fonder de famille<sup>20</sup>. »

C'est un sentiment de déclassement social et d'absence d'avenir, de privation des possibilités, qui s'articule dans ces protestations. On pourrait aussi parler d'un sentiment de perte de la liberté d'organiser sa propre vie, et donc d'une perte d'avenir. Ces sentiments ont toujours été un sujet de discordance intergénérationnelle.

Reprenons : le 22 avril 2012, de jeunes adultes diplômés se sont révoltés contre une course automobile organisée spécialement dans le désert pour les téléspectateurs du monde entier, alors que dehors, on se faisait tabasser par la police. D'un côté, on fournissait à prix d'or un produit de consommation à des téléspectateurs en mal de divertissement, d'un autre on se battait pour la liberté et le travail. Autrement dit : à l'intérieur, on fabriquait de l'absurdité, à l'extérieur, on cherchait du sens.

Avec tout cela, on n'a pas fini d'énumérer toutes les absurdités qui se sont concentrées sur ce seul dimanche. On prévoit que dans quelques années les gisements de pétrole du Bahreïn, qui ont fait la richesse de ce petit pays, s'épuiseront. Et on ne peut manquer de relever l'ironie dans le fait que depuis 2004 exactement, le sport emblématique du monde fossile se voit célébrer chaque année au Bahreïn : la Formule 1 est la première division des sports de course automobile ; les jeunes pilotes gagnent entre 1 et 30 millions d'euros par an. Pour une course dans le désert, il faut agglomérer le sable avec une substance chimique spéciale pour éviter qu'il ne vole dans les yeux des pilotes et n'abîme ces véhicules si fragiles. Bernie Ecclestone, le chef spirituel octogénaire de la Formule 1, organise depuis quelques

années la mondialisation de sa série de courses avec beaucoup de succès ; récemment, la Chine, l'Inde et la Russie ont été ajoutées au programme.

La plus grande partie du gros milliard de dollars annuel que génère tout ce cirque provient des droits de diffusion internationaux des courses – après tout, chaque fois que Sebastian Vettel fait des tours de pistes n'importe où dans le monde, pas moins de 6 millions d'Allemands sont assis devant leur télévision. Grâce à la Formule 1, Bernie Ecclestone est devenu milliardaire, et le douzième homme le plus riche d'Angleterre. On évalue la valeur totale de la Formule 1 à quelque 12 milliards de dollars.

Ecclestone et son cirque continueront de venir une fois l'an au Bahreïn. Et la Formule 1 y sera reçue « aussi longtemps qu'ils voudront de nous ». Il n'a rien absolument contre les protestations : « Je pense que c'est bien, parce que comme ça les gens parlent des choses. Cela veut dire qu'il n'y a pas de mauvaise communication<sup>21</sup>. »

Sebastian Vettel conduit une voiture Red Bull. Avec cette écurie, il est devenu deux fois champion du monde. Le Red Bull est une boisson très sucrée à la caféine apportée sur le marché autrichien par Dietrich Mateschitz en 1987 comme boisson énergisante. Au bout de quelques années, Mateschitz l'Autrichien commença à exporter sa boisson à l'étranger, non sans succès : depuis 1987, 30 milliards de cannettes de Red Bull ont été bues, dont plus de 4,6 milliards pour la seule année 2011. Le taux de croissance est spectaculaire : en 2011, on a englouti 11,4 % de cannettes de Red Bull de plus qu'en 2010, le chiffre d'affaires a pris 12,4 %, de 3,785 à 4,253 milliards d'euros<sup>22</sup>. Mais quel est le rapport entre cette boisson et la Formule 1 ? La stratégie de commercialisation de Mateschitz consiste à bâtir autour de cette boisson une gigantesque machine à produire un art de vivre, qui comprend, en plus de l'équipe de Formule 1 Red Bull, une autre équipe, certes moins performante, qui s'appelle Toro Rosso. Mateschitz possède aussi quatre clubs de football (New York's Red Bull, Red Bull Salzburg, Red Bull Brasil et Red Bull Leipzig) et un aéroport privé peuplé d'Oldtimers estampillés Red Bull, entre autres. Il y a aussi le magazine *The Red Bulletin*, tiré à 3,7 millions d'exemplaires, un magazine d'art de vivre dans lequel on parle de courses de motocross, d'événements aéronautiques, d'escalade extrême, de musique, etc. On y parle par exemple

d'une course de moto qui a la particularité de ne voir que 3 ou 4 des 500 partants atteindre l'arrivée.

Mateschitz ne vend pas une boisson, il vend un art de vivre qui a pour « cœur de marque » l'attractivité de l'énergie, de la performance et de la compétition et qui reflète ainsi parfaitement la valeur centrale des sociétés capitalistes du *xxi*<sup>e</sup> siècle. Tandis que les coûts de production de Red Bull s'élèvent à 600 millions d'euros, l'entreprise dépense 1 milliard d'euros en marketing. Mateschitz et la Formule 1 présentent donc une similitude absolument géniale : les deux entreprises produisent des milliards avec un produit qui n'a pas la moindre valeur utilitaire. Il n'existe pas de chiffres sur l'impact écologique de toutes ces courses sur l'eau, la terre et l'air organisées par Red Bull et les autres acteurs de l'industrie événementielle internationale. Comme dans toutes les autres branches de l'économie, ces coûts sont externalisés et sont ainsi portés par la collectivité.

Les entreprises de ce genre représentent le plus haut degré de développement d'une économie de croissance fondée sur la consommation. Leurs véritables produits sont les consommateurs eux-mêmes, qui assouviennent des besoins d'*utilisateurs* en produits absolument superflus suscités par l'extérieur. Boissons, courses, magazines, etc. sont la matière première dont on fabrique des hommes qui souffrent d'incontinence chronique de besoins.

Les besoins des contestataires au Bahreïn se trouvent d'une certaine manière en travers de tout cela. Ils ne recherchent pas plus de possibilités de consommation, ils veulent conquérir le droit citoyen, des emplois, la liberté, etc. En fait, deux acceptions de la liberté s'opposaient au Bahreïn pendant la course de Formule 1 de 2012 : une citoyenne, une consommatrice. Dans un cas, on recherche la liberté d'organiser sa vie comme on l'entend, dans l'autre, la liberté d'acheter.

Le Bahreïn est un microscope. Il présente la mécanique des relations sociales fondamentales à l'ère de la mondialisation : un consumérisme totalitaire dénué de tout besoin naturel, dont les instigateurs sont capables d'influencer des économies ou des États entiers et poussent les gouvernements à organiser ou soutenir l'empêchement ou la répression de contre-pouvoirs. Le refus des contre-pouvoirs ne doit en revanche pas être interprété comme s'il était motivé par des oppositions ou même des hostilités politiques. Il a un but précis et n'a rien d'idéologique, c'est un acte transitoire

qui semble nécessaire dans la mesure où les États en question ne présentent pas encore de possibilités de consommation suffisantes pour assurer la paix sociale. Les contestataires sont des consommateurs en puissance, et c'est pourquoi aucun acteur de l'économie n'a fondamentalement quoi que ce soit à leur reprocher. Parfois, ces personnes manifestent simplement au mauvais moment, mais la plupart du temps cela se limite à des confrontations passagères. Même Occupy, et c'est bien la pire chose qu'on ait jamais dite à propos d'un mouvement social, trouvait finalement que c'était bien comme cela<sup>23</sup>. Leur slogan – « Nous sommes les 99 % » – a beau être percutant, il montre pourtant bien qu'il ne s'agit pas de politique : la répartition des pouvoirs et des suffrages est tout de même un peu plus compliquée que la simple domination d'une majorité écrasante *contre* et d'une infime minorité *pour* les rapports existants. En fait, on ne voit pas contre qui cette protestation est dirigée, et tant que cela ne changera pas, autant laisser tomber. La dissolution de la protestation n'est peut-être que symbolique – elle a d'ailleurs probablement été inspirée par l'*Indignation* à 3 euros de Stéphane Hessel<sup>24</sup> –, mais elle révèle cependant qu'un changement radical s'est produit *de facto* il y a longtemps déjà, mais dont on n'a comme d'habitude pas encore pris conscience. Cela fait longtemps que les conflits idéologiques n'ont plus d'objet, ce qui explique que ces indignés ne sont pas des opposants et n'ont pas besoin d'être combattus. Il n'y a aucun motif d'hostilité.

En 2011, un groupe de travail de l'École polytechnique fédérale de Zurich a publié une étude sur la structure des réseaux d'entreprises internationales. L'étude, s'appuyant sur des analyses, a conclu à l'étonnant résultat que 40 % de la valeur mondiale de seulement 147 entreprises transnationales était conservé, ce qui normalement, du fait de la compartimentation de la propriété, est impossible à révéler. Cela représente une énorme concentration de pouvoir, surtout si l'on y ajoute le fait que les 49 premières places de ce classement sont occupées par des instituts financiers, dont certains aussi impressionnants qu'Affiliated Managers Group (numéro 47) ou Legal & General Group (numéro 7)<sup>25</sup>. Cela nous pousse toutefois à nous demander contre qui il faudrait, au *xxi*<sup>e</sup> siècle, diriger la protestation politique, et à quoi elle pourrait bien ressembler. Ces 147 entreprises pourraient ainsi facilement ruiner des économies nationales entières ainsi que leur monnaie, sans que les instances de surveillance que sont les

autorités fiscales, de la concurrence ou encore les ONG pour la transparence puissent contrôler la structure de ce réseau.

L'influence sur la politique nationale n'a aujourd'hui plus d'ancrage national, donc les partis et les gouvernements ont beaucoup perdu de leur force de négociation depuis 1989. Et tout ce qu'on peut raconter de la « cupidité » des managers vulgarise une révolution structurelle qui se trame à l'arrière de la scène politique nationale et internationale : une trustocratie qui, précisément parce qu'elle est et peut être postidéologique, tolère toute forme possible de gouvernement et d'État tant qu'ils sont capitalistes. D'un point de vue politique, cela pose une problématique très différente de celle qui a marqué l'Europe de l'après-guerre : il ne s'agit plus ici du conflit entre capital et travail, entre « droite » et « gauche », entre progressisme ou conservatisme, mais d'un conflit que l'on n'a même pas encore identifié. Contrairement aux lignes de conflits politiques de la deuxième moitié du xx<sup>e</sup> siècle, on ne parle plus aujourd'hui de contraires idéologiques, mais de conflits entre des groupes avec avantages ou désavantages organisationnels.

Les 147 corporations identifiées par le groupe de recherche suisse disposent à tous les égards d'avantages organisationnels car elles n'ont plus à s'occuper de contextes culturels, d'obligations nationales, de l'équilibre des intérêts, de participation et autres antiquités. Les populations des pays se trouvent quant à elles en désavantage organisationnel car elles n'ont aucune influence sur l'agglomération de pouvoir transnationale qui s'est installée depuis longtemps dans les coulisses des politiques internationales. Il serait intéressant d'essayer de faire grève chez Google. Pour résumer : les formes de combat politiques et facteurs d'influence du xx<sup>e</sup> siècle ont perdu, au xxi<sup>e</sup> siècle, soit leur force, soit leur objet même. Il s'agit de nouvelles formes de constitution des pouvoirs qu'on ne peut pas combattre avec les anciens moyens, et qui ne constituent même plus un spectre contre lequel on pourrait organiser une opposition.

Cela laisse le consommateur occidental de marbre : il peut par exemple lire les articles du *Süddeutsche Zeitung* sur l'oppression des chiites du Bahreïn ou l'expulsion des militants de Occupy à New York et se faire expliquer l'envers du décor, puis se plonger dans les pages du *Red Bulletin* qu'il trouve en supplément du même journal pour s'émerveiller des performances de Sebastian Vettel et s'émouvoir du

passage sur sa grand-mère, tout en trouvant que le Red Bull est vraiment une boisson infâme. Il peut conduire un SUV, voter écolo, être de gauche, faire manger bio à ses enfants et s'enorgueillir du niveau de vie dont il a le privilège. Pour résumer : il peut à la fois tout avoir et tout être. Il est cette version de l'utopie marxiste devenue réalité grâce à l'incroyable outil qu'est la consommation universelle : « Chasser le matin, aller à la pêche l'après-midi, faire l'élevage le soir et critiquer après le repas<sup>26</sup>. » La libération d'un tel individu, et Marx ne s'en serait jamais douté, c'est tout ce que l'économie capitaliste et la culture de la consommation auront gagné.

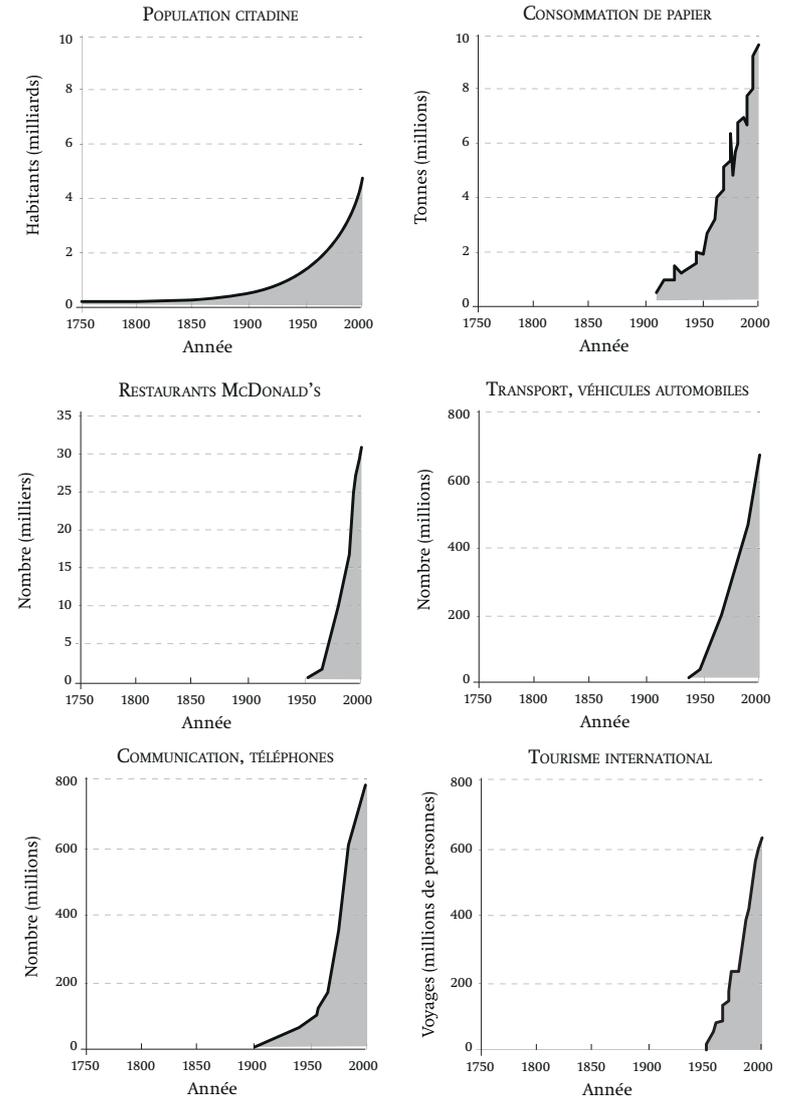
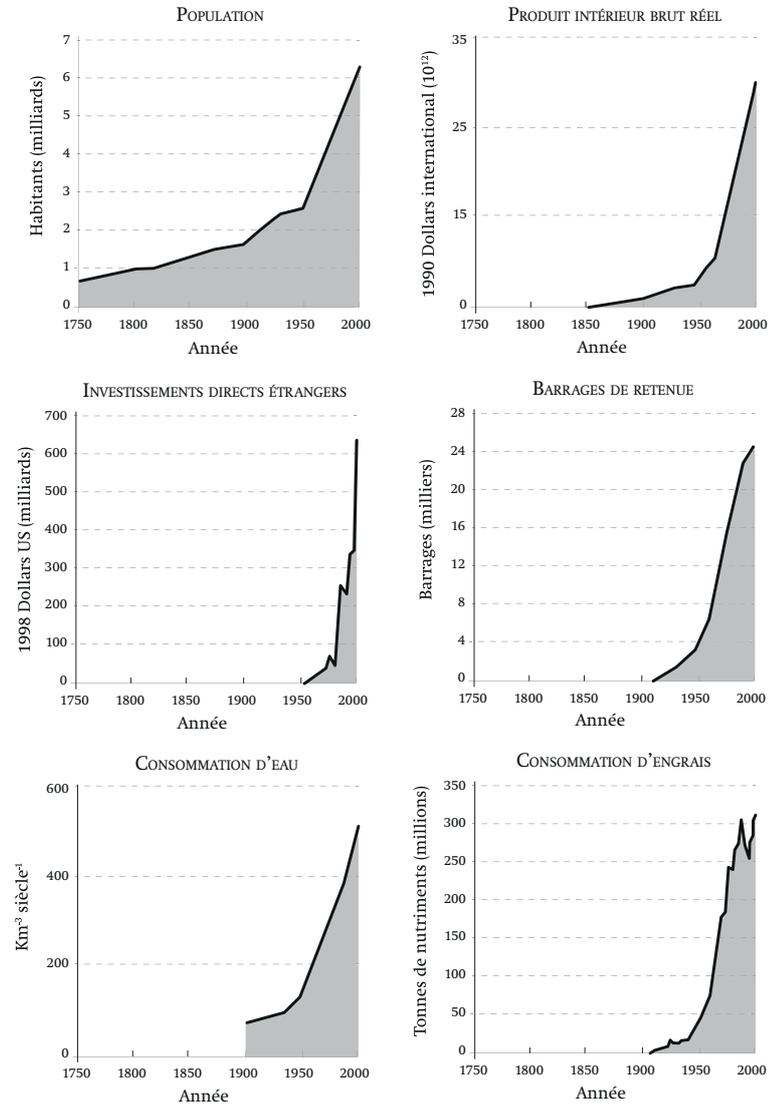
L'homme nouveau est une créature qui change constamment à travers les besoins qu'on éveille sans cesse en elle et qui ne s'occupe que de les satisfaire. Vous l'avez déjà remarqué : c'est de vous que je parle.

## POURQUOI NOUS NE VOULONS PAS RESSEMBLER À CE QUE NOUS AVONS ÉTÉ

Ceux qui, comme moi, ont la chance d'être nés autour de la moitié du xx<sup>e</sup> siècle dans un pays capitaliste, ont grandi dans un monde animé par l'idée que tout est et doit toujours rester disponible. Ce monde a été créé par les pays industrialisés occidentaux pendant la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale ; une époque marquée par une croissance économique spectaculaire, une augmentation radicale de la consommation de matériaux et l'accélération de la destruction des ressources naturelles. En jetant un œil aux chiffres, on constate que les 200 premières années d'économie de croissance capitaliste n'ont en comparaison pas apporté grand-chose : ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale que tout a démarré (voir page 10).

Les graphiques suivants présentent l'augmentation exponentielle observée dans tous les secteurs liés à notre mode de vie, et qui

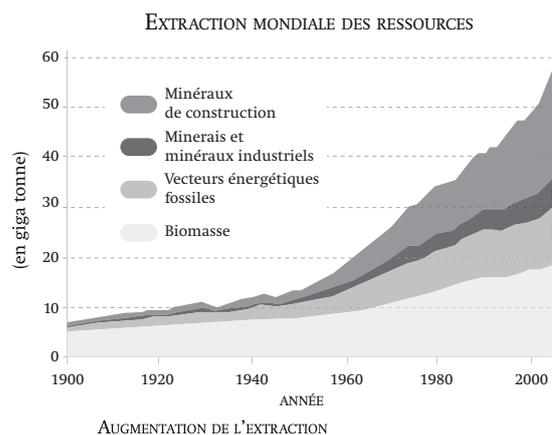
concerne les premiers pays industrialisés, dans lesquels la culture du « toujours de tout » s'est développée. Aujourd'hui, cette culture s'étend au monde entier et la logique de l'augmentation exponentielle devient universelle.



Il est absurde de dire que les Chinois ou les Indiens veulent « être comme nous ». Car nous-mêmes ne voulons pas être comme « nous ». Tout comme les Chinois et tous les autres, nous voulons prendre

part à un modèle de culture qui a certes été inventé dans les pays occidentaux, mais qui se caractérise cependant par un nivellement radical des différences culturelles, dans un espace géographique limité d'abord, puis aujourd'hui mondial.

Le format actuel de ce modèle de culture a bien peu de choses à voir avec l'image de soi et les expériences des générations d'après-guerre et des baby-boomers, car ils ont grandi dans un monde de valeurs axé sur des concepts de progrès, de développement, de liberté, de démocratie, de justice sociale, d'éducation et d'économie, mais pas particulièrement sur l'augmentation débridée des possibilités de consommation. Les citoyens de la RFA des années 1980 auraient, tout autant que les citoyens de la RDA, refusé de définir le sens de la vie en l'assimilant à la simple augmentation des possibilités de consommation et à ses slogans, de « Être radin, c'est bien » (Saturn) à « C'est moi qui compte » (Postbank). Ce n'est qu'après la chute du mur de Berlin et du bloc de l'Est que s'impose, avec la disparition de la concurrence de système, une idée développée progressivement dans les pays vainqueurs et capitalistes au cours de la période qui suivit la Seconde Guerre mondiale : le sens, ça s'achète. L'économie met en place un univers de disponibilité infinie d'objets d'aménagement, de voitures, de voyages au bout du monde, de textiles, etc., dont on *pourrait* toujours avoir besoin, et les consommateurs et consommatrices n'ont plus que deux choses à faire pour faire partie de cet univers : travailler et acheter.



L'histoire de la consommation moderne indique qu'il n'a pas été facile du tout d'imposer ce modèle d'idée. La plupart des gens qui, après la crise économique mondiale et la Seconde Guerre mondiale, avaient été habitués au manque, tendaient vers un mode de vie économe. Quand on voulait acheter quelque chose, il fallait économiser relativement longtemps afin de rassembler l'argent nécessaire. L'économie nationale a vu s'établir une nouvelle culture en réaction à l'économie mondiale : grâce aux crédits, on a pu financer des programmes d'investissements nationaux qui permettaient de maintenir un taux de chômage faible et de relancer la courbe de la croissance économique. C'est en réalité à ce moment-là que l'économie de croissance et du crédit est née et s'est popularisée. L'historien John R. McNeill le résume ainsi : les économistes américains « ont infiltré les couloirs du pouvoir et les illustres salles des universités, ils se sont imposés comme experts chez eux comme à l'étranger, ils ont rassemblé autour d'eux tout un groupe d'adeptes du monde entier, ils ont écrit des papiers pour les journaux les plus populaires – ils ont saisi la moindre occasion d'accomplir la joyeuse ambassade de l'économie de croissance. Leur doctrine tolérait de nombreuses sectes, tant qu'elles restaient fidèles aux principes de base. Leurs idées correspondaient relativement bien aux idéologies politiques et sociales de l'époque, si bien qu'ils acquirent sans difficulté le statut d'orthodoxie dans de nombreux pays<sup>27</sup> ». L'introduction des crédits à la consommation, d'abord dans les années 1920 aux États-Unis, puis dans les années 1950 en Europe occidentale, permit de renverser le principe traditionnel : il était désormais possible à chacun, dès qu'un besoin se faisait sentir, d'acheter et de profiter *immédiatement* de la satisfaction procurée par l'objet et de ne le payer que plus tard.

En psychologie, ce principe « d'immédiateté » implique une réduction drastique du laps de temps entre l'apparition et la satisfaction du besoin. Alors qu'autrefois il fallait attendre un certain temps avant de pouvoir « s'offrir » l'objet de son désir, l'achat immédiat ne présentait ainsi plus la moindre difficulté : le coût de la satisfaction du besoin passait en seconde position. C'est en lisant le modèle de consommation de Victor Lebow, expert américain en marketing dans les années 1950, que l'on se rend compte que la possibilité d'acheter immédiatement déclencha la consommation

de masse, et surtout motiva l'invention constante de nouveaux besoins : « Notre économie prodigieusement productive nécessite que nous adoptions la consommation comme mode de vie et que nous ritualisons l'achat et l'utilisation de biens, que nous recherchions notre satisfaction spirituelle et notre propre accomplissement dans la consommation<sup>28</sup>. »

Depuis, le volume des crédits à la consommation ne cesse d'augmenter : au cours de la seule dernière décennie, il a augmenté d'un tiers en Amérique (de 1,2 en 2000 à 1,8 billion d'euros en 2010), de 5 % (fort modestes en comparaison) en Allemagne (de 216 milliards d'euros en 1999 à 227 en 2009)<sup>29</sup>.

Ce permis d'acheter s'est si bien intégré à tous les aspects autrefois non commerciaux de cette recherche de sens, qu'on a pu entendre Robert Giuliani, maire de New York, dire dans son discours aux citoyens de sa ville après les attentats contre le World Trade Center : « *Show you're not afraid! Go shopping!* » (« Montrez que vous n'avez pas peur ! Allez faire du shopping ! »). Ce n'est pas sans ironie que l'antipode de ce modèle de culture, Oussama Ben Laden, mesure également le succès de son terrorisme d'un point de vue commercial : il s'est vanté, dans un message vidéo, que chaque dollar investi dans Al-Qaïda « a, par la grâce d'Allah, anéanti un million de dollars et un nombre immense d'emplois<sup>30</sup> ». Ceci pourrait bien être la manifestation la plus évidente de la grande diffusion des biens et des idées capitalistes dans le monde, et de la manière dont ils ont supplanté les formes précédentes de recherche de sens. Ce modèle de culture s'est émancipé de toutes les idéologies nationales et religieuses, et ne trouve de sens que dans les possibilités de consommation.

Ceux qui pour l'instant n'acceptent pas de suivre ce mode de pensée, les manifestants du Bahreïn ou bien le « milliard du bas », à qui ont jusqu'ici échappé toutes les augmentations de prospérité, finiront un jour ou l'autre par en être. C'est pour cela qu'en attendant on propose des microcrédits aux pauvres, afin qu'ils participent eux aussi au marché (voir p. 194). Pour pouvoir leur vendre quelque chose. C'est précisément pour cela que nous nous trouvons aujourd'hui à l'ère post-idéologique : tous les pays du monde, jusqu'à la pièce de collection qu'est la Corée du Nord, se sont tournés vers le consumérisme, et en lui tous les hommes sont égaux. Leur bonheur est déterminé par un marché anonyme, et si certains s'en sortent

mieux que d'autres, cela n'est dû qu'à l'éternelle loi de l'offre et de la demande, et non à une inégalité historique, ni à une augmentation ou diminution de pouvoir, ni à une discrimination ou à la violence et l'oppression.

C'est aussi pour cela que les pauvres ne sont pas perçus comme des ennemis, mais comme des consommateurs en puissance. Le consumérisme n'a pas d'ennemi, car sa victoire dépend de la participation de *tous*. Il est apolitique, et n'affiche donc aucun objectif politique identifiable. Les gouvernements peuvent effectivement être mauvais, corrompus, criminels, ils sont alors contestables et fragiles, comme au Bahreïn. Le consumérisme universel, lui, est neutre, objectif, et solide. L'attaquer, c'est s'attaquer soi-même. Et c'est ainsi que disparaîtront bientôt les derniers points blancs sur le planisphère du consumérisme totalitaire.

## RELIGION DE LA CROISSANCE

Quand, il y a plus de 200 ans, l'utilisation des énergies fossiles sonnait l'avènement de la première révolution industrielle, permettant ainsi d'incroyables gains de productivité, la carte du monde était encore largement recouverte de surfaces vierges. Des pays qui ne s'étaient pas encore transformés en sociétés industrielles, mais qui étaient de gigantesques *storehouses of matter* (« réserves de matières » Isaac Newton), et qui représentaient pour la machine civilisation des gisements de matières premières en apparence inexploitées dont le fruit partait pour l'Angleterre, l'Allemagne, la France et l'Amérique du Nord qui, de leur côté, avaient une soif inhérente et inextinguible d'énergie et de matière. Le principe de l'économie de croissance repose en fait sur l'idée que les ressources sont disponibles à l'infini. Cette idée a été entretenue d'un côté par l'incroyable gain de productivité qui laissait imaginer des possibilités de croissance sans fin en termes de valeur ajoutée, de quantité de biens, de prospérité, et d'un autre côté par la disponibilité effective d'une planète entière pour les besoins d'une petite partie de ses

habitants. Aucun Occidental n'aurait pu sérieusement envisager que cette énorme Terre ne disposerait pas d'assez de matières premières pour les techniques d'affinage d'une petite partie de l'humanité, ni d'assez de décharges pour contenir tous leurs déchets.

Le sujet devint un peu plus épineux lorsqu'on a commencé, dans les années 1960, à se rendre compte que même dans cet ordre de grandeur, les dommages causés à l'environnement ne pouvaient être évités, et que, leurs effets étant à considérer sur le long terme, il ne serait pas si facile de les corriger. À ce moment-là, le monde industrialisé était déjà lancé sur la courbe exponentielle de la croissance universelle. Le mouvement pour l'environnement qui apparaît à partir des années 1960 dans les pays industrialisés s'est d'abord concentré sur les conséquences invisibles de la pollution chimique des rivières et des sols d'un côté, et d'un autre sur la destruction visible d'une nature apparemment sauvage. Le système concurrent, le bloc de l'Est staliniste, était encore moins scrupuleux que l'Occident dans ses rapports avec les ressources naturelles, d'autant que, là-bas, les citoyens n'ont eu aucun moyen de contrôle, et qu'ils n'ont pas même eu connaissance des destructions radicales qui étaient en cours<sup>31</sup>.

Mais la concurrence de système impliquait nécessairement une course à la croissance, et les deux systèmes devaient se surpasser l'un l'autre en performances afin de prouver leur supériorité historique. Par rapport à l'infinité du monde alors encore disponible, la puissance destructrice industrielle ne semblait pas pouvoir causer de dommages irréversibles. Ce sentiment s'est illustré d'abord à travers les photos de la « planète bleue » prises depuis la capsule spatiale Apollo. Elles montraient les limites inimaginables et totales de l'espace de vie qu'est la Terre, une planète fragile dans l'infinité de l'espace.

Mais l'esthétique de la fragilité a été un opposant chétif à la conception consumériste de la liberté : c'est lorsque le bloc de l'Est s'est effondré de manière si peu spectaculaire, comme si l'histoire n'avait fait que lâcher un vent, que la mondialisation a vraiment démarré sous la forme de l'universalisation de l'économie de croissance capitaliste. Et jusqu'à maintenant, elle entraîne une surexploitation des ressources si terrible qu'il semble évident que, dans deux ou trois décennies, elle aura détruit ses propres conditions de fonctionnement. Une telle économie est au plus haut point non

économique, car pour se maintenir en vie, elle a besoin de toujours plus de matériaux pour produire toujours plus de produits toujours plus chers pour toujours plus de gens avec toujours plus de besoins. D'après une plaisanterie bien connue, il faut, pour ignorer la fin prévisible de ce processus, être fou ou économiste. Mais il semble que le problème soit ici très bien décrit : aujourd'hui, Hans-Werner et ses acolytes économistes tout aussi géniaux ne sont plus les seuls détracteurs de la réalité, à peu près tous les habitants et toutes les habitantes du monde de la consommation le sont aussi. Il n'y a que les fous pour croire que l'on peut tirer toujours plus de tout d'une entité physique limitée.

Mais l'histoire nous enseigne que la vérité est une question de consensus social et que les hommes croient encore aux choses les plus absurdes à partir du moment où tout le monde y croit. Robert Solow, prix Nobel d'économie en 1974, défendait le plus sérieusement du monde une théorie selon laquelle l'humanité pourrait s'en sortir sans ressources naturelles, et son collègue économiste Julian Simon déclarait en 1984 qu'on pourrait continuer avec l'économie de croissance pendant encore sept milliards d'années<sup>32</sup>. Le sociologue William Thomas a formulé, au début du siècle passé, ce célèbre décret : quand les hommes considèrent qu'une chose est vraie, *alors elle le devient*. Une conviction peut bien être totalement inconsistante ou extravagante, quand on agit sur la base de cette conviction, alors l'action crée la réalité. CQFD : jusqu'à maintenant, la plupart des théories économiques ignorent aussi bien les limites que la logique propre des conditions naturelles. Celles-ci ne sont ici considérées que comme un gisement de matières premières.

Les conséquences de la superstition contemporaine selon laquelle une croissance illimitée serait possible parce qu'elle est essentielle à l'épanouissement de l'économie sont illustrées par l'image du jour du dépassement. Il se fonde sur l'idée que l'exploitation des ressources est durable si on la répartit par année, de telle sorte que la quantité disponible calculée soit utilisée sur 365 jours ; la même quantité se trouve à nouveau disponible au premier janvier de l'année suivante. La formule est la suivante :

$$\frac{\text{Biocapacité}}{\text{Empreinte écologique}} \times 365 = \text{jour du dépassement}$$

Depuis qu'on le calcule ainsi, le jour auquel les ressources annuelles ont été utilisées tombe plus tôt chaque année : en 2011, c'était le 27 septembre, en 2012, le 21 août. Cela montre clairement que non seulement le taux de surexploitation, mais aussi sa vitesse, augmentent : cette date remonte chaque année plus avant dans le calendrier, si bien que la multiplication par deux de l'exploitation annuelle sera atteinte sur une durée bien plus courte que par exemple la barre d'une surexploitation de 150 %. La surexploitation n'est pas un événement qui survient soudainement, c'est un processus insidieux.

Mais est-il possible d'utiliser plus que ce qu'il y a ? Bien sûr : ce que l'on utilise *aujourd'hui* manquera à ceux qui en auront besoin *demain*. Plus on surexploite, moins cela repousse. Autrement dit : les consommateurs d'aujourd'hui, vous, en somme, vivent à crédit, et laissent leurs dettes à payer à leurs enfants. Si le principe de l'économie de croissance s'étend au monde entier, cela signifie que l'on ne peut plus se développer dans l'espace, comme à l'époque de l'industrialisation en Europe et en Amérique du Nord aux <sup>xix</sup><sup>e</sup> et <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècles, afin de se procurer de l'extérieur le carburant qui fera fonctionner la machine civilisation. La seule ressource qu'il reste pour produire de la valeur ajoutée à l'échelle mondiale, c'est l'avenir. La culture du « toujours de tout » exploite l'avenir de ceux qui auront la malchance de naître après vous.

Que vous arriviez à vivre en paix avec ce fait profondément perturbant moralement s'explique peut-être parce que vous êtes habitués à satisfaire vos besoins de consommation aux frais des autres. Ou est-ce que vous pensiez vraiment que personne ne s'était fait exploiter quand vous avez acheté ce T-shirt à 4,95 euros ou ce voyage *all-inclusive* en République dominicaine à 799 euros ?

Mais cela n'a rien de nouveau. Ce qui est nouveau, c'est que vous ne trompez plus seulement quelqu'un d'autre, quelque part sur cette planète, mais également vos proches – vos enfants, vos nièces, vos neveux, vos petits-enfants, et ainsi de suite. Et vous-même aussi par la même occasion, parce que vous ne voulez pas admettre que vous êtes si méchant.

## POURQUOI VOUS CROYEZ TOUJOURS ÊTRE DIFFÉRENT DE CE QUE VOUS ÊTES

Pendant la plus grande partie de votre vie, vous avez probablement cru vivre dans un monde somme toute bon, en tout cas meilleur que le monde de « là-bas », en Asie, en Afrique, ou ailleurs. C'est d'ailleurs aussi ce que pensent les habitants de ces autres pays, et il est faux de penser que quelqu'un, Chinois ou Indienne, veuille être « comme nous ». Non, ils veulent tout naturellement être tels qu'ils sont, mais, si possible, vivre mieux. Le modèle de culture qui offre de telles perspectives se trouve être le même, comme on l'a dit, que celui que « nous » désirons. Seulement, il existe de grandes différences entre les manières dont ce désir se mêle à l'histoire et aux traditions des sociétés, et de grandes différences aussi entre les stratégies par lesquelles il se traduit. Même si les cultures se différencient d'un point de vue économique et consumériste, certaines particularités dans les mentalités et l'*habitus* persistent.

L'ethnologie et l'anthropologie ont démontré de différentes manières que les perceptions, pensées et décisions des hommes ne sont pas déterminées uniquement par des facteurs physiques et physiologiques, mais également par l'échantillon culturel dans lequel ils ont appris à percevoir, à interpréter et à interagir avec *leur* monde. Cette dimension culturelle du monde et de soi s'étend de découvertes aussi étonnantes que le fait que les pensées autobiographiques apparaissent plus tardivement chez les Asiatiques que chez les Européens occidentaux, ou que les bébés japonais doivent d'abord comprendre que « l » et « r » sont deux phonèmes différents<sup>33</sup>, jusqu'au constat non moins épatant que l'espérance de vie moyenne dans les sociétés riches a augmenté de 40 incroyables années depuis 1840 (elle a donc à peu près doublé, alors que dans certaines parties d'Afrique elle se situe encore autour de 40 ans seulement).

Pourquoi les deux premières découvertes semblent-elles plus étonnantes que la troisième ? Parce que la troisième fait partie de nos attentes culturelles et que la plupart des lecteurs et lectrices de ce livre partent du principe que leur espérance de vie dépasse de loin les 39 ans qu'ils auraient pu attendre dans d'autres lieux ou à une autre époque. Les sociétés se développent non seulement de manières différentes, mais également à des moments différents. On ne prend conscience de l'ensemble des attentes possibles à un moment donné que lorsque le flot continu des événements se voit interrompu par des changements abrupts et radicaux. Quand on vit une guerre, un tremblement de terre destructeur, une catastrophe nucléaire – ou tout autre événement qui interrompt le tranquille cours de la vie –, les attentes *ne sont pas* réalisées, et c'est seulement alors que l'on voit clairement ce que l'on considère comme évident. L'ensemble des attentes, ou *assumptive world*, comme l'a nommé le phénoménologue Alfred Schütz, est constitué de conditions dont on ne prend pas conscience car elles sont déterminées dès la venue d'un individu au monde dans lequel il se trouve et auquel il appartient.

## LA TEXTURE DES ATTENTES À L'ÉGARD DU MONDE

Dans les années 1960, le sociologue américain Harold Garfinkel et ses élèves ont développé une discipline scientifique qu'il a appelée « ethnométhodologie » (ce qui a d'ailleurs longtemps freiné sa popularité). L'ethnométhodologie étudie les règles de base de notre vie et de nos actes quotidiens. Vous pouvez facilement faire vous-même l'expérience de ce en quoi cela consiste en entamant par exemple une conversation dans votre compartiment de train ou au bar de l'hôtel tout en essayant doucement mais sûrement de réduire la distance entre le nez de votre interlocuteur et le vôtre. Dès que vous aurez franchi une certaine distance, disons 30 à 35 centimètres, vous remarquerez que votre interlocuteur en sera très troublé, et si

vous vous en approchez encore plus, vous serez vous-même considérablement plus agité. Votre pouls s'accélénera, vos paumes deviendront moites. En fait, vous enfreznez à ce moment-là une des très nombreuses règles qui encadrent le comportement social sans que l'on s'en rende compte en temps normal, et surtout sans qu'on ne l'ait jamais *appris consciemment*. Le monde social est plein de ce type de règles – du niveau sonore adopté en parlant à l'évitement des regards dans l'ascenseur, en passant par le comportement dans les files d'attente. On peut voir l'importance des conséquences de ces règles dans les actes quotidiens, par exemple dans le fait que se trouvaient, parmi les victimes du naufrage du Titanic, sensiblement plus de Britanniques que d'Américains, car les premiers, par politesse, laissèrent plus facilement leur place dans les canots de sauvetage. Les conventions sociales font que l'on préfère brûler dans une maison en flammes que de sortir sans pantalon dans la rue (comme l'a un jour formulé Stanley Milgram), ou qu'un geste sans mauvaises intentions puisse devenir une insulte mortelle s'il est effectué dans le mauvais cadre culturel.

Le monde dans lequel on grandit est tel qu'il est. Sa texture constitue la base culturelle et sociale de notre existence, et c'est précisément pour cela que ses règles sont si efficaces et si déterminantes, car elles n'ont véritablement jamais fait l'objet d'une réflexion consciente. Et bien entendu, on ne peut critiquer ni remettre en question ce dont on n'est pas conscient.

Mais les règles sociales de la vie de tous les jours ne sont certainement pas la seule toile de fond inconsciente de nos orientations et de nos attentes. Les sociétés modernes en particulier sont très profondément structurées par des réglementations et des infrastructures institutionnelles en tous genres. *L'assumptive world* dans lequel on vit non seulement imprègne les perceptions et les pensées, mais impose également à l'individu des obligations culturelles et forge des attaches qui restent inconscientes. Chaque culture impose à ses membres des normes comportementales, d'attentes et sentimentales dont l'efficacité réside dans le fait qu'on n'ait généralement jamais eu à en rendre compte. Cela explique qu'aucun effort pour changer ces normes n'aboutisse s'ils ne se concentrent que sur le niveau cognitif, c'est-à-dire sur ce à quoi l'expérience a consciemment accès. L'influence du Club Mickey et des loisirs sur ma foi en

l'avenir n'est, de la même manière, pas une conséquence consciente d'opérations cognitives, mais découle fondamentalement d'un processus d'appropriation émotionnelle. C'est pour cela qu'aujourd'hui encore je n'arrive pas à me défaire de cette fascination pour les « belles » voitures, les « belles » motos et les « beaux » avions.

Dans la mesure où l'imprégnation de l'habitus s'étend jusqu'au seuil de la conscience, il est en général inutile d'en appeler au « discernement » ou à la « raison ». D'un point de vue kantien, le monde ne fonctionne que dans le petit espace dégagé par la conscience éveillée. La raison ne parvient généralement pas jusqu'au comportement, car le comportement ne repose pas sur la raison. Ce n'est pas plus compliqué que cela.

## INDUSTRIALISATION PROFONDE

Quand les sociétés se transforment, par exemple par le biais d'un changement de régime énergétique, et commencent à adopter d'autres modes de production et d'autres formes d'économie, cela ne concerne jamais que les conditions de vie extérieures. La sociogenèse et la psychogenèse sont deux aspects d'un même processus. Lorsque le monde extérieur change, le monde intérieur se transforme aussi. C'est ainsi que les concepts d'une croissance fondamentalement illimitée et de l'importance de l'énergie, nés de la révolution industrielle, se sont aussi traduits dans notre conception de nous-mêmes.

On peut appeler cela « l'industrialisation profonde » : tout comme les sites de production, les routes, les centrales, les centres commerciaux, l'alimentation électrique, etc. structurent notre monde extérieur, les concepts de l'expansion illimitée déterminent notre vie intérieure. À l'époque moderne, il s'agit aussi de croissance et de développement du point de vue de l'existence individuelle. « S'approprier le monde autant que possible », prophétisait ainsi Wilhelm von Humboldt ; aujourd'hui, l'obligation de « s'élever », de « se développer », d'« avancer », d'« apprendre toute sa vie » est devenue

notre seconde nature. Essayez, pour voir la réaction de votre entourage, de leur dire que vous ne voulez plus apprendre, parce que vous en savez déjà bien assez. Ou que vous ne voulez plus voyager, parce que vous en avez bien assez vu. Et que d'ailleurs vous ne voulez plus vous développer, c'est bon, vous êtes bien comme cela.

Le fait que toutes les vies sont identiques, présentant toutes une interminable addition de connaissances, d'apprentissages et d'expériences, est inextricablement lié à la nature expansive de notre modèle de culture, si bien qu'un concept tel que celui de la « croissance » revêt un aspect civico-religieux : si vous expliquez à un enfant, disons de 9 ans, que la Terre ne suffit pas à satisfaire la soif de ressources de la population mondiale, et lui demandez s'il a une solution, il pourrait par exemple répondre : « Il faut inventer quelque chose qui rende les hommes plus petits, comme ça, les ressources que la Terre a à offrir suffiront pour tout le monde. » Un adulte vous répondrait au contraire : « Il faut nous développer ! Sans croissance, il n'y a pas de solution économique aux problèmes environnementaux ! » On a là deux concepts opposés : diminuer ou croître, lequel est le plus réaliste quand il n'y en a pas assez pour tous ? L'adulte, logiquement, se fourvoie bien évidemment, mais il n'a pas particulièrement besoin de justifier le fait que la croissance serait une meilleure solution face à la pénurie générale – cela fait longtemps que la croissance est devenue un fait de religion incontestable, et les croyants n'argumentent pas. Kurt Bock, patron de la BASF, groupe chimique allemand, a ainsi déclaré dernièrement dans une interview avec le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* que : « Lorsqu'on empêche la croissance, on interdit aux hommes de penser<sup>34</sup>. » La chancelière recycle même un proverbe qui parle à l'origine d'amour en « rien ne vaut sans croissance ».

On voit malheureusement que grandir veut souvent dire devenir plus bête. L'idée du petit garçon a beau être biologiquement irréalisable, elle a au moins le mérite de nous indiquer la voie la plus intelligente : seul survivra celui qui s'adapte à la diminution des ressources en nourriture, en eau, en poissons, en sols fertiles, etc. La croissance comme remède économique et politique universel va tout à fait à l'encontre de cela – elle devrait aider à lutter contre la pauvreté dans le monde, le taux de chômage national, la faiblesse des structures régionales, et encore et toujours contre le crash de

l'euro. Voici aujourd'hui l'importance de la croissance : d'un point de vue historique, c'est un concept économique incroyablement récent. La première fois qu'elle s'est illustrée, c'était dans la lutte contre la crise économique mondiale des années 1930, puis plus tard, pendant la guerre froide, elle prédomine lors de la concurrence des systèmes : la performance économique l'emporta haut la main. Dans les pays d'Europe occidentale, la croissance devint même le premier facteur d'égalité sociale. Quand l'ascenseur économique monte, bien que les passagers ne soient pas (et encore pour longtemps !) égaux, tous recevront quelque chose de l'augmentation de la prospérité. Ce modèle de croissance en économie s'est inséré en politique : la croissance est devenue un exercice d'État.

Mais l'idée de croissance s'est également développée dans le monde intérieur des hommes, ce qui n'aurait jamais pu se produire avant l'industrialisation. La psyché et la mentalité des hommes vivant sous un régime féodal étaient presque en tout point différentes de celles des hommes d'aujourd'hui. L'idée même que l'on soit responsable de sa propre vie n'existait pas, et d'ailleurs elle n'aurait eu aucun sens puisqu'il n'y avait alors aucune mobilité sociale entre les différentes couches de la société. Les carrières, au sens moderne du terme, ne se développent qu'en parallèle du capitalisme industriel : les catégories telles qu'autonomie, discipline ou volonté ont pris de l'importance chez les individus en développement non seulement au moment où ils *pouvaient* « faire quelque chose de leur vie », mais également où ils le *devaient*. Car de la même manière que le travailleur rémunéré devenait libre, au-delà des contraintes féodales, de louer ses services là où c'était le plus intéressant pour lui, il devenait également libre, comme on le lit chez Marx, « de mettre sa peau sur le marché ». Il se trouvait ainsi également dépourvu de la sécurité d'orientation et d'approvisionnement que lui apportait son ancienne existence non libre de paysan sans terre, d'ouvrier agricole, de valet de ferme, etc. Le programme de sa vie n'était plus prédéterminé et sans alternative, il lui fallait l'écrire lui-même. Ce processus s'appelle l'individualisation, et il caractérise l'époque moderne expansive jusqu'à aujourd'hui.

L'industrialisation profonde implique également une modification de la perception du temps. La mesure industrielle a créé un rythme régulier entre temps de travail et de repos, indépendant

des saisons et des cycles agricoles. Au xx<sup>e</sup> siècle, les moyens de locomotion à vapeur provoquèrent une industrialisation du temps et de l'espace (Wolfgang Schivelbusch) – une accélération constante du déplacement dans l'espace, une augmentation permanente de la mobilité et de la vitesse qui se poursuit encore aujourd'hui. La perception en est ainsi modifiée : alors que les premiers voyages en chemins de fer provoquaient chez de nombreux passagers des nau-sées et des sensations désagréables par leur vitesse (15 kilomètres par heure), les gigantesques travaux de remplacement des voies à 250 km/h pour d'autres à 300 km/h ne choquent plus personne.

L'espérance de vie s'est également allongée, comme nous le disions : autour de 30 ans en 1800, elle atteignait en 2000 la moyenne mondiale de 67 ans, avec des pics significatifs dans les sociétés industrielles. Le temps intérieur se voit quantifié : comme l'argent, on peut l'utiliser, l'épargner, l'accumuler, ce qui modifie également le temps biographique, le temps de vie de chacun. Le cours de la vie est un projet inachevé soumis aux aléas personnels et sociétaux. La pédagogie, l'école obligatoire, l'allongement des temps de formation, l'augmentation des exigences de formation, à l'époque préscolaire comme à celle de la retraite, sont autant de signes caractéristiques de ce processus inachevé dans lequel la vie propre constitue et est vécue comme un projet de croissance. Il faut en permanence amasser plus de connaissances, plus de compétences, plus de qualifications, on ne s'arrête plus. Une situation acquise n'est qu'une étape préliminaire pour un individu qui doit se porter à la prochaine phase biographique.

Étonnamment, le franchissement des barrières spatiales et temporelles n'est pas le seul concept à trouver son reflet mental. C'est encore plus flagrant pour la catégorie de l'énergie telle qu'elle s'est développée au xix<sup>e</sup> siècle : dans les premiers pays industrialisés, le passage du régime énergétique de la biomasse au charbon, puis plus tard au pétrole, a créé un profond décalage entre les pays occidentaux et tous les autres pays du monde<sup>35</sup>, il a provoqué une revalorisation systématique de « l'énergie » telle qu'elle n'existait pas dans les autres parties du monde. « L'Occident, riche en énergie et qui se conçoit lui-même comme "énergique", s'est également opposé au reste du monde de cette façon. Les héros culturels de l'époque n'étaient pas des oisifs contemplatifs, des ascètes religieux ou de

tranquilles érudits, mais bien des acteurs d'une *vita activa* énergique : d'insatiables conquérants, d'intrépides voyageurs, d'infatigables chercheurs, d'impérieux capitaines d'industrie. Où qu'ils aillent, ils impressionnaient, effrayaient ou bluffaient les énergiques Occidentaux par leur dynamisme personnel, qui devait refléter le trop-plein d'énergie de leur société d'origine<sup>36</sup>. » Il n'est pas surprenant que cela s'accompagne d'un sentiment de supériorité par rapport aux « paresseux », aux « retardataires », aux « apathiques » que sont les membres des autres « races ». La doctrine raciale qui se développe en même temps ne classe pas les « races » uniquement selon des critères physiques, mais aussi par leur énergie et leurs capacités de performance présumées. Aujourd'hui, on parle en politique du développement de la « pauvreté énergétique » de manière prétendument critique, ce qui témoigne clairement des effets profonds et durables des impressions mentales.

Même la psychologie actuelle est traversée par le champ lexical de l'énergie issu de l'ère industrielle : aujourd'hui, on a presque oublié qu'un accomplissement historique de la psychologie au XIX<sup>e</sup> siècle a rendu possible de *mesurer* l'activité nerveuse après avoir découvert qu'elle reposait sur *l'énergie électrique*. Helmholtz a pu prouver que la conduction prenait un certain temps. La psychologie expérimentale naissante s'est alors attachée à mesurer l'énergie nécessaire à une certaine intensité de stimuli. La psychophysique qui en résulta fut très utile pour former au mieux le personnel aux exigences des appareils techniques. Cependant, il ne serait pas approprié de catégoriser les aspects énergétiques du mental du côté scientifique de la psychologie seulement. L'ensemble du travail de Sigmund Freud est imprégné des sciences mécaniques, hydrauliques et énergétiques de l'ère industrielle. Le terme « d'énergie » (libre ou liée) joue en psychologie un rôle tout aussi important que la « pulsion » et sa « dynamique ». Parmi les autres termes majeurs figurent le « refoulement », la « résistance », le « déplacement », la « condensation », et même « l'économie » de la psyché. On dit même dans le célèbre *Vocabulaire de la psychanalyse*, à la manière d'un ingénieur, que « les processus psychiques consistent en la circulation et distribution d'une énergie quantifiable (énergie pulsionnelle) qui peut être augmentée ou réduite et peut équivaloir à d'autres énergies<sup>37</sup> ».

À l'époque, la pédagogie a non seulement élaboré l'idée que les hommes se développent, mais également qu'ils peuvent être encouragés ou dérangés de très nombreuses manières dans ce développement. Les idées selon lesquelles il est possible de contrôler et d'orienter les énergies (sexuelles en premier lieu) ont alors joué un rôle majeur<sup>38</sup>. L'invention de l'école en tant qu'institution d'éducation et de formation pour *tous* les membres d'une société représente également un développement des premiers pays industrialisés dans lequel la fonction éducatrice et disciplinaire était mise en avant au même titre que la transmission du savoir. On y enseignait chaque vertu qui, comme la ponctualité, la propreté, le soin, l'ordre, etc., était imprégnée d'un caractère social exploitable dans les sociétés basées sur la division du travail, c'est-à-dire qui soit compatible en toutes circonstances à une cadence imposée.

Il ne faut également pas sous-estimer un des effets de la scolarisation qui résidait dans la reproduction des rapports de concurrence et de compétitivité, ainsi que la mesure des performances individuelles par les systèmes de notation. Et tout cela survit encore aujourd'hui : non seulement les taux de scolarisation et d'alphabétisation sont devenus l'indicateur principal du « développement »<sup>39</sup>, mais la déstructuration de tous les aspects de l'apprentissage et de la formation par des critères de performance mesurables sont, depuis Bologne et le G8, plus que jamais en vigueur. Aujourd'hui, les écoliers, écolières, étudiants et étudiantes ne peuvent même plus imaginer qu'il puisse exister des modes de formation sans objectif et sans évaluation, ni des carrières sans compétition ni points de performance. L'apprentissage revient en ce sens à s'approprier et à mémoriser le plus de connaissances et d'informations possibles.

La révolution industrielle, la division du travail, la pédagogie, l'individualisation et la biographisation, l'universalisation de la notion d'énergie... Tout cela contribue finalement à transformer de façon extraordinaire le substantiel en une simple succession d'étapes : chaque processus de fabrication n'est que le précédent du suivant, chaque produit n'est qu'un premier avant un deuxième, chaque phase de fabrication n'est qu'une étape d'une interminable chaîne de répétition. On n'atteint jamais d'objectif, mais l'argent est multipliable à l'infini et le potentiel de productivité illimité. Tout comme le travail est, dans le capitalisme, continu, chaque moment

de la vie, chaque étape d'une carrière, chaque euro sur un compte n'est jamais qu'une phase préalable à la suite, à chaque euro à venir.

Rien de tout cela n'a besoin de la conscience d'un individu pour produire son effet, et c'est pourquoi un modèle de culture peut jouer si profondément sur le mode de vie des hommes. La texture du monde extérieur trouve son pendant exact dans la volonté, les souhaits et l'image de soi de l'homme qui a grandi et vit dans une telle culture : c'est ce qu'on appelle le lien culturel.

## INFRASTRUCTURES MENTALES

Ayant vu cela, il est clair que notre existence et nos décisions ne sont pas seulement influencées par des infrastructures matérielles et institutionnelles, mais aussi mentales. Autrement dit : l'essentiel de ce que nous percevons, pensons et faisons échappe au domaine de la conscience. C'est « l'industrialisation profonde » : un rapport au monde physique et social marqué par les changements des modes de production et de reproduction apparus au cours des deux derniers siècles. La nécessaire transformation non seulement des infrastructures matérielles et institutionnelles, mais aussi mentales, doit en tenir compte. Il ne s'agit pas simplement d'un problème cognitif que l'on pourrait résoudre par l'explication et la raison, mais de l'inertie de l'histoire et de l'environnement. Et comme nous le savons tous, même le plus grand des savoirs traîne son lot d'habitudes et de routines qui maintiennent les hommes avec une inébranlable ténacité dans les solides filets de l'*assumptive world* et de ses liens culturels.

C'est précisément là que la raison se heurte à ses propres limites, car elle n'a accès qu'à la partie cognitive de notre capacité d'orientation. L'autre partie, bien plus vaste, qui s'articule autour de routines, d'interprétations et de références inconscientes – sociologiquement parlant : l'*habitus* – en est parfaitement protégée. S'il en était autrement, je prendrais moi-même beaucoup moins l'avion, je n'aurais pas agrandi mon logement tout au long de ma vie et je n'aurais pas de voiture dans mon garage. Je suis moi-même le problème à

résoudre pour que notre monde perdure. Depuis que j'en ai pris conscience, j'ai beaucoup réfléchi à ce qu'impliquait vraiment une transformation des infrastructures mentales. Chaque produit, de la Volkswagen Scirocco à n'importe quel gel douche, raconte, dans les sociétés de consommation, l'histoire de ses utilisateurs, tout comme un réseau d'autoroutes reflète notre conception de la mobilité et un garage nos besoins libidinaux. De ce point de vue, le monde de celui qu'on appelle *homo œconomicus* est un monde de sensations, de désirs, de besoins imposés, dont la rationalité ne régit qu'une partie limitée, et c'est ainsi que des notions aussi concrètes que le taux de croissance d'une entreprise ou le fonctionnement du marché du travail dépendent de facteurs apparemment aussi légers que les émotions.

C'est pourquoi l'histoire que l'on pourrait opposer au *statu quo* est fondamentalement incomplète et absolument inutile si elle croit pouvoir ignorer les histoires que racontent déjà les produits et leurs infrastructures. L'histoire que raconte la raison se situe au niveau cognitif et malheureusement aussi souvent au niveau moral, et doit transmettre le message bien peu convainquant que la vie, si on la changeait, serait certes moins voluptueuse, mais bien plus prometteuse pour les générations futures. Voilà qui n'est pas très séduisant puisque le monde du « toujours de tout » semble avoir bien plus à offrir. Et c'est pourquoi on pourra bien faire toutes les « formations pour un développement durable » que l'on voudra et continuer de s'étonner que le développement des sociétés modernes ou en cours de modernisation ne change pas de direction : parce que nous évoluons dans une histoire qui nous décline en progrès, compétitivité et croissance. Tant que nous ne pourrons pas enclencher quelque chose contre cette histoire, nous ferons toujours partie d'elle.

## LIENS CULTURELS

On l'a vu, le savoir n'est généralement pas une condition suffisante pour changer les rapports, puisque ceux-ci ne reposent pas

sur le savoir, mais sur tous types d'infrastructures matérielles et institutionnelles, et sur une culture qui implique bien plus que ce que ses membres peuvent savoir d'elle. Il serait naïf de croire par exemple que l'on pourrait, sur la base du savoir scientifique, disons sur le terrible réchauffement climatique, enclencher une « grande transformation<sup>40</sup> » et, grâce à un changement de système énergétique, surmonter les problématiques fondamentales de l'avenir des sociétés modernes. En fait, c'est l'inverse qui se produirait : si l'on remplaçait complètement les énergies fossiles par les énergies renouvelables, on n'arrêterait de fait plus l'expansion d'un mode d'alimentation, d'habitat et de mobilité voraces, car l'énergie nécessaire à leur production se trouverait enfin disponible en quantités infinies<sup>41</sup>. On constate alors que, tant qu'un modèle culturel tel que celui du « toujours de tout » demeure dans son intégralité, la transformation de l'un de ses éléments ne peut se traduire que par l'optimisation d'une erreur. Un « tournant énergétique » réussi opéré dans la mauvaise culture peut mener en conséquence à une augmentation du potentiel destructeur des pratiques existantes, ce qui en soi n'est *pas* une transformation.

Du reste, il est naïf, d'un point de vue historique, de parler d'une transformation au singulier. Dans la mesure où les sociétés modernes créent des domaines de fonctionnalités très différents les uns des autres, on ne peut parler que d'une pluralité de transformations, qui suivent chacune une logique et des proportions qui leur sont propres, et se développent chacune en leur temps. Autrement dit, certains changeraient rapidement, d'autre moins, d'autres pas du tout. La logique contradictoire des processus sociétaux de transformation rend difficile non seulement la compréhension de ce qui est en train de se produire, mais surtout la conduite d'une telle transformation.

L'idée de la « grande transformation » présente encore d'autres déficits systématiques : d'un point de vue historique, les transformations majeures – comme la révolution industrielle et ses répercussions fondamentales sur les rapports de production, les modèles économiques, les structures temporelles, les modèles familiaux, l'image de soi, les maladies, etc. – arrivent *par accident*. Personne n'avait préparé une chose telle que la révolution industrielle. Les révolutions de ce type ne sont d'ailleurs pas désignées comme telles

au moment où elles se produisent, mais seulement plus tard, avec le recul historique, quand il devient possible de percevoir en quoi une situation historique se distingue d'une autre plus ancienne. Même les soixante-huitards ne savaient pas, en 1968, qu'ils étaient à ce moment-là des soixante-huitards. En tant que contemporain, on se déplace avec l'instant présent, on fait partie du changement, on ne le voit pas.

C'est ainsi qu'au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, Daniel Defoe ressentit une telle surprise lors de son voyage dans la région de Newcastle, alors la plus importante zone minière d'Angleterre, en découvrant « les immenses tas, les montagnes même de charbon que l'on extrait des mines, et le nombre de ces mines. L'étonnement nous envahit et l'on se demande s'il existe un endroit que les hommes pourraient habiter et épuiser<sup>42</sup> ». L'imagination débordante de l'auteur de *Robinson Crusoe*, qui par son roman ou l'une de ses nombreuses adaptations cinématographiques a fait connaître à des générations d'enfants et d'adolescents occidentaux tous les bienfaits d'une civilisation rationnelle et ordonnée, lui a, à ce moment précis, fait totalement défaut : ce qui se produisait sous les yeux de l'écrivain – les préludes de la révolution industrielle qui changea radicalement et durablement le visage de l'Angleterre d'abord, puis de l'Europe et enfin du monde entier – ne lui était pas révélé. Comment est-ce possible ? Personne, à ce moment précis, ne pouvait imaginer que l'utilisation industrielle de l'énergie fossile révolutionnerait progressivement la société entière sur le plan de l'énergie, et qu'elle ferait naître toutes les idées de progrès, de croissance et d'infini qui inspirent jusqu'aujourd'hui notre modèle de culture.

Mais ni les Allemands, ni les Chinois, ni personne d'autre ne découvrira l'année 2030 comme ils l'imaginent aujourd'hui, et c'est en cela qu'ils se trouvent exactement dans la même situation que Defoe il y a 300 ans. Il leur manque, selon le terme de Günther Anders, « l'imagination morale » qui leur permettrait de se représenter ce qu'ils produisent<sup>43</sup>. L'idée que l'on puisse établir une sorte de plan directeur pour organiser et mettre en place une grande transformation générale ne serait pas seulement naïve, mais également lourde de conséquences politiques. Parmi les occasions où de telles mesures ont été mises en place, beaucoup se sont terminées en

désastre – les révolutions russe comme nationale-socialiste étaient toutes deux des processus de transformation planifiés.

Il serait également bon de rester loin de ce type de projet parce qu'on ne peut savoir d'où viendraient les experts en transformation qui en seraient responsables. Les experts d'aujourd'hui sont majoritairement des obligés, dans leurs perceptions, leurs façons de penser et leurs stratégies, du modèle de culture en question, et considèrent souvent l'avenir de leur monde comme un « présent plus » (Elmar Altvater). La ténacité de notre modèle de culture se manifeste aussi concrètement par le fait qu'aucun des protagonistes de cette soi-disant transformation ne remette une seule seconde en question, ni même ne modifie, ses pratiques : visiblement, les climatologues ne tirent en aucun cas de leurs découvertes la conclusion que le système des conférences internationales, avec leurs énormes dépenses de transports, d'hébergements, d'infrastructures, etc., ne peut être maintenu en l'état : cela profite très probablement aux compagnies aériennes, à l'hôtellerie locale, à la restauration, aux traiteurs et services de conférences, et peut-être aussi aux bordels locaux. Ce qui est certain, c'est que ça ne profite pas au climat.

Je n'ai pas non plus connaissance d'un scientifique qui aurait déduit du bazar de ses données qu'il n'avait à présent plus besoin d'assurance vie, d'immobilier, d'assurance pour les études de ses enfants. Ils partent tous du principe, comme tous les autres d'ailleurs, que le monde, *en totale contradiction avec leurs propres découvertes*, continuerait à tourner plus ou moins comme il l'a toujours fait. *Ils ne se croient pas eux-mêmes*. Et bizarrement, il semblerait que ni eux ni aucun observateur objectif ne le remarquent. Tous, y compris les annonceurs d'apocalypse, se comportent comme d'habitude. La meilleure illustration dans ce contexte nous vient de l'in-fatigable super héros Jeremy Rifkin : il vole sans relâche de pays en pays pour convaincre personnellement les politiques de l'urgence de protéger le climat.

Si on suppose, pour faire simple, que Rifkin *n'est pas* un idiot, on peut voir dans son comportement, comme dans celui des climatologues, l'incarnation même des effets des liens culturels. Le modèle de culture dans lequel ils existent fait naître en eux des intentions diamétralement opposées à leur raison. Et ils suivent ces intentions comme si c'était la chose la plus naturelle du monde.

## SCIENCE

Le domaine de la science est organisé exactement de la même manière que les autres secteurs d'une société moderne fondée sur la division du travail : il nécessite une formation spécifique ponctuelle d'étapes déterminées et d'examens à passer, il place des obstacles destinés à sélectionner, dispose de mécanismes d'intégration et d'exclusion et distribue des rémunérations monétaires mais aussi en grande partie symboliques. Dans ce système, celui qui « perce » ne le fait pas sans s'adapter à un contexte professionnel très influent, sans rédiger tout un corpus à publier dans des journaux « revus par des pairs », sans lever de fonds de recherche, sans faire valider son travail par des agences et des étudiants. En résumé : il est soumis à autant d'exigences explicites et implicites que tous ceux qui souhaitent « percer » dans une division professionnelle de la société. Cela n'a rien à voir avec la recherche d'objectifs aussi nobles que la « connaissance » ou le « progrès ».

Est scientifique qui peut le prouver par des références : montant des fonds levés, nombre de publications, classement dans l'index des citations, nombre de thèses confiées... Le fait que cela s'applique aussi *mutatis mutandis* à la légitimité des universités de toutes disciplines n'a, dans une culture qui détermine la qualité par l'évaluation, rien d'étonnant, de même que la disgrâce dont la science a déjà souffert en se soumettant à ce point au diktat de la mesure de ses résultats, comme le directeur d'usine zélé son combinat<sup>\*</sup> métallurgique sous le régime staliniste.

La mobilité vers le haut et les modes de répartition des moyens sont les mêmes dans toutes les disciplines, et s'appliquent à tous les objets d'étude. Ce qui veut dire concrètement qu'il n'y a aucune différence entre une carrière et une réputation de sexologue, d'ornithologue, de physicien des particules, de météorologue ou d'historien

\* NdE : Dans le bloc soviétique, un combinat était un groupe d'entreprises du même secteur qui s'associaient pour améliorer leurs rendements.

de l'art. On croit souvent, et à tort, qu'un climatologue, contrairement à un ingénieur en mécanique par exemple, devrait avoir un rapport différent à son sujet d'étude, avec par exemple un intérêt pour la politique climatique. C'est faux, et ce serait la plupart du temps contre-productif. Il y a quelques décennies, alors que j'étais encore un jeune et naïf chercheur étudiant la violence de masse, je me suis étonné d'entendre un intervenant d'une conférence sur la Shoah me raconter, tout en beurrant ses tartines au petit déjeuner à l'hôtel, qu'il avait découvert une passionnante cause d'un massacre particulièrement horrible. Je pensais à l'époque que la science avait forcément quelque chose à voir avec la valeur extrascientifique de la recherche – mais là, les émotions du scientifique s'exprimaient exactement de la même manière que Robert Musil les aurait décrites dans *L'Homme sans qualités*: un médecin peut s'enflammer pour un beau cas de cancer autant que pour la vue d'une belle femme. Que l'on puisse par exemple rédiger une *Encyclopédie de la Shoah* pour essayer d'obtenir une chaire me paraissait alors très étrange.

Mais ce qu'on appelle des transferts, que l'on attend des bacheliers en cours d'éducation civique ou d'histoire, ne font pas partie de la culture de la science. Ils perturbent plutôt les déroulements et ne peuvent qu'être un frein aux carrières. C'est de là que vient la supposition que les climatologues devraient effectuer un transfert entre leurs découvertes et leur propre mode de vie, bien éloigné de la pratique. D'autant plus que la climatologie bénéficiant d'un impressionnant gain de popularité et de mise à disposition de fonds qui ouvrent la voie à de belles carrières, ces jeunes scientifiques semblent, à raison, beaucoup plus prometteurs que ceux qui étudient la papyrologie, par exemple. Et ce n'est pas sans lien avec la moralisation extrascientifique du sujet du climat qui s'est produite sur le marché de l'attention.

## MORALISATION DU MARCHÉ

Depuis quelques décennies se développe en parallèle du mouvement écologiste quelque chose que le sociologue Nico Stehr a

appelé la « moralisation du marché ». Ce qu'il entend par là, c'est que les marchandises, voire leurs fabricants, se voient de plus en plus considérés dans le contexte politique dans lequel ils sont produits et consommés<sup>44</sup>. La moralisation des produits a trouvé son principal élan dans le passage d'un certain nombre d'activistes verts de la protestation politique au *campaigning*, bien plus efficace : il y a 30 ans, Greenpeace, et beaucoup d'autres organisations non gouvernementales comme Robin Wood ou Sea Shepherd, considéraient que mettre les entreprises sous pression par le biais de perturbations ciblées, souvent spectaculaires et risquées, des installations électriques ou d'entreprises du secteur de la pêche était plus susceptible de faire mouche, car elles attireraient l'attention publique sur leurs pratiques destructrices – ils escaladaient les cheminées et sabotaient les baleiniers à l'occasion de manœuvres téméraires à bord de bateaux pneumatiques. Les films documentaires de ces actions spectaculaires rencontrèrent comme prévu un franc succès auprès des médias et encouragèrent l'identification à ces hommes et ces femmes courageux, à flanc de cheminée ou à bord de bateaux pneumatiques, et contribuèrent ainsi autant à assouvir l'ambition politique qu'à construire l'image propre de l'organisation.

Cette stratégie, pour un temps extrêmement efficace, a atteint son paroxysme à l'occasion de la protestation contre un projet écologiquement pas si problématique que cela de l'entreprise Shell : le sabordage du site pétrolier et de la plateforme de transbordement de Brent Spar, qui devait avoir lieu en 1995. Greenpeace a fait de ce projet un scandale écologique international qui a donné lieu, entre autres, au boycott des stations Shell en Allemagne et dans quelques autres pays européens, et qui a contraint Shell à ramener la plateforme à terre par une opération très coûteuse. Peu après, on s'est rendu compte que Greenpeace s'était fondé sur de mauvais chiffres (au lieu des 5 500 tonnes de pétrole avancées par Greenpeace, il ne s'en trouvait en fait que 75 à 100 tonnes dans la plateforme, comme l'avait annoncé Shell); d'un point de vue écologique, le sabordage initialement prévu n'aurait eu aucune conséquence<sup>45</sup>. Néanmoins, cette victoire de Greenpeace sur Shell était le plus grand succès qu'une organisation écologiste ait jamais rencontré contre une entreprise; très vite, Greenpeace enregistra un nouveau record de dons.

L'affaire Brent Spar a révélé de manière incontestable la puissance du *campaigning* tout en mettant au jour deux points intéressants : le premier étant que les organisations engagées dans la lutte contre l'exploitation débridée des ressources se sont soumises à leur propre logique de la surenchère. Les scandales qu'elles font éclater doivent, d'après les lois de l'économie de l'attention, être toujours plus grands, et les actions pour les éviter toujours plus coûteuses. C'est précisément dans cette logique que Ulrich Jürgens, chef de l'action de Greenpeace contre Shell au moment des faits, s'est exprimé : « Quand tes arguments sont scientifiques, tu perds à tous les coups. Je me fiche qu'on parle de dix ou mille tonnes de boue toxique. On parle de la manière dont une société très développée gère ses ordures<sup>46</sup>. »

Deuxièmement, ces polémiques, ces moralisations de produits, ne mènent pas, dans une société de consommation, à une protestation *politique* au sens propre du terme, mais à un *autre* choix de consommation dont la motivation est politique, et ici au changement (éphémère) de fournisseur, de Shell à Esso ou à Aral. La question de savoir si une marque d'essence peut être politiquement plus correcte qu'une autre trouve presque sa réponse dans le boycott : le conducteur sensible à l'écologie peut ainsi exprimer son indignation en ne s'arrêtant pas à la station Shell mais en allant faire le plein chez Esso, Aral ou Jet. Cela lui permet de protester sans endiguer la mobilité même qui justifie l'existence des plateformes pétrolières et de stockage. C'est le même procédé de moralisation non pas d'un marché, mais de produits seuls, qui se manifeste dans l'indignation mondiale générée par l'accident de la plateforme pétrolière Deepwater Horizon en 2010, qui – cette fois-ci sous la responsabilité de BP – a probablement causé la pire pollution d'une zone maritime et côtière de toute l'histoire des catastrophes techniques jusqu'à aujourd'hui. Là encore, aucun consommateur n'a établi de rapport entre le fait que BP (et tous ses concurrents) en vienne aujourd'hui à des méthodes d'exploitation plus chères et plus risquées pour l'environnement à cause de la réduction des ressources et de l'augmentation des cours mondiaux du pétrole, parce que lui, le consommateur, a besoin de ce carburant pour utiliser sa voiture et doit donc faire le plein de temps en temps.

Le fait que le problème provienne de l'acheteur du carburant fossile, et non du producteur, qui espère que la matière première qui représente son fonds de commerce dure encore longtemps, s'efface dans la routine de la gestion de crise. Cela se produit selon un schéma répétitif dans lequel les dégâts sont minimisés, quelques coupables identifiés et virés, les dégâts *visibles* estompés par l'intervention d'aides professionnelles comme bénévoles et, enfin, bien que le scandale d'après et celui d'encore après aient déjà éclaté, l'affaire débattue dans des batailles juridiques sur la responsabilité et le dédommagement. Ici comme dans tous les cas comparables, c'est toujours *l'accident* qui provoque l'indignation, pas la situation habituelle qui en est l'origine.

## ÉTHIQUE DE LA CONSOMMATION

Bien que la tradition du boycott en tant que forme d'activisme politique remonte aussi loin que le <sup>xviii</sup> siècle<sup>47</sup>, bien qu'il ait été employé dans divers régimes (notamment sous le national-socialisme : « Allemands, n'achetez pas chez les Juifs ! ») et ait même vécu une renaissance dans le cadre du *campaigning* écologiste, « l'éthique de consommation » ne s'est développée que récemment. Après l'invention de l'éthique des affaires, puis de l'éthique d'entreprise, on parle à présent également « d'éthique du consommateur » et également de « consom'action » ou « consommation stratégique », censée exercer de diverses manières une pression sur les entreprises afin qu'elles améliorent le fonctionnement de leur chaîne de valeur<sup>48</sup>.

Dans le même temps, on fournit des efforts sémantiques considérables pour nuancer la consommation « durable », « morale » et « politique ». En conséquence, en plus du *citizen*, le citoyen (et la citoyenne) politique, c'est le *consumer citizen*, le consommateur politique, qui fait son entrée en scène<sup>49</sup>. Les sociétés riches ont vu apparaître la possibilité d'adopter des comportements stratégiques de

consommation. Enfin, dans les pays de l'OCDE, seuls 30 à 40 % des revenus de chaque foyer sont dépensés pour l'alimentation, l'habillement et le logement, c'est-à-dire pour les besoins élémentaires. Cela signifie que jusqu'à 70 % en moyenne de ces revenus peuvent être dépensés de manière relativement libre, donc d'un point de vue moral ou politique par exemple<sup>50</sup>.

Le « pouvoir du consommateur » qui lui est ainsi conféré s'explique aussi par la multiplication par quatre voire cinq des revenus réels dans les pays en question au cours des cent dernières années, ce qui veut dire que l'utilisateur peut peser financièrement dans la balance décisionnelle des entreprises lorsqu'il est irrité. Les exemples illustrant la manière dont on peut influencer les entreprises pour éliminer le travail des enfants (chez GAP ou Nike) ou pour lutter contre les conditions de production inhumaines en vigueur chez les fournisseurs depuis l'affaire Brent Spar sont aussi nombreux que discutables. La portée de ces « protestations de consommation » est la plupart du temps surestimée. Lorsque le scandale concerné s'estompe, lorsque les entreprises se sont félicitées de l'amélioration et ont limogé quelques fournisseurs, le consommateur, satisfait, retourne acheter chez GAP, Nike ou Apple – il est d'autant plus satisfait que la phase de renoncement aux produits désirés, qu'il s'est imposé par choix politique, est terminée. L'exemple d'Apple est de ce point de vue intéressant, car le scandale des conditions de travail en lien avec la production d'iPhone, chez le fabricant chinois Foxconn, devrait également concerner les concurrents d'Apple, qui font eux aussi fabriquer leurs produits là-bas. Changer pour un autre fournisseur n'est donc pas une stratégie ; la vraie stratégie réside uniquement dans le renoncement au tout dernier téléphone portable. Mais, pour la très grande majorité des consommateurs et consommatrices, ce renoncement est hors de question, ce qui montre bien que la moralisation et la politisation du produit et de ses fabricants sont limitées au scandale et n'altèrent le comportement de consommation que sur le court terme.

Le principe de la division du travail se traduit aussi dans la consommation stratégique : quand les organisations compétentes comme Greenpeace, Food Watch, etc. se chargent de révéler le scandale, le consommateur peut alors articuler son assentiment

et continuer à acheter le produit, car il peut avoir relativement confiance dans le fait que la situation dénoncée sera arrangée après le scandale. Ainsi, les protestations du consommateur suivent encore les directives du marché. La concurrence règne aussi dans l'économie de l'attention, même parmi les organisations à qui on délègue la protestation, et certaines protestent tout simplement mieux que d'autres.

Mais l'allure de marché de la protestation politique par la consommation stratégique n'est qu'un seul de ses nombreux défauts, car elle peut sans aucun doute être employée pour *n'importe quelle* problématique politique, comme le montrait l'exemple du national-socialisme ; c'est ce qui arrive par exemple quand les conducteurs allemands refusent collectivement l'introduction d'un carburant contenant 10 % de composants bio et sont même prêts, pour cet engagement politique, à dépenser sur le long terme quelques centimes de plus par litre d'essence. On voit ici que les conducteurs sont prêts à payer pour leur consommation stratégique, ce qui ne serait que rarement le cas pour d'autres sujets.

En réalité, ce boycott, motivé *par la préoccupation pour les moteurs*, représente probablement le plus gros refus de l'histoire de la consommation politique et morale ; il n'est toutefois pas dû à une morale de la durabilité. Partant de là, les tentatives de soutenir certaines activités par le biais de ce qu'on appelle les *carrot mobs*<sup>51</sup>, ou de faire de la consommation stratégique une sorte de mode<sup>52</sup>, restent des variations d'une course qui s'apparente souvent à celle du lièvre et du hérisson. Le marché, qui absorbe tout, même les contestations les plus acharnées contre lui, et transforme tout en marchandise, s'écrie chaque fois « Me voilà ! » et écrase tranquillement tous ces naïfs stratèges<sup>53</sup>.

On omet dans le débat sur la responsabilité du consommateur et l'idée de *consumer citizenship* que le citoyen consommateur peut réagir, mais pas organiser. L'ascension de la bourgeoisie vers la classe politique a bien donné lieu à une reconnaissance de la liberté politique d'organisation – dans un État libre, le souverain politique

\* NdE : Le *carrot mob* est une forme de contre-boycott qui consiste à encourager les bonnes pratiques au sein des entreprises en les rémunérant.

est le citoyen. S'il laisse acheter cette souveraineté et s'il limite sa liberté de décision au choix entre quelques produits, il n'organise plus, il ne fait rien de plus que choisir une des offres que d'autres auront fabriquées et mises à disposition – il ne peut clairement pas être souverain. Ainsi, tout ce discours sur la consommation stratégique – responsable, politique, morale – n'est plus une idéologie ; il correspond plus ou moins à la liberté de l'hippopotame du zoo de choisir celui des soigneurs qui lui donnera à manger.

On ne critique pas ici l'engagement ponctuel et sensé du pouvoir du consommateur, mais il ne faudrait pas confondre cette pure réactance de chaque acteur du marché, qui se trouve tout au bout de la chaîne de valeur, avec le pouvoir organisationnel proactif des personnalités politiques dans les communautés démocratiques. Car le citoyen politique ne réfléchit ni ne procède d'après les critères du marché, mais d'après ceux d'un consensus démocratique sur ce que les choses doivent être. Et c'est là toute la différence. Autrement dit : le marché est soumis au citoyen ; le citoyen consommateur est soumis au marché. Voilà pourquoi une chose telle que la *consommation critique* est bel et bien impossible.

La théorie selon laquelle la régulation des marchés, et donc probablement leur orientation vers davantage de durabilité, dépendrait du consommateur se révèle alors logiquement erronée. Dans la mesure où le citoyen consommateur *doit*, dans l'exercice même de son pouvoir stratégique, se soumettre aux lois du marché, il ne pourra jamais occuper une position d'organisation. C'est la raison pour laquelle il devrait plutôt être citoyen politique et fixer les règles du marché.

La consommation morale, comme l'a résumé à ce sujet Wolfgang Ullrich, n'est fondamentalement qu'une consommation de la morale : car la fausse impression de pouvoir exercer une influence politique ou même simplement morale par le biais d'une décision de consommation se voit immédiatement neutralisée par le marché, qui donne l'impression que *chaque* acteur pourrait avoir une influence. Or ce n'est vrai que dans des proportions totalement inégales. Plus le pouvoir d'achat d'un acteur, et donc son pouvoir sur le marché, est petit, plus petite sera aussi sa capacité d'influence. Voilà encore un exemple de ce qui différencie des citoyens consommateurs inégaux de citoyens politiques égaux.

On voit alors que le consumérisme a le potentiel d'absorber toute contestation – mais le capitalisme en a toujours été capable, et la seule chose qui m'étonne est qu'on l'ait en grande partie oublié jusqu'à aujourd'hui. À titre d'exemple : le très déterminé mouvement anarchiste punk et son groupe phare, les Sex Pistols, ont dû faire, il y a quelques dizaines d'années, l'expérience déterminante de l'immense adaptabilité de l'appropriation capitaliste lorsqu'ils ont constaté l'épatante vitesse à laquelle leur symbole a été transformé en accessoires de mode estampillés Gucci ou Versace, rendu commercialisable et donc tout à fait dénué de critique.

Entre-temps, la prise de position par la marque et la protestation dans cette branche de l'économie s'est vue remplacée par l'événementiel. Ainsi, les immanquables Bob Geldof d'un côté et Bono de l'autre sont devenus les principaux représentants de l'Industrie Internationale Pour Sauver Quelque Chose En Afrique, et non seulement mettent leur capital symbolique au service de projets humanitaires divers et variés aux côtés d'ONG dans le « tiers-monde », mais multiplient par la même occasion leur propre capital : ils proposent la morale comme produit de consommation tout en s'assurant une excellente position sur ce segment de marché, dont ils sont leaders. Au fait, c'était quand la dernière fois que vous avez entendu la *musique* de Bob Geldof ou de Bono ?

## LE CONSOMMATEUR NE CONSOMME PAS

Comme on l'a dit précédemment, on achète beaucoup de biens et de produits sans les consommer. Le cas le plus évident est celui des produits alimentaires, dont 30 à 40 % des quantités achetées en Europe occidentale et en Amérique du Nord ne sont ni mangés ni bus, mais jetés à la poubelle, parce qu'on a trop acheté, parce que le produit est moisi ou n'est plus bon, parce que la date de péremption (fixée par le producteur) est dépassée, ou parce que les plats

et les boissons servis dans les restaurants, les hôtels, les bars et les cafés ne peuvent plus être proposés pour des raisons sanitaires. Ce superbe gaspillage de denrées alimentaires n'est pourtant que la partie visible du gigantesque iceberg des biens non consommés.

Le sociologue Hartmut Rosa décrit à ce sujet la dématérialisation croissante des biens, en premier lieu dans l'industrie de la culture. Alors qu'autrefois le savoir était sauvegardé dans des encyclopédies en plusieurs volumes et la musique dans des disco- ou CD-thèques, et alors que la consommation supposait la mise à disposition de ces produits, le marché, à l'ère d'Internet, s'est développé de telle sorte qu'on n'acquiert plus un capital culturel objectivé sous la forme d'un livre ou d'un CD, mais seulement un accès à une mémoire théoriquement infinie et dédiée à tous les types de produits culturels : « En conséquence, écrit Rosa, on ne fait plus l'expérience des objets matériels en eux-mêmes, mais seulement de la possibilité offerte de posséder, et le désir de consommation ne s'oriente plus que vers l'élargissement du nombre des produits disponibles et l'ouverture de nouvelles possibilités. L'appareil photo, la connexion ADSL, la télévision, l'ordinateur : on ne s'intéresse pas, ou en marge seulement, à leur odeur, leur couleur, leur forme, leur matérialité – mais à ce qu'ils peuvent faire, ou mieux encore, à ce que nous pouvons faire à travers eux<sup>54</sup>. »

Parmi les symptômes de la chute de la valeur de la possession par rapport à l'accessibilité figurent l'omniprésence des tarifs forfaitaires, les offres *all-inclusive* des agences de voyages ou encore les récents services partagés – il s'agit encore une fois d'augmenter la disponibilité de tous les biens et services imaginables dont on pourrait éventuellement avoir besoin, du moment qu'on a effectué les paiements qu'il faut. De cet accroissement de la disponibilité par l'achat d'une autorisation d'accès naît le problème de savoir *quand* on devrait consommer cette infinie profusion de disponibilités. Hartmut Rosa parle ici des coûts d'opportunités et de leur gigantesque augmentation : « On pourrait évidemment commencer à écouter pendant le week-end la dernière édition des œuvres complètes de Mozart [...], mais était-il vraiment nécessaire d'investir autant de temps pour un produit qui aura coûté moins d'un euro alors que des myriades d'autres options possibles existent déjà<sup>55</sup>? »

Alors que l'on cherche toujours à produire plus de possibilités d'accès, toujours plus vite et toujours moins cher, la disponibilité du temps nécessaire à l'utilisation de tous ces accès se réduit. La consommation requiert d'un côté des moyens financiers et, de l'autre, du temps. Alors que beaucoup de choses – produits alimentaires, télécommunications, musique, encyclopédies, etc. – sont devenues, dans la société de consommation développée, relativement plus accessibles par rapport aux revenus, la quantité de temps disponible est toujours, quant à elle, de 24 heures par 365 jours par an, ce qui réduit considérablement la quantité de temps allouée à chaque produit. On a de plus en plus de choses, mais de moins en moins de temps pour les consommer. Étant donné cela, pour de nombreux biens, nous ne sommes plus consommateurs, mais simplement acheteurs, et toute la dialectique de ce procédé se révèle à nouveau dans l'exemple des 30 à 40 % de produits alimentaires qui sont seulement achetés et non consommés : l'acheteur qui oublie son filet de saumon bio dans son frigo noté A++ en efficacité énergétique jusqu'à dépassement de la date de péremption, et croit donc devoir le jeter, fait office d'entrepôt pour le produit pendant la période qui sépare la production de l'élimination. On pourrait aussi bien dire que ce n'est pas lui qui consomme le produit, mais le produit qui le consomme : il consomme son temps, l'énergie qu'il a dépensée, l'infrastructure dont il dispose.

À ce stade de développement, le capitalisme modèle des hommes « qui non seulement *produisent* sans consommer, mais également *achètent* sans consommer ! [...] Les centres commerciaux ne sont pas des temples de la consommation, mais des lieux rituels sur les autels desquels on ne sacrifie plus *au*, mais *le* consommateur<sup>56</sup> ». Ainsi s'évapore tout fantasme de l'efficacité d'une consommation stratégique en un gros rien du tout sans objet. On pense plutôt au légendaire roi Midas qui, par cupidité, émit le souhait de changer tout ce qu'il toucherait en or. Seulement, il n'avait pas songé au fait que l'or pur ne se mange pas. Le roi Midas mourut de faim parce que tout ce qu'il touchait se transformait en ce qu'il désirait le plus, et c'est ainsi qu'il en va des acheteurs et acheteuses : de consommateurs, ils deviennent de simples stations-relais entre production et élimination. Encore une fois : est-ce vraiment ce que vous voulez devenir ?

## AUTO-DÉRESPONSABILISATION

« Le dernier Samsung présente à peu près le même équipement que l'iPhone 4S, sauf le protocole de données ultrarapide LTE. Sinon, tout y est, le Bluetooth 4.0 et la technologie NFC et divers protocoles d'échanges de données multimédias (WiFi Direct, DLNA, All Share Play) ainsi qu'une copieuse mémoire de données gratuite de 50 gigas dans le Cloud Dropbox pour une durée de deux ans. Là-dessus, le Samsung surpasse l'iPhone. Il dispose également d'une puissance de calcul surpuissante : son processeur à quatre cœurs Exynos-CPU de la maison impose un rythme spectaculaire au marché. Chacun des cœurs peut être cadencé entre 200 mégahertz et 1,4 gigahertz, si bien qu'il n'est pas besoin d'un "cœur de rechange" supplémentaire comme pour le système Tegra-3 (comme celui du HTC One X)<sup>57</sup>. » Voilà ce qu'on peut lire dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ). Voilà comme ils sont, ces « smartphones ». Ils sont capables des choses les plus extraordinaires et nécessitent pour les utilisateurs et utilisatrices des explications exhaustives à l'achat comme à l'usage. Alors que les sorties sur ce segment du marché se font à rythme de plus en plus soutenu, il faut absolument proposer de nouvelles fonctionnalités et « performances » – le « nouveau » portable doit avoir une valeur ajoutée par rapport au « vieux » portable. Pas une de ses fonctionnalités n'avait manqué à aucun utilisateur avant qu'elle n'existe. Avant, il ne s'était jamais douté que la possibilité de cadencer chacun de ces cœurs pourrait un jour l'intéresser, et encore moins que ces cœurs puissent faire l'objet de ses désirs. Le téléphone portable Samsung Galaxy SIII dont il est question ici est entré sur le marché en juin 2012. À la publication de ce livre, au moins deux voire trois nouvelles générations de Galaxy seront à coup sûr sorties.

Le SIII, qui sera bientôt déjà obsolète, est capable de reconnaître les visages, ce que le FAZ trouve super : « La reconnaissance faciale permet, après avoir identifié une personne une première fois, de la taguer sur d'autres photos. On peut ensuite envoyer le cliché aussitôt à ses amis du bout des doigts<sup>58</sup>. » L'intérêt de la reconnaissance

de tonton Roger par le portable et non par soi-même se révèle au moment où cette fonction apparaît. De la même manière, l'intérêt d'avoir un téléphone capable de prendre huit photos à la suite et de choisir lui-même et instantanément « la meilleure » est indiscutable : il peut le faire, tout simplement, et la fonction impose de fait l'utilisation (« Envoyez dès maintenant la meilleure photo à tonton Roger ! »). Le Galaxy SIII sait même quand son propriétaire le consulte et s'allume immédiatement pour lui.

En plus de ces nouveautés, on peut acheter en permanence toute sorte « d'appis », qui permettent par exemple de savoir le temps qu'il fait sans regarder par la fenêtre, ou de connaître en temps réel le taux de possession de balle du Bayern de Munich contre le Hanovre 96. En résumé : le Galaxy SIII est l'incarnation d'une absurdité objective qui, dans la main de l'acheteur, est employée dans un sens subjectif. Mais il n'est pas donné à tout le monde de le ressentir : cela se travaille. Nul besoin d'atteindre la maîtrise de Michael Spehr, le spécialiste portable du FAZ, mais au fil du temps, il faudra bien avoir appris quelque chose si on veut utiliser un téléphone portable.

Contrairement aux apparences, ce n'est pas vers un allègement pour l'utilisateur que se dirige le progrès, mais bien à l'exact opposé : l'appareil veut être utilisé et ses fonctionnalités veulent être connues et utilisées. Ce curieux renversement du sens de l'appareil se manifeste également par les mises à jour inopinées de programmes informatiques qui nécessitent un long apprentissage alors qu'on n'a jamais rien demandé. La plupart des gens les installent sans broncher, comme s'ils exécutaient un ordre. Est-ce qu'ils seraient aussi dociles si quelqu'un changeait la disposition de leur salon toutes les deux semaines pour la seule raison que c'est mieux comme ça ?

Quand on observe un instant cet univers prothétique du produit depuis l'extérieur, on s'en effraie et on constate que beaucoup de produits consomment leur acheteur par leurs performances insensées, et non l'inverse. Le théorème de Hartmut Rosa se dépasse en ce sens aussitôt de lui-même : cela va plus loin que la transformation de l'acheteur en station-relais entre la production et l'élimination du produit, car ainsi réduit, il offre ses services à l'appareil et se laisse apprivoiser par lui. Celui qui a déjà senti la peur qui surgit

lorsque, sur le quai de la gare, on se rend compte qu'on a oublié son smartphone et que l'on sera, pendant des heures voire des jours, coupé du raz-de-marée incessant des e-mails entrants et des informations à la demande sur le net, découvre – comme dans les expériences de crises de Harold Garfinkel (voir p. 46) – les lois implicites sur lesquelles est bâti son univers, qu'il fait depuis longtemps partie d'une interface utilisateur communicative et que sa liberté se limite à sautiller d'une fonctionnalité à l'autre.

Il ne s'agit plus de la « cage d'acier de la soumission » que Max Weber a inventée d'après le capitalisme, mais bien d'une cage intelligente (« smart ») de la soumission, et cette intelligence consiste précisément dans le fait que l'utilisateur ne se rend même plus compte qu'il abandonne, inconsciemment mais librement, sa liberté à l'appareil qui pense, ressent, organise et décide pour lui. Et c'est ainsi que l'élément suivant du renoncement volontaire à la liberté ne se manifeste plus, comme précédemment, en tant que Gestapo de soi-même, mais sous la forme d'une insouciance auto-déresponsabilisation. Günther Anders parlait déjà, il y a un demi-siècle, de la « honte prométhéenne » ressentie par les hommes modernes vis-à-vis de ce qu'ils ont réussi à créer par la technique<sup>59</sup>. Aujourd'hui, cette honte s'est muée en un sentiment d'infériorité prométhéenne : mon téléphone portable peut faire plus de choses que moi.

## AUTO-DÉRESPONSABILISATION VERTE

Bien évidemment, le téléphone portable connecté est également très pratique pour les décisions d'achat sur Internet : non seulement parce qu'il permet d'effectuer en un clin d'œil des comparatifs de prix en consultant les sites appropriés si jamais l'envie nous prend d'acheter un paquet de bonbons aux fruits au supermarché, mais aussi parce qu'il permet de servir un objectif de durabilité si l'on consulte « l'empreinte carbone » ou le prix d'un produit

en incluant les coûts externes. Les petits futés de la durabilité développent notamment des applications censées faciliter les choix de consommation moraux ou stratégiques en fournissant des informations sur un produit qui n'apparaissent pas sur l'emballage. C'est ainsi qu'un petit yaourt aux fruits en apparence innocent peut se révéler une véritable catastrophe écologique qui se cache dans le transport, les effets sur le climat et les questions de traitement des déchets. Et l'acheteur potentiel peut également voir que le « vrai prix » de ce produit ne s'élève pas à 0,39 euro, mais par exemple à 1,89 euro en incluant tous les coûts environnementaux externes. Fasciné, il peut ensuite saisir un produit concurrent sur la même étagère, effectuer les mêmes petits calculs avec son smartphone et se rendre compte que celui-ci est 20 % plus respectueux de l'environnement que le premier et que son « vrai prix » n'est que de 1,45 euro. Il n'a pas de goût et coûte, du haut de ses 79 centimes en prix indiqué, plus de deux fois plus que le yaourt incriminé, mais psychologiquement, l'appareil a déjà pris la bonne décision. Et qui s'écarterait de cette décision après tant d'efforts ?

Cependant, le travail de recherche et de calcul qui s'effectue dans le dos de l'acheteur avide d'informations et qui demande d'incroyables quantités d'énergie pour faire fonctionner le moteur de recherche n'est ici pas pris en compte. Tout comme on oublie généralement que tous ces calculs d'empreinte carbone et de bagage écologique ne sont en rien différents d'une autre prestation de service : eux aussi participent en premier lieu à l'augmentation permanente des investissements. Et le climat se fiche de savoir si le serveur de Google rame parce que quelqu'un veut savoir si Lady Gaga est allée chez le dentiste ou si tel yaourt est écologiquement recommandable. Ces deux types d'information demandent le même investissement d'énergie, mais cette considération ne vient qu'après la satisfaction du besoin d'information (si on a déjà pensé au fait que la satisfaction d'un besoin d'information à l'ère d'Internet nécessite en effet un investissement d'énergie). Avez-vous déjà renoncé à une recherche Google parce que vous avez pensé à l'énergie qu'elle allait demander ?

Au lieu de suivre son intuition pour choisir son yaourt, voire de ne pas en acheter du tout, l'acheteur potentiel confie sa décision à l'application énergivore qu'il a installée sur son smartphone

et se déresponsabilise à nouveau, cette fois-ci sous l'étendard de la durabilité. Il a abandonné son intelligence au produit qui a objectivé ses paramètres décisionnels et prend un choix indépendant de ses propres préférences. C'est probablement là que se trouve le sens caché de l'idée que l'équipe de créatifs de chez BlackBerry a eue, à l'âge du bronze de l'ère technologique, d'appeler leurs portables des « smartphones ». Ce sens, c'est l'approvisionnement intellectuel par autrui, et il sert de base à tous les *smart grids* qui voudraient contrôler la consommation d'énergie des ménages soucieux de l'environnement afin de maintenir l'équilibre entre l'offre et la demande en énergie dans le pays. Ici, le consommateur d'énergie écolo confie sa décision de faire cuire sa pizza *ou* de laver son linge au petit boîtier qui lui dira à quelle heure l'électricité sera la moins chère et donc tarifée en fonction de la demande. S'il refuse cette recommandation, il gardera la mauvaise conscience de faire quelque chose de mal malgré le conseil – c'est là qu'apparaît la honte prométhéenne 2.0.

Étymologiquement, l'anglicisme « *smart* » désigne un concept un peu différent du terme « intelligent », car quand quelqu'un la joue *smart*, cela implique qu'un autre s'est fait berner, comme dans l'expression américaine « *smart ass* » : quelqu'un qu'on admire bien qu'il nous ait entubé. « L'intelligence », à l'inverse, est un savoir pragmatique qui associe les facteurs impliqués et fait dépendre la décision de critères moraux. Dans ce contexte, le remplacement progressif d'« intelligence » par *smartness* est symptomatique d'un monde où l'on se laisse de plus en plus prendre en charge intellectuellement et où on laisse des programmes penser pour nous. De cette manière, on abandonne les décisions à des appareils et on renonce à la liberté de penser. L'éducation et l'auto-éducation ne peuvent pas être *smart*. Seulement intelligentes.

## PETIT DÉTOUR PAR L'HISTOIRE DU MOUVEMENT ÉCOLOGISTE

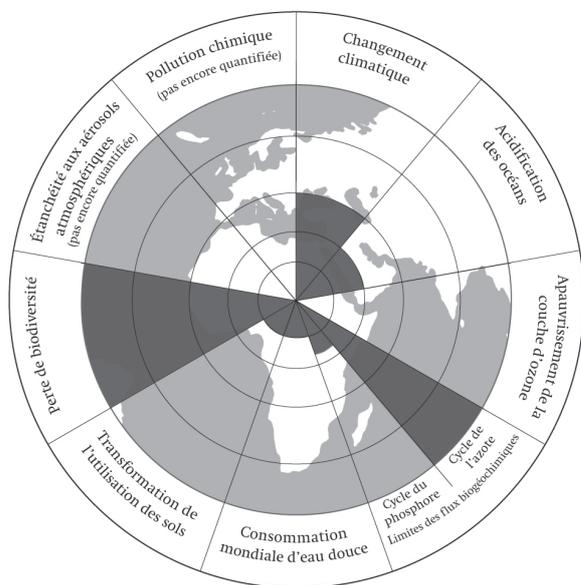
Après avoir tant écrit sur vous, il me semble que je vous dois d'écrire un peu sur moi. On dirait que ce qui s'impose presque dans ce chapitre, c'est que la plus grande partie de l'histoire de ma vie couvre l'histoire du mouvement écologiste moderne. Je n'ai jamais été – mis à part une période où je fus militant antinucléaire, puis plus tard quand j'ai cofondé une boutique de sciences<sup>60</sup> – étiqueté « écolo » jusqu'à aujourd'hui. Je viens d'une famille dans laquelle personne ne s'était jamais intéressé le moins du monde à l'écologie. C'est bien pour cela qu'il est intéressant de constater que ma vie est malgré cela imprégnée d'écologie. Mon tout premier « projet », à 13 ans, fut consacré à la terrible pollution environnementale que le monde occidental causait à la planète entière. C'était pendant ma préparation à la confirmation, et la problématique « environnementale » était à l'époque très importante pour les vicaires et jeunes enseignants. Mon maître d'école en primaire était le premier député du parlement du Land de Basse-Saxe issu du parti des Verts, et même si nous regardions les manifestations plutôt comme un truc auquel participaient les gens cool et pas les membres de la Junge Union\*, la conviction de devoir être de toute façon « contre le système dominant » devint une sorte de fil conducteur de ma jeunesse. Cela ne m'empêchait d'ailleurs pas le moins du monde de m'intéresser comme toujours à tout ce qui présentait un moteur. À cette époque, j'achetais toutes les semaines au kiosque le nouveau numéro de AMS (*Auto, Motor und Sport*), auquel se sont rapidement ajoutés *Motorrad* et *PS*\*\* . La conscience de l'imminence de

\* NdE : La Junge Union est l'organisation de jeunesse de la CDU et de la CSU, les deux partis conservateurs allemands.

\*\* NdT : *Motorrad* et *PS* sont des magazines allemands d'actualités de la moto. *Motorrad* est le magazine de moto le plus diffusé en Europe.

l'apocalypse et la participation à la destruction de la planète coexistaient déjà joyeusement dans ma vie.

À cette époque, *Les Limites de la croissance* de Dennis Meadows, Donella Meadows et Jørgen Randers était déjà paru. L'ouvrage se concentrait sur la problématique des émissions et de la pollution, mais surtout sur ce qu'on n'avait pas encore appelé l'extractivisme, soit la logique d'augmentation du prélèvement des ressources et le calcul du jour où ses limites seraient atteintes. Celui-ci était estimé dans la plupart des cas au début du *xxi*<sup>e</sup> siècle, donc à maintenant. Et bien que la plupart des apologistes de la croissance illimitée clament aujourd'hui triomphalement que tout cela n'était qu'une mascarade destinée à semer la panique, que finalement il reste encore du pétrole aujourd'hui et que le stock de charbon estimé suffirait encore pour les 300 prochaines années, les auteurs ont en tout cas toujours raison sur un point : les coûts écologiques et économiques de l'extractivisme n'ont fait qu'augmenter, le changement se fait de plus en plus difficile et la question des ressources de plus en plus pressante, comme le reflète la concurrence internationale pour les sols<sup>61</sup>.



Trois pics déjà dépassés : les limites du système Terre

Nous nous trouvons en fait, 40 ans plus tard, exactement dans la situation où les « pics », qui avaient été pronostiqués avec tant de discernement, ont été atteints et où d'autres s'y sont ajoutés ; un groupe de scientifiques rassemblés autour de Johan Rockström a récemment lancé un débat dans la revue *Nature* sur les *planetary boundaries* (limites de la planète), dans lequel il est question de la surexploitation de dix ressources vitales majeures<sup>62</sup>. Trois de ces *boundaries* ont déjà été dépassées. Pourtant, les économies nationales, les acteurs du marché et les sociétés continuent de se comporter comme s'ils avaient affaire à un univers physiquement illimité.

Lorsqu'ils sont confrontés à des signes irréfutables de la finitude des réserves, et ainsi de leurs pratiques culturelles, ils réduisent la dissonance cognitive afin de ne pas avoir à abandonner leur modèle de vie et leur modèle économique qui leur ont si bien réussi jusque-là : ils considèrent les phénomènes de finitude tels que la surcharge ou la réduction des puits de carbone ou la dégradation des sols exploitables ou des stocks de pêche comme des « crises », c'est-à-dire comme des perturbations temporaires dans un système qui en soi fonctionne bien.

Mais plus ces « phénomènes de crise » se font pressants – l'effondrement de la finance et la crise européenne en font partie –, plus on fournit d'efforts pour rétablir un état des choses passé. C'est ainsi que la société, on l'a vu, intensifie les mesures qui lui ont jusqu'à permis de réussir : elle creuse, comme dans le cas de Deepwater Horizon, plus profondément et à plus grands risques, ou elle utilise le schiste ou les sables bitumineux dont l'extraction comporte des risques plus importants pour l'environnement que l'acheminement du pétrole depuis des puits jaillissants directement vers les raffineries à travers des pipelines. Il y a toujours un économiste pour expliquer à quel point c'est intelligent puisque le marché couvre l'augmentation des coûts d'exploitation, que les calculs des *Limites de la croissance* sont faux, etc.

Il en est de même pour l'exploitation des sols. De plus en plus de surfaces cultivables sont ensemencées de manière industrielle avec des plantes génétiquement modifiées pour générer plus de rendements plus vite que ne le permettrait une exploitation durable. On retrouve le même principe dans la pêche : pour produire 1 kilo de saumon, il faut 5 à 6 kilos d'autres poissons, ce qui n'empêche pas

l'élevage du saumon d'être certifié « durable »<sup>63</sup>. Et on ne compte plus les exemples de ce type. Le dénominateur commun est dans tous les cas la stratégie qui caractérisait le capitalisme industriel et qui constitue toujours la loi du mouvement : l'expansion.

L'apothéose de tout cela, c'est que les stratégies expansives sont d'autant plus intensifiées à mesure que les pénuries grandissent – *peak oil, peak soil, peak everything* (Richard Heinberg). Et cela, aucun label de durabilité ne pourra le changer, et d'ailleurs l'argument de la durabilité contribue souvent à dégrader la situation. On appelle « matières premières renouvelables » ce qui en premier lieu nécessite la transformation de petites structures agricoles ou de la forêt pluviale en monocultures de plantes oléagineuses. Les biocarburants sont la méthadone de l'économie fossile, ils sont consommés *en complément*, pas en remplacement. Mais revenons-en aux pénuries. D'un point de vue économique, elles sont, au fond, souhaitables : moins il y a de ressources, plus la demande insatisfaite augmente, plus les prix peuvent atteindre des sommets. C'est pourquoi on assiste, à la bourse aux matières premières de Chicago (CBOT), à des *standing ovations* quand quelque part dans le monde on fait une mauvaise récolte, ou quand une inondation détruit les productions agricoles<sup>64</sup>. Ce qui passe pour du cynisme d'un point de vue extérieur n'est que l'expression de la réalité selon laquelle les matières premières, et en tant que telles les matières premières alimentaires de base, sont des marchandises comme les autres. Plus la balance penche en défaveur du demandeur, plus le prestataire peut se réjouir de la situation pour son commerce. C'est pourquoi la faim est aussi bonne pour les affaires.

Grâce à ce principe, l'économie capitaliste s'en est jusque-là très bien sortie : aucun autre système économique de l'histoire n'a réussi à générer et à distribuer autant de richesse en si peu de temps. Dans ce contexte, l'idée que l'on se fie, même lorsque les crises se multiplient, à des stratégies qui ont fonctionné *jusqu'ici* semble raisonnable : le changement pour un autre mode de fonctionnement et de résolution des problèmes semble jusqu'à preuve du contraire beaucoup plus risqué. Mais si justement l'expansion est la stratégie centrale de résolution des problèmes d'une forme de société et d'économie, et qu'en deux cents ans elle a fait ses preuves en tant que *Realexpansion*, cela donne, dans un système fini, une aporie

mortelle : cette stratégie ne *peut* pas, comme on l'a dit, fonctionner sur le long terme car elle consomme ses propres conditions de vie. À court terme, et c'est là l'apothéose, elle fonctionne d'autant mieux que ses ressources s'amoindrissent.

C'est ainsi que l'extractivisme dans un cadre capitaliste accélère sa progression alors même que la fin de l'âge d'or est en vue. C'est pourquoi, *aujourd'hui encore*, il faut extraire le plus possible. De cette manière, la culture du « toujours de tout » s'accélère d'elle-même, tout comme l'alarmisme des écolos et des climatologues, qui dit pourtant clairement que la fête pourrait bientôt être finie. Autrement dit : le mouvement écologiste et l'extractivisme à plein régime non seulement coexistent joyeusement de manière étonnante, mais s'encouragent mutuellement. C'est peut-être la solution à l'énigme des incessants « sommets de la Terre » censés sauver la planète sans jamais donner lieu à de véritables changements, donc encore moins à un renversement des tendances.

On peut ainsi dire, en reformulant un peu une phrase de Ernst Bloch : ce qu'a accompli le mouvement écologiste au cours des dernières décennies était juste, il n'y a que ce qu'il n'a *pas* fait qui ne l'était pas. Il s'est concentré sur la critique des excès d'un système de société dont la problématique ne réside pas dans les fautes, mais dans le fonctionnement. Ce ne sont pas ses défaillances ni ses « exagérations » qui détruisent les bases de la subsistance future, mais la normalité de sa réussite. Et cette réussite produit – dans le mouvement écologiste également – ce lien culturel qui rend apparemment impossible de changer de stratégie de survie sous la pression, ou même simplement de mettre en place un moratoire. Au contraire, la pression grandissante donne lieu à une recherche encore plus frénétique de solutions semblables aux précédentes, aussi bien du côté des partisans du *business as usual* que de celui du mouvement écologiste : de là, on en vient à des mesures erronées, comme dans le cas des biocarburants, où d'un seul coup tout le monde se retrouve du mauvais côté. Cela montre que la pression réduit le champ de vision de tout le monde.

Les sociétés qui, il y a quelques centaines d'années, ont échoué sous la pression du manque de ressources, parce que leur modèle de culture avait verrouillé les alternatives, et parce qu'elles s'en sont tenues à des stratégies développées sous d'autres conditions qui

ensuite, dans de nouvelles circonstances, se sont révélées contre-productives, n'ont échoué que par rapport à elles-mêmes. Le reste du monde ne s'en est pas rendu compte. Aujourd'hui, l'échec ne se cantonne plus à un espace culturel réduit et hermétique mais entraîne, dans un contexte de mondialisation, d'immenses parts de l'humanité toutes ensemble dans la difficulté. Ce qui amène une autre différence d'après laquelle le déclin ne se manifeste pas de la même façon pour tous les groupes. L'échec aussi a ses propres décalages temporels et ses propres injustices. Ceux qui se sont assurés des avantages de richesse et des avantages organisationnels s'en sortiront mieux face à l'échec imminent que ceux qui n'ont rien. Voici encore une différence : la plupart des cultures qui ont échoué ont eu besoin de beaucoup plus de temps que les quelque deux cent cinquante ans dont le capitalisme aura eu besoin pour monter, se consolider, s'universaliser et tomber. Mais la grande rapidité du changement n'est que logique : une culture dont le credo est la consommation à grande vitesse ne peut aussi évidemment que chuter en un temps record.

## PROTESTATION

Maintenant, retour au sacrement de la confirmation et à mon éveil à l'écologie, qui n'en était pas un : car dans les années 1970, les sujets de destruction de l'environnement, de pollution de l'air, de déchets, de smog, etc. étaient déjà aussi importants qu'aujourd'hui. Aucun écolier ne pouvait échapper aux scénarii apocalyptiques que diffusait le personnel zélé des écoles, des églises, des classes de découverte et autres. Les étagères des librairies débordaient de divers livres alarmistes sur l'écologie, et, à l'époque, je croyais moi aussi une grande partie de ce qu'on racontait sur le sombre avenir de la planète. Mais tout cela restait relativement indépendant de ma fascination pour les techniques en tout genre – nous étions tout de même la génération pour qui la NASA incarnait aussi bien l'avenir que Jacques Cousteau et ses excursions dans les profondeurs

marines : nous vivions de manière totalement ininterrompue dans le modèle de culture de l'expansion perpétuelle, dans les profondeurs de l'espace comme de l'océan, dans celles des découvertes scientifiques et du progrès technique. Le fatalisme écologique et la foi dans le progrès ne représentent pas des contradictions dans une vie, ni dans une société : ce sont des frères qui ne peuvent pas se supporter et cherchent donc à se surpasser l'un l'autre.

Historiquement, c'est à l'époque romantique que se sont développés l'engouement pour la nature et la critique de la technique, c'est-à-dire à une époque où les débuts de l'industrialisation donnaient lieu à des dégradations visibles et sensibles – fleuves pollués, air vicié, maladies, tous étaient directement liés à l'industrie lourde ou au travail épuisant dans les mines. Si on se penche sur les horribles effets de la pollution de l'air dans les premières métropoles industrialisées, comme Londres ou Pittsburgh, qui, couplés à de mauvaises conditions climatiques, engendrèrent d'énormes taux de mortalité<sup>65</sup>, il semblerait que, parallèlement au développement des sociétés industrielles, le sentiment que le progrès a aussi son prix ait toujours existé, et que ce prix ne serait jamais trop élevé. Le fait qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, la transformation du monde au profit de la diffusion de la prospérité, de l'élargissement des idées de liberté et des chances de participation ne puisse se faire sans renoncement (aux loisirs, à la contemplation, à la propreté) semble inscrit profondément dans l'ascension du capitalisme industriel. « Quand les cheminées fument et qu'il pleut de la crasse, c'est que le monde est au turbin\* ! », disait-on dans la région de la Ruhr pas plus tard que dans les années 1970.

La conviction que le progrès a son prix entre dans le package culturel de ce modèle de société et d'économie, si bien qu'il n'est pas étonnant que bon nombre d'habitants de la Ruhr voient « leur » autoroute A 40 comme une conquête culturelle et ne considèrent pas le bruit et les embouteillages permanents comme un problème – ils font partie du jeu. Le renoncement au calme, au temps, à la santé que ce modèle de culture a toujours présupposé et accepté fait partie

\* NdT : *Wenn die Schloten qualmen und der Dreck vom Himmel fällt, dann wird gearbeitet!*

de l'héritage et des infrastructures mentales des populations des sociétés modernes, et il s'associe régulièrement aux desiderata de la politique sociale : pouvoir s'offrir une voiture, partir en vacances, se « faire plaisir », etc. Tout cela devrait, d'après le modèle d'État social des sociétés européennes de l'après-guerre, aussi revenir au « travailleur », en quoi tous les renoncements auxquels il a consenti en valaient la peine, puisque lui aussi a pu s'offrir « une belle vie ».

La protection de la nature, puis plus tard l'écologie ne se sont donc développées que le jour où l'équilibre entre renoncement et gain a été rompu. Ce n'est certainement pas un hasard si le mouvement écologiste pour la protection de l'environnement a pris son essor à une époque où les progrès des techniques de mesure des dégâts environnementaux ont fourni la preuve de ce qu'on ne pouvait pas percevoir. Et cela s'est produit à un moment où le niveau de prospérité dans les premiers pays industrialisés avait tellement augmenté que l'on pouvait détourner le regard de la recherche de la sécurité et l'orienter aussi vers le coût de cette prospérité. C'est dans ce contexte que la révolution écologiste est née, sur des particularités nationales : tandis qu'aux États-Unis se cristallisait un véritable noyau dur autour de la destruction de la vie sauvage, c'était autour des forêts en Allemagne et de l'eau en Espagne que se concentraient les inquiétudes générales<sup>66</sup>.

Aucun mouvement antinucléaire n'a été aussi intense qu'en Allemagne de l'Ouest. C'est un excellent exemple du décalage temporel et de la durabilité des effets des mouvements de protestation. Sans le mouvement antinucléaire puissant et conflictuel des années 1970 et 1980, le refus continu de cette technologie par la majorité de la population n'existerait certainement pas ; or c'est lui qui, pour ainsi dire, fut la base zélatrice de la rapide sortie du nucléaire après l'accident de Fukushima, et qui sonna l'avènement du « tournant énergétique ». On peut cependant, au sujet de cet exemple du mouvement antinucléaire, rappeler une condition essentielle à la réussite des mouvements sociaux : ils ne peuvent pas aboutir si leurs protagonistes se rassemblent en groupes sous-culturels, comme des étudiants assoiffés d'aventure se rassemblent devant des clôtures de chantiers, bloquent des voies ferrées ou manifestent dans les villes. Un mouvement social ne peut gagner que s'il rassemble des représentants de tous les groupes sociaux, même si à

l'origine ils n'avaient pas d'intérêt crucial pour les revendications particulières de l'initiateur. En d'autres termes : le mouvement pour les droits civiques aux États-Unis a gagné à l'instant où tous les groupes sociaux se sont appropriés ses revendications ; l'abolition de l'esclavage devient possible à partir du moment où elle devient l'affaire de ceux qui ne sont pas esclaves eux-mêmes.

Le mouvement antinucléaire a pu surmonter cette dimension sous-culturelle car le sujet de l'énergie atomique recoupe plusieurs problématiques : le refus d'une technologie fondamentalement incontrôlable, qui produit des déchets intraitables et dont la durée de vie s'étend sur plusieurs générations a permis aux scientifiques, aux pasteurs et aux jeunes de se retrouver. Deuxièmement, ce type de technologie lourde a suscité une résistance politique contre le monopole d'un pouvoir économique et, troisièmement, on craignait du côté libéral les graves désavantages de l'introduction d'une telle technologie en termes de politique intérieure et de sécurité. Dans *L'État atomique*, qui fut un succès en librairie, Robert Jungk a imaginé une architecture de sécurité totalitaire absolument inéluctable qui réduirait radicalement les libertés<sup>67</sup>.

Outre le caractère culturellement englobant de la protestation, la technologie nucléaire figure un facteur essentiel de la réussite des mouvements sociaux : alors que les écoliers que nous étions, je parle ici en tant que témoin de l'époque, s'enlisaient dans la boue devant la centrale de Brokdorf, et qu'on se battait contre la police devant le chantier de Grohnde, des auteurs comme Carl Amery, Hans Jonas, Ivan Illich, Walter Jens et même Robert Jungk publiaient des articles qui donnaient à nos actions une légitimité irréfutable et une structure intellectuelle. En clair : l'opposition rassemblait des groupes sociaux allant de la jeunesse aux élites administratives et intellectuelles. Cela lui a permis de ne pas se laisser accaparer, de ne pas rester la revendication d'une sous-culture isolée, de se faire une place dans l'économie de l'attention, de gagner en importance politique, et enfin de devenir une affaire publique. À tel point qu'elle vit naître un parti écologiste qui serait resté inimaginable sans le mouvement antinucléaire et qui n'aurait certainement pas connu un tel succès, et qu'elle aboutit aujourd'hui à un projet national individuel et précurseur de tournant énergétique, tandis que le reste du monde continue à utiliser l'énergie nucléaire civile.

Pour renforcer sa protestation contre l'énergie atomique, le mouvement écologiste allemand avait surtout une signature politique. Elle intégrait des positions de gauche contre la satisfaction sans réserve d'intérêts économiques, libérales contre la police et l'État policier, et écologistes et conservatrices contre la fatuité de l'industrie lourde. En clair : les questions et positions sur le bon et le mauvais mode de vie rencontraient au sein de ce mouvement un corps de résonance sociopolitique très vaste. Et en ce qui me concerne, c'est là que j'ai appris que la socialisation politique ne se produit pas principalement par le biais des messages, mais par le partage d'une expérience dans le procédé d'opposition. Je pense que ce qui nous a le plus effrayés à l'époque n'était pas tant l'énergie atomique en elle-même que la manière dont l'État prévoyait de l'imposer. *Idem* pour le déploiement des missiles Pershing qui nous avait entraînés jusque Bremerhaven et dans le Hofgarten de Bonn, pour manifester « pour la liberté ». Je n'ai pas eu peur une seule seconde de me désintégrer sous une frappe atomique comme dans *Docteur Folamour*, mais c'était une expérience incroyablement importante que de remporter cette victoire avec d'autres.

Ce mouvement politico-psychologique a pour ainsi dire besoin d'une certaine dose d'irrationalité, de sex-appeal et de curiosité. Aucun mouvement social ne convainc ses adhérents et ses opposants par l'information ou en apportant des preuves scientifiques à sa cause. C'est là que le mouvement écologiste est arrivé à l'embranchement qui décida de son développement pour les décennies qui suivirent.

## LE POLITIQUE DEVIENT ANTIUTOPIQUE

La sensation de détenir un pouvoir, renforcée par l'appartenance à une communauté, et l'expérience de l'insubordination à l'autorité permettent de prendre conscience que *tout peut être autrement*

quand on s'en donne les moyens. Une telle expérience est un puissant bastion contre l'indifférence. En psychologie, on appelle cela l'auto-efficacité. Il me semble que c'est précisément ce qu'a perdu le mouvement écologiste au cours de son développement. Il en a fait preuve pour la dernière fois et d'une manière différente au cours de la révolution qui mena à la fin de la RDA et de l'Empire soviétique dans son ensemble. Mais dans ce cas-là, il n'était pas viable sur le long terme, car il ne faisait pas figure de point de départ du développement autonome d'une nouvelle formation sociétale, mais seulement de la prise de contrôle en douceur par cette économie qui ne connaît pas d'ennemi. C'est ainsi que tous ceux qui avaient rêvé, après la chute du mur, d'une « troisième voie » entre le socialisme et le capitalisme en vigueur se sont rendu compte, non sans surprise, qu'ils appartenaient déjà à une autre société. Ils avaient beau regarder à gauche, on les emmenait à droite. Mais ça, c'est une autre histoire.

Dans tous les cas, on remarque que le mouvement écologiste – qui ensuite devint un pot-pourri de tous les possibles déviationnistes parmi les dissidents de la RDA et autres samnyāsins tels que Rudolf Bahro, en passant par les défenseurs de la nature conservateurs comme Herbert Gruhl, les membres éprouvés des K-Gruppe\* comme Jürgen Trittin, ou encore les figures erratiques telles que Petra Kelly – ne s'accordait que sur le fait qu'on ne pouvait plus continuer à détruire nos ressources naturelles. Comme on l'a dit, le terrain était déjà préparé pour cela dans les premiers pays industrialisés. Mais en raison de l'hétérogénéité des membres de ce mouvement néanmoins vert, on ne pouvait pas s'entendre sur le moyen de mettre fin à cette dévastation. C'est pourquoi la fraction des « fundis » (fondamentalistes), qui critiquent et se méfient du système, se sont séparés des « réalos », jusqu'aujourd'hui élite dirigeante du parti des Verts. Ils sont devenus des professionnels de la politique et se sont parfaitement familiarisés avec les règles du jeu du système politique. Les transformations du système comptaient moins pour

\* NdT: On appelait *K-Gruppen* les petits partis politiques nés de la dissolution l'Union socialiste allemande des étudiants.

eux que pour les radicaux tels que l'ancien secrétaire général de la CDU Heiner Geissler, qui confiait lors d'une interview que son plus grand échec était de n'avoir pas réussi à démonter le capitalisme. Mais l'écologie, ce n'est pas ça : elle préférerait bien plus, et en cela elle s'inscrit véritablement dans l'histoire du mouvement écologiste, éliminer les excès de la manière impitoyable dont on traite la nature, et c'est ainsi qu'elle est devenue le parti réformateur d'Allemagne par excellence.

Logiquement, le mouvement écologiste n'a jamais développé de programme politique grand public autour de la négation d'une trop grande destruction ; les « fundis » ont mis la théorie en pratique en fondant des villages écolos, sont devenus chansonniers ou occultistes, c'est selon. Le « parti réalo » fut pendant un moment un moteur d'innovation central d'une société qui voulait continuer à fonctionner telle qu'elle était. Seulement, tout devait devenir « plus vert » et « plus durable ». En réalité, l'absence d'une conception *politique* de ce à quoi pourrait ressembler une société indépendante du principe de croissance économique et de la logique du développement illimité caractérise plus que jamais le mouvement écologiste. Les indicateurs en sont les suivants :

- la focalisation sur les *conséquences* et non sur les causes systémiques de la progression de la destruction de l'environnement,
- et avec elle la négligence systémique des causes de la progression de l'extractivisme,
- le manque de réflexivité. On préfère avoir l'impression d'être du côté de la solution que du côté du problème,
- l'absence d'une théorie et d'une histoire du mouvement,
- une tendance toujours plus forte vers la technique et, enfin,
- le déni d'une lutte pour l'existence dans un contexte où les stratégies « expertocrates » se voient toujours plus encouragées.

Le mouvement écologiste n'a jamais été utopique. Cette phrase peut surprendre, mais il est motivé par l'idée qu'un monde meilleur, plus propre, plus durable est possible. Si on s'intéresse à son histoire, on constate que depuis l'époque romantique, la thématique prédominante est celle de la peur d'une perte – de la nature, des paysages, d'un air pur, de la tranquillité, etc. Il s'agit moins de la problématique *positive* de savoir comment la société devrait être ou être

pensée, mais davantage de présenter de manière *négative* comment elle ne devrait pas être actuellement. C'est pourquoi les efforts se sont d'abord concentrés contre les excès de production et d'élimination, et non contre la forme d'économie et les conditions de production, et encore moins sur des contre-projets de systèmes d'économie et de société durables. Il faut sans aucun doute reconnaître que l'on doit à cet aspect antiutopique du mouvement écologiste, qui depuis 1989 a connu un nouvel élan en se détachant complètement des utopies, et à son orientation pragmatique un bon nombre de succès et de progrès politiques sur la protection de l'environnement et des personnes. Sans la transformation d'un mouvement hétérogène multicolore en un parti politique professionnel, qui se distingue des autres partis par le style de ses articles, qui portent des prénoms (« Le Cem », « la Claudia »), la République fédérale serait aujourd'hui certainement moins moderne, libérale et écologiste. Cependant, son succès a fait perdre de son identité au parti : les thématiques écologistes ont tellement été intégrées par la majorité que plus aucun programme de parti, plus aucun modèle d'entreprise, plus aucune publicité de voiture ne sort sans porter les mots de durabilité, de responsabilité et de protection de l'environnement. C'est ainsi que fonctionne le marché politique, ce qui reçoit le soutien de la majorité peut être adapté par tous.

Si l'on constate, dans une perspective historique plus vaste, à quel point « l'ère de l'écologie » est antiutopique par rapport à celle des Lumières (avec ses utopies universelles comme *La Nouvelle Atlantide* de Francis Bacon ou *Utopie* de Thomas More) ou aux mouvements ouvriers (avec ses utopies temporelles du socialisme et du communisme), on se rend compte à quel point le mouvement écologiste est ancré dans le présent. Il n'avait pas de vision à opposer à la situation, il voulait juste le critiquer et l'améliorer.

De cet éloignement de l'utopie découle un manque de réflexivité total : si je ne vois que les dégâts causés par les entreprises de pêche ou chimiques, j'oublie très vite que les poissons qu'on capture et les savons qu'on produit sont destinés à un marché dont je fais partie. Cette vision des choses a l'avantage de me permettre d'identifier les problèmes *là où je ne me trouve pas*, ce qui m'autorise, après avoir démonté les anomalies, à poser très dignement des exigences qui ne remettent pas ma propre position en cause.

Il y a bien sûr eu, et même encore aujourd'hui, une faction du mouvement écologiste qui s'affirme avec emphase comme anticolonialiste et anti-impérialiste, et qui a accusé la prospérité d'ici d'être responsable de la misère là-bas. Mais bien trop souvent cette perspective ne donne lieu qu'à la répétition rituelle de phrases comme « on ne doit pas oublier la dimension internationale » ou à une ruée vers les « magasins du monde ». Les conséquences politiques des avantages économiques et organisationnels durables que l'Occident s'est assurés depuis la colonisation ne sont pas compensées par la commercialisation de café « équitable », et ne deviennent jamais le fondement d'une politique verte. Ici aussi, on comprend bien pourquoi les capitalistes se sont concentrés sur Coca-Cola, BP ou Monsanto : ce qu'ils ont perpétré et perpétuent encore donne de plus grands scandales que le fait qu'ils peuvent le perpétrer. C'est pourquoi on préfère les émissions et on évite l'extraction. Si on se concentrait davantage sur cette dernière, on ne pourrait plus échapper à la question réflexive de savoir pour qui on exploite tant les sols et les mers : pour moi ! Pour les émissions, on peut toujours trouver une solution : il y aura toujours un autre que moi pour porter la faute.

## ABSENCE D'HISTOIRE

On croit souvent ne plus faire partie de la majorité à partir du moment où on la critique. Mais les sociétés modernes se différencient dans leurs fonctionnalités : elles prévoient d'innombrables niches et sous-cultures sur lesquelles se replier et auxquelles se rattacher. Ainsi on y trouve celles qui pensent comme soi, celles qui sont « contre » les mêmes choses que nous ou celles qui partagent les mêmes valeurs. En d'autres termes : les sociétés modernes, fondées sur une forte division du travail, intègrent par la différence, pas par l'homogénéité. Chaque autorité, chaque entreprise, chaque université est constituée de sous-groupes variés qui s'excluent les uns des autres afin de se définir<sup>68</sup>. Cela ne détruit pas les liens de l'agrégat social, c'en est le fondement.

L'opposition aussi peut faire partie de la société majoritaire. C'est d'ailleurs une règle générale dans les démocraties modernes. Les sociétés modernes ont besoin de sous-cultures critiques : elles ouvrent la voie aux changements, elles canalisent les frustrations, elles modernisent en arrangeant des zones tampons. C'est toujours problématique pour les groupes qui se rebellent de manière non violente contre les rapports existants. La capacité d'adaptation si élastique des sociétés de marché modernes est tout à fait en mesure de les « mainstreamer », c'est ce qui est arrivé au mouvement punk, et c'est ce qui est arrivé au mouvement écologiste. Et il n'y a rien à y opposer, tant que l'on est conscient d'intégrer de cette manière la société normale et qu'on ne la critique pas « de l'extérieur », mais qu'on y contribue. Si, cependant, cette conscience se perd, ou même si elle n'a jamais existé, c'est qu'on se trompe sur soi-même et qu'on croit être « contre », alors qu'en réalité on n'a fait qu'endosser le rôle de l'opposition, et du coup on est même complètement pour. En ce sens, les membres de l'élite fonctionnelle par exemple, qui adoptent un mode de vie exigeant mais sensible à l'écologie, conduisent une hybride, vivent dans une maison passive et votent vert, contribuent bien plus à la satisfaction intérieure de la société que le manager exigeant dans le genre de Jürgen Grossmann ou de Josef Ackerman, qui sont aujourd'hui passés de mode.

L'absence d'histoire du mouvement écologiste a été régulièrement étudiée, dernièrement par Joachim Radkau<sup>69</sup>. Pour ma part, je l'associe au fait qu'il n'a jamais eu besoin d'histoire pour justifier ses interventions contre la destruction de l'environnement et la pollution. Il suffit de déclarer que la situation actuelle doit être protégée et nécessite des réparations. Tant qu'on pourra apporter des arguments scientifiques plausibles au fait que l'introduction d'une matière X en un lieu Y a pour conséquence les dégâts Z, et que ceux-ci peuvent être évités ou du moins atténués, on n'aura pas besoin d'horizon historique. Dans cette mesure, l'absence d'histoire dans la pratique de la politique n'est pas un inconvénient, au contraire.

Cependant, l'absence d'histoire est très gênante pour comprendre son propre rôle dans le développement de la société : sans une bonne compréhension des processus historiques, on ne peut se rendre compte que certaines mesures peuvent venir en soutien d'un système alors même qu'elles étaient destinées à l'abolir. Cela

vaut pour l'économie post-fossile comme pour l'instrument des quotas d'émissions : on ne s'est pas rendu compte, dans le premier cas, qu'un nouveau régime énergétique ne remplace jamais un ancien, mais étend et donc augmente l'offre énergétique, et dans le second, qu'en transformant les émissions en un bien commercialisable, on a introduit des opportunités de gains là où il ne s'en trouvait aucune. L'absence d'histoire rend aveugle à l'égard des conséquences imprévues des décisions que l'on prend. Un horizon historique présente au contraire l'avantage d'établir un lien étroit entre soi-même et ses choix ; cela mène à une moindre euphorie et à davantage de prudence, c'est-à-dire à plus de tolérance vis-à-vis de ses erreurs et à plus de réversibilité.

Ce n'est donc pas un hasard si l'absence d'histoire du mouvement écologiste a mené à cette foi, étonnante à première vue, en la technique, qui s'exprime par exemple dans le fait qu'on considère les vélos électriques comme un progrès écologique, bien que ce qui les différencie d'un vélo traditionnel soit qu'ils fonctionnent à l'électricité et sont plus lourds. Ou par la croyance naïve que les énergies renouvelables ne nécessitent pas de matières premières minérales ou fossiles parce qu'elles s'appellent renouvelables. Car ce terme ne prend pas en compte les matériaux et l'énergie nécessaires à la fabrication, au fonctionnement et à l'élimination des installations éoliennes et solaires. Enfin, historiquement, on n'a jamais développé de technologie de grande envergure qui n'ait été motivée par le brûlant espoir d'améliorer la situation environnementale et qui n'ait entraîné de dommages collatéraux aussi imprévus qu'indésirables. L'introduction de la voiture dans les villes américaines était censée résoudre le problème écologique causé par l'élevage des chevaux : « Pour nourrir un cheval, il fallait 2 hectares de terre, soit autant que pour nourrir huit personnes. En Australie, où on comptait vers 1900 un cheval pour deux personnes, une partie considérable de la production de céréales du pays était monopolisée par l'élevage des chevaux. Aux États-Unis, autour des années 1920, un quart de toutes les terres cultivables était consacré à l'avoine. L'avoine était la source d'énergie d'un système de transports hippomobile. Mais l'alimentation des chevaux n'était qu'une partie du problème. Les chevaux souillaient les rues de milliers de tonnes de crottin. Les villes commençaient à puer, le crottin attirait des mouches, les maladies se

répandaient. Dans les grandes villes, on devait évacuer chaque année 10 à 15 000 cadavres de chevaux par an. Parmi les attraits de l'automobile dans les années 1910 figurait, à côté des émissions qui semblaient mineures en comparaison, l'espoir de débarrasser les villes du problème environnemental qu'étaient devenus les chevaux<sup>70</sup>. »

C'est avec le même espoir qu'on a développé l'azote synthétique comme engrais ou l'énergie atomique à usage pacifique – avant que leurs énormes conséquences indésirables ne se fassent sentir : de la dégradation durable des sols trop fertilisés à Tchernobyl, Fukushima et l'insoluble question de la destruction des déchets. La connaissance de sa propre histoire protège également de la supersaturation selon laquelle la très populaire procrastination de la résolution des problèmes n'ait jamais fonctionné. C'est-à-dire : continuons à émettre du CO<sub>2</sub> sans s'inquiéter puisque la science travaille d'arrache-pied au développement de techniques de capture et de stockage. Ou mieux encore : de la géo-ingénierie. Tout cela ne constitue en aucun cas un argument contre la recherche de meilleures solutions techniques aux problèmes d'énergie, de stratégies renouvelables en agriculture ou en mobilité plus intelligente. Mais ces techniques ne sont ni meilleures ni moins bonnes que la culture qui les emploie. Tant que cette culture restera expansive, toute la mobilisation technique qu'on voudra y apporter ne mènera qu'à l'expansion. Si elle suivait un paradigme réductif, la mobilisation technique ressemblerait à tout autre chose.

Encore un argument ? Pour le moment, on associe souvent sans problème durabilité et efficacité, bien que les deux concepts n'aient rien à voir l'un avec l'autre. La condition à une exploitation durable des matières premières est la dimension sociale de l'utilisation que l'on en fait, pas sa possible efficacité physique. Plus on met de matières et d'énergie à la disposition d'une culture expansive, plus elle en consomme – dans l'autre sens, plus on utilise de matières et d'énergie, plus on les produit efficacement. Les économistes appellent cela « l'effet rebond » (voir p. 10). L'augmentation de l'efficacité fait partie du capitalisme industriel au même titre que le capital et la main-d'œuvre, c'est une condition à son fonctionnement. Ainsi, la très prisée « croissance verte » revient au même : la croissance économique par l'augmentation de l'efficacité, en voilà une nouveauté.

Une culture qui suivrait un paradigme non pas expansif mais réductif ne s'intéresserait tout simplement pas à l'augmentation de l'efficacité. Elle se prononcerait sur ce dont elle a besoin pour vivre bien, et déterminerait ensuite les moyens nécessaires. Il se pourrait bien d'ailleurs que l'inefficacité trouve grâce à ses yeux, comme « perdre » son temps ou marcher au lieu de conduire, par exemple.

Cette énorme foi en la technique peut surprendre de la part d'un mouvement qui s'est construit justement autour de la résistance contre les conséquences indésirables de la technique. Je pense que c'est également dû à un changement de paradigme définitif qui s'est opéré au plus tard dans les années 1980 au sein du mouvement écologiste, allant de la critique politique et systémique à la résolution de problèmes pragmatiques. Au cours d'un tel retournement, on conçoit aisément les progrès d'une orientation vers des choix de faisabilité, et c'est pourquoi on a comptabilisé, au cours des trente dernières années, un nombre incalculable de propositions visant à améliorer les pratiques de la société par des innovations *techniques* et non sociales : les voitures électriques, les installations éoliennes, les centrales à énergie totale équipées, les logements à énergie positive, etc. La plupart d'entre elles sont bonnes et nécessaires – mais reste à savoir quelles conditions et quels objectifs sont optimisés quand on met en place une meilleure technologie qui nous renvoie du côté de l'efficacité et du rebond.

Cela dit, il ne faut pas omettre que le mouvement écologiste a donné lieu à d'importantes innovations sociales : c'est ainsi qu'on a inventé le covoiturage ; l'industrie automobile théoriquement si novatrice a encore besoin de trois décennies supplémentaires pour envisager cette nouvelle culture de la mobilité. L'agriculture biologique, les coopératives solaires, les logements plurigénérationnels sont des innovations sociales qui se sont vulgarisées après une longue période d'incubation et qui ont modernisé la société. Mais malheureusement, l'absence d'histoire a des répercussions sur le mouvement écologiste. Aujourd'hui, il s'oriente plus que jamais vers l'innovation technologique et la régulation, en raison notamment de la concentration croissante sur la problématique du climat et donc de la question de l'énergie. Il semblerait que l'idée prédominante devienne réalisable et renouvelable, mais demeure expansive.

## LE MIRACLE DU PUDDING VERT

Les enfants, les ivrognes et les ministres récemment intronisés disent toujours la vérité. Ainsi s'étonnait Peter Altmaier, homme politique de la CDU propulsé par hasard au rang de ministre fédéral de l'Environnement, quand dès sa prise de fonction, le comité d'experts pour les questions d'environnement (SRU) lui remit une étude en exigeant du gouvernement qu'il veuille bien se débrouiller pour dissocier à l'avenir croissance économique et exploitation des ressources<sup>71</sup>. Altmaier répondit avec un sourire gêné que tout cela avait l'air très bien, mais qu'il avait du mal à imaginer comment cela serait possible. Les doutes du ministre étaient en eux-mêmes tout à fait légitimes, mais ne l'ont pas empêché, seulement quelques semaines plus tard, à l'occasion du sommet pour sauver la planète Rio+20 en juin 2012, de déclarer que l'avenir de la Terre était menacé si l'on ne séparait pas la croissance économique de l'exploitation des ressources. La vérité, comme on le voit à travers cet exemple, est un outil de consensus social. Peter Altmaier a appris l'erreur et la diffuse maintenant comme tous les autres. Le slogan du Sommet de la Terre au cours duquel ce processus d'apprentissage a eu lieu était : « croissance verte ».

L'idée étonnante de pouvoir « dissocier » croissance économique et exploitation des ressources est principalement illustrée par le fait qu'il suffit de constater à quel point un ordinateur portable moderne nécessite moins de matériaux, d'énergie et de frais de production qu'un superordinateur moins performant des années 1980 pour comprendre ce que l'on entend par « dissocier ». Si l'on applique ce processus de réduction à tous les domaines de production de biens, on pourrait en très peu de temps atteindre des augmentations d'efficacité spectaculaires et ainsi parvenir à économiser les ressources. En plus, cette stratégie économique « verte » produit par la même occasion des emplois, des avantages concurrentiels et de nouveaux marchés – en somme : un potentiel de croissance exceptionnel avec moins de ressources. Cela s'appelle au choix *green new deal*, « croissance verte » ou encore « croissance qualitative ».

Entre-temps, tous les partis ont fait leurs projections magiques, ce qui n'a rien d'étonnant puisque finalement ces termes ne renferment pas la moindre nouveauté, en tout cas pas une de « verte ». Le principe a été inventé il y a déjà 200 ou 300 ans. Cela s'appelle le capitalisme.

L'augmentation de l'efficacité, qui ne peut consister en rien d'autre qu'en une efficience des ressources, est une de ses créatures. Autrement, les augmentations de productivité et donc les taux de croissance exceptionnels qui ponctuent son histoire n'auraient jamais pu voir le jour. Comme l'augmentation de l'efficacité dans des circonstances économiques capitalistes n'est jamais un jeu à somme nulle – sinon on produirait la même quantité de biens à moindres frais plus rapidement en laissant ce qu'on a économisé dans la terre –, ce que l'on gagne en efficacité est aussitôt investi dans davantage de production. Si ce n'était pas le cas, il n'y aurait ni augmentation de productivité, ni croissance économique.

Voici donc le simple fondement théorique de l'impossibilité pour la croissance économique de se séparer absolument de l'exploitation des ressources ; il existe en revanche depuis toujours une dissociation relative. Ce résultat tout à fait ordinaire s'impose de manière empirique à différents niveaux. Niko Paech, défenseur le plus acharné d'une économie post-croissance, avance à raison l'argument que la dissociation relative souffre du fait que les mesures destinées à l'augmentation de l'efficacité impliquent d'abord des investissements *supplémentaires*, si bien que la réduction graduelle des investissements est compensée voire surcompensée par de nouvelles installations de production, de nouvelles infrastructures, etc. Paech donne l'exemple des logements passifs, qui sont certes efficaces sur le plan énergétique, mais sont souvent des bâtiments neufs qui nécessitent des matériaux chers et en grandes quantités. Il en est de même pour la mobilité électrique, qui nécessite, en plus d'une technologie de stockage d'énergie très onéreuse, de nouvelles infrastructures sous la forme de bornes de recharge, d'installations de maintenance, etc.

S'ajoute à cela la nécessité d'éliminer ces produits « verts » une fois leur durée de vie écoulée : installations photovoltaïques, éoliennes, façades isolées, tout cela deviendra un jour ou l'autre trop vieux ou inutilisable, tout comme les technologies et matériaux non verts.

Et l'énergie coule à flots pendant la production comme l'élimination de toutes ces choses, depuis l'utilisation des surfaces pour les « champs solaires » et les parcs éoliens aux lignes à haute tension et pompes hydrauliques. « Renouvelable » est un mot magique qui suggère ici des problèmes négligeables, mais on peut être certain que tous entraîneront des investissements d'élimination majeurs et pour beaucoup inattendus. Du reste, l'énergie et les matériaux utilisés ajoutés aux émissions résultant de la production sont, pour beaucoup de produits, déplacés – c'est le cas par exemple des appareils électriques ou des jouets destinés au marché allemand mais fabriqués en Chine, qui alourdissent le bilan carbone là-bas et l'allègent ici, ce qui donne un bilan énergétique et de pollution national plus vert. Paech mentionne à titre d'exemple une étude de l'Office fédéral suisse de l'environnement qui conclut que 60 % des dégâts environnementaux provoqués par les Suisses sont causés en dehors du territoire suisse<sup>72</sup>. Les biens électroniques sont majoritairement produits en Asie, et quand ensuite ils deviennent des déchets électroniques, on les renvoie dans le tiers-monde ou dans les nouveaux pays industrialisés pour alourdir le bilan environnemental là-bas (qui est de toute façon négligeable en l'absence de contrôles et de statistiques).

Voilà pour la fiction de la dissociation matérielle. Et cela ne prend même pas en considération les effets de rebond. Ceux qui, en vivant dans une habitation passive, économisent de l'énergie et par la même occasion de l'argent dépensent la plupart du temps ces économies ailleurs – ils partent en voyage en avion une fois de plus par an ou s'offrent une deuxième voiture (très pratique dans la mesure où les habitations passives se trouvent habituellement en banlieue). Psychologiquement, le gain en efficacité d'un côté engendre le gaspillage d'un autre : « La conscience de ne générer que de moindres dommages à l'environnement par la consommation d'un produit peut, du point de vue individuel, justifier une consommation renforcée. Tout comme un moteur au gaz, à pile à combustible ou électrique est l'alibi parfait pour l'achat d'une voiture de tourisme et l'augmentation du trafic automobile, les constructions passives facilitent le choix d'une maison familiale individuelle au lieu de se contenter d'un appartement. Qui utilise de l'électricité verte a plus le droit d'être moins regardant sur les économies d'énergie<sup>73</sup>. » Et on pourrait facilement aligner les exemples. Là encore se manifeste

le phénomène selon lequel les augmentations d'efficacité segmentaires dans les cultures expansives n'apportent au final rien du tout. Ce que l'on rend « plus vert » d'un côté est à nouveau absorbé d'un autre.

Rien qu'au niveau national, la dissociation relative s'évapore dans l'empire des songes. Une « croissance verte » mondiale n'est même pas envisageable car, en de nombreux endroits, les infrastructures et tout ce qu'elles impliquent en termes de mobilité, d'énergie et de matériaux restent encore à construire. Une dissociation absolue nécessiterait en plus la déconstruction des anciennes infrastructures – ce que cela implique se manifeste à l'occasion du « tournant énergétique », qui révèle que le coût du démantèlement d'une centrale nucléaire surpasse celui de sa production. Il n'y a pas de raison pour qu'il en soit autrement des autres infrastructures, des autoroutes aux canalisations, si bien que l'installation de technologies « plus vertes » requerra nécessairement des frais plus importants. Et quand tout cela commencera à s'amortir, toutes ces nouvelles technologies (centrale à biomasse, éoliennes, toilettes sèches, etc.) seront déjà bonnes pour la casse et devront être remplacées et éliminées. Et ainsi de suite, infiniment.

Les premières tentatives des entreprises d'établir un bilan faisant état des coûts externes (soit tous les coûts résultant de l'impact environnemental de la production, du transport, etc.) montrent que leurs gains reculent radicalement dans ces conditions<sup>74</sup>. Par conséquent, la croissance économique est en grande partie produite sur les coûts des biens communs.

D'un point de vue historique, il ne faut pas oublier non plus que la logique du marché est habituellement telle que, dans le secteur de l'énergie, les anciennes structures ne sont pas remplacées par de nouvelles, mais complétées : ainsi, « l'énergie verte » augmente la quantité d'énergie disponible, ce qui a toujours mené à une augmentation de la demande. Concrètement : il n'y a pas de dissociation, nulle part.

Niko Paech en résume les conséquences de manière frappante : « Dans un contexte de croissance économique stable, il est impossible de soulager totalement l'écosphère. Dans un contexte de soulagement total de l'écosphère, il est impossible de maintenir une croissance économique stable<sup>75</sup>. »

Une fois de plus, la foi en la technique se révèle être une partie du problème qu'elle prétend résoudre. Et une fois de plus, cela ne vient pas à l'encontre d'une utilisation sensée de la technique, assurément nécessaire à une modernité durable, mais cela montre que le sens et l'utilisation de la technique dépendent de la culture au sein de laquelle on y recourt. La confiance manifeste des « Verts » allemands en la technique est d'ailleurs facilement compréhensible, puisque le remplacement des énergies traditionnelles par des énergies « renouvelables » constitue un laissez-passer pour le paradis capitaliste : une croissance continue générée par la disponibilité infinie de l'énergie, quoi de mieux pour alimenter la culture du « toujours de tout » ? Si on parvenait à transposer la dissociation de la production d'énergie de l'utilisation des ressources dans d'autres dimensions – production, alimentation, etc. –, on obtiendrait non seulement un beau monde tout vert, mais également un formidable sevrage du capitalisme : celui-ci ne serait soudainement plus un principe économique dépensier, et recevrait comme dans un mouvement perpétuel les ressources exactes dont il a besoin. Voire en produirait davantage. Appelons cela le miracle du pudding vert : on peut le posséder *et* le manger !

## POURQUOI LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EST-IL EN RÉALITÉ SI GÉNIAL ?

« Le niveau de la mer pourrait augmenter de quatre mètres jusqu'en 2300, même si les politiciens du début du <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle font tout bien comme il faut. On ne freine pas le grossissement des océans aussi facilement que l'augmentation de la température de l'air », explique un groupe de climatologues qui se sont projetés 200 ans en avant grâce à leurs ordinateurs. « Le niveau de la mer réagit 50 ans après la mise en place de mesures pour une éventuelle

préservation du climat [...]. [L'augmentation du niveau de la mer pourrait atteindre en 2100] le triple de sa valeur actuelle : neuf à dix millimètres par an. [...] Dans le cadre des politiques les plus ambitieuses, qui limitent le réchauffement à 1,5 degré, on verrait le niveau des océans monter de 1,5 mètre. L'augmentation se stabiliserait autour de l'an 2300. La politique des deux degrés verrait, quant à elle, les océans gonfler de 2,7 mètres. On peut aussi bien s'attendre à une augmentation entre 1,6 et 4 mètres. Et le niveau de la mer monterait en 2300 bien deux fois plus vite qu'aujourd'hui, sans qu'on puisse en prévoir la fin. Si les politiques ne parviennent pas à mettre en place une protection du climat efficace, on peut s'attendre à une montée de 5 mètres en 2300, avec une augmentation effrénée quatre fois plus rapide qu'aujourd'hui. De nombreuses îles et villes perdraient des surfaces côtières habitées. À New York, une augmentation d'un mètre seulement impliquerait de graves inondations tous les trois ans en moyenne, au lieu d'une fois par siècle<sup>76</sup>. »

Parfois, je me dis que la plupart des résultats scientifiques feraient bien de rester tranquillement au fond du tiroir sans nécessairement venir perturber l'opinion publique. Même dans ce cas-là. Le fait que les chercheurs se représentent encore le monde dans 300 ans comme il est aujourd'hui, mais en plus mouillé (il y a 300 ans, New York comptait 5700 habitants et prospérait grâce au commerce des fourrures), est d'une exceptionnelle naïveté. Ce déballage de chiffres issus de modèles informatiques aux capacités de calculs incroyablement performantes ne se prononce pourtant pas sur le présent, d'autant plus qu'au sein de la communauté des climatologues, tout le monde s'accorde à dire que l'objectif (politique, pas scientifique) des « deux degrés » n'est pas tenable. Mais pas un seul homme vivant aujourd'hui, fût-il conscient de l'avenir, n'agirait sur un horizon à plusieurs centaines d'années. Pour cela, il faudrait soit une religion, soit une prétention politique démesurée – les derniers à avoir montré une vision à si long terme étaient Adolf Hitler et Pol Pot. Ceux qui disposent d'une moindre conscience de l'avenir se situent eux-mêmes ainsi que la portée de leurs actes dans un horizon générationnel vécu, soit à peu près sur un siècle. Il ne servirait à rien de voir sur un plus long terme car, comme les climatologues eux-mêmes l'affirment continuellement, la Terre est un système aux interactions multiples, qui fait que les ridicules millimètres annuels du modèle

peuvent bien se transformer, sous l'effet d'une quelconque circonstance non linéaire, en centimètres, en mètres, ou au contraire se mettre à diminuer, ou que sais-je encore. Les échelles ont toujours été très variables au cours de l'histoire.

La communication extrascientifique de ces résultats mène plutôt à l'abrutissement. Ces chiffres font tout à fait sens pour la communauté scientifique, car d'autres débats et d'autres calculs peuvent venir les compléter. En politique, la communication de ces données ruine tout ce qui aurait pu être politisé dans la recherche sur le climat, comme le passage à l'ère anthropocène, ou le fait que les hommes sont devenus la plus puissante force géologique. Ceci est en soi tout à fait révolutionnaire : cela signifie que nous ne sommes plus, ou en tout cas plus exclusivement l'objet des conditions naturelles, mais que la nature est devenue l'objet des conditions sociales. Il s'agit ici d'un approfondissement de la dialectique de la raison telle que Max Horkheimer et Theodor W. Adorno n'auraient pu l'imaginer lorsqu'ils écrivirent que chaque tentative de briser les contraintes naturelles ne pouvait que les renforcer<sup>77</sup>. Cette phrase vaut davantage pour l'anthropocène que pour les époques précédentes, car la rétroactivité des influences humaines sur la terre en tant que système est, comme le prouve la seule multiplication des événements climatiques extrêmes, aussi avérée que dévastatrice.

C'est pour cela qu'un peu de théorie de la société ne ferait pas de mal à la communauté internationale des climatologues. Car la « nature », le « climat », les « océans » se fichent totalement de changer ou pas. Il n'y a que les hommes qui enregistrent délibérément les modifications de l'environnement. Il faut pour cela être un sujet conscient que sa vie prendra fin. Seule cette conscience peut donner lieu à la prévoyance, à la planification et à la réflexion. La terre est aussi peu prévoyante que la mer, et la biosphère sera toujours là après la disparition de l'homme. C'est la raison pour laquelle les questions écologiques ne sont rien d'autre que des questions sociales et culturelles : elles concernent toujours les conditions de vie des communautés humaines. Lorsque ces communautés conjuguent leurs connaissances en sciences naturelles à la technique dans le but de préserver leurs conditions de survie, cet effort reste un acte social qui installe une pratique sociale. Et celle-ci a toujours été, et demeure, fondamentalement, un moyen de soumettre

la nature extérieure. C'est probablement d'autant plus menaçant au cours de l'anthropocène que de l'holocène, car on ne peut pas prévoir les effets non linéaires d'un réchauffement mondial de 3, 4 ou 5 degrés. La climatologie a identifié toute une série de points dits de basculement qui présentent l'agaçante propriété de se développer, à partir d'un certain seuil, selon une dynamique imprévisible. C'est la dialectique de l'anthropocène. La soumission de la nature poussée à l'extrême et la culture dominante d'un approvisionnement par autrui perpétuellement amélioré engendrent des pertes de contrôles aussi imprévues qu'imprévisibles. Autrement dit, les tremblements de terre, les tsunamis, les inondations font partie des événements que l'on peut attendre, et sont intégrés aux stratégies locales de résilience comme dans les calculs des assurances et réassurances. L'humanité dispose d'une expérience de quelques centaines de milliers d'années dans ce domaine, elle sait bien qu'elle n'a jamais pu les contrôler. Les points de basculement à venir lui sont malheureusement inconnus.

La vérité à nouveau si simple s'énonce ainsi : la soumission totale de la nature reste un rêve irréalisable car les hommes sont des créatures de la nature ; chaque tentative de contrôler la nature extérieure transforme également la nature intérieure, sans jamais la libérer des contraintes naturelles. La culture n'est rien d'autre qu'une forme spécifique de soumission de la nature. Et comme on sait que ces techniques ont eu historiquement des retombées très différentes, il faudrait également commencer à parler, en climatologie, du fait que les questions de survie sont en fait des questions culturelles que l'on peut alimenter par des connaissances scientifiques, mais qu'on ne saurait résoudre par des connaissances scientifiques. La vie n'est pas une équation, les sociétés ne sont pas des équations complexes. Au contraire : les équations sont des inventions des sociétés qui, comme le dirait Norbert Elias, ont atteint un haut niveau de synthèse. Les modèles mathématiques sont des tentatives hautement abstraites et synthétiques de donner un sens au monde, ni plus ni moins.

La plupart des représentants et représentantes des sciences naturelles et techniques l'oublent souvent, si tant est qu'ils l'aient jamais su. Cet oubli n'est toutefois pas sans conséquence : il mène à une conception fatale du monde comme entité organisée sur la base

de données et de résultats scientifiques. La naïveté avec laquelle on conçoit la société et sa transformation n'est qu'une manifestation de plus du manque cruel d'histoire et de théorie de la société dans la recherche des stratégies destinées à contrer la destruction des conditions de survie. Le développement de « solutions » fondées principalement sur la technologie et l'économie est une autre preuve des effets des liens culturels : dans une culture profondément imprégnée de technologie et d'économie expansive, il ne pourrait en être autrement.

C'est de cela précisément que résulte la concentration de l'attention accordée au changement climatique et la négligence de toutes les autres thématiques environnementales dans le débat public, politique en premier lieu. C'est au plus tard depuis la publication des rapports du GIEC au début de l'année 2007 que l'augmentation de la moyenne des températures mondiales s'est hissée en haut du classement des problématiques écologiques, et ce bien que, d'un point de vue psychologique, tout contredise cette prédominance.

Premièrement, on retrouverait la structure temporelle distendue entre la cause et l'effet dont nous avons déjà parlé et qui rend le changement climatique psychologiquement si difficile à expérimenter et à appréhender : l'augmentation des moyennes de température mondiales que l'on enregistre actuellement est due à la rapide augmentation des émissions pendant la période d'après-guerre (voir p. 10). Les causes des conséquences du réchauffement que l'on constate aujourd'hui – étés caniculaires, inondations, tornades en Hesse centrale, etc. – n'ont pas de lien direct avec les pratiques actuelles, mais avec les pratiques d'il y a quatre ou cinq décennies. Cette inertie fait que les effets des mesures que l'on prendrait aujourd'hui ne seraient mesurables que dans quatre ou cinq décennies, ce qui a tendance à refroidir les passions, qui penchent davantage pour l'action immédiate.

Cette causalité distendue *innocente* le changement climatique. Il est impossible d'identifier ou d'incriminer les vrais responsables, et les victimes concrètes restent à venir. C'est très pratique, car les reproches adressés par un monde qui n'existe pas encore ne sont pas bien menaçants. Personne ne semble responsable, si bien qu'on ne peut blâmer ou mettre qui que ce soit hors d'état de nuire : « Il faudrait bientôt que je manifeste devant ma propre cheminée », dit Joachim

Radkau reprenant un politicien « Vert »<sup>78</sup>. C'est exactement ce qui s'ensuivrait. C'est, plus sérieusement, la nécessité qui se dégage du réchauffement mondial : personne ne peut continuer comme avant. On ne peut se défaire de cette nécessité qu'en naturalisant le phénomène : tout comme dans un événement naturel, il n'y a ni responsable, ni fautif. C'est alors à la « communauté mondiale » de trouver une solution. Mais comme elle n'existe pas, la situation reste telle qu'elle est.

Deuxièmement, l'ensemble des circonstances responsables du réchauffement climatique est au moins aussi varié et complexe que les effets concrets du réchauffement de la planète : tout comme le CO<sub>2</sub>, le méthane et les autres gaz à effet de serre résultent de la production industrielle, de l'élevage, du chauffage et de la mobilité, ces émissions interagissent avec les variations des puits de carbone comme les océans ou les forêts humides. Les effets du réchauffement climatique se font ressentir localement de manières aussi variées que les formes qu'ils prennent : les sécheresses en font partie au même titre que les inondations, la fonte des glaces comme le refroidissement de certaines régions, les pluies torrentielles comme les étés caniculaires. Et tandis que les conséquences du réchauffement se traduisent à un endroit de la planète par une véritable réduction des moyens de survie et par la guerre<sup>79</sup>, elles offrent en d'autres lieux de magnifiques perspectives pour le tourisme, la viticulture ou l'arboriculture.

Si tout est interdépendant de tout, il semble purement vain d'essayer de chercher du sens et plus vain encore d'essayer d'appliquer des mesures quelque part. Si un objet se transforme à chaque fois que vous changez de perspective, il est très difficile de déterminer quelle est « la bonne ». C'est pourquoi il est si difficile de politiser le changement climatique : si on le déduit d'un style de vie occidental surconsommateur de ressources, on avance immédiatement l'argument qu'on ne peut pas en priver les habitants et habitantes des pays en développement (bizarrement, ce point de vue égalitaire ne se fait ressentir sur aucune autre thématique de justice). Si on commence à exiger la restriction de la mobilité et de la consommation dans ce pays, on crie immédiatement à la « dictature écolo » et on se sent menacé dans ses libertés (bizarrement, ces grands défenseurs de la liberté ne ressentent rien de dictatorial chez Google ou facebook). Les membres

des sociétés médiatiques y sont habitués : à chaque argument plausible son contre-argument, à chaque talk-show son professeur prêt à défendre la plus grande absurdité pour pouvoir passer à la télé. La simplicité du résultat scientifique central, selon lequel la surexploitation des ressources ne pourra pas être maintenue sur le moyen terme ou qu'elle n'est pas universalisable, se trouve occultée par l'affirmation de sa complexité. L'argument simple est suivi d'une conséquence dérangeante. L'argument complexe n'est suivi de rien du tout.

Troisièmement, il n'existe aucune forme de gouvernement adaptée à la gestion des problèmes *mondiaux*. La manière dont on devrait résoudre un problème qui résulte de l'industrialisation, alors même que de plus en plus de sociétés à travers le monde *s'industrialisent*, est un mystère absolu. Le fait que les fréquentes négociations internationales pour le climat ne mènent régulièrement à rien du tout est à lier aux intérêts internationaux, aussi disparates qu'asynchrones. La seule solution transnationale appliquée jusqu'à présent (les quotas d'émissions) est si incompréhensible, et ses conséquences si étranges, que l'impression ressentie par le public d'un phénomène très abstrait se voit renforcée de plus belle. Le marché étant construit de telle sorte que la réduction des émissions générées par les clients d'un fournisseur d'électricité par exemple lui permet d'acheter moins de quotas d'émissions, voire d'en vendre quelques-uns, le changement de comportement individuel se trouve entravé : le traitement plus parcimonieux des ressources donne lieu à de meilleures opportunités économiques pour le fournisseur, mais la quantité d'émissions elle-même demeure identique. En outre, l'escroquerie des quotas d'émissions était aussi prévisible que pour toute autre activité économique, et n'a pas mis longtemps à se révéler : à chaque fois que l'on choisit des solutions monétaires, une adaptation secondaire se produit ; chacun se met à exploiter le système dans son propre intérêt<sup>80</sup>.

On imagine bien qu'une culture de l'économie expansive, qui cherche à économiser tout et tout le monde, donne un prix aux émissions et les adapte au marché. C'est ainsi que naît, de manière tout à fait insolite, le concept du bien négatif, commercialisable au même titre que les autres. Grâce à cela, toutes les portes sont à présent ouvertes aux intérêts particuliers. C'est alors qu'apparaît la destruction des forêts tropicales pour planter des monocultures

« durables » de palmiers à huile sur ces toutes nouvelles zones, pour lesquelles on pourra se procurer des droits de polluer. Là encore, le capitalisme se manifeste dans son infinie souplesse : des commerces de tout type fleurissent dès qu'on attribue un prix à quelque chose. Le commerce des émissions a à peu près autant à voir avec le climat qu'un produit dérivé du marché financier avec un verre de lait. Et pourtant, il est considéré comme le progrès en politique climatique internationale. De manière tout à fait intéressante, l'économisation s'est imposée indépendamment d'une coordination internationale de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour protéger le climat<sup>81</sup>. Ainsi, la quantité commercialisable reste importante, et les causes du réchauffement climatique sont monétisées avant même qu'on entreprenne quoi que ce soit contre lui. À partir du moment où on peut acheter, stocker puis vendre ce qui auparavant n'avait pas de prix, la propriété apparaît là où elle n'existait pas auparavant. La monétisation de ce qu'on appelle les services écosystémiques est un vrai cas d'école : n'oubliez jamais de demander qui possède ou réclame les droits de propriété de l'écosystème en question et dont les « services » pourraient soudain coûter de l'argent !

Enfin, quatrième, la communication sur ce sujet est, comme en atteste la citation qui ouvre ce chapitre, abstraite et incompréhensible. Le CO<sub>2</sub> n'est ni visible ni palpable, n'a ni odeur ni goût. Bizarrement, il a tout de même un poids : ce qui se dégage d'un pot d'échappement a, bien qu'il soit invisible, un poids que personne ne comprend. En conséquence, les progrès en termes de réduction se manifestent également de manière invisible. On les retrouve juste sur les publicités des nouvelles voitures.

Le fait aussi simple que dangereux qu'un mode d'économie ait réussi, en deux siècles (sur les 200 000 ans d'histoire humaine), à influencer de manière significative le fonctionnement de la Terre, se voit transformé par l'emploi d'une langue scientifique et bureaucratique pleine d'acronymes et de néologismes (GIEC, CCS, MDP, etc.) en une problématique complexe que personne ne comprend et qui se dissout dans les détails. On notera la similitude avec la crise financière, qui découle du fait aussi simple que dangereux que des acteurs privés spéculent contre les économies nationales et prospèrent de cette activité. Ici aussi, on suggère un problème complexe : par des acronymes comme MES, FESF, BEC, ou des mots en carton

comme « troïka », « sommet de crise », « sauvetage de l'Euro », « projet européen », etc.

Ce dernier point nous entraîne sur une voie qui permettrait d'expliquer comment une thématique somme toute si abstraite, lointaine, insoluble et ambivalente que le « changement climatique » a pu devenir si prépondérante, comment elle peut arriver en tête des préoccupations dans les sondages, et comment elle peut rencontrer autant de succès en regard du peu de temps qui s'est écoulé depuis la création d'instituts et de fondations ainsi que depuis les débuts du financement de la recherche. À la différence par exemple des incinérateurs de déchets, de la pollution de l'eau, du recul des glaciers, l'invisibilité du changement climatique le rend inoffensif. Rien ne s'impose comme véritablement inquiétant.

Tous ces aspects, qui le rendent si impropre psychologiquement à capter l'attention, contribuent en fait à le rendre plus attractif en tant que problème écologique que toutes les autres problématiques environnementales. *Parce que* le lien de causalité est distendu, *parce que* sa complexité est grande, *parce qu'il* représente un problème mondial et non local, *parce qu'on* ne peut le combattre en apparence que par le biais du marché et non par un changement des comportements, et même *parce qu'il* est tout sauf sexy, il a pu se hisser au rang de problème de l'humanité. Son slogan : le pire, c'est qu'on fait de notre mieux, mais qu'on ne peut rien y faire. En psychanalyse, on appelle cela un « déplacement » : on a un problème qu'il serait très désagréable de voir disparaître, alors on préfère se concentrer sur autre chose.

Au cinéma, le changement climatique tiendrait le rôle d'un MacGuffin. Alfred Hitchcock a inventé ce mot pour désigner un élément filmique qui n'a en soi pas vraiment d'intérêt, mais qui permet de lancer l'action ou de la maintenir. La signification du MacGuffin réside dans sa propre inutilité. Dans son interview avec François Truffaut en 1966, Hitchcock définit ainsi le terme de MacGuffin : « Cela pourrait être un nom écossais qu'on retrouve dans l'histoire de deux hommes dans un train. Le premier demande : "Qu'est-ce que c'est que ce paquet, là, dans le filet?" et le second de répondre : "Ah ça ! c'est un MacGuffin." Le premier demande alors : "Et qu'est-ce que c'est qu'un MacGuffin?" "Eh bien", répond le second, "c'est un appareil qui permet de chasser le lion dans les Highlands écossais."

Le premier dit : “Mais il n’y a pas de lions dans les Highlands.” Et le second de répondre : “Ah oui, eh bien ce n’est pas un MacGuffin.” Vous voyez, un MacGuffin, ce n’est rien du tout<sup>82</sup>. »

En ce sens, le changement climatique est *le problème insoluble parfait* autour duquel se cristallisent les inquiétudes ostentatoires, efforts de recherche et agitations politiques. Ce MacGuffin ne perturbe pas le fonctionnement de l’extraction et du consumérisme, mais fait avancer l’action avec des élans de modernisations tels que le tournant énergétique ou « l’économie verte ». Ceux dont on n’aime pas parler, c’est-à-dire les autres problèmes écologiques au moins aussi graves (recul de la biodiversité, dégradation des sols, pénurie d’eau, surpêche, etc.) ont tous un lien direct à l’extractivisme. Quand on parle d’eux, on ne peut pas ignorer nos habitudes d’alimentation, de mobilité, de consommation. Ces thématiques présentent nécessairement un élément réflexif. Il en va de même pour toutes les autres *planetary boundaries* que l’on dépasse.

Pendant que les sociétés riches amassent toutes sortes de produits grâce à leurs énormes avantages infrastructurels et géopolitiques, quand les pénuries se multiplient, on commence à avoir faim ailleurs, car le prix des produits alimentaires de base a trop augmenté. Les flux mondiaux de produits répartissent les biens dans un contexte de pénuries au nez des défavorisés, ce qui accentue les conséquences de la destruction des sols, de la surpêche, du manque d’eau potable et des inégalités sociales. Le modèle de culture expansif du capitalisme a toujours présupposé l’inégalité, et il n’y a pas de raison pour que l’aggravation de problèmes écologiques fasse changer les choses. La peur que cela arrive justifie d’ailleurs le refus des pays pauvres d’adhérer aux accords internationaux sur le climat.

On ne peut pas mettre fin à l’extractivisme avec des accords internationaux, pas même avec la géo-ingénierie ou l’ouverture d’un nouveau marché : on ne peut le combattre qu’en réduisant la consommation. Comme il s’agit d’une pratique sociale, elle ne pourra être remplacée que par une autre pratique sociale. Et c’est précisément là que le problème devient politique.

## RETOUR AU POLITIQUE

Passons maintenant à la version politique du changement climatique. Le défenseur de l’environnement et écrivain Bill McKibben a récemment décrit la situation dans un brillant article<sup>83</sup> : il ne s’agit pas d’un problème sans coupable ni responsable face auquel la communauté mondiale reste plantée, inerte et suppliante, mais d’un conflit d’intérêts radical que l’on peut formuler très simplement. Si l’on souhaite atteindre l’objectif des deux degrés, il faut limiter nos émissions de CO<sub>2</sub> dans l’atmosphère à 565 gigatonnes supplémentaires jusqu’à 2050. C’est en tout cas ce qu’affirment de concert les climatologues. Les réserves en énergie fossile actuellement disponibles représentent cependant un potentiel de 2795 gigatonnes de CO<sub>2</sub>, soit environ cinq fois plus. Le modèle d’entreprise de toutes les compagnies pétrolières consiste à extraire ce potentiel de 2795 gigatonnes de CO<sub>2</sub> du sol, de la mer, du schiste et des sables bitumineux pour les mettre sur le marché, et ils y parviennent, sans se soucier le moins du monde de tous ces problèmes de réchauffement climatique mondial. Ils investissent des sommes colossales dans l’exploitation des gisements, car ils entendent en tirer des bénéfices et des chiffres d’affaires colossaux. Exxon par exemple dépensera chaque année, jusqu’en 2016, 37 milliards de dollars pour la recherche et l’exploitation de gisements de pétrole et de gaz. Cela représente environ 100 millions de dollars par jour<sup>84</sup>.

Le business model de ces entreprises n’est rien d’autre, on peut le dire aussi brutalement, que la destruction de la planète. Si on voulait effectivement entreprendre une lutte contre le changement climatique, il faudrait commencer par détruire ce modèle. C’est justement là que le MacGuffin revêt un tout autre aspect : une opposition politique radicale caractérisée par les extrêmes d’hostilité et de foi en l’avenir. Vu ainsi, le changement climatique n’est donc pas aussi dénué d’idéologie et de subjectivité qu’un phénomène naturel ; il représente une menace dont certains sont responsables, qui ne pensent pas une seconde à se détacher de cette responsabilité. C’est contre ces gens qu’il faut orienter notre résistance.

Cela implique en même temps d'exercer une résistance contre une politique qui soutient et encourage l'hostilité envers l'avenir. À l'heure actuelle, aucun acteur politique ne s'attaquerait aux projets de BP, d'Exxon, de Gazprom et autres, car, et c'est là que le système fossile se trouve lui-même, la totalité de l'économie et son principe de croissance dépendent de l'augmentation constante d'une dose quotidienne de l'infusion des ressources fossiles. Et plus encore, car l'essor des classes moyennes dans les pays en développement et l'amélioration du niveau de vie des pays asiatiques et sud-américains en dépendent également. En d'autres termes : en politique, rien n'est moins sujet à débat que le modèle expansif de civilisation de l'époque moderne.

L'exemple de l'amélioration du niveau de vie des habitants et des habitantes des pays en développement, ainsi que le développement des classes moyennes, de la société de consommation, du bien-être, des systèmes d'éducation et de santé, sont particulièrement significatifs. Car les deux phénomènes se produisent simultanément : l'amélioration du niveau de vie moyen et l'accélération de la destruction des ressources naturelles, soit la condition même d'un avenir pour le système expansif moderne. Ce qui représente d'un point de vue écologique une perte spectaculaire, représente pour les pays montants comme le Brésil, la Chine, le Vietnam, des années de miracle économique, comparables économiquement et psychologiquement aux années d'après-guerre dans les pays d'Europe occidentale.

En Europe occidentale et aux États-Unis, comme on l'a dit (voir p. 39-40), cela fait déjà un demi-siècle qu'on s'est vraiment lancé dans la consommation de masse et l'élargissement permanent de la zone de confort. La face cachée de cette amélioration se reflète dans les taux exponentiels mentionnés précédemment de consommation de ressources et d'énergie, des émissions et des déchets – exactement comme cela se produit actuellement dans les pays en développement. Le principe sous-jacent est simple : les économies de croissance présentent plus de traqueurs de développement que de durabilité. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : alors que chaque jour qui passe voit défricher 50 000 hectares de forêt, disparaître 100 espèces, pêcher 350 000 tonnes de poisson, et des investisseurs acheter des terres dans le monde entier, la pauvreté mondiale a reculé. Le nombre de personnes ne gagnant pas plus d'un dollar

par jour a été réduit de moitié depuis le Sommet de la Terre de Rio en 1992. D'ici peu, il n'y aura bientôt plus que moins d'un milliard de gens vivant dans une pauvreté absolue. On retrouve la même tendance dans les chiffres de l'accès à l'eau potable. Au total, on produit dans le monde bien plus de denrées alimentaires qu'il y a 20 ans, et même le nombre de guerres a chuté.

Ce qu'on observe ici reflète finalement le même « effet d'ascenseur » qui a garanti la paix sociale dans l'Europe de l'après-guerre : bien que l'inégalité sociale persistât, voire s'aggravât, l'ascenseur permit d'augmenter le niveau de vie de chacun. C'est l'indubitable bienfait de l'économie de croissance : au cours de l'histoire, aucun système n'a amélioré si rapidement la situation sociale, ce qui donna à beaucoup le sentiment d'être libre et d'avoir ses chances.

Malheureusement, ces miracles économiques n'auront rendu la vie plus facile que sur le court terme. À moyen terme, comme on l'a dit, ils minent leur propre succès. La vérité n'est pas belle à voir : l'objectif éthiquement souhaitable d'un niveau de vie mondial et à peu près égalitaire entre en contradiction avec tous les objectifs de durabilité. L'écologie et la croissance s'excluent mutuellement. Il est inutile de vouloir concilier justice sociale et durabilité à l'échelle mondiale. Ou alors il faut abandonner notre zone de confort, renoncer à la prospérité, et développer d'autres modèles de répartition, d'économie et de vie. Ce que cela implique d'un point de vue politique ne peut être résolu par l'achat de café « équitable » ni par l'annonce de mesures (comme celle de « l'objectif des deux degrés »), mais seulement par la réflexion sincère et conflictuelle sur ce que l'on souhaite conserver et ce que l'on consent à abandonner pour l'avenir. Et contre qui on va devoir imposer cette décision.

## L'EXERCICE CIVILISATEUR

Le XXI<sup>e</sup> siècle fait face à une interrogation extrêmement concrète : comment conserver le niveau de civilisation acquis grâce à l'économie capitaliste en termes de liberté, de démocratie, d'État de

droit, d'éducation et de santé, *tout en réduisant* radicalement la surexploitation des ressources ? Si on le veut vraiment, il faudra nécessairement accepter une diminution de la prospérité. Une vie meilleure a forcément un prix.

C'est précisément ce que l'on suggère à travers les élans du système des conférences pour sauver la planète et la magie de la croissance verte : le futur ressemblera à aujourd'hui, mais en plus durable. C'est pourquoi on entend souvent, en réponse à l'idée que la culture dominante de la consommation et du gaspillage dans laquelle s'ébattent les pays occidentaux industrialisés doit être ramenée à des proportions réalistes, qu'on ne peut refuser aux sociétés futures le niveau de vie que l'on attend pour soi-même. Cet argument est idéologique car il refuse, à juste titre, de reconnaître les immenses différences de conditions de vie et évidemment d'exploitation des ressources dans le monde, car l'affirmation récurrente selon laquelle tout le monde voudrait être comme nous n'est qu'une légitimation psychologique facilement identifiable de notre mode de vie stupide : si tout le monde le fait, c'est que cela doit être bien, même si l'avenir doit y passer.

La reconquête de la durabilité présuppose l'intolérance envers la violation chronique du droit de l'homme à un avenir. Robert Menasse a écrit il y a quelques années que « le capitalisme de Manchester n'avait pas été civilisé par le fait que les décideurs politiques avaient fini par demander aux capitalistes ce dont ils avaient besoin pour rester compétitifs et maintenir le site de Manchester, mais au contraire par le fait que la politique avait fixé des limites au capital, lui accordant progressivement des conditions plus raisonnables. Si on avait posé la question aux capitalistes, ils auraient répondu sérieusement, sincèrement et raisonnablement (d'après leur idée de la raison) que sans le travail des enfants et sans les journées de douze heures, rien ne fonctionnerait plus. Il a fallu imposer des décisions politiques face à une résistance farouche : le travail des enfants fut interdit et la journée de huit heures instaurée<sup>85</sup> ». Ni l'abolition de l'esclavage ni la conquête des droits civiques aux États-Unis ne furent le résultat d'une communication pacifique ; on s'est battu pour elles. On voit bien à travers ces exemples que la modernisation est toujours le fruit de l'abolition durement négociée de privilèges. Il en sera de même pour la transformation d'une modernité expansive en une modernité réductive, ou il n'en sera rien.

Cependant, nous refusons de limiter les privilèges de l'exploitation des ressources, comme cela s'est toujours produit dans l'histoire de l'époque moderne. C'est justement pour cela que la politique piétine, car la préservation des privilèges est devenue sa seule raison d'être. On pourrait appeler cela la dictature du présent au détriment de l'avenir. La politique d'une modernité durable devrait donc exiger que nous commençons nous-mêmes à nous dé-privilégier. Il est bien sûr moins agréable de s'imposer soi-même un bien-être et un niveau de vie moindres que d'identifier des responsables quelconques et de réclamer de l'un d'entre eux qu'il veuille bien restreindre ses privilèges, d'avance merci. Dans la mesure où nous nous trouvons devant la tâche ardue de transformer un modèle de société plus prospère qu'aucun autre dans l'histoire de sorte que nous conservions ses principales conquêtes tout en réduisant radicalement sa consommation de ressources, on ne peut que se rendre compte que la transformation de la société implique inévitablement la transformation de notre propre mode de vie : la réduction de nos exigences, la transformation de nos pratiques concrètes, à savoir le changement de mobilité, d'alimentation, de travail, de loisirs, de logement, et le rééquilibrage des valeurs. Malheureusement, cette vie meilleure devra également être arrachée à soi-même, à l'inertie des habitudes, de ce droit de l'homme pressenti au maintien de la situation telle qu'elle est. Quand on parle de résistance, cela implique toujours une résistance envers soi-même.

## PENSER PAR SOI-MÊME

Le capitalisme est un système d'une souplesse extraordinaire : il organise les relations des hommes les uns avec les autres, indépendamment de la sympathie ou de l'antipathie qu'ils s'inspirent mutuellement. Il se renouvelle et se modernise à travers les crises successives qu'il traverse. Il absorbe la critique et les mouvements d'opposition en leur aménageant une place sur le marché, donc en

en tirant un potentiel de modernisation. Il transforme le monde, ses différences culturelles et ses décalages temporels en une gigantesque machine à synchroniser, qu'il alimente avec de l'énergie, du travail et des matières. Il serait parfait s'il ne présentait pas le même désavantage structurel que tous les autres mouvements perpétuels, à savoir le fait qu'il ne puisse fonctionner sans un apport d'énergie extérieur.

Plus le capitalisme se révèle brillant et universel, plus vite s'épuise son énergie motrice. Mais la source ne se tarira pas soudainement et définitivement : c'est pour cela que le système ne s'effondre pas, mais sombre progressivement dans la décadence. Le système s'étant développé de manière locale et ponctuelle, il s'effondre de manière fragmentée, ici vite et fort, là-bas lentement et doucement. Cela signifie que c'est aussi, et peut-être même justement, dans la décadence que s'ouvrent des perspectives d'organisation d'une autre économie et d'une autre société. Ces perspectives ne se laisseront cependant exploiter que lorsqu'on mettra fin à la funeste division du travail selon laquelle certains devraient s'occuper de protéger l'environnement et les autres de le détruire. Le souci de l'environnement doit se traduire dans la pratique : dans les entreprises, dans la société civile, dans la politique, et dans des formes nouvelles et durables de production, de commerce, d'économie et d'association. Il faut entreprendre quelque chose contre la situation actuelle, un contre-modèle, un exemple, une proposition, un laboratoire. Seule la confrontation à une autre pratique efficace fera perdre sa souplesse au capitalisme.

Et quel est votre rôle dans tout cela ? Imaginez tout simplement quelle serait votre réponse si on vous demandait qui vous avez été jusqu'à présent, et quelle a été votre contribution soit à la destruction soit à la protection de l'avenir. Projetez-vous au conditionnel : qui aurais-je été ? C'est très utile, car ce qu'on imagine au futur simple semble souvent désagréable et agaçant, alors qu'au conditionnel, tout devient soudainement intéressant et souhaitable. Le conditionnel change la valence des choses. Vous commencez à réfléchir à la manière dont vous pourrez avoir été une bonne personne. Une question d'intelligence pratique. Penser par soi-même. La transformation de la culture expansive en une culture réductive est la transformation d'une culture simple en une culture intelligente : d'addition en combinatoire, de croissance en mise en

culture, de construction en déconstruction. De passivité en activité. D'acceptation en résistance. De servitude en jouissance. En un retour à une meilleure considération de soi-même.

Nous sommes arrivés au moment où je dois arrêter de vous insulter. Nous nous trouvons à présent tous deux du même côté. Mais soyez prudents : vous sortez de la zone de confort de l'assentiment et ferez bientôt l'expérience des vents contraires. Vous devez rester sur vos gardes. Nous allons maintenant aborder les arguments favorables.

Parlons donc encore un peu de politisation : j'estime que l'association grandissante de l'écologie à une science naturelle et technique est un des pires développements de ces deux dernières décennies. La finalité d'une telle association est tout à fait claire : elle nous permet de continuer à rêver qu'un monde durable nous apporterait autant de prospérité, de confort et de délégation à autrui que l'ancien non durable. Les voitures y roulent à l'électricité, et le bruit infernal des moteurs est désormais composé par des ingénieurs du son. Audi, Mercedes et Porsche le font déjà aujourd'hui. La réduction technique de l'écologie est trompeuse : l'avenir ne se construira pas à si peu de frais.

La route vers une modernité durable exigera de nombreuses transformations, réhabilitations et réévaluations, mais il faudra surtout se battre pour y accéder, car d'autres ont beaucoup à y laisser. Ceux qui font tourner le système capitaliste à plein régime ne trouvent aucun intérêt en la durabilité, et font leur possible pour que tout continue de fonctionner comme jusqu'à maintenant pour le temps qu'il reste. C'est à cela qu'il faut résister, car chaque jour de croissance aujourd'hui implique moins de ressources demain.

Il ne faut cependant pas confondre ce point avec l'argument des climatologues, d'après qui nous n'avons plus que peu de temps pour changer. On entend généralement qu'il nous reste sept ans pour réduire radicalement nos émissions de gaz à effet de serre, après quoi nous ne pourrions plus nous en tenir à « l'objectif des deux degrés ». C'est peut-être vrai, mais dans tous les cas on peut ajouter là un argument qui vient appuyer la nécessité du changement de pratique. Car la question de savoir comment nous souhaitons vivre est sociale et culturelle. Votre réponse et votre conversion suivent des logiques sociales et culturelles qui n'ont rien à voir avec

les lois de la nature. C'est la raison pour laquelle il est impossible de déduire le temps que prendra la transformation politique des scénarii climatologiques. Personne n'organiserait sa vie selon la table de mortalité de l'office de la statistique.

On entend aussi souvent au sujet de ce qu'on appelle le sauvetage de l'euro que l'on n'a plus le temps de discuter et de tergiverser – les « marchés » sont inquiets et doivent être rassurés au plus vite. Un tel argument est irrecevable dans un contexte démocratique : quand il faut du temps pour prendre une décision, il faut du temps et c'est tout. Il en va de même pour la transformation de notre communauté : s'il nous faut du temps pour y parvenir – et il en faudra, ne serait-ce que parce qu'il n'existe aucun plan directeur –, alors il nous faudra du temps, avec ou sans climatologie.

Les démocraties ne fondent pas leurs décisions sur des théories scientifiques. Les deux systèmes politiques qui l'ont fait au cours du *xx<sup>e</sup>* siècle furent totalitaires et assassins. Rien que cela devrait suffire à chacun pour apprendre qu'on ne confie pas le choix de vie de quelqu'un à la science<sup>86</sup>. La science peut documenter des décisions. Elle peut prévenir des problèmes qui pourraient survenir, proposer des scénarii ou mettre en garde. Mais le débat vivant sur le choix de vie de chacun, sur les objectifs d'éducation et d'enseignement, sur les valeurs que l'on doit suivre... tout cela ne peut être, dans une société libre, qu'extrascientifique et n'est que le résultat provisoire de controverses, de négociations et de consensus. C'est-à-dire toujours le résultat d'une pratique sociale. L'idée selon laquelle la consommation d'énergie, la culture alimentaire ou la mobilité personnelle seraient fondées sur les découvertes d'une discipline scientifique est abominable. Qui donc, dans une société fonctionnellement différenciée, détermine qui, où et combien ? Cela mène-t-il à l'introduction des ampoules basse consommation dans les salles d'opération ou à l'installation forcée des bénéficiaires des réformes Hartz IV dans des logements passifs ? Qui a envie d'endurer le résultat de l'imagination débridée des bureaucrates verts si on les laissait imposer quoi que ce soit ?

\* NdE. Les réformes Hartz sont des réformes du droit du travail et de l'attribution des allocations chômage.

C'est pourquoi seule la société pourra déterminer le temps qu'il faudra pour initier et faire avancer cette nécessaire reconversion de la société et de l'économie. La recherche climatologique comme l'industrie vont devoir l'accepter : la pratique sociale a son propre rythme et sa propre logique. On ne peut pas plus donner un prix à la liberté qu'aux conditions de survie qu'offre un écosystème. Les deux sont des conditions nécessaires à une existence décente et ne peuvent donc être considérées d'un point de vue scientifique.

## UTOPIES

Les utopies peuvent s'avérer dangereuses quand elles tombent entre les mains de gens qui tentent par tous les moyens d'en faire des réalités. Mais elles sont également un excellent moyen de tester sa pensée et ses aspirations : en imaginant une situation souhaitable dans un futur envisageable, on réduit la situation actuelle à *une* variante parmi de nombreuses possibilités. Et le fait d'imaginer un futur souhaitable entraîne évidemment une réflexion sur la manière dont les hommes cohabiteraient, comment les villes et la circulation seraient organisées, comment on pourrait améliorer l'enseignement et l'économie par rapport au présent. De l'épatante capacité des hommes à se projeter dans un avenir parfait découle une méthode : la reconstruction du chemin que l'on a dû parcourir vers cet avenir imaginé. C'est ce qu'on appelle en français moderne le *backcasting*, mais on peut aussi employer le terme désuet bien qu'autrement plus profond « d'analyse rétrospective » d'Edmund Husserl (*Vorerinnerung*) pour contempler depuis l'avenir le chemin que l'on doit parcourir pour l'atteindre.

Les analyses rétrospectives sont des anticipations mentales de choses qui n'existent que dans le futur. Elles sont une sorte d'outil d'orientation des décisions et actions menées dans le présent et ont un rôle tout aussi important que le recours à des expériences vécues, réelles ou imaginées. Alfred Schütz a développé plus avant cette idée dans son concept de « rétropections anticipées<sup>87</sup> », qui

joue un rôle central dans les actes des hommes – chaque projet, chaque plan, chaque projection, chaque modèle implique l'anticipation d'une situation qui sera passée dans le futur. Et c'est précisément de cet avant-projet d'une situation à venir que se nourrissent les élans et les énergies : du souhait d'atteindre un état des choses différent de celui que l'on connaît.

Se souvenir de ce qui ne s'est pas encore produit – voilà en quoi consiste l'heuristique de l'avenir, et ce sera bien mieux qu'un banal « présent plus », qui n'aura été que « pimpé » par un peu de technologie. Notre avenir rétrospectif doit être mieux, plus juste, plus beau et plus durable, et comme dans tout travail de mémoire, celui de l'avenir est aussi un montage créatif et artistique d'éléments tout à fait différents, de projections et de rétrospections, d'erreurs et de corrections, d'essais et d'égarément.

Les utopies deviennent dangereuses lorsque quelqu'un entreprend d'en faire un plan directeur afin de mettre en place directement cet état des choses souhaitable. Les plans directeurs sociaux présentent toujours le désavantage d'inclure des individus et des groupes qui ne veulent ou ne peuvent se ranger à l'idée du bonheur inspirée par l'utopie – ou à l'inverse une théorie qui présuppose l'exclusion de groupes ou d'individus car ils se trouvent malencontreusement sur le chemin de l'organisation parfaite du monde. Les deux grandes utopies ayant suivi un plan directeur au cours du xx<sup>e</sup> siècle, le communisme et le national-socialisme, ont ainsi coûté la vie à quelques centaines de millions de personnes, dans le premier cas pour accélérer la chute théoriquement assurée des « classes mourantes », dans un autre pour donner un coup de pouce aux « lois éternelles de la nature » et asservir ou exterminer les « races inférieures ». L'histoire prouve qu'aucun contre-argument ne fait vaciller ni aucun égarément ne ralentit la *réalisation de l'utopique* (Hans Mommsen) : chaque souhait, chaque théorie, chaque personne douée de raison peut se voir ranger dans la catégorie de ce dont il faut se débarrasser. Le fascisme ainsi que les nombreuses expériences communistes du bonheur, de Staline à Mao, en passant par Pol Pot, ont montré que la courbe de la folie socialiste tend très souvent vers le haut.

Quand on imagine comment on pourrait transformer notre type de société pour sortir de l'impasse de l'économie de croissance et faire de la durabilité et de l'égalité intergénérationnelle ses principes

fondateurs, on voit bien que cela ne peut se faire par la traduction des utopies socialistes dans la réalité. Cependant, souvenons-nous à ce moment que la révolution industrielle n'a pas seulement apporté la prospérité et les possibilités de consommation mais aussi, avec la création de la société civile, la liberté, la démocratie, l'État de droit, l'aide sociale, les soins médicaux, le droit à l'éducation.

Mais rien de cela ne doit se teinter d'utopie : il s'agit d'un modèle civilisationnel que nos sociétés ont atteint, et si l'on doit aujourd'hui rechercher un avenir perdu, c'est précisément parce qu'on ne peut pas lui accorder de crédit. Ainsi, une dictature écologiste ne serait ni souhaitable ni viable, car elle deviendrait une technocratie sans imagination qui sacrifie ce qu'elle prétend sauver : un modèle de culture juste et qui vaut la peine d'être vécu. L'utopie du xxi<sup>e</sup> siècle ne se limite donc ni à la technocratie ni à l'autocratie ; elle dispose déjà de beaucoup de ce qu'elle souhaite, et elle prévoit de se les assurer non pas par l'expansion mais par la réduction. L'utopie concrète se traduit en civilisation par le moins. Moins de matières, moins d'énergie, moins de pollution. La curiosité, la recherche d'autre chose, les souhaits et les rêves peuvent au contraire se multiplier : ils sont la véritable énergie créatrice d'avenir.

Le charme d'un avenir ainsi rétrospectif réside dans le fait qu'on ne doit ni se soumettre à l'apparente incontestabilité d'une construction théorique ni démonter les plans (sur cinq à dix ans) qu'on en a déduit. On ne pourra rejoindre l'avenir que par un seul chemin, qui se distingue par des égarements et des détours, des impasses, des voies dégagées, des côtes et des pentes, tout ce qui ne ressemble pas à une ligne droite. Cet avenir n'est pas un monde de contraintes, car si l'on souhaite atteindre un autre avenir, il faut dès le départ accepter la possibilité de l'erreur : pour l'instant, on ne sait pas à quoi ressemble un monde moderne et durable qui soit à la fois libre, démocratique, sûr, juste et fondé sur une exploitation des ressources cinq à dix fois moins importantes qu'aujourd'hui. Dans la mesure où notre modèle de culture est encore imprégné de technologie et d'expansivité, tout ce que nous savons de cet avenir est son aspect technologique, nous ne savons rien en revanche de l'approche culturelle du travail, de la mobilité, de l'alimentation, du logement et du temps de ce monde. Cela veut dire que nous ne concevons le monde que selon un plan A, mais pas encore selon les plans B, C, D, E, etc.

Alors on imagine l'étape d'après, tout au plus celle d'encore après, on essaie et on voit ce que cela donne, si cela fonctionne ou pas. Ici, on ne pense qu'à la belle idée de la production d'énergie à partir de biomasse : une erreur sociale et esthétique qu'on ferait mieux de ne pas suivre. L'heuristique d'une modernité durable est donc une *utopie-jusqu'à-nouvel-ordre* et accepte alors des principes totalement étrangers à la modernité non durable : tenter, interrompre, arrêter, faire une pause, suspendre. Pas de plan directeur, seulement un patchwork d'expériences variées : quelles réussites et quelles difficultés résultent de l'implémentation de berceau à berceau\* de la production diversifiée, comment reporter les formes d'organisation communautaire sur les structures de groupes, comment associer mobilité réduite à un meilleur système de santé et d'éducation, quels modèles participatifs impliquent un nouveau régime énergétique, etc. ? Pour tout cela, on a déjà des idées et même parfois des expérimentations en conditions réelles, mais pas encore de synthèse sociétale. Personne ne sait non plus à quelles oppositions immanentes une telle synthèse devra résister ; par exemple, on exigera cette décélération afin d'améliorer de nombreux aspects de la vie, pas pour la prévention des catastrophes et des incendies ou la médecine d'urgence.

Le chemin vers la modernité durable se parcourt à des allures très variées, mais cela ne devrait pas poser de problème. Même la première révolution industrielle fut un processus à vitesse variable.

L'augmentation de la productivité dans la fabrication de l'acier ou la rapidité de l'urbanisation ont en quelque sorte accéléré la dissolution des traditions, dont le rythme ne parvenait pas à suivre celui des exigences de synchronisation des usines, ce qui explique que le travail industriel est longtemps resté une étape disciplinaire ferme et violente<sup>88</sup>. Aujourd'hui, on ne sait pas encore si la philosophie de la transformation du monde est à la traîne, et donc si la chouette de Minerve comme on la trouve chez Hegel ne prend *jamais* son envol avant la tombée de la nuit, ou si parfois la pensée de la transformation réelle est déjà bien plus avancée et amorce cette

transformation. En outre, même les infrastructures existantes présentent des propriétés totalement inégales. Un système de canalisation et un système de circulation auront bien plus tendance à demeurer tels qu'ils sont qu'un système universitaire, et une structure de soins culturelle bien plus qu'une structure médicale. C'est pourquoi la transformation sera toujours contradictoire, hétérogène, asynchrone, quel que soit son objet. C'est une combinatoire dont on ne connaît pas encore la nature.

En tout cas on sait déjà, encore une fois à travers le prisme de l'histoire, quel type de révolution a l'impact le plus durable : celles que leurs contemporains considèrent déjà comme telles et provoquent eux-mêmes – soit les *révolutions politiques*, comme la Révolution française ou la révolution russe. Ou bien les *révolutions formatives*, celles qui ont profondément transformé le visage des États, puis celui du monde, sans que la portée du changement ait été effectivement ressentie par ses contemporains. L'histoire corrobore l'idée que la modification progressive, et non brutale, des modes de production et de consommation est plus efficace et plus durable<sup>89</sup> – ce qui constitue d'ailleurs un nouvel argument contre l'urgence matraquée par la recherche climatique. Quoi qu'il en soit, nul besoin d'un plan directeur pour tracer le chemin vers une modernité durable. Au contraire, c'est dans le chemin que réside l'utopie : il montrera comme il est productif de prendre le risque de se tromper quand on autorise systématiquement la réversibilité, comme il est sensé de ne considérer l'expérience comme utile que *jusqu'à nouvel ordre*, et surtout de ne considérer un état des choses donné que comme une proposition, et non comme une certitude.

## PRÉCAUTION

Si on veut éviter de tomber dans le même piège que les sociétés disparues, en intensifiant les stratégies qui leur ont permis de prospérer dans des circonstances normales, il va falloir changer radicalement nos principes de fonctionnement : non plus efficacité mais

\* NdE. « Du berceau au berceau » (ou Cradle to cradle, C2C) est un concept écologique qui consiste à faire en sorte que dès sa conception, un produit soit pensé pour pouvoir être intégralement recyclé, et ce à l'infini.

précaution, non plus rapidité mais précision, non plus continuité mais interruption seraient les nouveaux principes du chemin vers une modernité réductive.

Karl Weick et Kathleen Sutcliffe, psychologues de l'organisation, ont étudié la manière dont les entreprises peuvent apprendre à gérer l'inattendu<sup>90</sup>. Pour cela, ils ont analysé ce qu'on appelle des organisations à haute fiabilité – des institutions pour lesquelles l'occurrence d'un événement inattendu provoque des effets non seulement désagréables, mais catastrophiques. Ce sont par exemple les centrales nucléaires, les porte-avions, les pompiers ou les équipes d'intervention rapide envoyées sur les lieux de prises d'otages, les services de prévention des catastrophes naturelles, etc. C'est pourquoi le travail dans ces organisations consiste principalement à faire en sorte que ces événements *ne se produisent pas*. C'est aussi pour cela que toute une série de phénomènes auxquels on accorde de la valeur dans d'autres organisations deviennent ici problématiques : toute forme de routine est un problème, car elle réduit la sensibilité aux difficultés qui se présentent. L'expérience est contre-productive car elle induit l'anticipation d'un événement par assimilation à quelque chose qui s'est déjà produit et qu'on va donc considérer et traiter comme d'habitude – une erreur souvent mortelle. Weick et Sutcliffe écrivirent à ce sujet que « l'expérience en soi n'est pas une source de compétences car les hommes répètent très souvent les mêmes expériences sans véritablement essayer de faire évoluer ces répétitions en nouveautés<sup>91</sup> ». L'expérience peut devenir un piège si l'on rencontre une situation qui ressemble à un événement vécu, mais dont la nature est en réalité tout à fait différente. La catastrophe de Challenger s'est produite exactement de cette façon, tout comme l'accident de Tchernobyl.

L'expérience est donc utile si elle est appliquée à des événements similaires à ceux dont on a déjà fait l'expérience. La plupart du temps, elle se révèle en revanche trompeuse si l'on souhaite anticiper avec précision des événements sans précédent. Les plans aussi sont développés à partir de chiffres et de processus connus, et c'est pourquoi ils ont souvent pour effet désastreux de passer à un cheveu des exigences et des attitudes que l'on aurait dû adopter pour surmonter une difficulté inattendue. « Ce besoin démesuré d'anticiper et de prévoir peut avoir des conséquences dangereuses. Il suppose un degré

de compréhension totalement inatteignable lorsqu'on a affaire à un désastre incertain et dynamique. Il donne aux victimes le sentiment d'avoir la situation en main et les rend aveugles à la possibilité très réelle d'une erreur d'appréciation<sup>92</sup>. » Pour gérer l'imprévu, il faut avant tout développer des capteurs qui signalent l'arrivée d'un événement qui dépasserait immédiatement les mesures routinières. Cela veut dire qu'il faut se méfier de l'expérience et toujours considérer ce qui arrive d'un œil nouveau.

Il s'agit également de ne pas gérer l'inattendu en ayant recours à des recettes éprouvées, mais de rassembler le plus rapidement possible les compétences les plus variées qui pourraient participer à l'analyse et à la description d'un problème. Car bien souvent il s'agit simplement de savoir à quel problème on est confronté.

Une culture de la précaution (*mindfulness* en anglais) ne classe donc pas immédiatement tout ce qui entre dans son champ de vision dans la catégorie du déjà vu et du connu. La précaution implique une remise en question et une révision permanente des attentes présentes, ainsi qu'une plus grande attention portée aux erreurs et aux dérives possibles. En clair : un apprentissage permanent dans un environnement qui ne se conçoit qu'en perpétuelle évolution. La précaution n'est rien d'autre que l'actualisation constante de ses observations et de ses interprétations, mais ce qui semble si simple requiert en fait un changement de paradigme dans les priorités qui régissent nos actes : tout comme l'expérience peut s'avérer un désavantage et les plans problématiques, les erreurs ne sont plus mauvaises mais deviennent des sources d'information cruciales – elles nous informent sur les divers cours que peuvent prendre les choses. Alors qu'on tente habituellement d'éviter l'erreur et, une fois qu'elle s'est produite, de la dissimuler, on va considérer ici qu'elle a beaucoup de valeur : les employés des organisations à haute fiabilité qui pointent des erreurs ne se voient plus mis au placard, mais distingués.

D'après Weick et Sutcliffe, « la précaution est fondée sur le constat que le savoir et l'ignorance se développent ensemble. Lorsque l'un grandit, l'autre grandit également. Les personnes précautionneuses acceptent leur propre ignorance et s'efforcent d'en combler les lacunes, car elles savent bien que chaque nouvelle réponse soulève une multitude de questions. Le pouvoir d'une orientation

précautionneuse réside en ce qu'elle fait passer son attention de l'attendu à l'insignifiant, de l'information confirmée à la preuve du contraire, de l'agréable au désagréable, de la certitude à l'inconnu, de l'explicite à l'implicite, du factuel au probable, du consensus à l'opposition. Précaution et actualisation effacent les angles morts qui se développent dans la perception, car les hommes ont trop confiance en leurs attentes<sup>93</sup>».

Il est tout à fait naturel que ces derniers paragraphes vous aient un peu agacés : mais il vit dans quel monde ? Alors que nous devrions nous lancer joyeusement sur la route tels des Jean-le-Chanceux et expérimenter la précaution, le reste du monde continue d'avancer dans la direction opposée, et détruit chaque heure qui passe plus que nous ne pourrions en sauver en plusieurs années. Cette critique est tout à fait recevable, mais présente un seul inconvénient : elle n'apporte rien. D'abord parce que le reste du monde ne fera rien d'autre tant que de notre côté nous continuerons à agir comme avant. Et ce d'autant plus tranquillement qu'aucune autre possibilité n'a été présentée ni essayée. La modernité ne peut alors que rester expansive, et la modernité réductive demeure une possibilité non explorée.

Ensuite, personne ne prendrait une décision sur son choix de vie en fonction de ce que le reste du monde fait. Vous ne pensez pas une seule seconde aux Indiens ou aux Chinois quand vous commandez une voiture, réservez un vol, contractez une assurance, achetez une maison ou cherchez une école pour votre enfant. Toutes ces décisions présentent une portée différente dans votre vie, mais le reste du monde n'a pas la moindre influence sur aucune d'elles. Alors pourquoi en aurait-il spécialement lors du choix de l'orientation qui détermine l'avenir ?

Enfin, qu'est-ce que le reste du monde a à voir avec vous ? Aucun être providentiel ne se tenait près de votre berceau le jour de votre naissance pour vous confier à haute et intelligible voix cette mission : « Arthur, tu es venu au monde pour sauver la planète ! » Alors pourquoi discutez-vous comme si c'était le cas ? Il suffit largement que vous assumiez la responsabilité de vos propres actes.

Finalement, on en vient au même résultat : il n'y a aucun argument recevable qui justifie de ne rien faire. L'absence même de plan directeur vous offre la liberté de faire des erreurs et d'échouer, et même de devenir vous-même quelqu'un que l'erreur ne rebute pas.

L'avenir est plus dégagé qu'il ne le semble actuellement. Voilà qui est intéressant.

## SANS PLAN DIRECTEUR

L'absence de plan directeur présente néanmoins un désavantage non négligeable. Historiquement, les grandes idées qui promettent de manière relativement plausible et enthousiaste un monde meilleur se développent de manière dynamique : elles s'adressent aux sentiments et à l'identité. Cela vaut pour la « communauté du peuple » du national-socialisme comme pour la libération de l'oppression, de la servitude et de l'injustice promise par les utopies socialistes. Même la manière relativement conciliante avec laquelle le modèle économique capitaliste s'est étendu au monde entier depuis 1989 en dit long sur les bons sentiments dont peuvent faire preuve les mondes consuméristes si attractifs. La promesse de *plus* de prospérité, de *plus* de participation, de *plus* de soins, de *plus* de confort qu'offre le capitalisme n'est pas creuse, elle se reflète dans la vie concrète des pays émergents. Exactement comme elle s'est reflétée dans la vie des Européens occidentaux au cours des dernières décennies : je gagne dix fois plus que ce que mon père gagnait, j'habite sur deux fois la même surface, et j'ai vu vingt fois plus du monde que lui. D'après notre modèle de culture, le progrès vécu, expérimenté, n'est pas une chimère.

Il semblerait qu'on ait jusqu'ici réussi à honorer cette promesse d'un progrès expansif. Le sex appeal émotionnel de l'injonction « Ayons moins de tout ! » est proche de zéro dans une culture qui se mesure en tout par l'expansion. C'est là toute la faiblesse du petit kit de chimiste pour une modernité durable que j'ai à vous proposer. C'est tout de suite beaucoup moins intéressant.

Mais une histoire est-elle finalement plus forte parce qu'elle a la vérité avec elle ? Ou tire-t-elle sa force du fait que les désirs et les rêves se portent sur un avenir différent et meilleur ? Si c'est le cas, et il semblerait bien que cela le soit, alors cela fait bien longtemps que la vieille histoire que le monde occidental raconte sur

lui-même depuis deux cents ans a perdu son cœur émotionnel, son énergie. Nous avons déjà tout ce dont nous rêvions (matériellement parlant). Nous sommes déjà allés partout. On peut encore aller partout. Tout comme le bonheur ne peut plus compter, au bout d'un moment, sur la profusion d'argent et de biens pour augmenter, aussi les désirs et les souhaits atteignent une certaine saturation lorsqu'ils sont happés par la réalité. Quand je pouvais voir sur une autoroute allemande la star du football Günter Netzer au volant de la voiture de mes rêves, la Ferrari Daytona, à 280 kilomètres/heure, il manquait encore bien des choses à ce rêve devenu réalité : devenir un sportif de haut niveau, conduire une Ferrari, rouler très vite. Quand aujourd'hui un riche inconnu range sa Bugatti Veyron (400 kilomètres/heure) au garage parce qu'il ne peut la conduire sur aucune autoroute du monde, il manque un peu de merveilleux à ce rêve (d'autant plus que Volkswagen construit la même chose).

Si dans les années 1960 c'était encore quelque chose de partir en voyage en Espagne, en Égypte ou en Amérique du Sud, c'est aujourd'hui d'une banalité désarmante. Et avec les formules *all-inclusive*, peu importe que vous profitiez de vos boissons gratuites au bar de la plage en République dominicaine, à Majorque ou au Sri Lanka. Les échanges entre vacanciers sur le retour dans la navette du *rail-and-fly* ressemblent ensuite à cela : la nourriture était comment ? Et les « installations » ? Le temps ? Même l'industrie du tourisme a depuis longtemps outrepassé les désirs. Aujourd'hui, si on veut, on peut gravir l'Everest ou faire du rafting dans le Grand Canyon. Aucun désir ne reste inassouvi. Jamais.

Les désirs et les rêves des années du miracle économique se sont fait dépasser par la réalité et sont maintenant évanescents, comme le montre la chute drastique de la courbe d'innovation des industries sur lesquelles reposaient autrefois nos rêves : cela fait longtemps que je me demande *pourquoi* les astronautes volent vers cette station spatiale, qui gravite inexplicablement en orbite là-haut, ce n'est rien à côté d'un voyage sur la Lune ! Ou pourquoi les fantasmes des sociétés riches se limitent à construire des bâtiments *encore plus hauts*, ils n'atteindront de toute façon jamais l'émotion qu'ont suscité l'Empire State Building ou le Chrysler ! Et pourquoi on fabrique toujours des voitures et des avions *plus gros*, au lieu d'en faire quelque chose d'autre ! Ou pourquoi un ridicule pays désertique n'a pas trouvé

mieux à faire que de se transformer en temple du kitsch en forme de palmier, alors qu'il dispose de tout l'argent du monde et qu'ils pourraient en faire quelque chose d'intéressant !

Tout cela, ce n'est que de l'économie sans miracle. Et nous arrivons maintenant au point où l'on voit très clairement que la culture expansive n'a plus rien à nous offrir. Les seules inventions remarquables qu'elle nous a apportées au cours des quatre dernières décennies sont Internet et la communication mobile. Tout le reste n'est que modernité d'hier, entraînée par des ingénieurs dénués de toute imagination vers une insignifiance insipide. Sans la moindre beauté. Kitsch.

Ce n'est pas un hasard si l'industrie du rêve par excellence – Hollywood – n'offre que des dystopies quand elle se projette dans le futur. *Je suis une légende*, *Inception*, *The Road* sont tous des apothéoses de la solitude à venir. Et quand il s'agit d'aventures, c'est toujours dans le passé, dans *Pirates des Caraïbes*, ou avec *Indiana Jones* dans les années 1930, il y a fort, fort longtemps dans un pays magique. À part cela, ce ne sont que des comédies barbant qui reproduisent encore et encore un présent ennuyeux à mourir. Le glamour est une catégorie d'avant-avant-hier, et personne n'était aussi près de la réalité qu'Andy Warhol quand il prophétisa que chaque homme serait un jour une star, pendant 15 minutes.

Je ne sais pas de quoi rêvent les adolescents aujourd'hui, mais je ne peux pas imaginer que leur horizon s'arrête à la « Nouvelle Star ». Et que dire de la passion de l'évasion de l'industrie événementielle, qui satisfait des besoins extrêmes avec des grands-huit, du saut à l'élastique et autres varappes, sinon qu'elle reflète tant la société de la performance qu'on se demande comment aucun de ceux qui se retrouvent suspendus la tête en bas ne s'en rend compte. Comme s'ils n'avaient rien de mieux à faire.

J'ai l'impression que les rêves du xx<sup>e</sup> siècle sont ceux qui sont devenus vieux au xxi<sup>e</sup> siècle. Les aspirations du « toujours de tout » sont devenues réalités dans les premiers pays industrialisés et ont tant perdu de leur magie que la seule façon dont leurs producteurs peuvent encore les proposer est de les placer sur le marché dans des cycles encore plus courts. Ce qui autrefois était un rêve est devenu une dépendance dans sa réalisation : il n'y a plus que l'augmentation de la dose qui fasse de l'effet.

Mais quelle histoire pourra-t-on raconter? Ce n'est pas une histoire de raconter que tout le monde a un Samsung Galaxy SIII. Et l'histoire d'un voyage sera d'autant plus intéressante qu'un volcan islandais aura interrompu toute circulation aérienne et qu'on aura dû dormir dans un hall d'aéroport. Les petits week-ends dans des « camps de bien-être » n'ont pas plus de matière à raconter. Le problème, c'est qu'il n'y a plus de désirs quand on peut tout avoir, plus de rêves quand on peut tout être. Il n'y a plus rien à raconter, puisqu'on vit tout.

C'est de là qu'il faut partir quand on commence à raconter une autre histoire de soi et de l'avenir: comment peut-on redécouvrir l'autonomie et l'avenir dans l'univers transparent de la satisfaction permanente des besoins? On n'est pas déjà arrivé, on vient seulement de partir. Tout n'est pas déjà classé, mais reste à découvrir. On n'est plus seulement un produit, mais un créateur. En un mot: quand on commence à raconter une histoire qui parle de soi, et dans laquelle on apparaît.

Ces histoires sont (et ont toujours été) des histoires de départs, de débuts, de découvertes, et elles parlaient de rencontres inattendues dans l'espace et le temps. Les romans d'aventures comme d'apprentissage ont pour point commun de voir leurs propres personnages changer en se mettant en route. À la fin, ils sont devenus quelqu'un d'autre, et c'est cela qui est bien. Jamais les histoires de débuts n'ont été aussi séduisantes qu'aujourd'hui, dans un présent intemporel et sans transcendance. La règle de base nous vient de Henry James: le seul à véritablement vivre l'aventure est celui qui sait la raconter.

## UN ART DE VIVRE POUR BIENTÔT<sup>94</sup>

Votre perceuse à percussion est cassée. Vous allumez votre ordinateur et cliquez sur [otto.de](http://otto.de) pour voir les offres du moment. À votre grande surprise, pas un produit ne s'affiche après que vous avez

tapé « perceuse » dans le moteur de recherche. Au lieu de cela, on vous demande: « Pourquoi voulez-vous acheter une nouvelle perceuse? » Étonné, vous répondez: « Parce que la mienne ne fonctionne plus. » Question suivante: « Quel est le problème? Il est sûrement possible de la réparer. » Quand vous répondez que l'appareil ne marche tout simplement plus du tout, [otto.de](http://otto.de) vous indique une liste d'adresses: « Nous vous recommandons les mécaniciens suivants qui se trouvent dans les environs et travaillent en partenariat avec Otto. Souhaitez-vous que nous prenions contact avec un réparateur? » Vous répondez: « Non! Je voudrais voir les produits. » Sur ce, voilà enfin la liste des perceuses disponibles, comme vous l'aviez demandé dès le début.

Celle qui semble la meilleure est un tout nouveau modèle de chez Bosch, un perforateur avec bonne force de percussion, avec les plus basses classes acoustique et énergétique. 319 euros. Bon, on n'achète pas ce genre de choses tous les jours. On la prend? On la prend. Mais au lieu d'envoyer l'outil dans votre panier après avoir cliqué, [otto.de](http://otto.de) vous demande à nouveau: « Combien de fois par an en moyenne avez-vous besoin d'une perceuse? » Vous réfléchissez, c'est une bonne question. Eh bien, quatre ou cinq fois, peut-être. Doucement, vous vous laissez intriguer par la suite. Otto vous fait savoir que « nos conseillers et conseillères estiment qu'il n'est pas intéressant d'acheter un tel outil pour l'utilisation que vous en faites. Quelqu'un dans votre voisinage a récemment acheté une machine similaire et s'est inscrit sur la liste des prêteurs. Vous pouvez lui emprunter sa perceuse ». De mieux en mieux, pensez-vous. Mais qui prête donc sa machine? « Souhaitez-vous choisir cette option? Souhaitez-vous obtenir ses coordonnées? » Bien sûr que vous voulez ses coordonnées, par simple curiosité maintenant. Otto facture 3,95 euros pour la médiation, un prix honnête. Il propose également de venir chercher le produit défectueux gratuitement. Vous venez d'économiser 315,05 euros. Et on vous débarrasse d'un objet encombrant. Sur votre écran s'affichent les coordonnées du prêteur. Näumann! Je savais bien qu'il avait tout, pensez-vous. C'est parfait, cela fait un moment que je voulais papoter avec lui. Sa femme est si gentille. Vous cliquez sur « Finaliser ». L'écran affiche: « Merci d'avoir choisi Otto! Les personnes qui n'ont pas acheté la perceuse que vous avez consultée n'ont pas non plus acheté les articles

suivants : visseuse électrique Bosch PX 17, disqueuse Black & Decker WS 34/3, boîte à outils Konfix XL. »

Elle est bien cette histoire, non ? Elle pourrait se passer dans un monde qui ne concentre plus son intelligence sur la multiplication des produits, mais dans leur utilisation : l'intelligence sociale. Conséquence collatérale : non seulement vous avez économisé plus de 300 euros, mais en plus, en ne consommant pas, vous avez considérablement allégé votre bagage écologique par rapport à si vous aviez acheté cette jolie machine superflue. Et surtout, vous avez à nouveau frappé à la porte de Näumann. Bien sûr que vous pouviez lui emprunter sa machine. En plus, il s'était déjà enregistré comme prêteur. Ensuite, vous avez bu quelques verres de vin ensemble. À la deuxième bouteille, vous avez décidé de créer une micro-coopérative dans votre voisinage. Avec les autres habitants de la rue, vous allez mettre en place un petit fonds pour acheter une tondeuse à gazon, des tuyaux d'arrosage, des échelles, toutes ces choses dont on a *parfois* besoin et qui seraient conservées comme biens communs. Après une phase d'essai qui permet de calculer la fréquence d'utilisation, vous pouvez à présent enregistrer votre petite coopérative sur otto.de pour faire profiter d'autres utilisateurs de votre collection d'outils. C'est merveilleux.

Et le modèle peut être étendu à volonté. On peut le faire dans les immeubles d'habitation avec les lave-linge, les machines à café de luxe qu'un utilisateur seul ne peut pas s'offrir, avec les voitures, les vélos, les scooters, les segways, les tentes, tout ce que vous voulez. De cette manière, on fait des biens de consommations des biens communs, on économise de l'argent, de la place, du matériel, et non seulement on obtient ce dont on a besoin, mais en plus on devient membre d'une communauté qui auparavant n'existait pas. Les commerces en lignes comme otto.de peuvent déjà choisir ce modèle d'entreprise. Ils gagneront moins grâce aux produits mais plus grâce au conseil, à la médiation, aux services de réparation ; ils viennent chercher les appareils et les portent au prochain utilisateur. Les sites marchands capitalisent l'intelligence sociale des utilisateurs.

## UN ART DE VIVRE 20 ANS APRÈS

Nous sommes en 2033. Cela fait déjà 20 ans que la diffusion des modèles de covoiturage et de Givebox<sup>95</sup> a enclenché dans les villes le basculement du paradigme de la possession à l'utilisation, qui bat son plein aujourd'hui. Il est maintenant tendance de ne posséder qu'autant que nécessaire, et non autant que possible. C'est le style de vie du lâcher-prise (qu'on appelle maintenant LORAF : *Lifestyle of Relief and Fun*) : ce qu'on *n'a pas* n'encombre pas, ce qu'on *n'a pas* ne se fait pas voler, ce qu'on *n'a pas* n'a pas besoin d'être déménagé, ce qu'on *n'a pas* ne coûte rien. Dans l'autre sens, la durée de vie de chaque produit est allongée par son utilisation sociale. On dispose à présent de beaucoup moins : la quantité moyenne des produits que possède chaque Allemand a chuté de 10 000 en 2012 à 5 000 aujourd'hui. La consommation de matières a entre-temps été réduite de moitié, tout comme les émissions. On s'amuse deux fois plus qu'avant, et on dispose de plus de temps parce qu'on ne le gaspille plus à faire des choix de consommation. Le nouveau modèle culturel est l'art de vivre. Et l'adjectif qui s'y rapporte est « facile ».

Les micro-coopératives telles que celle que vous aviez alors fondée avec Näumann ne sont qu'un petit élément d'une pratique culturelle simplifiée dans son ensemble. La plupart des gens travaillent moins. C'est normal, la production ayant reculé, elle nécessite considérablement moins de temps et de main-d'œuvre. À la différence du capitalisme tardif, les progrès de productivité ne mènent plus à la suppression de postes mais à un raccourcissement du temps de travail. Beaucoup d'actifs ne travaillent aujourd'hui qu'à mi-temps, ce qui n'a qu'un effet très limité sur le niveau de vie puisque globalement ils ont besoin de moins d'argent pour consommer. Bien que la législation ait fait répercuter les frais longtemps restés externes (comme ceux de l'exploitation de l'environnement) dans les prix, beaucoup de choses sont devenues plus chères, en particulier les produits dont les chaînes de valeur et de transport sont longues.

Ceux dont la chaîne de valeur est plus courte, de production régionale et de culture locale, sont quant à eux devenus beaucoup moins chers aujourd'hui, si bien que la perte de pouvoir d'achat reste tout à fait supportable. Ceux qui veulent frimer comme autrefois et qui peuvent se le permettre achètent des articles de luxe importés. Mais cela fait lourd et vulgaire.

Les produits locaux sont accessibles et attractifs. En plus, on connaît personnellement certaines des personnes qui les produisent et on sait même dans quelles conditions ils sont fabriqués. Bien sûr, il reste encore aujourd'hui des produits de fabrication industrielle qu'on ne pourrait pas produire au niveau régional : télévisions, ordinateurs, téléphones portables, voitures électriques, lampes et ampoules, lave-linge, perceuses... Tout ce qui demande une grosse industrie pour être fabriqué de manière efficace et économique. D'ailleurs, ici aussi on produit dans de nombreux secteurs très différemment que pendant la dernière phase du capitalisme : le concept de berceau à berceau (*Cradle to cradle*) commence à s'imposer dans de plus en plus de branches industrielles, comme le tissu « returnity » de l'entreprise traditionnelle autrichienne Backhausen<sup>96</sup>. Bien plus de ressources ne sortent plus du cycle de production – consommation – retour – production : la camelote et la poubelle sont des concepts du passé, quand la culture était encore primitive. Les étoiles montantes de l'économie des dix dernières années sont les *repairs* et les modules, les entreprises de réparation à l'organisation ultraefficace et les *redesigners*, la reconversion des produits après usage. De nouveaux métiers se sont développés : technicien de maintenance, réparateur, rénovateur, *redesigner*, fournisseur, *share-trader*<sup>97</sup>.

Tout cela se reflète dans la vie privée : puisque presque tout le monde dispose de plus de temps qu'avant, les plateformes d'échange virtuelles se sont répandues très rapidement. Une personne rénove le salon d'une autre et reçoit un site Internet en retour. Quelqu'un s'occupe des enfants et fait entretenir son jardin en retour. Parallèlement au développement de ces plateformes d'échange, les monnaies régionales se sont rapidement déployées : elles ne sont valables que dans une zone délimitée et raccourcissent ainsi la chaîne de valeur. Les commerces qui acceptent les monnaies régionales choisissent des fournisseurs qui acceptent cette même

monnaie en échange ; leurs employés perçoivent également une partie de leurs revenus dans cette monnaie régionale. Les économies locales correspondent parfaitement aux entreprises fondées sur le modèle de la coopérative. Niko Paech avait en son temps déjà élaboré un tel système de manière visionnaire : « On pourrait combiner un approvisionnement local démonétisé, un système d'économie régionale fondé sur des monnaies complémentaires à taux zéro et – en tant que données encore à réduire – les performances d'une division globale du travail afin de satisfaire de manière aussi neutre que possible du point de vue de la croissance les besoins restants après avoir exploité au maximum tout potentiel de suffisance<sup>98</sup>. »

Les modifications majeures en micro- et macroéconomie se sont traduites culturellement par une transformation spectaculaire de structures publique et sociale : la nouvelle économie du temps a donné lieu, grâce à un nouveau modèle de temps de travail et à un revenu de base inconditionnel, à une abondance de temps. Ce qui donne non seulement de plus grandes opportunités de travail social et personnel auto-organisé, mais également des réorganisations des politiques publiques locales par un resserrement des réseaux sociaux qui en résultent. Aujourd'hui, les gens sont de nouveau beaucoup plus sensibles aux affaires publiques qu'à *leurs propres affaires* et se prononcent en tant que commune ou quartier sur les futures stratégies à adopter en termes d'alimentation électrique, de services sociaux ou d'infrastructures de transport public.

Tout cela s'est non seulement accompagné d'une transformation structurelle de la politique et de la société publiques, mais également de l'espace : plus les gens interagissaient de nouveau les uns avec les autres, et surtout *voulaient* interagir avec les autres, plus ils se réappropriaient l'espace public. Alors qu'auparavant les villes s'organisaient et s'articulaient sous presque tous les aspects en fonction de l'automobile et des infrastructures qui lui étaient dédiées, la disparition du trafic individuel motorisé a donné lieu à une ré-exploitation de l'espace public.

Et dès que les places, anciennes voies et carrefours de circulation devenaient ou redevenaient fréquentables et praticables, on s'empressait de les réorganiser : aires de jeu, *speaker's corners*, scènes, campings et parcs redessinaient le paysage urbain. À Paris, le dandysme fit un retour de mode : en été, les badauds raffinés revenaient

promener leurs homards et leurs tortues. La transformation de la structure de l'espace donna lieu à une incroyable transformation du décor sonore de la ville : le bruit du bio remplaça celui de la circulation.

La mobilité, surtout : elle est assurément en cours de réinvention. La circulation nationale et internationale des produits a reculé puisqu'on transporte moins et par voie de chemin de fer, et surtout par voies fluviale et maritime. Mêmes les voyages touristiques et professionnels se font presque exclusivement par bateaux hybrides à hydrogène et piles à combustion plus systèmes de voiles<sup>99</sup>. Bien entendu, les voyages durent plus longtemps qu'avant, mais cela n'a pas d'importance car on peut se le permettre. On a de nouveau assez de temps.

Cela a d'ailleurs également mené à un nouvel allongement de la durée de l'école en Allemagne. On est revenu sur la bêtise des huit années de *gymnasium*\* à l'occasion d'une réforme profonde de l'école : le système des classes a enfin été abandonné au profit d'un système d'unités d'apprentissage au cours desquelles les élèves de 15 ans donnent des cours à ceux de 11 ans et où le personnel enseignant n'est plus responsable que de l'encadrement individuel des écoliers et écolières. Le modèle du collège de Potsdam<sup>100</sup>, appliqué dans tout le pays, ne prévoit plus de cours réguliers pour les élèves de 13 à 16 ans. Ils travaillent, apprennent, construisent et discutent dans des écoles de campagne et organisent leur quotidien scolaire en grande partie eux-mêmes.

Enfin, la démocratie s'est modernisée et redynamisée en un temps record. Les cultures participatives se sont développées notamment à travers les nouvelles infrastructures d'alimentation électrique et les micro-coopératives, d'abord au niveau local puis de plus en plus au niveau national. La décentralisation de la culture de l'approvisionnement a également mené à une modification de la structure politique : les revenus de l'énergie restent sur place et offrent plus de possibilités d'organisation directes pour les communes et communautés, en grande partie appauvries lors

du passage au nouveau millénaire. Cela a favorisé une plus grande diversité de cultures locales et une renaissance de l'engagement citoyen. Les piscines ont été non seulement fermées, mais assainies écologiquement, les maisons de retraite regroupées avec les jardins d'enfants<sup>101</sup>, les localités isolées reliées grâce à des coopératives de transport<sup>102</sup>. Les connexions Internet font partie des services réglementaires au même titre que la possibilité de participer aux organisations et aux réunions publiques, etc.

Le politicien professionnel a disparu. Ces gens spécialisés, incapables d'autre chose que de dominer, car ils se sont essentiellement familiarisés depuis leurs plus jeunes années avec la structure des partis ; on estime donc qu'ils n'ont aucune intelligence sociale, qu'ils sont tombés en totale désuétude. Les affaires publiques sont menées par des gens engagés politiquement, qui ne sont politicien ou politicienne qu'accessoirement ou temporairement, quand ils sont élus ou dirigent un ministère, etc. La chancelière actuelle a clairement exprimé la possibilité de retourner à la science après deux mandats tout au plus. Le changement de structure politique a donné lieu à davantage d'éléments de démocratie directe au niveau communal, mais, globalement, le système de démocratie parlementaire s'est révélé si solide qu'il a eu besoin de très peu d'adaptations structurelles à l'ère de la modernité durable.

Ceux que l'on estime le plus dans cette modernité durable sont ceux qui mènent la vie la plus simple à tous les égards et qui s'engagent le plus pour le bien commun. Aussi, ceux dont les idées sont les plus audacieuses et les plus irréalisables à première vue comptent parmi les gens les plus intéressants. Et il n'est pas grave d'échouer, tant que c'est fait avec élégance et nonchalance. On aime essayer et expérimenter, l'autodérision et la générosité sont monnaie courante et on admire les penseurs indépendants. Les indices du bonheur révèlent une courbe en croissance constante en Allemagne, à la différence des autres pays du monde, qui contemplent ce pays avec une admiration mêlée d'hébétude. Dans le monde, on considère les Allemands en particulier comme les gens les plus détendus, les Chinois comme les plus feignants et les pays du G20 comme les plus incapables de s'intégrer. L'Allemagne n'est plus invitée aux sommets. « Ça arrive », commente la chancelière. « De toute façon, pour moi, ce n'est pas une organisation démocratique. »

\* Ndt. Équivalent allemand du lycée.

Évidemment, l'inégalité sociale en Allemagne n'a pas été écartée, et bien sûr qu'il y a encore beaucoup de préjugés, de stéréotypes, de conflits, de protestations – tout, en somme, ce qui est inhérent à une communauté vivante. L'ardeur et la convivialité génèrent toujours des accrochages, sinon, on n'aurait jamais rien à raconter sur soi ou sur les autres. On ne s'est pas défait des ragots.

Voilà. Cette histoire ne m'a pas l'air si mauvaise qu'on ne voudrait jamais la raconter à propos de soi. En tout cas, elle est meilleure que l'histoire que nous pourrions raconter sur nous au présent de l'année 2013. En plus, on peut continuer à tisser les moindres de ses éléments en une infinité d'histoires de réussites possibles.

## UNE HISTOIRE UN PEU MOINS JOLIE VUE DE L'AN 2033<sup>103</sup>

En 2011, Steven Pinker a publié un ouvrage extrêmement intéressant sur la violence, qui – à l'opposé total de l'obsession de la sécurité de l'époque et des terribles prédictions des désastres causés par l'homme au xx<sup>e</sup> siècle (en premier lieu les deux guerres mondiales et la Shoah)<sup>104</sup> – mentionne un recul continu de la violence dans une perspective globale<sup>105</sup>. Bien que des éclats d'une extrême violence viennent ponctuellement entraver le processus de civilisation, les chiffres révèlent malgré tout un recul équivalent du nombre de victimes de violence corrélé au niveau d'éducation, à la progression de l'égalité des sexes et surtout au développement de l'État de droit. Pinker a pu démontrer que le taux de mortalité dans les pays où ne règne pas l'État de droit, qui se trouvait à 500 victimes pour 100 000 habitants par an, se situait au début du xxi<sup>e</sup> siècle en Europe occidentale à une victime pour 100 000 habitants par an. Pinker a intégré ses chiffres à la théorie bien plus ancienne du processus de civilisation de Norbert Elias, qui avait montré dès les années 1930 que les observations de longue durée des processus historiques menaient à des résultats très différents de ceux

d'une concentration d'événements considérés comme des éruptions de violence d'une ampleur inouïe qui, sous une perspective plus large, ne constituent plus que des événements exceptionnels dans une évolution finalement constante vers la réduction progressive de l'usage de la violence. Ceci réduisait les quelque 55 millions de morts de la Seconde Guerre mondiale pour une population mondiale de 2,3 milliards d'individus à l'époque (1940) à une jérémiade statistique. Les guerres du xx<sup>e</sup> siècle ont coûté la vie à un total de 180 millions d'hommes et de femmes, c'est-à-dire 3 % du nombre de personnes décédées au cours de ce siècle. Dans les sociétés prémodernes, le taux de victimes de violences de guerre s'élevait à plus de 13 %, si bien qu'on a pu parler d'une énorme réduction de l'ampleur de la violence.

Le livre de Pinker, qui fait preuve d'un grand optimisme envers l'avenir, fondé sur de bonnes bases empiriques, a cependant ignoré deux éléments : premièrement, que Norbert Elias avait déjà estimé qu'il pouvait exister de profonds processus de décivilisation, c'est-à-dire que la direction prise un temps par le processus de civilisation n'est pas incontournable et, deuxièmement, qu'on observait un recul du niveau de violence, facilement vérifiable empiriquement, parmi les habitants de la planète dont le niveau de vie augmente régulièrement. La paix grandissante est liée à l'augmentation de la prospérité, qui, elle, se fondait sur la diffusion à l'échelle du monde du modèle d'économie capitaliste, assurant une augmentation de la prospérité à travers la croissance de la productivité, elle-même assurée par l'augmentation constante de l'exploitation des ressources et du besoin en énergie. Tout se passait très bien tant que la planète Terre ne devait fournir de ressources que pour une partie relativement restreinte de ses habitants afin d'alimenter la machine civilisation. Alors que s'amorçait ce qu'on appelle la mondialisation, qui consistait principalement à étendre le modèle capitaliste de l'économie de croissance à la terre entière, s'enclenchait un processus de surexploitation des ressources toujours plus rapide qui réfutait l'analyse historiquement pertinente de Pinker par des changements bien réels : le processus de civilisation à l'œuvre jusqu'alors était fondé sur le principe d'une disponibilité infinie des ressources, qui permettait de faire progresser la prospérité par la croissance de l'économie. À partir du moment où il n'y en a plus eu pour tout le

monde (et ce moment arriva bien plus tôt que prévu puisque chaque habitant de la Terre profitait d'un train de vie très confortable), le processus de civilisation a fait demi-tour, entraînant la violence avec lui.

Aussi lentement qu'inopinément, le monde entier était devenu une immense Île de Pâques<sup>106</sup> : tout comme ce sujet d'étude grandeur nature sur la chute des civilisations, le monde globalisé n'avait pas plus d'extériorité d'où tirer les ressources nécessaires à la survie de ses habitants. Le plus étonnant dans tout cela, c'est que les habitants de l'île de Pâques ont réussi à survivre 900 ans avant de s'entretuer au cours d'une guerre totale ; les habitants du monde capitaliste n'auront eu besoin que de 250 ans pour chuter. Les Pascuans et les habitants du monde globalisé ont trois choses en commun : d'abord, ils n'ont pas réalisé à temps qu'ils étaient en train de transformer radicalement leurs conditions de survie ; ensuite, ils n'ont pas adapté leurs pratiques culturelles à ces nouvelles conditions de survie ; et, enfin, ils ont eu recours à la violence lorsque les ressources se firent plus rares. Le processus de civilisation qui précéda la chute présupposait une disponibilité globale des ressources suffisante pour améliorer le niveau de vie de tous ; le processus de dé-civilisation qui s'enclenchait alors puisait logiquement sa source dans l'accélération de l'épuisement des ressources de l'homme. Bien sûr, toutes ces ressources ne disparaissaient pas dans la même mesure ni au même moment. Mais cela n'avait rien de réconfortant. Finalement, personne ne se rendit vraiment compte de ce qui était en train de se passer.

S'il y a une caractéristique que les communautés humaines ont particulièrement réussi à développer pendant deux cent mille ans, c'est leur capacité d'adaptation absolument illimitée. Aujourd'hui encore, dans des conditions de vie et de survie complètement transformées par rapport à celles du xx<sup>e</sup> siècle, les hommes s'adaptent aux situations auxquelles leur environnement les confronte. C'est pourquoi on n'a jamais eu peur que « l'humanité » ne disparaisse. Depuis son commencement, l'histoire de l'humanité n'a fait que transmettre un fantasme narcissique de la fin des temps, depuis l'apocalypse de saint Jean jusqu'aux scénarii de fin du monde élaborés par la recherche théoriquement séculaires des xx<sup>e</sup> et xxi<sup>e</sup> siècles. Ces prédictions étaient narcissiques car elles véhiculaient l'idée

réconfortante que le monde *dans son entier* disparaîtrait, entraînant l'abdication totale de l'humanité. La finalité ne représente une menace pour l'homme que s'il est le seul à la vivre quand tous les autres survivent. Si tout le monde meurt, c'est l'apothéose de l'existence propre de l'homme : on ne rate rien s'il n'y a plus rien. Mais malheureusement, la fin des temps dure en réalité beaucoup plus longtemps et affecte les hommes de manières si variées que la plupart ne se rendent même pas compte que l'apocalypse a déjà commencé.

Cette capacité d'adaptation évolutive si pratique des hommes les empêche pourtant de se rendre compte du déclin : ils n'ont pas de point de référence qui leur permettrait de remarquer automatiquement que, *maintenant*, quelque chose a changé radicalement. Car la perception s'ajuste constamment pour en arriver à ce résultat qui se confirme de lui-même : pas de danger, rien n'a changé. Le philosophe Günther Anders avait déjà mentionné et même averti, en 1960, dans *L'Aveuglement face à l'apocalypse*, que l'homme, rendu apparemment omnipotent par la technologie, était malheureusement plus à même de « produire » que de « se représenter » quelque chose, si bien qu'il accumulait risque sur risque sans être capable, à part dans quelques cas exceptionnels, de prévoir les conséquences à court ou long terme de ses agissements si téméraires. Hélas, Günther Anders avait raison : de formidables catastrophes techniques telles que les accidents de Tchernobyl (1986), Fukushima (2011) et Temelin en République tchèque (2020)\* ont autant amené les hommes à reconsidérer leur insatiable soif d'énergie que les héroïnomanes la seringue. Et ni le manque de protéines croissant résultant de la surpêche ni la désastreuse pénurie d'eau et de terres arables dans certaines régions du monde ne lui ont permis de prendre conscience de l'apocalypse. Il n'y a que ceux qui sont morts qui sont morts.

Les autres, ceux qui ont eu la chance de vivre là où les pénuries ne menaçaient pas encore, continuèrent de vivre, souvent dans le

\* NdE : La centrale de Temelin est régulièrement montrée du doigt par les écologistes (notamment tchèques, autrichiens et allemands). Elle présenterait en effet un risque majeur de catastrophe, car elle est composée de réacteurs qui sont des prototypes et qui n'ont pas fait l'objet de tests assez longs et poussés. De fait, elle a déjà connu plusieurs incidents depuis son installation en 2002.

luxe, et la plupart du temps heureux. La population du monde s'est scindée entre gagnants et perdants, la transformation des conditions de survie entraîna une modification des rapports sociaux, qui elle-même impliqua un changement des normes et des perceptions du bien et du mal, d'un comportement légal ou illégal, bon ou mauvais. La propension à user de la violence envers les perdants s'accrut.

Au début du *xxi*<sup>e</sup> siècle, les scientifiques de différentes disciplines avertirent la « communauté du monde » que les *planetary boundaries*, les limites des réserves de ressources nécessaires à la vie, seraient bientôt dépassées voire l'étaient déjà<sup>107</sup>. Ils se prononcèrent pour la préservation de zones sûres – contre la poursuite du réchauffement climatique, de la surpêche et de l'acidification des sols –, mais se heurtèrent au fait que ces mesures n'étaient pas compatibles avec la propagation à la terre entière des besoins grandissant en bien-être, en mobilité, en viande, etc. En d'autres termes, les sociétés se sont engagées définitivement sur la mauvaise voie exactement à l'instant où s'évaporaient les perspectives d'un avenir prospère pour tous les hommes. Et à l'instant où les moyens de communication modernes accouchèrent d'une véritable vision d'une communauté du monde, déjà elle s'effondrait. Malheureusement, la mondialisation économique dut faire face à la structure en États-nations de cette « communauté du monde » postulée : chaque décision prise dans le but de préserver les biens communs tels que l'air, les sols, l'eau, etc. se trouva subordonnée à des intérêts particuliers dédiés aux États-nations ou aux exigences de groupes multinationaux. Et le pire était que sous l'apparence politique des gouvernements nationaux s'était déjà formée, et depuis longtemps, une véritable autocratie économique. Elle était constituée d'environ 150 entreprises de puissants groupes de corporations économiques, principalement issus du secteur de la finance et du pétrole, qui avaient accumulé tellement de pouvoir qu'elles pouvaient à volonté faire vivre ou mourir les économies nationales. En cinq ans, de 2008 à 2013, elles étaient parvenues à ruiner toute une série d'économies nationales européennes et à organiser une gigantesque redistribution de la richesse publique dans le privé.

Cette autocratie économique a eu une portée transnationale, ce qui empêcha les États d'y mettre un terme. Derrière la façade d'une entité étatique stable s'opérait une restructuration radicale

des rapports de force dans le monde. Ni les politologues ni les électeurs ne s'en sont aperçus. Et beaucoup de politiciens non plus, évidemment.

La fatalité historique du début du *xxi*<sup>e</sup> siècle résidait dans la mondialisation des conséquences d'une surexploitation impitoyable des ressources, tandis que le principe d'appropriation des gains issus de la surexploitation devenait plus fort et plus englobant que jamais. Il devint précisément le principe d'économie qui soutint le plus l'intérêt personnel de toute l'histoire, non sans ironie puisque ce principe d'économie, fondé sur la base d'un « monde unique », fut à l'origine de sa destruction. Ainsi que celle des normes acquises après les grandes catastrophes du *xx*<sup>e</sup> siècle : les Droits de l'homme – qui n'avaient plus qu'une valeur limitée et étaient déterminés d'après les biens ; il en fut de même pour le droit de vote.

Les conférences transnationales pour la préservation de la biodiversité, le ralentissement du réchauffement climatique, le sauvetage des océans se multiplient et ont forgé entre les années 1970 et 2010 une sorte de folklore de la mondialisation qui pensait parvenir à une communauté mondiale. Mais ce que l'on a atteint était en fait une *failed globalisation*, comme l'avait annoncé le sociologue Lars Clausen l'année de sa mort, en 2010<sup>108</sup>.

Ce qui se produisit alors – et de telle sorte que presque personne ne s'en est rendu compte – ne ressemblait pas à une mise en réseau du monde telle que la suggéraient les « nouveaux moyens de communication » de l'époque ou Internet, inventé quelques décennies plus tôt, mais plutôt à une « démise en réseau » au niveau des situations problématiques. Les inondations se sont multipliées dans la région indienne et pacifique, les déserts se sont étendus dans le sud de l'Europe et le nord de l'Afrique, le permafrost de Mongolie a fondu, les glaciers de l'Himalaya ont reculé. Les conséquences sociales en furent d'autant plus imprévues : crises économiques, conflits frontaliers, le nombre grandissant de réfugiés dits « environnementaux » ou « climatiques » entraîna des conflits inter- et intra-étatiques. La concurrence pour les ressources comme l'eau, les sols, les terres rares, le pétrole, le gaz, le charbon, le coltan, etc. devint plus rude et privilégia ceux qui avaient les premiers augmenté leurs dépenses militaires et laissé derrière eux tout scrupule à recourir à la violence<sup>109</sup>. Un monde qui, déchiré par un seul rideau de fer pendant les

trois décennies que dura la guerre froide au xx<sup>e</sup> siècle, se considérait avec le recul comme tout simplement idyllique. Dès le tournant du millénaire, les États-Unis d'Amérique comme l'Europe avaient commencé à mettre en place des installations frontalières onéreuses afin de repousser les vagabonds indésirables et traiter brutalement les réfugiés. On érigea également ce type d'installations là où les sociétés montantes du xxi<sup>e</sup> siècle – la Chine, le Brésil, l'Inde – montraient peu de volonté de partager avec d'autres leur richesse nouvellement conquise. Ce fabuleux repli contre les « superflus<sup>110</sup> » se retrouve dans les petites *gated communities* dans lesquelles les gagnants de la *failed globalisation* établirent leurs quartiers résidentiels, qu'ils défendaient avec une violence rigoureuse et sans pitié<sup>111</sup>.

Car de nombreux pays ressemblaient de plus en plus aux *failed societies* de la fin du xx<sup>e</sup> siècle. Le manque ou la destruction de l'État, et donc l'absence d'un monopole étatique de la violence, confia les pouvoirs de sécurité et de sanction à des acteurs de violence privés : seigneurs de guerre, milices, groupements paraétatiques et autres entreprises de violence privées. Les sociétés civiles restantes s'étaient organisées, sur le modèle chinois ou russe, en autocraties dans lesquelles des gouvernements à parti unique ou des militaires régissaient les rapports de violence inter- et intra-étatiques. En particulier dans un contexte économiquement de plus en plus instable, affaibli par les deux crises financières et économiques du début du xxi<sup>e</sup> siècle, les gouvernements démocratiques ont été supprimés par le vote, remplacés par des acteurs économiques extra-étatiques (troïkas) ou tout simplement autocratisés successivement par des législations ou dispositions d'urgence, des conseils d'experts, etc.

Les principaux théoriciens et philosophes de la politique décrivaient alors la « démocratie » comme une forme de gouvernement de beau temps qui ne fonctionnerait que dans des conditions d'expansion et de prospérité, pas dans des situations de crise. Mais comme à ce moment-là les crises – économiques, écologiques, sociales, politiques et culturelles – se produisaient en permanence, les processus démocratiques lents et lourds semblaient depuis longtemps trop compliqués. Pourquoi comparer les solutions alors qu'il est évident que la situation est sans issue ? Pourquoi prendre les minorités en considération alors que de toute façon il n'y en aura pas assez pour tout le monde ?

La fin de la sécurité étatique n'a pas seulement mené au retrait du statut de personne juridique de ceux que l'on définissait comme les « superflus », les réfugiés, les « étrangers à la communauté », et donc à la perte des droits citoyens qui y étaient associés. Le statut de citoyen était divisé en différents niveaux qui disposaient chacun de droits différents. La classification se faisait par la naissance, l'origine raciale, les revenus voire les biens ou la classe sociale et était mise à jour continuellement.

Les groupes dominants et leurs gouvernements disposaient d'un avantage que n'avaient pas les dirigeants totalitaires du xx<sup>e</sup> siècle : la surveillance totale de tous les citoyens et citoyennes qui refusaient de voir ce que les utopies négatives comme celles d'Aldous Huxley ou de George Orwell avaient imaginé. Pas besoin d'ailleurs d'une instance Big Brother, d'un système de surveillance extérieur. Des entreprises comme Google et Facebook, qui pouvaient disposer de tous types d'informations, avaient établi le plus génial et le plus gigantesque de tous les systèmes de surveillance de l'histoire de l'humanité, puisque les données dont on avait besoin étaient fournies directement par les clics incessants des dominés eux-mêmes.

Le fascisme de Facebook, c'est la transparence totale qui résulte du simple fait que chacun abandonne autant d'informations sur soi qu'il est possible d'en donner. Les profils utilisateurs que Google et Facebook ont établis sur des décennies acquéraient à l'occasion de la chute des démocraties une valeur à la fois inestimable et abordable, puisqu'il n'y avait plus d'instance de contrôle qui aurait pu mettre un frein aux besoins d'information des corporations néofascistes. Pis encore : chaque membre du réseau devient sa propre Stasi, pas un de ses mots, pas une de ses communications, pas une de ses préférences ne sera jamais oublié, le moindre de ses mouvements sera enregistré, pas une intention ne restera privée. Les prestataires de profils de données livraient aux gouvernements des groupes tout ce dont ils avaient besoin pour décider de manière autonome des critères d'appartenance ou de non-appartenance. Ils fondaient ces décisions sur les préférences des utilisateurs, leur fournissaient du travail et des produits à consommer pour qu'ils soient contents ou recommandaient différentes manières de les faire disparaître. Tout cela ne s'est pas déroulé sans violence pour les plus grands groupes, mais la plupart du temps, ils avaient l'approbation de la majorité de la population.

Cela a donné lieu à des rapports intra-étatiques très disparates, à une augmentation considérable du niveau de violence, et malheureusement à l'impossibilité jusqu'à présent de retrouver le niveau de civilisation atteint au début du *xxi*<sup>e</sup> siècle. En plus de cela, la multiplication des phénomènes climatiques extrêmes entraîna des éclats de violence et des pillages qui encouragèrent les besoins sécuritaires des citoyens et citoyennes, qui confièrent leur protection à des entreprises de violence privées, à des milices ou à tout groupe de casseurs ou d'assassins déterminés. Dans tous les cas, il était très utile de pouvoir payer ces acteurs de la violence.

Ce phénomène correspondait négativement avec l'augmentation de la violence interétatique par l'accélération de la croissance de la concurrence pour les matières premières. En 2025, le continent africain était soumis à un protectorat arabe pour une moitié, chinois pour l'autre, et la population utilisable classée dans des groupes de statut et de droit différents en fonction de critères fonctionnels, ce qui n'a en revanche rien changé au fait qu'on arrivait au bout des réserves de coltan, de terres rares, de pétroles et d'à peu près tout le reste. L'Amérique du Nord subit à peu près le même sort, l'ancienne superpuissance a pu se maintenir en tant qu'union jusqu'à la moitié des années 2020, puis les guerres d'indépendance d'États fédérés se sont multipliées et les indépendantistes se sont alliés à la Russie, à la Chine et à l'Inde. Les États-Unis se sont finalement réduits à une petite région noyau devenue une sorte de musée et composée par les États de la côte est, qui ont réussi à maintenir la sécurité de leur territoire jusqu'à aujourd'hui grâce à d'énormes dépenses de défense. Ce territoire est la propriété exclusive de J.P. Morgan.

L'Union européenne avait de son côté subi ce processus de rapetissement bien plus tôt : en 2020, les pays du Benelux, la France, les pays scandinaves et l'Allemagne ont conclu une union d'États et sont par la suite devenus l'État fédéral de la nouvelle Europe, Neuropa. Ces événements ne se sont pas non plus produits sans violence, mais ramenés à l'échelle de la population mondiale, qui atteindra les 9 milliards d'individus au milieu du siècle, les quelque 900 millions de personnes victimes de sécessions, de colonisations, d'attaques terroristes et de petites guerres permanentes sont acceptables. De leur côté, les autocrates chinois, russes et indiens se vantaient que la nouvelle organisation relativement stable du monde avait été établie

sans trop de victimes inutiles, que l'heure de la paix finale avait sonné et qu'une nouvelle culture de « gouvernance mondiale » était apparue.

À vrai dire, les normes sociales et les stratégies économiques sont assez similaires dans les trois sociétés, si bien que les conflits violents se sont pendant un temps limités à un niveau régional. Certains pays comme la Corée du Nord ou l'Iran s'étaient déjà évaporés dans les années 2020 à la suite d'attaques nucléaires préventives sous mandat de l'ONU, si bien qu'il ne se trouvait plus de ce qu'on appelait à l'époque des « États voyous » qui auraient pu représenter une véritable menace pour les pouvoirs en place. Et bien entendu les criminels avaient disparu, dans la mesure où l'on savait absolument tout sur absolument tout le monde. On les avait déjà sortis du circuit avant même qu'ils aient conscience de pouvoir un jour se soulever contre quelque chose ou que naisse en eux l'intention de transgresser quoi que ce soit.

Pour finir, le monde se trouve aujourd'hui, après le déclin des systèmes de domination occidentaux jusqu'en 2026 et après le rapide processus de dé-civilisation, en cours de consolidation politique. La destruction majeure aura quand même permis de prendre un nouveau départ, et la plupart semblaient satisfaits de cette organisation rationnelle du monde, dans lequel les droits de participation à la société sont relativement bien définis et régulièrement réévalués. Chacun ses chances, chacun ses possibilités.

Les matières premières continuent comme avant de s'épuiser, mais depuis l'avènement du paradigme durable et du principe de répartition inégalitaire, on a pu installer un jeu à somme nulle de l'avenir : si l'utilisation des ressources menace de sortir du *safe operating space*, on déterminera des groupes d'utilisateurs qui ne recevront plus autant voire plus rien du tout pour que dans la moyenne de la société environ 20% des citoyens et citoyennes puissent continuer à bien vivre durablement. Cette stratégie de Salomon porte le nom officiel de « sf5 » (*sustainability factor five*), mais le commun des mortels l'appelle également « le nombre d'or de la durabilité ».

Les gouvernants comme les gouvernés estimaient que ce nouveau mode d'État et de vie était tout à fait souhaitable, juste et civilisé. Il prouvait sa fonctionnalité entre autres par le fait que la paix mondiale règne depuis quelques années et jusqu'à aujourd'hui, en

2033. Cette « ère mondiale post-guerre » durera longtemps, comme le prédisent tous les historiens et politologues.

Un observateur qui aurait prévu tout cela depuis le début du *xxi<sup>e</sup>* siècle n'aurait pas tenu cette évolution pour souhaitable. Mais s'il n'avait pas eu la malchance de faire partie de ceux qui se sont fait écraser au cours de cette restructuration de l'ordre du monde, il se serait dit que ça aurait pu être pire.

## EXISTENCE HYPOTHÉTIQUE

Laquelle de ces deux histoires préférez-vous ? Votre réponse à cette question dépend entièrement de votre imagination morale. Toutes deux sont également probables. Celle qui correspond à la réalité à venir sera déterminée par ce que l'on fera des possibilités actuelles. Dans son roman *L'Homme sans qualités*, Robert Musil en est arrivé à la réflexion souvent reprise qu'il n'existe pas seulement un « sens du réel », mais également un « sens du possible », ou « la faculté de penser tout ce qui pourrait être "aussi bien", et de ne pas accorder plus d'importance à ce qui est qu'à ce qui n'est pas<sup>112</sup> ».

C'est une idée tout à fait fascinante car riche de conséquences : dès que l'on imagine une possibilité, une nouvelle variante voit le jour aux côtés de la réalité actuelle. Mais pour que cette possibilité ait la chance de devenir une réalité, il lui faut plus que la pure pensée. Elle a besoin de l'activité d'un individu doué du sens du possible car, comme l'écrit Musil, « dans l'ensemble et en moyenne, ce seront toujours les mêmes possibilités qui se répéteront, jusqu'à ce que vienne un homme pour qui une chose réelle n'a pas plus d'importance qu'une chose pensée. C'est celui-là qui, pour la première fois, donne aux possibilités nouvelles leur sens et leur destination, c'est celui-là qui les éveille<sup>113</sup> ».

En d'autres termes, même si, à première vue, l'inverse semble plus probable, l'individu doué du sens du possible montre bien plus d'esprit pratique que celui doué du sens du réel, dont les possibilités d'action sont limitées dans la mesure où sa pensée est limitée

aux paramètres du réel ; l'individu doué du sens du possible dispose, quant à lui, d'un espace infini de pensée et d'action. Ulrich, le personnage du roman de Musil, est doué du sens du possible et décide de mener une vie « essayiste ». Mener une vie essayiste, c'est se lancer dans un avenir possible et partir d'hypothèses dont la justesse n'a jusque-là pas été totalement vérifiée. Il s'agit de commencer quelque chose sans savoir où cela mènera à la fin. « Un peu comme un essai, dans la succession de ses paragraphes, considère de nombreux aspects d'un objet sans vouloir le saisir dans son ensemble (car un objet saisi dans son ensemble perd d'un coup son étendue et se change en concept), il pensait pouvoir considérer et traiter le monde, ainsi que sa propre vie, avec plus de justesse qu'autrement. La valeur d'une action ou d'une qualité, leur essence et leur nature mêmes lui paraissaient dépendre des circonstances qui les entouraient, des fins qu'elles servaient, en un mot, de l'ensemble variable dont elle faisait partie<sup>114</sup>. »

Une vie essayiste exige « une alliance paradoxale de précision et d'indétermination<sup>115</sup> » – on pourrait également dire : elle exige une pensée propre, une exacte propension à la réalité alliée à la curiosité de savoir ce qu'il pourrait bien résulter de ce que l'on commence en pensant et en agissant. Tout comme les actes sociaux ne sont jamais complètement déterminés car leurs conséquences résultent d'interdépendances et d'interactions qu'on ne peut jamais prévoir, on peut essayer, sur la base d'une analyse, d'une idée, d'un concept, d'une déduction, de donner un élan à une situation donnée dans une direction qui semble bien plus prometteuse. Et adienne que pourra.

## LA FORCE PRODUCTRICE DES DÉBUTS

Le nombre des raisons de *ne pas faire* quelque chose est incalculable. C'est particulièrement vrai quand la réalité dans laquelle on existe constitue une zone de confort qu'on ne quitte qu'à contrecœur.

C'est pourquoi il vaut la peine de chercher des raisons et des motivations à l'action qui n'ont rien ou à peine à voir avec la culture expansive, dont l'origine est plus ancienne, mais qui jouent aujourd'hui encore un rôle important dans la vie. Car de nombreuses exigences de la vie suivent, comme autrefois, chacune une logique propre, et donc il existe, comme autrefois, des connaissances, des routines et des positions entêtées qu'on ne peut économiser.

Les relations que les individus entretiennent les uns avec et par rapport aux autres par exemple ne sont jamais uniquement utilitaires. Il se trouve toujours, parallèlement aux buts et aux intentions, certains aspects qui dépassent le pur rapport instrumental. Un peu comme lorsqu'un manager demande non seulement que son équipe fasse ce qu'il ou elle considère comme juste, mais souhaite également être apprécié d'elle *en tant que personne*. Les rapports de reconnaissance ne peuvent pas, ou tout au plus momentanément, être remplacés par un simple utilitarisme, comme l'étrange théorie de l'*homo oeconomicus* le suppose. L'homme veut être apprécié, reconnu, au mieux être aimé, non pas pour ce qu'il a mais pour ce qu'il est. La plupart du temps, les biens, le pouvoir et la valeur ne sont que des moyens de recevoir de la reconnaissance, ce qui fonctionne formidablement bien dans une culture fondée sur l'expansivité. Il ne faut cependant pas confondre cela avec le fait qu'un investisseur s'achète une Ferrari pour la *posséder* – il l'achète afin d'en retirer une reconnaissance de ce qu'il croit être. La Ferrari n'est dans ce cas pas un moyen locomoteur mais relationnel, tout comme les autres biens qui participent à l'élaboration d'une identité (on pense évidemment aux Harleys qui sont aujourd'hui majoritairement achetées et utilisées par des hommes en pleine crise de la quarantaine et font office de prothèse identitaire – *buy to be wild*).

Dans la mesure où le mode de vie humain est absolument coopératif, l'idée que l'homme se fait de l'économie, du behaviorisme, mais aussi de la théorie philosophique de l'altérité, est fautive. Il a développé une théorie anthropologique erronée, fondée sur l'observation du comportement des hommes au sein du capitalisme, c'est-à-dire qu'il a confondu l'apparition chronologique de l'individu avec son essence. Le cerveau humain est fait pour fonctionner en coopération, c'est un *organe relationnel* bioculturel qui ne se développe qu'en interagissant avec d'autres individus. Alors que la plupart des êtres

vivants non humains naissent avec un cerveau presque mature, avec des programmes comportementaux et des modèles de réaction prédéfinis qui leur permettent de survivre, les hommes viennent au monde avec un cerveau tout sauf complet. La maturation organique d'une seule région ou d'une seule fonction du cerveau dure chez l'homme jusqu'au début de l'âge adulte. Le développement de l'architecture de transmission neuronale se fait tout au long de la vie. Cela signifie que le développement du cerveau humain se fait toujours dans des circonstances culturelles. L'environnement dans lequel a lieu le développement et les capacités que les sociétés ont développées à un moment donné entrent dans l'organisation des connexions synaptiques d'un cerveau humain en développement. Les cerveaux humains ne se conjuguent pas au singulier, ils ne se forment qu'au sein d'un réseau composé d'autres cerveaux.

À l'inverse, les philosophes considèrent les hommes comme des adultes qui n'ont jamais été enfants (comme l'a un jour dit Norbert Elias à un Iring Fetscher tout à fait interloqué lors d'un débat télévisé). À vrai dire, le processus de croissance se produit si absolument dans un entrelacs de relations qui s'étend en permanence, que la seule question de savoir comment l'individu et la société, l'alter et l'ego se rencontrent, est infondée. Les hommes sont toujours des êtres sociaux *avant* même de devenir des individus. Les communautés de survie humaines sont fondées non pas sur l'individualisme et la concurrence, mais sur la coopération.

L'image que nous avons actuellement de nous-mêmes est la conséquence d'un malentendu culturel : évidemment, une société fondée sur la division du travail, qui transforme ses membres en spécialistes super productifs, a besoin d'individus qui ont une image égocentrique, compétitive et individualiste d'eux-mêmes. Plus ces images deviennent individualistes dans le processus de la civilisation capitaliste, plus la culture s'axe sur la consommation, car consommation est distinction. Les biens deviennent d'autant plus des éléments de construction de l'identité à mesure qu'on dispose de moins de matière pour cela. Ceci explique que l'on trouve aujourd'hui des coaches de vie qui imaginent des CV mariant parfaitement compatibilité générale et individualité ressentie : « Ainsi, un chef d'équipe qui entend développer sa carrière devrait pratiquer au moins un sport – extrême si possible – comme l'escalade

ou le parapente, et actualiser constamment sa panoplie complète. Ensuite, il devrait profiter de ses deux ou trois (courts) voyages par an pour faire tous types d'expériences : le premier pour partir loin se détendre et profiter de l'exotisme de la destination, le deuxième pour faire un voyage culturel et le dernier pour faire quelque chose d'extrême, qui idéalement est lié à son sport. Là aussi, on peut encore faire l'acquisition de produits de consommation, de l'agence de voyages à la tenue idéale. Enfin, il doit également avoir au moins un hobby "inhabituel", comme la cuisine ou une collection de vins, qui lui permette d'acquérir là aussi une expertise qui si possible se traduit en décisions de consommation<sup>116</sup>. »

Même ce manager-là fut un jour un enfant. À l'époque, les marqueurs d'identité dont il s'est doté n'ont eu aucune influence, ou très mineure : comme toujours, la plupart des parents aiment leurs enfants sans condition, et comme toujours, les relations parents-enfants ne sont pas économisées. Chanter une berceuse à un enfant, lui lire une histoire, chahuter avec lui, lui offrir un chien : tout cela n'a pas prix. Aucune contrepartie du travail relationnel ne peut être monétisée. Avoir des enfants coûte à tous les égards plus que ce qu'ils rapportent économiquement. Les relations parents-enfants se soustraient au marché. La compétitivité, la concurrence, l'efficacité, le calcul ne les conditionnent pas. Et comme toujours elles fonctionnent selon les principes de base de la confiance, de la solidarité, de la sollicitude, de l'empathie, du pardon, de la protection, de l'intérêt, du partage des joies et des peines qui seraient, sur le marché, en porte-à-faux, car ils ne se facturent pas. Ils sont en revanche une condition nécessaire à la réussite des relations.

Il s'agit là d'une nouvelle histoire de nous-mêmes, construite à partir des potentiels d'une vie juste qui n'ont pas encore été épuisés et de ceux que l'on découvre et que l'on expérimente. Les capacités relationnelles subissent bien évidemment aussi des changements de format historiques, et il ne faudrait pas nourrir de conception trop romantique de la chose. Mais les 200 années de capitalisme, et en particulier les quelques décennies de néolibéralisme, sur les 200 000 ans d'histoire de l'humanité font tout de même l'objet d'une note historique. Les principes de base d'un mode de vie et de survie ne se laisseront pas occulter par une forme d'économie et de sujet dont le succès n'est que de court terme, fort heureusement.

Il est possible d'enseigner la vie juste par d'autres types de communautarisation qui ne sont pas fondés et organisés selon une logique de marché : amitiés, groupes, associations sportives, groupes d'entraide, initiatives citoyennes. Là aussi, de telles relations sociales peuvent en effet poursuivre des buts instrumentaux et utilitaires, mais elles ne pourraient pas fonctionner si elles suivaient *uniquement* ces objectifs. Sans la confiance, la solidarité, la coopération, l'empathie, la réciprocité, la camaraderie, rien de cela ne fonctionnerait. Les relations sont liées à une économie morale<sup>117</sup>, pas monétaire.

## ÉCONOMIE MORALE

Au début du mois de juillet 2012, Ina K., éducatrice de 37 ans, sauta dans un puits d'extraction de 25 mètres de profondeur à Osterwald en Basse-Saxe. L'un de ses protégés, un petit garçon de 3 ans, était tombé dans les profondeurs à travers une couche de bois pourri. Ina K. a sauté sans hésitation, elle a trouvé le petit garçon dans l'obscurité du puits et l'a maintenu à la surface de l'eau à 5 degrés pendant deux heures, jusqu'à ce que les pompiers les sauvent tous les deux. Le petit garçon comme Ina K. ne furent que légèrement blessés.

Rien de ce qu'a fait Ina K. ne peut s'expliquer par une théorie rationnelle. La probabilité que l'éducatrice trouve elle-même la mort en sautant dans l'obscurité était extrêmement forte. Les chances de trouver le petit garçon et de le sauver, très minces. Elle n'avait aucune idée de la profondeur du puits dans lequel elle sauta. Elle ne savait pas non plus comment elle en sortirait. La seule chose qui explique son geste était la nécessité qu'elle a ressentie de sauver le garçon. Raison suffisante pour le faire.

On assiste à des comportements prosociaux bien plus fréquemment que s'ils étaient conditionnés par les théories de *rational choice* ou de *homo œconomicus*. Il n'est pas rare que les personnes impliquées soient prêtes à accepter des pertes et ne cherchent pas le profit, qu'elles risquent leur santé et leur vie pour sauver un chien de la

noyade ou un chat du haut de son arbre. Il ne faut pas le mettre sur même plan que l'altruisme : les mêmes personnes sont capables, en d'autres circonstances, de se comporter en égoïstes ou de manière très calculée. Le comportement prosocial n'est pas un trait de caractère primaire, mais un potentiel ou une propension qui entre en pratique dans des conditions spécifiques. Ce potentiel découle d'une raison très simple que nous avons déjà mentionnée : parce que la coopération et l'aide sont fonctionnelles et donc constitutives du mode de vie humain.

Prenons un exemple apparemment différent : celui de l'effet spectateur qui décrit une situation très fréquente dans laquelle un groupe de passants est témoin d'un accident ou d'une agression et ne fait rien, si ce n'est regarder la scène d'un air ahuri. La presse parle alors de « personnes sans cœur », de « voyeurs » ou d'une « effrayante indifférence », mais la raison de cette non-réaction est tout autre. Car la plupart des observateurs se trouvent confrontés à une situation inhabituelle et dangereuse. Ils ne savent pas ce qu'ils devraient faire et font ce qui leur semble le plus évident : ils prennent pour source d'information le comportement des autres pour trouver celui qui sera adéquat. Mais comme les autres font exactement la même chose, la tendance à la non-réaction s'accroît automatiquement : tous restent là, personne ne fait rien. La plupart du temps, quand quelqu'un se retrouve seul face à une situation comparable, il réagit. On pourrait dire que la situation de groupe a bloqué le potentiel prosocial qui se serait activé sans délai dans une situation isolée.

De nombreuses expériences sur le comportement d'assistance ont révélé que bien que l'assistance spontanée dépende de l'attribution de causes (par exemple on aidera plus facilement une jeune femme bien habillée qui s'évanouit dans le tram que le vieux monsieur sale et qui sent l'alcool), elle se produit généralement bien plus souvent qu'on le croit. Là aussi, on peut dire que le comportement prosocial est probable et le comportement antisocial improbable. La psychologie sociale des relations intergroupes montre que les organisations artificielles et superficielles des groupes établissent malgré tout immédiatement des relations de loyauté et de solidarité<sup>118</sup>, et même l'économie comportementale indique régulièrement qu'au cours de jeux dans lesquels on distribue de l'argent aux

participants, les normes sociales jouent souvent un rôle plus important que les intérêts particuliers au profit personnel<sup>119</sup>. Ainsi on peut dire pour résumer que le comportement solidaire et d'assistance ne s'explique pas : si le mode de vie humain est coopératif, il faut bien qu'il y ait des sujets orientés vers les intérêts du groupe et non les leurs. Il faudrait plutôt expliquer les désolidarisations radicales, et les raisons pour lesquelles les comportements antisociaux l'emportent sur les prosociaux. C'est ce qui se produit dans les sociétés d'exclusion comme celle du national-socialisme, qui divisent en très peu de temps la société en membres intégrés et exclus et font des échanges entre groupes des exceptions rares. Mais cette forme radicale de désolidarisation s'accompagne d'une intensification des liens sociaux du côté des membres intégrés (« communauté du peuple » versus « étrangers à la communauté »), et crée ainsi une forme d'attractivité sociale pour ceux qui sont autorisés à en faire partie. Il est important de bien comprendre que la solidarité n'est pas universelle, mais inhérente à certains groupes d'appartenances ressentis ou déterminés. Si l'on déplace les limites de ces groupes d'appartenances, on déplace également le champ d'application des normes prosociales. C'est pourquoi, comme le montrent les études sur le génocide, l'excitation des oppositions entre groupes n'est pas un problème fondamental, mais elle contribue à la dynamisation et à la radicalisation de l'usage ciblé de la violence.

Il est donc tout à fait normal d'adopter un comportement non violent vis-à-vis d'un autre groupe. Cela fait partie de la construction de l'identité des groupes d'appartenance sans générer de problème. Pour créer des comportements d'exclusion ou même de violence au sein d'un ordre social, il en faut un peu plus : les propriétés négatives imputées au groupe extérieur en question doivent être perçues comme si menaçantes qu'elles semblent nécessiter des contre-mesures préventives. Les études sur les génocides apportent des exemples très variés de ce processus d'*accusation in a mirror* (Alison Des Forges) qui montrent tous que cette inhumanité a besoin de propagande, de manipulation et de direction pour se porter d'elle-même en avant<sup>120</sup>.

Richard David Precht apporte un autre exemple de la nécessité d'apprentissage du comportement antisocial par rapport au prosocial : il s'agit de recherches menées par le groupe de travail de

Michael Tomasello de l'Institut Max-Planck d'anthropologie évolutionniste de Leipzig sur l'étude comparative de l'évolution d'enfants et de primates non humains. L'une de ces études se concentrait sur le comportement d'assistance des enfants : un enfant de 20 mois observe un homme qui tente vainement d'ouvrir la porte d'un placard alors qu'il a dans les mains une pile de livres. Habituellement, les enfants apportent spontanément leur aide lorsqu'ils sont confrontés à ce type de situation. À des fins d'expérimentation, on a constitué trois groupes d'enfants : ceux du premier groupe recevaient une récompense pour l'aide apportée, ceux du deuxième recevaient des félicitations, et ceux du troisième groupe rien du tout. Résultat : alors que les enfants des deuxième et troisième groupes apportaient spontanément leur aide sur toute la série d'exercices, ceux qui avaient été récompensés n'apportaient leur aide que si on leur promettait une autre récompense. L'assistance spontanée inconditionnelle était devenue une assistance sous réserve<sup>121</sup> – en d'autres termes : le comportement de coopération prosocial était devenu antisocial et intéressé sous l'influence de conditions culturelles.

## CULTURES LOCALES

Le comportement que les individus adoptent le jour où ils sont confrontés à un groupe de personnes exclu peut être une question de culture locale même dans des conditions de répression par le régime. Dans le petit village de Nonantola, dans le Nord de l'Italie, 73 enfants juifs venus d'Allemagne, d'Autriche et de Yougoslavie ont été sauvés par une organisation d'aide juive qui les a fait passer dans le village et les a cachés dans une villa. « Ce qui rend le sauvetage de ces enfants si remarquable est, outre leur nombre relativement élevé, la coopération entre les habitants de Nonantola, les autorités locales, les dignitaires ecclésiastiques et les organisations d'aide juives. Les enfants n'ont pas vécu cachés ni isolés dans leur villa, mais étaient intégrés à la vie du village. Après la chute de

Mussolini et l'invasion des troupes allemandes en septembre 1943, la menace qui pesait sur eux était énorme. Les villageois ont alors spontanément décidé de cacher les enfants. 30 trouvèrent refuge dans les chambres du séminaire de l'abbaye, les autres au sein de familles. Les autorités de Nonantola fournirent aux enfants de faux passeports, si bien que cinq semaines plus tard, la plupart d'entre eux ont pu fuir en Suisse. À l'exception d'un garçon, tous les enfants échappèrent à la persécution nationale-socialiste et émigrèrent en Palestine en 1945<sup>122</sup>. »

Si le sauvetage de ces enfants fut une réussite, c'est parce qu'il fut porté par différents groupes de la communauté du village. Cela ne signifie pas que tous les habitants du village aient été favorables ; ce qui fut décisif, c'est qu'il s'est trouvé suffisamment de gens issus de couches et de fonctions très différentes pour organiser le sauvetage. Nonantola a fait preuve d'une culture locale qui intégra les enfants et considéra donc comme évident de les soustraire à la menace des Allemands. Nulle part ailleurs on ne retrouva une situation similaire et d'une telle ampleur : partout, l'assistance était considérée comme un comportement déviant qui devait être perpétré sous le manteau, sûrement pas en tant qu'action communautaire de tout un village. Un autre exemple de plus grande envergure encore peut être cité dans le cas du sauvetage des Juifs du Danemark, qui furent conduits en sécurité en Suède par des pêcheurs. Là encore, c'est l'expérience d'une culture de l'appartenance qui l'a permis. L'importance de cet acte se révèle par l'absence d'une situation comparable dans tous les autres pays d'Europe : partout, la collaboration des autorités et des populations à la persécution des Juifs était devenue la norme, tandis que les mouvements de résistance et de sauvetage restaient de rares exceptions<sup>123</sup>.

On sous-estime la plupart du temps l'importance d'une culture vécue dans la prise de décision de l'individu et on surestime le rôle des connaissances et de l'éthique dans les actes individuels. Si on fait aujourd'hui l'expérience de l'exclusion, de l'inégalité et de la concurrence au sein d'institutions hiérarchiques comme l'école, on pourra faire autant de séminaires et de conférences sur le « courage civique » que l'on voudra, seul le modèle d'action implicite de la culture vécue se reflétera dans la pratique, pas la norme explicite non vécue. On retrouve la même résistance performative dans les

institutions scientifiques qui prônent la durabilité mais n'arrivent toujours pas à utiliser du papier recyclé ou à organiser des vidéoconférences au lieu de faire venir les participants par avion pour une demi-journée d'atelier.

Tout comme Ina K. ne devait pas « réfléchir » une seule seconde à la rationalité du sauvetage de ce petit garçon, une culture inclusive ne peut pas faire du « courage civique » un sujet de débat. Dans une culture durable, les conférences internationales qui font intervenir physiquement les participants devraient être l'exception problématique à justifier tandis que la norme exigerait que l'on évite les dépenses superflues.

Pourquoi ? Parce que les cultures locales ou professionnelles vécues transmettent des images d'appartenances à leurs membres qui excluent catégoriquement un certain comportement (« Nous ne faisons pas ce genre de choses »), et exigent catégoriquement un autre (« Pour nous, c'est une évidence »). On n'estimera jamais assez l'importance de l'image de soi et de la communauté dans une culture de la transformation : on n'atteindra pas la modernité durable tant qu'on n'arrêtera pas « d'imaginer » une gestion parcimonieuse des ressources et le style de vie qui lui correspond et qu'on ne l'intégrera pas définitivement aux pratiques quotidiennes.

## COMMUNAUTÉS DE PRATIQUE

Bien entendu, tout le monde n'arriverait pas en même temps à la modernité durable. Certains y sont déjà aujourd'hui, d'autres viennent de se mettre en route, beaucoup arriveront en retard, quelques-uns jamais. Les transformations sociales ont lieu chacune en leur temps. D'abord viennent les *first movers*, que l'on prend souvent pour des illuminés, avant de les considérer comme avant-gardistes, puis comme modèles. C'est pour cela qu'on n'a finalement pas besoin d'une majorité pour changer les sociétés. Les nouveaux modèles culturels et nouvelles pratiques se diffuseront à l'ensemble de la société s'ils sont adoptés par des minorités dans toutes les

couches de la société. Partant de là, 3 à 5 % de la population suffisent pour commencer un changement sociétal durable et profond.

Les cultures locales sont déterminantes dans le développement et l'établissement de nouvelles normes de conduite. Dans toutes les institutions, entreprises, municipalités, écoles, académies, ONG, etc., c'est toujours la culture vécue qui donne à leurs membres le sentiment positif d'appartenir à un groupe et d'en être fier – ou pas. À la positive, cette identification libère la propension à l'engagement, à la négative, l'absence d'identification bloque tout engagement, sauf en cas d'absolue nécessité. En général, on sent tout de suite, en tant que personne extérieure et indépendamment de la raison d'être de l'institution, si elle a réussi à construire une identité d'appartenance ou non. Quand par exemple un institut de recherche en sciences humaines ressemble à un service public et que ses membres s'agacent que le nouveau matériel ne fonctionne déjà plus, on peut voir que personne ici ne s'identifie à un objectif commun, qu'il n'y a pas de culture d'appartenance à un groupe. L'institut en sera d'autant moins productif, affichera une grande fluctuation de ses effectifs, ses membres se considéreront comme des cavaliers seuls.

Le sociologue suisse Étienne Wenger a étudié les processus d'apprentissage au sein de groupes variés et a inventé le terme de « communauté de pratique ». « Les communautés de pratique sont des groupes qui partagent un intérêt ou une passion pour quelque chose et qui apprennent ensemble à mieux la pratiquer<sup>124</sup>. » Tous les groupes qui travaillent sur un exercice déterminé dans le cadre d'un processus d'apprentissage commun peuvent donc être désignés par le terme de communauté de pratique : cela peut être une communauté tribale qui améliore ses techniques de survie, un groupe international d'artistes comme les impressionnistes, qui exercent et pratiquent le même style, un groupe d'ingénieurs qui développent des essuie-glaces ou un groupe d'étudiants, comme l'initiative de Heidelberg pour une économie post-autistique, qui souhaite étudier leur discipline sous un angle plus moderne.

Selon Wenger, tous ces groupes se distinguent par une identité elle-même définie par l'objet de travail sur lequel l'activité de la communauté se concentre. Il ne s'agit donc pas de réseaux ni de personnes avec les mêmes intérêts, mais bien de groupes qui travaillent grâce à une compétence spécifique à un objectif commun. Chaque membre

d'un groupe essaie d'apporter quelque chose au processus d'apprentissage qui s'y rapporte. Cet objectif peut, au cours du processus, changer du tout au tout, puisqu'il « se voit défini par les actions des participants [...]. Il ne s'agit pas seulement d'un objectif fixé définitivement, mais qui crée parmi les participants un engagement réciproque qui devient un élément intégrant de leur pratique<sup>125</sup> ».

Deuxièmement, un groupe n'est pas virtuel, mais bien concret : en remplissant leurs tâches et en étant actifs dans leur domaine, les membres d'un groupe coopèrent, échangent des informations, s'entraident. En aucun cas, cela ne nécessite d'organisation formelle : les nouvelles tendances musicales ou artistiques par exemple naissent de procédés d'échange informels. Même le mouvement des villes en transition, qui est composé de nombreuses communautés de pratique indépendantes, ne présente aucune structure organisationnelle formelle.

Enfin, troisièmement, les communautés de pratique efficaces développent, d'après Wenger, un répertoire standard des ressources et des instruments avec lesquels ils travaillent. Cela peut signifier des outils au sens classique du terme, mais aussi des histoires, des expériences, des routines, des astuces, des techniques, etc. La transmission de ces connaissances pratiques spécifiques à un groupe n'a pas non plus besoin d'être formellement organisée. Les informations les plus importantes sont transmises par les membres pendant la pause-café par exemple, et non dans le cadre de réunions formelles.

Si ces trois concepts – identité, échange, répertoire – sont réunis, on obtient un groupe opérationnel qui allie expérience, engagement, compétence et intérêt dans une même pratique sociale. Norbert Elias dirait : un continuum de transformation – une entité qui reste constante et change au cours de sa pratique. « La pratique n'est pas abstraite. Elle existe quand les individus font une chose sur la signification de laquelle ils échangent. [...] La pratique existe par l'engagement réciproque des uns envers les autres au sein d'un groupe<sup>126</sup>. »

L'actuel mouvement social vers la transformation de notre type de société industrielle est composé de nombreuses communautés de pratique : coopératives solaires, jardins communautaires, groupes de constructions, bourses au recyclage, etc. sont tous des groupes de pratique à l'identité concrète qui rassemblent leurs intérêts communs, leurs projets et leurs compétences et les emploient dans des

tâches qu'ils se sont fixées eux-mêmes. Ce sont des groupes d'appartenance dans lesquels se met en place une image de soi spécifique qui libère à nouveau l'enthousiasme, le courage, la confiance en soi et l'imagination, car à la fois ils assurent une identité et promettent du plaisir, deux conditions à l'engagement. Il faut simplement penser un instant au fait qu'à l'inverse de cela, les groupes qui se limitent à la discussion et à l'échange n'en concluent que des conditionnels (« on devrait », « on pourrait », « il faudrait »), ce qui ne produit que des sentiments de frustration, de mauvaise foi et de mauvaise humeur. Les commissions universitaires, les formations politiques et autres groupes d'échanges d'expérience en sont d'intéressantes démonstrations.

Les communautés de pratique apportent à leurs membres un profond sentiment positif d'*auto-efficacité*, un sentiment qu'on ne ressent que lorsque l'on a réussi à faire bouger quelque chose. Comme les hommes estiment que les sentiments positifs sont souhaitables, ils espèrent voir se répéter ceux qui ont suscité des émotions positives – c'est pourquoi les hommes qui font l'expérience de l'*auto-efficacité* chercheront toujours à reproduire des activités similaires. Une personne qui commence à changer et y parvient ne s'arrête pas de sitôt (c'est d'ailleurs la raison pour laquelle les comportements prosociaux dans le domaine de la recherche ouvrent souvent la voie à des carrières d'assistants, c'est-à-dire de personnes qui commencent en accordant une fois par hasard un peu d'aide et se retrouvent rapidement à s'occuper de plusieurs doctorants et à les aider à avancer).

## COMMUNAUTÉS RÉSILIENTES ET BIENS COMMUNS

La résilience, c'est la capacité de résistance à l'effort et aux menaces. Elle peut être une propriété individuelle qui permet de se relever lorsque l'on est accablé de petits ou de grands bouleversements, quand on perd son emploi, quand on est malade ou qu'on

subit une perte. Elle peut aussi être sociale, lorsqu'une collectivité doit affronter les conséquences d'un bouleversement, que ce soit la perte d'un bien, de terres agricoles, etc. En psychologie de la santé, cela fait longtemps que l'on étudie les origines de la santé en plus de celles de la maladie. Le concept de salutogenèse, donc de la formation de la santé, a été créé par le sociologue Aaron Antonovsky, qui observa après la fin de la Seconde Guerre mondiale et la libération des camps de concentration que des événements traumatisants identiques n'avaient absolument pas les mêmes conséquences pour toutes les victimes : ainsi, on trouvait parmi les anciens déportés des gens qui avaient à peine souffert de ce qu'on leur avait fait subir, tandis que d'autres furent marqués à vie par la violence, l'impuissance et les pertes qu'impliquait la déportation. On utilisa, pour désigner les enfants qui avaient supporté apparemment sans conséquences psychiques les horreurs de la déportation, le terme « d'invulnérables » (Michaela Ulich), pour signifier qu'on n'avait découvert chez eux aucun trauma alors que, selon toute expérience en psychologie, il aurait dû y en avoir.

Le terme de résilience est employé dans cette perspective mais également de manière bien plus générale, pour parler de ce qui rend les hommes résistants aux efforts, au stress, au surmenage, etc. On dit par exemple d'une personne qu'elle est résiliente quand elle supporte si bien un stress multifactoriel, comme la perte de son emploi cumulée à une rupture avec son ou sa partenaire, qu'elle reste capable d'entreprendre et se sort de cette situation peu enviable. Les communautés résilientes sont un phénomène tout à fait intéressant dans la perspective d'étude de l'historien Greg Bankoff<sup>27</sup>. Il prenait l'exemple des Philippines, où l'on trouve toute une série de réseaux d'entraide autogérés qui, par exemple dans le cas d'un tremblement de terre, assurent la reconstruction des habitations détruites grâce à l'aide organisée du voisinage, la prise en charge des enfants dont les parents sont morts ou blessés, la mise en place de fonds informels distribués aux personnes qui se retrouvent sans rien, etc. L'incroyable profusion de ces communautés résilientes aux Philippines a deux origines : la récurrence des catastrophes et la faiblesse de l'État. Les Philippines vivent sur un des espaces les plus instables de la planète, où les tremblements de terre représentent une menace quotidienne : le sol tremble quelque part dans le pays

en moyenne cinq fois par jour, à quoi on ajoute une moyenne de vingt typhons par an. Le Centre de recherche sur l'épidémiologie des désastres de Bruxelles classe les Philippines parmi les pays les plus susceptibles de subir des catastrophes de la planète.

Dans la mesure où les Philippines sont également un pays où l'État est faible, dont le passé colonial est conséquent, et qui ne dispose pas d'infrastructures fiables comme un système de prévention des catastrophes en état de fonctionnement, il était évident que les habitants constitueraient eux-mêmes leurs propres systèmes d'assistance afin de ne pas se trouver totalement impuissants et abandonnés en cas de catastrophe. Ce que Bankoff explique, c'est que ces nombreuses communautés résilientes ont parfois été mises en place il y a plusieurs centaines d'années et n'ont pas été anéanties par les puissances coloniales, mais qu'elles ne sont pour autant en aucun cas des organisations altruistes : beaucoup fonctionnent d'après le principe de l'obligation réciproque. Une famille qui perd sa maison après un typhon et pour qui la communauté en construit une nouvelle se trouve dans l'obligation d'aider les autres à la prochaine catastrophe. Qui reçoit de l'argent du fonds commun pour s'acheter le minimum nécessaire avait déjà payé pour cela, et le fera de nouveau dès qu'il le pourra. Pour désigner le principe sous-jacent, Bankoff parle de la combinaison d'un altruisme ponctuel à des intérêts personnels durables. Bien évidemment, un tel principe est criblé de règles implicites mais fermement établies : qui ne remplit pas ses obligations d'assistance doit s'attendre à ne pas recevoir la moindre assistance en cas de sinistre. Ces systèmes d'assistance équilibrés créent la résilience par l'intelligence sociale, pas par des statistiques actuarielles.

On trouve d'ailleurs des formes sociales similaires ici, dans notre pays. Aujourd'hui, il n'est pas rare dans les zones rurales de construire sa maison avec l'aide des voisins, à tour de rôle. Celui qui reçoit de l'aide a l'obligation de fournir le même effort lorsque ce sera au tour de la prochaine famille de construire sa petite maison. Il existe également de nombreuses organisations formelles comme les pompiers volontaires, les unités locales de la Croix Rouge, les unions paysannes, etc. – elles constituent également des communautés résilientes qui proposent une protection contre les menaces, des services et des aides réciproques, un sentiment de sérénité et une communauté. Elles sont un ciment social qu'on ne retrouve pas ainsi dans

les structures qui reposent davantage sur l'approvisionnement par autrui, comme les grandes villes. Les communautés résilientes vivent encore une fois selon le principe de l'économie morale : elles ne facturent pas les services réciproques en argent, mais dans le cadre d'une pratique équilibrée et informelle de service et de service rendu. Et en cela, elles sont une source d'inspiration pour avancer vers une modernité durable.

Moins un groupe se repose sur l'approvisionnement par autrui pour affronter les problèmes, les situations d'urgences ou les catastrophes, plus il est résilient, et plus il lui sera facile de développer de tels systèmes d'assistance et de soutien. Cela se traduit par l'exemple d'une coopérative rurale du Costa Rica qui compte parmi les prestations sociales qu'elle fournit aux agriculteurs un accès à Internet et à des logiciels gratuits, qui leur permettent de contrôler leurs stocks, de trouver des fournisseurs ou sous-traitants, ou leur évite des déplacements aux bureaux administratifs qui leur coûtent du temps de travail. Et tout cela sans que les agriculteurs disposent de connaissances formelles ou informatiques : « Quelqu'un qui travaille aux champs comprend très vite qu'il est bien plus intéressant de gérer lui-même ou de faire gérer par la communauté ses semences et ses logiciels plutôt que par un tiers. [...] L'idée de travailler avec des outils qui ne réduisent pas notre potentiel, qui sont gratuits et qui fonctionnent bien et rapidement même sur de vieux ordinateurs – comme c'est souvent le cas à la campagne – reste comme toujours une option séduisante<sup>128</sup>. »

La philologue Adriana Sanchez, qui travaille pour la coopérative, ajoute la combinaison à première vue inhabituelle du simple travail de la terre et du développement de logiciels aux connaissances locales, ce qui contribue encore une fois à la résilience de la communauté. C'est également un bon exemple de la manière dont les formes de sociétés traditionnelles peuvent poursuivre leur développement grâce à des outils modernes. On notera que c'est la culture locale qui détermine l'usage de la technique, pas l'inverse.

Avec cet exemple, on arrive presque aux formes de production communautaires qui contribuent davantage à l'avancée vers une modernité durable : les deux exemples les plus connus sont le système d'exploitation Linux, développé collectivement, qui rassemble des millions d'utilisateurs (et de contributeurs), et bien sûr

Wikipédia, fondé en 2001, qui depuis compte des millions d'articles rédigés par des millions d'auteurs et d'auteures. Dans les deux cas, on ne peut que remarquer le caractère fermement libre et non commercial de ce travail collectif mis en œuvre pour améliorer constamment les produits. Ces projets en *open source* fondés principalement sur l'intelligence sociale se sont entre-temps multipliés – non seulement sous la forme du très médiatisé GuttenPlag, qui a mené à la démission d'un politicien populaire, mais également dans les domaines du développement de logiciels, du design, de la production de textes et d'images, etc. « Les projets en "matériel libre" (aussi appelés *open hardware*) conçoivent en commun des produits matériels et mettent en libre accès des descriptions, des plans de construction et des listes de matériaux. Dans le domaine de l'électronique, on pense par exemple au projet italien Arduino, aujourd'hui très connu. Il est utilisé et complété par de nombreux autres projets. Ronen Kadushin et le projet SketchChair exploitent l'*open design* pour les meubles. L'Open Architecture Network et le projet Architecture for Humanity conçoivent une architecture censée s'orienter vers les besoins des habitants et non le profit des entreprises de construction ou la visibilité des designers. OpenWear est une plateforme textile collaborative qui encourage et soutient les gens à devenir eux-mêmes fabricants. [...] Le projet Freifunk met en place des réseaux radio en libre accès. Le projet Open Prosthetics développe des prothèses de bras et de jambes en utilisation gratuite. Il a été lancé par un ancien soldat qui a perdu une main au combat et n'était pas satisfait des prothèses disponibles sur le marché. »<sup>129</sup>

Si on cherche le potentiel de changement et l'engagement, on le trouvera bien moins au sein des organisations politiques établies, des syndicats ou des ONG que là où les initiatives individuelles peuvent se développer sans que cela n'implique de quelconques obligations ou allégeances. Les projets fondés sur une base communautaire sont au service du bien de tous sans intervention politique, c'est ce qui les rend si attrayants aux yeux de nombreux utilisateurs. Comme il s'agit d'un travail en commun fourni sur la base du volontariat, ce type de communautés se raccroche au modèle du bénévolat et renonce aux structures organisationnelles formelles, car dans les conditions de communication et d'association actuelles, on n'en a simplement plus besoin. Traditionnellement, les syndicats et les

partis ne servaient finalement pas qu'à exprimer des volontés politiques ou des intentions stratégiques, mais également à faciliter la communication : le mouvement ouvrier du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle avait besoin, tout comme les partis citoyens, d'assemblées, de rencontres, d'associations, de journaux pour permettre et perpétuer la communication politique.

La baisse de la participation aux élections que l'on observe depuis des années et la rapide réduction du nombre d'adhérents aux partis et aux syndicats ne sont pas l'expression d'un désintérêt pour la politique ; ils reflètent le sentiment grandissant de ne plus être correctement représenté par ce type d'organisations. D'un autre côté, cela manifeste une transformation de la structure de la communication et de la politique publiques. La tendance grandissante à l'engagement, encouragée par l'association en communautés alternatives par la participation à des actions ponctuelles, indique que les formes d'engagement et d'implication politique ont changé, et que les acteurs ont besoin de plus d'autonomie et de moins de rigidité. Les révolutions arabes montrent d'ailleurs, de manière très différente, que la communication en réseau dispose d'un énorme potentiel mobilisateur et déploie à ce titre des logiques propres de rassemblement en communautés, qui peuvent être extrêmement puissantes.

Le succès des portails Internet comme [abgeordnetenenwatch.de](http://abgeordnetenenwatch.de) et [netzpolitik.de](http://netzpolitik.de) montre, au même titre que le nombre parfois ahurissant de participants aux congrès donnés par Attac ou MacPlanet, qu'on ne peut clairement pas parler d'un désintérêt pour la chose publique. Dans ce contexte, on peut rappeler que même le mouvement étudiant n'était porté en son temps que par une minorité d'entre eux. Il en est de même pour le mouvement antinucléaire et celui pour la paix qui n'auraient jamais pu être organisés par des majorités. La partie de la population effectivement mobilisée reste, en termes de chiffres, réduite. L'élément déterminant de leur efficacité était, comme on l'a dit, la propagation du mouvement en tant que nouveau modèle à des groupes très variés au sein de la population.

C'est le cas aujourd'hui encore, par exemple parmi les jeunes activistes du mouvement écologiste<sup>130</sup>. Le simple fait qu'il existe aujourd'hui une véritable différenciation des actions en ligne et hors ligne révèle une transformation de la structure de la politique publique, qui n'est pas encore totalement accomplie. Quand on

discute de certains sujets, met en place des campagnes ou organise des *carrot mobs*, quand on fait circuler des pétitions sur Internet, cela signifie que l'action politique se déroule en ligne, ce qui n'exclut en aucun cas la protestation hors ligne quand une présence physique devient nécessaire. Quand des outils de campagne électorale hors ligne du FDP ou de la CDU se voient vandalisés par des acclamations exagérées et un soutien trop prononcé (« Angela Merkel arrive – Et tout le monde : “Yeaahh !!!” ») il devient par ailleurs très amusant de voir comment ce genre d'actions se distingue fondamentalement des rassemblements des groupes locaux, des congrès de partis, etc., qui ne sont finalement pas très amusants (surtout parce qu'il y a toujours la femme pour ramener le sujet sur la problématique des genres, ou le multiculturaliste qui voudrait qu'on s'intéresse plus à la perspective internationale).

La moyenne d'âge des participants d'à peu près toutes les conférences publiques, tables rondes et autres congrès dépasse, j'en ai fait la triste expérience, les 50 ans, ce qui ne doit en aucun cas être un indicateur du désintérêt des jeunes pour la politique, mais plutôt du fait que ces méthodes sont totalement dépassées ; on pourrait même parler d'épuisement des formats dans lesquels on présente et débat les considérations publiques.

Dans ce contexte, les résultats de la seizième étude de la jeunesse « Shell » de 2010 sont intéressants car ils révèlent en plus un degré étonnamment élevé de participation des jeunes (pour une tranche d'âge de 18 à 25 ans) à des organisations formelles. Presque la moitié d'entre eux (47 %) sont membres d'une association, beaucoup d'autres prennent librement des responsabilités au sein de leur école ou de leur université, 16 % sont, contre toute attente, actifs au sein d'une paroisse, 5 % sont engagés auprès de Greenpeace et Amnesty International, contre seulement 3 % auprès de syndicats et 2 % dans des partis<sup>131</sup>. À l'exception des deux derniers chiffres, ces taux indiquent même une légère hausse par rapport aux études précédentes réalisées en 2002 et en 2006. En outre, un autre indicateur surprenant de la volonté d'engagement des jeunes réside dans le fait qu'en 2012, après avoir accompli leur service militaire et civil, on comptait bien plus de candidats à une année de volontariat social qu'il n'y avait de places. Pour une rémunération de 300 euros par mois plus une aide au logement, c'est assez étonnant.

C'est aussi probablement dû au fait qu'après la course folle à l'Abitur\*, les jeunes diplômés n'ont pas envie de retomber immédiatement dans la machinerie tout aussi folle d'une licence surchargée et scolaire, ce qui leur permet de considérer leur année de service à la collectivité aussi comme un gain de liberté.

En tout cas, on ne peut pas parler d'un manque d'engagement de la part de la jeunesse. Le fait que cet engagement ne s'oriente actuellement qu'en petite partie vers le développement durable s'explique probablement par ce que les propositions de BUND, de NaBu, des Verts, etc. ne sont pas assez sexy ou cool pour qu'on s'y retrouve – ils ressemblent plutôt à des rassemblements de fayots écolos. Pour s'attirer l'engagement existant, il faut évidemment apporter de nouvelles formes de participation, d'interventions et de discours.

Cette étude de la jeunesse « Shell » apporte également des données intéressantes sur les valeurs de la jeunesse, car ici, on est assez loin de ce que devrait refléter l'idéal d'une multitude d'entreprises individuelles néolibérales et concurrentes. Pour 97 % (!) des jeunes, le plus important est d'avoir « de bons amis qui nous acceptent », le couple et la famille suivent avec également plus de 90 % des suffrages. Un mode de vie autonome (90 %) et l'indépendance (84 %) sont également très bien classés, mais ils ne sont pas représentatifs d'une attitude antisociale : les auteurs de l'étude interprètent cela catégoriquement comme « une tendance fondamentale à l'anticonformisme<sup>132</sup> », sans pour autant noter que, dans notre modèle de culture, l'anticonformisme étant souhaitable et recherché, il tombe lui-même sous le coup du conformisme<sup>133</sup>.

Toutefois, plus des deux tiers des jeunes déclarent être d'accord avec le fait « que beaucoup de choses ne vont pas dans le monde du travail et dans la société », et deux tiers également estiment « que l'on gagne à prendre soin de quelqu'un d'autre<sup>134</sup> ». Inversement, la moitié d'entre eux n'est pas d'accord avec l'idée qu'on ne puisse rien faire contre « la volonté des puissants du monde du travail et de la société ». Au total, 41 % d'entre eux se considèrent comme « très intéressés par la société<sup>135</sup> ».

Voici maintenant le point décisif : la jeunesse ne place pas à l'évidence l'intérêt social au même niveau que l'intérêt politique. Tout ce qui a trait à la politique revêt clairement une connotation négative – triste rémunération d'une génération qui a fait de la politique une activité si pompeuse, si peu crédible et si peu cool qu'on ne peut évidemment plus s'y identifier. Les Kauder, Bütikofer, Steinmeier et autres Döring ont réussi à faire de l'arène politique une société parallèle déphasée et tout sauf attirante de laquelle on préfère garder ses distances. D'où, encore une fois, la conclusion que tous les efforts pour entraîner l'engagement des jeunes vers une modernité durable sont condamnés à échouer car ils sont fournis dans un cadre traditionnel. D'après l'étude, les jeunes « sont tout à fait prêts à s'enthousiasmer pour un idéal, encore faut-il qu'il soit “cool”. Il doit être clair que celui qui s'engage a les pieds fermement ancrés dans la réalité et maîtrise son sujet, n'est ni pleurnichard ni psychologiquement faible, ni d'ailleurs un cas politique poussièreux et irréaliste. C'est l'ouverture dans laquelle la “mobilisation sociale et politique” des jeunes doit actuellement se glisser<sup>136</sup> ».

En soi, ce n'est pas une mauvaise nouvelle. Les données sur les attitudes et les valeurs nous confrontent à un résultat intéressant, d'après lequel la volonté de s'engager est principalement axée sur un activisme de terrain qui permet de faire concrètement quelque chose et d'en voir les résultats – ce qui revient d'une certaine manière à chercher où on se situe. Il peut s'agir de domaines d'intervention très différents qui n'ont pas besoin d'être politiques : communautés de pratique, espaces d'apprentissage pratique en commun. Le potentiel de changement est là, il n'y a plus qu'à le rendre concret et attirant.

D'où la suite : il faut aller chercher l'engagement et la volonté d'engagement là où ils se trouvent, il faut apprendre de nouvelles formes d'association et d'action et il faut prendre en compte les nouvelles formes de communication et de mobilisation si on veut initier un mouvement social vers une modernité durable. Il s'agit d'apprendre à résister, et actuellement les vieux n'ont rien à apprendre aux jeunes, absolument rien. De toute façon, l'ère de l'enseignement est dépassée, il n'y a pas d'expert diplômé en transformation.

\* NdT : équivalent allemand du baccalauréat.

# ALPHABÉTISATION POUR UNE MODERNITÉ DURABLE

De la même manière que l'on peut tirer des leçons de l'intelligence sociale des communautés résilientes asiatiques ou sud-américaines pour s'éveiller à une modernité durable, on peut également apprendre de la jeunesse quelles formes de communication et d'association sont aujourd'hui efficaces. Il nous faut bien de toute façon nous mettre dans la peau d'un élève en durabilité puisque nous ne savons pas à quoi devrait ressembler la combinaison des stratégies sociales, technologiques et politiques qui nous permettra d'atteindre une modernité durable. Là aussi, l'ère des experts et des leçons est révolue. L'alphabétisation pour une modernité durable doit comprendre non seulement la recherche de formes d'association durables, mais également la prise en compte des idées, concepts, attitudes et techniques culturels dont nous avons héritées, qui peuvent aujourd'hui sembler obsolètes mais dont nous pourrions pourtant avoir de nouveau besoin à l'avenir. Par exemple :

## TEMPS

La première pierre de la cathédrale de Cologne a été posée en 1248, la dernière 600 ans plus tard seulement. Aujourd'hui encore, l'édifice nécessite des travaux en permanence : l'acidité attaque la pierre, qui s'effrite çà et là, le bâtiment, comme tous ceux de ce type, est constamment en rénovation. C'est pourquoi il existe toujours aujourd'hui un architecte de la cathédrale. Il fait partie d'une chaîne infinie de personnes ayant occupé cette haute fonction au cours des sept derniers siècles, et celui qui est aujourd'hui responsable de chaque décision concernant le bâtiment cathédrale sera

suivi par bien d'autres successeurs. Quand on est maître de la cathédrale, on exerce forcément une profession durable puisqu'on évolue dans un cadre défini plusieurs siècles auparavant. Bien sûr, les tâches changent avec les techniques et l'évolution de la situation environnementale, mais en dehors de cela, le travail de l'architecte est inscrit dans un projet qui commença de nombreuses générations avant lui et finira de nombreuses générations après lui, s'il finit un jour.

On peut dire que cela en vaut la peine. La cathédrale de Cologne est toujours le monument le plus visité d'Allemagne, et pas seulement parce que ses tours sont les troisièmes plus hautes du monde. Une telle cathédrale véhicule l'avenir, parce qu'elle est portée par une croyance qui dépasse toutes les échelles humaines. Il est pourtant étonnant qu'un si vieil édifice, qui ne correspond plus ni à l'esprit du temps ni à ses exigences de fonctionnalités ni à sa rationalité économique, nous laisse encore sans voix lorsque l'on se tient devant lui ou sous ses voûtes. Depuis toujours, les églises et leurs tours sont, presque partout mais surtout dans les zones rurales, les édifices que l'on aperçoit du plus loin, et qui, fussent-elles sécularisées ou déchristianisées, laissent présager des mondes différents de celui que l'on vit. Ces édifices n'ont pas de date de péremption.

Tout l'inverse de ceux que l'on construit aujourd'hui et dont l'espérance de vie estimée sera atteinte après quelques décennies seulement. Sans parler des constructions instantanées *low cost* que l'on érige sur les ruines de bâtiments culturels, qui ne se préoccupent pas le moins du monde de leur environnement et que l'on retrouve partout, dans les villes, les banlieues, les villages, les centres commerciaux et même les cabanes pour les chiens, et contre lesquels il y a de quoi s'agacer. Ils ne servent qu'un seul objectif, celui de faire baisser au maximum le coût des marchandises, ce qui les réduit à de simples instantanés. Le message qu'ils transmettent ? Dans ce présent, il ne s'agit que d'acheter des produits, peu importent les conditions.

On comprend ici l'opposition diamétrale qui existe entre les concepts de la cathédrale et de la cabane du chien ; on découvre le sens de la vie et les rapports entre passé, présent et futur. Les constructeurs de la cathédrale de Cologne, de la chapelle Sixtine ou l'église du Saint-Sauveur de Potsdam voulaient que leurs œuvres

gardent à l'avenir la même signification que pour eux-mêmes, c'est pourquoi le temps et les efforts nécessaires à leur construction n'avaient pas d'importance. Tout comme la durée de vie des maîtres d'œuvre, qui auront rarement vu leur bâtiment terminé. Cela vaut encore plus pour les maîtres jardiniers des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles qui dessinaient des paysages idylliques en se projetant à l'automne un siècle plus tard pour imaginer les feuilles de ces toutes jeunes pousses s'affronter dans un jeu de couleurs parfaitement prémédité. Il s'agit d'un calcul savant qui prend en compte le rythme et la logique propre à une flore domestiquée – mais voyez comme il fait ressortir la perméabilité et l'insignifiance du moment présent ! De tels parcs, de tels édifices se conçoivent dans l'avenir, et en cela ils participent à la construction de l'avenir et lui offrent une signature historique.

Ce que l'on ressent en se promenant aujourd'hui dans les jardins de Wörlitz ou le parc de Babelsberg nous arrive certes d'une autre époque, mais demeure pourtant très actuel. Cette expérience établit un lien concret entre deux époques que de nombreuses générations séparent et ignore parfaitement la finitude des vies individuelles. Cette durabilité contribue à l'esthétique de la vie telle qu'elle devrait être.

Ceux qui aujourd'hui travaillent, dans une temporalité transgénérationnelle, à ces projets que d'autres ont commencé avant eux et que d'autres finiront après eux, évoluent dans un rapport au temps totalement différent de celui de l'individu qui achète une cabane à son chien. Paradoxalement, ils contribuent beaucoup plus à l'avenir, bien qu'ils travaillent sur de l'historique. La modernité durable exige un régime temporel différent de celui de la modernité expansive, c'est pourquoi nous avons beaucoup à apprendre de l'intemporalité des maîtres d'ouvrages des jardins et des cathédrales pour déterminer ce dont nous aurons besoin à l'avenir.

Il en est de même pour toutes les activités soumises à des délais tout à fait différents du rythme de la répartition moderne du travail. Un restaurateur du Metropolitan Museum de New York qui travaille pendant vingt ans à la rénovation d'un studiolo du XV<sup>e</sup> siècle évolue dans une temporalité caractérisée par cette marqueterie, ce noyer et ce rosier qui atteindront bientôt le vénérable âge de 600 ans, et qui n'ont absolument rien en commun avec le rythme de la ville.

Quand on apprend à jouer d'un instrument de musique, on se soumet à la logique de fonctionnement de l'instrument et au rythme de la partition : plus rien d'autre n'a d'importance. L'exercice aussi a sa propre temporalité qu'on peut difficilement distendre ou comprimer. Ce sont des logiques et des temporalités propres qu'il faut accepter pour en faire quelque chose. Cette acceptation est la base non seulement d'une esthétique de la durabilité, mais encore de sa pratique. Autrement dit, la modernité réductive aurait bien des choses à apprendre de Francesco di Giorgio Martini.

## ÉCONOMIE

Quand j'étais petit, je dirais vers l'âge de 4 ans, j'ai jeté une fois la tartine que ma mère m'avait beurrée. Bêtement, je ne l'ai pas jetée *n'importe où*, mais tout près de notre maison, si bien que ma mère ne pouvait que la voir. La punition qui suivit ce crime fut belle. Je ne me souviens plus en quoi elle consistait, mais la honte de jeter quelque chose *que l'on peut manger* m'a hanté jusqu'au lycée, où je me trouvais tout à fait incapable de jeter un goûter que pour je ne sais quelle raison je n'avais pas mangé. Je préférais traîner pendant des semaines de vieilles tartines dans du papier plein de beurre dans mon cartable plutôt que – comme on dit aujourd'hui – d'en disposer. Je ne pouvais pas le faire. Le sentiment d'avoir commis une hérésie était trop profond. Ce n'est qu'ensuite que j'appris à ne plus accorder d'importance à la nourriture. Aujourd'hui, je jette mon pain à la poubelle sans ciller.

Ainsi, je respecte les instructions normatives de notre modèle culturel. L'économie en suit un autre, axé sur le principe de ne consommer en aucun cas plus que ce que l'on a à disposition, et toujours si possible en en « économisant » une partie au cas tout à fait probable où « on en aurait encore besoin ». La plupart des gens de ma génération ont appris de leurs parents que l'économie est une vertu qui s'est complètement cristallisée. À cause des pénuries des années de guerre et d'après-guerre surtout, de nombreux Allemands étaient

restés très économes bien qu'ils n'avaient depuis longtemps plus besoin de l'être. Les expressions à propos d'économie se sont multipliées (« Il n'y a pas de petites économies », etc.), il y avait les tire-lires, il y avait le livret d'épargne, il y avait la journée mondiale de l'épargne. L'obsession malade du protestantisme qui pouvait complètement se transformer en un amour pervers de l'argent permet aussi de voir qu'il n'y a pas que de mauvais côtés à l'économie, elle permet par exemple de s'éviter des dépendances inutiles. Celui qui n'a pas de crédit à rembourser peut disposer librement de ses revenus; quand on est conscient de ce que « l'on peut se permettre » ou non, on ne s'engage pas dans des obligations de remboursement. C'est de là que vient la réserve longtemps répandue en Allemagne à acheter à crédit et à prendre des crédits à la consommation. Et aussi dans l'éthique protestante qui exige de gagner son pain à la sueur de son front avant de pouvoir le manger. Et à propos de pain, ce n'est que récemment que j'ai réalisé que dans notre village, on fêtait tous les ans le jour de l'action de grâces. Pour nous, les enfants, ce n'était qu'une belle fête avec des tracteurs et des remorques décorées, mais, substantiellement, il s'agit d'un rituel qui rappelle qu'il n'est pas toujours évident d'avoir assez à manger quoi qu'il arrive.

Il en découle une prise de conscience absolument incontestable du fait que ce que l'on mange provient bien de quelque part, c'est-à-dire que le produit doit être semé, arrosé, fertilisé, récolté, transporté et nettoyé, alors que la chaîne de création de valeur actuelle occulte complètement le métabolisme sous-jacent. L'approvisionnement par autrui suppose aussi que les produits perdent leur provenance et leur histoire. Dans cette mesure, l'économie véhicule également toujours cette conscience de la finitude des ressources et constitue d'ailleurs une technique sociale qui n'est pas sans rapport avec la capacité humaine à se projeter et à planifier – il ne faudrait donc pas la sous-estimer, car elle se trouve sur le chemin du modèle de culture expansif. En lui se trouve déjà une réduction homéopathique du nouvel endettement par « l'épargne », bien qu'elle en soit l'exact contraire.

Alors qu'il est devenu la norme en politique et dans l'administration de « vivre au-dessus de ses moyens », la contraction de dettes dans la sphère privée n'est acceptable que dans certaines situations, comme le financement immobilier. En dehors de cela, la plupart

des gens ne dépensent si possible pas plus que ce qu'ils ont, ils pratiquent donc une économie durable. Cela témoigne d'une ressource comportementale utile à la transition vers une modernité durable que l'on a également constatée dans le bon sens collectif qui s'est manifesté lorsque, il y a quelques années, les citoyens allemands se prononçaient dans les sondages contre des réductions d'impôts en raison de l'état désastreux des finances publiques.

## RESPONSABILITÉ

L'horizon des valeurs de la culture citoyenne et bourgeoise de l'Allemagne de l'après-guerre ne se limitait pas à l'économie, on y trouvait également, dans tout jugement des rapports d'autorité, le sens de la responsabilité. En application de l'imposante expression « répondre de ses actes », tout manquement était pardonnable si l'on était prêt à en assumer les conséquences dans la reconnaissance et la contrition : supporter la punition, réparer ou alléger les dommages causés, etc. Cet idéal de soi qui consiste à répondre de ses actes implique aussi de mesurer les conséquences de ses propres actions et de ne faire que ce dont on peut assumer la responsabilité. Cela induit également la possibilité de prendre des risques, de dépasser des limites, tout en sachant que l'on est et peut être tenu pour responsable de ces dépassements. Le sens de la responsabilité maintient ainsi le lien entre décision et conséquences nécessaire à un comportement précautionneux.

Le sens de la responsabilité est miné par une longue chaîne d'actions qui n'impliquent que des responsabilités particulières, si bien que la plupart des rapports entre les actions des sociétés modernes sont dominés par une irresponsabilité systématique qui empêche le développement d'un sentiment de responsabilité individuel de ce qui résulte de cette chaîne d'actions. Bien entendu, la perte de l'imputabilité de conséquences à des décisions données résulte d'un modèle culturel fondé lui-même sur le mépris des conséquences de son comportement vis-à-vis des ressources. C'est pourquoi le

sens de la responsabilité en tant que capacité sociale est absolument nécessaire pour atteindre une modernité durable. Il faut, pour reprendre Günther Anders, être capable de se représenter ce que l'on est capable de produire.

Il faut également noter que, d'un point de vue philosophique, les hommes sont les seuls êtres vivants *capables* d'éprouver la responsabilité, car la conscience de l'avenir constitue une condition à l'anticipation des conséquences futures d'un acte. Un nombre non négligeable de philosophes, parmi lesquels figure Hans Jonas, déduisent de cet état que les hommes *doivent* donc éprouver la responsabilité : pour les autres, pour l'intérêt commun, pour interagir comme il se doit avec le monde. « Le sentiment *de facto* de n'importe quelle responsabilité pour n'importe qui et n'importe quand [...] est tout aussi inséparable de la nature de l'être humain qu'il est généralement capable de le ressentir. [...] Ainsi il n'est pas encore moral, mais un être moral, c'est-à-dire un être capable de moralité comme d'amoralité<sup>137</sup>. » Le sens de la responsabilité présuppose la décision de *vouloir* adopter un comportement moral ou encore amoral. Le modèle de culture de la modernité expansive encourage – et plus il progresse, plus il encourage – l'irresponsabilité, car il ignore toujours plus le lien de causalité entre les conditions et la réalité de son existence. Le modèle de culture d'une modernité durable placerait ce lien de causalité au centre de ses préoccupations – c'est-à-dire, pour reprendre à nouveau Hans Jonas, la reconnaissance de l'auto-inefficacité de l'existence humaine : toute forme de vie, humaine comprise, dépend de son métabolisme avec la nature.

## MORT

Parmi les circonstances responsables de l'auto-inefficacité des hommes figure le regrettable mais inévitable fait qu'ils doivent mourir. La mort leur est d'autant plus désagréable si, comme à cette époque moderne désabusée, plus aucun au-delà ne les attend après la fin de leur vie. Le programme métaphysique de l'époque moderne

consistant donc à surmonter la finitude, la forme de son économie est une tentative séculaire de vaincre la mort. Ce programme est métaphysique car rien n'est fondamentalement plus certain que la mort, mais « le progrès », « le développement », « la croissance » essaient de toutes leurs forces de la surmonter ou au moins de la retarder, ce qu'ils ont brillamment réussi à faire en multipliant par deux l'espérance de vie en un seul siècle. La fascination pour les « énergies renouvelables » recèle elle aussi justement cette conception métaphysique d'infini.

Mais c'est bien l'irréductible réalité de l'incapacité de l'homme à détruire la mort malgré tous ses progrès qui garantit qu'elle ne soit aussi marginale et socialement inexistante dans aucune autre culture que la nôtre : elle est la négation radicale de toutes les idées de croissance infinie et de toutes les promesses des bienfaits de la richesse. Même l'idée d'une vie heureuse, sans nécessité d'expansion, sans peur de la mort, se met de manière insensée et inutile en travers « d'un monde où les possibilités de consommation sont infinies<sup>138</sup> ».

En un sens, la mort est l'ultime refus de consommation et la réfutation de l'idée d'infini. C'est pour cela qu'elle n'a pas sa place dans une modernité expansive. Ceux qui doivent mourir ont beaucoup de mal à le supporter, car notre modèle culturel ne dispose pas de concept pour cela et abandonne donc le « traitement » de ce phénomène absurde à des institutions traditionnelles comme l'action pastorale. L'accompagnement palliatif n'a pendant longtemps pas eu la moindre place dans l'enseignement de la médecine, ce qui explique pourquoi la situation des personnes en fin de vie est la plupart du temps si mal gérée et si humiliante. La modernité expansive est, fidèle à sa propre image, *open-end* ; la mort n'est donc pas un problème de société : d'après les sociologues Armin Nassehi et Georg Weber, « la mort ne trouve apparemment son sens, dans la société moderne, qu'au niveau intrasubjectif du moi. D'un côté, il n'existe pas de monde de sens symbolique qui aurait valeur de vérité générale au sens traditionnel du terme, et d'un autre, les porteurs de sens d'un monde moderne ne parviennent ni à expliquer ni à comprendre la mort<sup>139</sup> ».

« La solitude des mourants », à laquelle Norbert Elias a consacré un petit ouvrage, est une conséquence de la perte de la conception

selon laquelle la vie ne constitue rien d'autre qu'un cycle certes variable et inéluctable, mais limité dans le temps entre le point de départ que constitue la naissance et la fin du voyage que représente la mort. On aura beau se concentrer très fort, cela ne pourra pas marcher. Dans une culture qui est parvenue à isoler les vies personnelles de la suite continue des générations et à les individualiser de manière si intense qu'il ne leur reste plus qu'à optimiser au maximum leur temps de vie, l'idée réconfortante que l'allongement de la durée de vie est supérieur à celui des générations précédentes, et inférieur à celui des générations futures, n'existe même plus. Quand la vie passe inexorablement d'un état passager à un autre, il faut éviter de penser à la mort autant que possible car sinon, tout cela n'a plus aucun sens !

C'est en effet l'étonnante révélation qui survient lorsque les hommes se trouvent dans des situations extrêmes mortelles, une maladie grave ou un accident, et sont confrontés à leur propre mort ou à celle de proches : soudainement, toutes ces choses, qui peu de temps avant comptaient énormément, les épargnes-logement, la sécurité de l'emploi, ce petit ventre disgracieux, la voiture, n'ont plus la moindre importance, on passe à tout autre chose. À ce qu'on a oublié de dire et qu'on ne peut plus rattraper, à sa propre insuffisance en tant que partenaire, au gaspillage de ce temps si précieux, à ces priorités qui semblent tout à coup si illusoire, à la foi et à son inefficacité, en un mot : à ces fameuses choses qui s'avèrent maintenant être les plus importantes.

Depuis que dans le domaine des soins on travaille davantage avec le récit biographique, que les hospices travaillent efficacement à multiplier les interactions avec les patients au-delà du cercle très réduit de la famille, ce que l'intuition nous a toujours fait sentir se confirme : quand on arrive au moment de la mort, ce qui compte est très différent de ce que l'on croyait. Si on considère que parmi les principes centraux du travail des hospices se trouve le droit de chacun à ne pas affronter la mort seul<sup>140</sup>, cela met en évidence non seulement que la vie humaine (jusqu'aux derniers instants) est fondée sur les relations et la reconnaissance, mais également que dans notre modèle de culture, les vivants préfèrent ne pas avoir affaire aux mourants. Ils évoquent l'inéluctabilité de la mort et rappellent péniblement que la plupart des choses qui nous occupent, nous

stressent, nous tiennent en haleine, ce à quoi on se raccroche et ce à quoi on travaille n'a finalement que peu de valeur. On ne peut pas économiser la mort.

Ni ce qui s'y rapporte en termes d'expérience personnelle et relationnelle.

Il en va de même pour les événements critiques de la vie<sup>141</sup> en général, c'est-à-dire pour tout ce qui vient perturber brutalement le cours attendu de la vie quotidienne et qui confronte les concernés à d'énormes difficultés : chômage, divorce, perte d'un parent ou d'un ami, maladie, invalidité, fuite, traumatismes divers. Dans tous ces cas, les concernés se posent des questions sur la valeur et le sens des priorités qu'ils se sont fixés dans un contexte normal, et d'autres choses gagnent en importance. Et tout ce que cela signifie, c'est que ces autres choses – la confiance, la santé, l'entourage, la sollicitude, l'amitié, etc. – constituent en fait les valeurs fondamentales de notre existence quotidienne, mais qui restent invisibles tant que l'interface utilisateur de la culture expansive demeure intacte. Il faut libérer ces valeurs fondamentales, agir de manière imprévue, sans que cela soit motivé par une influence extérieure négative. Autrement dit : il faut se prendre au sérieux avant que la situation ne devienne critique.

## RÉPARATIONS ET INNOVATIONS D'USAGE

Dans les sociétés dont la richesse et le niveau d'approvisionnement par autrui ne sont pas aussi importants qu'en Europe occidentale ou aux États-Unis, on trouve encore deux techniques culturelles qui ici ont déjà presque disparu : la réparation et la récupération. On peut dire que presque tous les objets d'usage finissent un jour par se casser, parce qu'ils ont été endommagés, parce qu'ils sont trop usés ou ont été trop utilisés, ou simplement par obsolescence programmée, c'est-à-dire la planification méthodique de l'apparition

de défauts. Alors que la dictature de la consommation s'applique à remplacer des appareils en bon état par de nouveaux et fait preuve d'une immense créativité pour en rendre les composants irremplaçables, les membres des sociétés plus pauvres dont l'espace de consommation est plus restreint développent la capacité de se procurer des objets, des appareils ou des moyens de transport à tout prix – on pense bien sûr aux *oldtimers* très baroques de Cuba.

Traditionnellement, les réparations des défauts sont le travail de métiers artisanaux classiques qui n'ont rien à voir avec l'improvisation, mais il coûte souvent plus cher de faire réparer quelque chose que d'en acheter un nouvel exemplaire, ce qui explique pourquoi aujourd'hui plus personne ou presque ne fait réparer son téléviseur, son réfrigérateur ou son lave-linge après expiration de la garantie. Le reprisage de chaussettes est quelque peu passé de mode, un peu comme le retapage de meubles usés.

Dans ce contexte, les techniques culturelles de conservation sont cruciales pour aller vers une modernité durable. Un produit qui n'est pas remplacé ne demande pas de dépenses de production, et plus on allonge son cycle de vie, plus les ressources utilisées pour sa production sont exploitées de manière durable. C'est ce qui explique la réapparition au cours des dernières années de boutiques de réparation dans les métropoles, là où les innovations culturelles se diffusent le plus rapidement. À Berlin par exemple on trouve un atelier de couture idéalement situé qui porte le doux nom de *Bis es mir vom Leibe fällt*, et qui propose tous travaux d'entretien, de l'*upcycling* tendance d'une pièce de créateur au reprisage de chaussettes<sup>142</sup>. L'*upcycling* est une stratégie qui consiste à faire du neuf avec du « vieux » – grâce à laquelle une marque de mode s'est rapidement fait un nom en créant de la valeur esthétique à partir de la combinatoire de tissus et pièces usagés<sup>143</sup>. C'est le même principe qu'on retrouve dans la bourse au recyclage de la ville de Herford, qui s'est associée à des artistes et designers pour faire de meubles anciens des pièces design qui ont été récompensés à plusieurs reprises<sup>144</sup>. La thématique du pavillon allemand à la biennale de l'architecture

de Venise en 2012 titrait « Reduce, Reuse, Recycle ». Il s'agissait alors de présenter des exemples de métamorphoses architectoniques : au lieu de raser les bâtiments, on les reconstruisait, on les développait, on les transformait. Les résultats sont à plusieurs égards étonnants tant des interventions aussi peu coûteuses les unes que les autres mènent à de profondes transformations d'usage. Niklas Maak écrit à ce sujet que « l'architecture agit ici comme un mouvement de judo qui, d'un geste simple, concentre d'énormes forces en énergie positive dont se dégage même la beauté d'une forme claire, alors qu'on n'en attendait que de la morosité<sup>145</sup>. »

Si, même avec l'*upcycling*, les maisons restent des maisons et les vêtements des vêtements, les innovations d'usage mènent à une exploitation totalement différente des choses, du mobilier ou des structures. Cette technique culturelle se retrouve aussi largement dans les sociétés de privation ou de pénurie – on pourrait citer des exemples de réutilisations particulièrement ingénieuses dans l'ancienne RDA présentés dans l'émission de télévision « Aussenseiter Spitzenreiter »<sup>146</sup> (qui est d'ailleurs à nouveau diffusée), comme l'histoire de cette personne qui a fabriqué un pot d'échappement avec des boîtes de conserve.

Le champ d'application de ces innovations d'usage est infini. Il s'étend de la reconversion de fleuves et canaux à celle de navires de transports et de fret à énergie solaire en passant par l'utilisation de produits de jardins ouvriers pour approvisionner les festivals<sup>146</sup> et l'association d'une maison de retraite et d'une crèche. Ce qu'il se passe quand on met en place de telles innovations d'usage est spectaculaire : dans le dernier exemple, le besoin des seniors de se rendre utiles se voit satisfait par la soudaine possibilité de s'occuper des enfants, ce qui résulte en une réduction de la charge à la fois de l'institut et des parents, et qui permet aux enfants de faire des rencontres intergénérationnelles qu'ils n'auraient autrement pas faites. Et cette valeur ajoutée est produite sans le moindre investissement matériel, simplement grâce à l'intelligence sociale.

\* NdT : pourrait être traduit par « Jusqu'à ce que la mort nous sépare ».

\*\* NdT : Littéralement « Les marginaux sont précurseurs » ; émission de télévision de la télédiffusion publique de la RDA diffusée pour la première fois en 1972 et présentant des personnes ou des initiatives étonnantes et alternatives.

Il se trouve justement, dans cette modernité qui déborde d'infrastructures, quantités de choses que l'on pourrait utiliser différemment. Tout comme à New York on a transformé une ancienne voie de métro aérien en autoroute à vélo, on a transformé un grand nombre d'espaces citadins désaffectés en jardins interculturels<sup>147</sup>. D'après cette idée, près de 13 000 kilomètres d'autoroutes allemandes pourraient être utilisés dans une modernité durable pour installer des champs d'éoliennes, ce qui éviterait de hérissier d'autres surfaces du paysage. Ou des champs solaires. Ou les deux, et on utiliserait la troisième voie pour les transports de marchandises en véhicules électriques. L'imagination, et c'est bien là toute la beauté des innovations d'usage, est sans limites une fois que l'on s'est séparé de l'idée qu'on ne peut utiliser un objet que dans le sens unidimensionnel qui lui a été attribué par je ne sais quel ingénieur au moment de son développement. Les innovations d'usage et reconversions d'utilisation sont les illustrations d'un empirisme à toute épreuve de la théorie selon laquelle tout pourrait être autrement.

## COOPÉRATIVES

De la même manière que les réparations et reconversions traquent aujourd'hui un retour à la vie de techniques culturelles transmises que le totalitarisme consumériste aurait préféré annihiler, il existe des formes d'exploitation commune des ressources que le néolibéralisme n'a pas encore réussi à supprimer. En ces temps de crises économique et financière, elles connaissent une stupéfiante renaissance : les coopératives.

Cette forme d'économie commune est aussi vieille que l'humanité, car les cultures de chasseurs-cueilleurs étaient constituées de groupes dont les membres exploitaient certains espaces de manière coopérative afin d'assurer leur subsistance. Il en est de même pour l'ère qui suivit la révolution néolithique, quand les hommes devinrent sédentaires et se mirent à cultiver la terre et à élever du bétail. L'utilisation privative des sols, des forêts et des

rivières remonte à une époque bien plus jeune en comparaison, mais s'est jusqu'à aujourd'hui diffusée à une vitesse stupéfiante en tant que processus de différenciation entre utilisateur et travailleur, ce qui donna naissance à la culture de division du travail que l'on connaît aujourd'hui. Cependant, nous n'avons jamais totalement oublié cette forme d'activité en commun, et sa toute première renaissance eut lieu exactement en même temps que l'ascension du capitalisme : au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, des ouvriers anglais fondaient la première entreprise coopérative ; en 1867, Friedrich Wilhelm Raiffeisen ouvrait la Heddesdorfer Darlehnskassenverein\*, qui servit de modèle à toutes les banques populaires et caisses d'épargne ultérieures. Au même moment, on fondait les premières coopératives d'achat et de production ; les noms « Konsum » et « Coop » témoignaient encore de cette tradition alors que tout le monde avait déjà oublié que c'est elle qui les avait attribués.

Aujourd'hui, le principe de coopérative connaît une véritable renaissance ; la multitude des communautés de producteurs organisées selon un modèle coopératif dans le domaine de l'énergie, de l'agriculture et de la mobilité est à peine mesurable. Même le financement coopératif de projets sous la forme de *crowd funding* se répand de plus en plus<sup>148</sup>. Le modèle traditionnel des coopératives de construction d'habitations est repris dans les modules de construction qui allient objectifs sociaux et durables, par exemple sous la forme de logements multigénérationnels passifs<sup>149</sup>.

Le retour des coopératives est une étape importante vers une modernité durable car elles sont fondées non pas sur une utilisation privée des ressources, mais sur une utilisation commune. Les structures coopératives sont donc plus résilientes que celles de l'économie privée, comme on a pu le constater récemment à l'occasion de la crise financière : les caisses d'épargne et banques Raiffeisen n'ont pas eu besoin d'être « sauvées ». Une politique dont le cœur s'inspire de principes d'économie sociale et qui les applique selon l'idée du *commoning* à d'autres domaines, de l'assistance aux personnes âgées au développement de logiciels, s'attire en un clin d'œil un grand

\* NdT : première institution de crédit coopératif.

nombre d'adeptes. C'est notamment l'attribution du prix Nobel d'économie à Eleanor Ostrom qui donna son élan au phénomène. Elle avait consacré toute sa vie de chercheuse aux opportunités et aux limites des *commons*<sup>150</sup>.

On ne peut encore affirmer que les *commons* pourraient et devraient effectivement devenir une « politique au-delà du marché et de l'État<sup>151</sup> ». Je pense qu'il serait plus dangereux de supprimer l'État au profit d'une localisation globale des structures décisionnelles, car les petits sociotopes développent souvent d'étranges dynamiques en ce qui concerne justement la formation des opinions politiques. Ce qui est certain, en revanche, c'est que les coopératives comme la stratégie élargie du *commoning* correspondent absolument à une modernité réductive.

La renaissance des bourses d'échange entre également dans le champ du *commoning*. Leur principe est simple : vous faites installer votre nouvel ordinateur et repeignez le salon du pro des ordinateurs. En dehors de l'échange informel de bons procédés, ceci est extrêmement difficile à organiser dans des sociétés fondées sur une forte division du travail, la différenciation des fonctions et sur l'approvisionnement généralisé par autrui si on abandonne le seul moyen qui permet d'effacer les différences de valeurs entre des biens et des services inéquivalents : l'argent.

Il y a trois conditions préalables à l'échange de services personnels : la confiance et l'existence des règles implicites que nous avons déjà évoquées dans le contexte de la résilience (voir p. 157), du temps et une monnaie locale dans laquelle on pourra facturer les prestations. En ce qui concerne la confiance et les règles, elles peuvent être bâties sur les traditions représentées par les organisations formelles comme informelles d'assistance réciproque. Mais la mise à disposition de suffisamment de temps et de travail personnel suppose des modèles d'organisation du travail rémunéré et de production différents de ceux que nous connaissons – il faudrait ici renouer avec la lutte, au demeurant réussie, pour le temps de travail, c'est-à-dire retraditionnaliser les revendications syndicales (ce qui vaudrait peut-être aux syndicats un certain retour en grâce). Dans les années 1970 et 1980, la réduction du temps de travail constituait la principale revendication des syndicats de la République fédérale d'Allemagne. La réduction du temps de travail, c'est la redistribution des bénéfices

générés par les gains de productivité en temps au lieu de salaire. À ce moment-là, on revendiquait, non sans une certaine myopie politique, une réduction du temps de travail « sans perte de salaire ». Ceci mena ensuite à l'établissement de la semaine de 35 heures, qui fut ensuite progressivement déconstruite. Aujourd'hui, les employés à plein temps travaillent en moyenne 40,7 heures par semaines<sup>152</sup>. Il est grand temps de commencer à débattre en politique de la réduction du temps de travail comme stratégie de durabilité.

En plus du succès des monnaies régionales, c'est-à-dire de moyens de paiements limités à une certaine localité, avec laquelle on peut régler des services personnels réciproques, la mise en place d'un revenu de base inconditionnel constitue une autre condition à la transformation du régime temporel. À la différence de l'ancien système, généralement axé sur les revenus professionnels et qui prévoit des prestations compensatoires pour tous ceux qui, pour une raison ou une autre, ne perçoivent pas de revenus, le revenu de base inconditionnel ne propose pas d'indemnités. Chaque membre de la société perçoit l'équivalent d'un niveau minimum civilisationnel. Le revenu de base ne dépassera pas nécessairement le niveau de l'actuel Hartz IV, mais il revient à chacun sans examen et sans condition, ce qui pourrait mener à la suppression définitive de la totalité de l'appareil bureaucratique. Ce dernier trouve d'ailleurs ses racines dans les fonctions d'éducation et d'ordre, à qui on a attribué les valeurs de travail et de discipline pendant l'essor du système industriel<sup>153</sup>. L'introduction des maisons de travail en tant qu'institutions disciplinaires et centres éducatifs pour les jeunes déviants favorisa l'inculcation de vertus secondaires telles que la ponctualité, l'application, l'amour de l'ordre, etc. Elle est inextricablement liée à l'histoire du capitalisme. Le contrôle de ceux qui ne prennent pas part à ce système d'acquisition et les restrictions qui dominent la bureaucratie des indemnités et son discours wilhelmien remontent directement à cette tradition. Le revenu de base inconditionnel permettrait de tirer un trait une bonne fois pour toutes sur ce fardeau hérité de l'époque prémoderne. La détermination du niveau de vie dont il ou elle souhaiterait jouir serait à l'appréciation de chacun sans jugement de valeur.

Les économies structurelles ainsi réalisées viendraient en compensation de l'augmentation du nombre de bénéficiaires du revenu

de base. En plus, un système de contrôle permettrait de déterminer à partir de quel niveau le revenu de base n'est plus applicable, par exemple avec un système d'imposition négative sur le revenu. Bien évidemment, chacun peut volontairement refuser de recevoir cette couverture s'il ou elle estime disposer de revenus suffisants. Dans tous les cas, le revenu de base inconditionnel offrirait à tous ceux qui le souhaitent un rapport totalement différent au temps, ce qui entraînerait progressivement une considération normative différente de l'emploi du temps. Si aujourd'hui seul le temps de travail est considéré comme du temps dépensé intelligemment d'un point de vue fonctionnel, celui consacré au travail personnel comme celui consacré à ne rien faire serait également, dans une modernité durable, très valorisé dans la mesure où la valeur du temps résiderait davantage dans la personne, ses besoins et ses préférences. Une autre combinatoire donnerait de nouveaux rapports entre travail et temps libre ; cette séparation pourrait même tendre à disparaître. Le temps pourrait devenir du temps propre dans des proportions bien plus importantes que dans le cadre d'une modernité expansive.

## ALLIANCES

Malgré toutes les critiques adressées à la postdémocratie<sup>154</sup> et à la dépolitisation de l'espace public, la critique grandissante à l'encontre de la politique politicienne a également mené à un détournement des schémas dans lesquels on classe la politique. « Droite » et « gauche » sont aujourd'hui anachroniques. Ni l'emphase mise par « la gauche » sur la protection des droits du travailleur et la sécurité de l'emploi, ni la position centriste du FDP et des partis chrétiens ne sont viables sur le long terme. Les conservateurs sont aujourd'hui favorables à une imposition jointe avec fractionnement pour les couples homosexuels en concubinage et la gauche pour le maintien des emplois dans l'industrie de l'armement ou encore lobbyiste pour Gazprom.

Dans la mesure où les idées politiques ne jouent plus qu'un rôle performatif et quasiment plus programmatique, tous les partis sont devenus sociodémocrates, ce qui représente d'ailleurs un problème d'identité pour les sociaux-démocrates, comme la tendance généralisée à l'écologie l'est pour les écologistes. Les deux partis ont perdu leur *unique selling point*, si bien que presque tous les électeurs trouvent toutes leurs positions super, mais élisent quelqu'un d'autre voire personne du tout.

Mais ce que révèle cette petite ruse de l'histoire, c'est que les catégories politiques classiques sont indemnes. Cela se manifeste également et entre autres par le fait que pas un seul des partis allemands ne représenterait une autre idée de la société que celle qui s'est formée au xx<sup>e</sup> siècle. Au fond, ce qu'ils souhaitent, c'est une version plus ou moins durable de la démocratie libérale. Dans la mesure où les doctrines politiques ont été forgées au cours du xx<sup>e</sup> siècle, elles n'apportent aucune réponse aux défis du xxi<sup>e</sup> siècle, qui peuvent se résumer en la question de savoir comment on parviendra à maintenir ce niveau civilisationnel tout en réduisant radicalement l'utilisation des ressources. L'économie verte n'est certainement pas la réponse à cette problématique, l'économie de croissance traditionnelle encore moins.

Les schémas classiques gauche-droite n'existent bizarrement plus que dans l'image de soi des acteurs politiques, et nulle part ailleurs. Eux seuls ont encore le front de combattre des concepts intéressants pour la seule et unique raison qu'ils ont été proposés par un membre d'un autre parti et de défendre les idées les plus bêtes au-delà du supportable simplement parce qu'ils émanent du leur. Le caractère grotesque de la politique politicienne, la mal-nommée *realpolitik*, a eu pour effet de discréditer auprès de la jeunesse tout ce qui en ce sens peut être décrit comme politique. Et le fait que la question d'une modernité durable soulève des problématiques tout à fait différentes, sans distinction des classes et couches sociales, que celles apparues après l'affrontement entre capital et travail, a à juste titre fait perdre leur raison d'être aux antinomies dont on avait hérité. La ligne de démarcation du domaine politique s'étire à présent entre hostilité et confiance en l'avenir.

Cela laisse maintenant place à de nouvelles opportunités d'alliances. De la même manière qu'on peut jeter des ponts entre les

écologues furieux de l'écovillage de Sieben Linden et d'anciens grands managers, il est tout à fait possible, en parlant de stratégie post-croissance, d'établir des coalitions entre les défenseurs de la nature chrétiens et les militants multiculturels des jardins communautaires ou encore entre les déchetaristes et les chefs étoilés, surtout s'il s'agit de la valorisation de l'alimentation. De telles combinaisons sont aussi nouvelles que précieuses car elles réunissent et lient ceux qui dans des circonstances politiques traditionnelles ne sont pas unis. L'idée par exemple d'acquérir des droits de pêche et de les accorder à l'exploitation coopérative par des communautés locales ne peut être mise en pratique que sous la forme d'une alliance entre riches bailleurs, producteurs locaux et activistes interculturels de confiance sur place. Cette combinaison d'argent, de pouvoir, de ruse, d'intelligence locale et sociale permet de porter un coup au capitalisme par des moyens propres car, en règle générale, le côté adverse *ne dispose pas* de telles combinaisons.

Ces opportunités d'alliances n'auraient pas pu voir le jour il y a une ou deux décennies, car les préjugés dont on avait hérité étaient toujours présents. Elles contribuent politiquement à un mouvement social vers une modernité durable dans la mesure où elles sont conscientes de devoir imposer leurs intérêts pour la préservation de l'avenir contre ceux qui préfèrent consacrer les leurs au passé. C'est le seul aspect qui implique une repolitisation de la pensée écologiste et durable : c'est la définition de la personne que chacun souhaite être et du monde dans lequel chacun souhaite vivre. Ce monde se distingue de l'actuel par sa conception fondamentale d'une belle vie : il préfère une orientation sur le long plutôt que sur le court terme, le bien commun à l'intérêt personnel, une prospérité dans le temps plutôt que matérielle, la préservation à la destruction, la liberté à la consommation.

Aucun de ceux qui se prononcent pour le maintien de la situation dont ils profitent actuellement ne libérera la scène de son plein gré ni ne se laissera convaincre par quelques conférences internationales pour le changement. Le chemin vers la modernité durable ne passe pas par un débat pacifique. Il ne s'agit pas, comme souvent en politique, d'avoir les arguments les plus percutants, mais d'avoir les meilleures chances de mise en application. La lutte et la résistance font partie du jeu, tout comme, on l'a dit, la volonté

d'abandonner ses propres privilèges. Mais les avantages que l'on tirera de ces combinaisons d'alliances en termes de perspectives et de chances viendront largement compenser le renoncement aux privilèges : l'individu intègre finalement un processus d'apprentissage social dont l'objectif est clair mais l'issue incertaine. Quoi de plus passionnant ?

## MARGES DE MANŒUVRE

Tous les individus vivant au sein d'une société libre, démocratique et riche disposent d'une marge de manœuvre. Bien entendu, l'importance de ces marges de manœuvre varie en fonction de la place de chacun dans la hiérarchie sociale. Mais même les bénéficiaires des réformes Hartz IV, dont l'existence est matériellement très limitée, sont en mesure de décider de ce à quoi ils emploient leur temps, de la manière dont ils souhaitent élever leurs enfants, de ce qu'ils lisent et regardent à la télévision, de ce à quoi ils jouent, de ce qu'ils disent et de ce pour quoi ils s'engagent. La plupart le font d'ailleurs et refuseraient à raison l'image d'eux diffusée par les médias de membres passifs de la société qui passent leur temps devant RTL\*, boivent de la bière, mangent mal et sont tous en surpoids.

C'est une erreur fondamentale et qui s'entretient d'elle-même que de considérer que les membres d'une autre couche sociale ont des caractéristiques que l'on n'a pas – encore heureux ! – soi-même. Dans son étude classique *Etablierte und Außenseiter*, Norbert Elias a dégagé la force avec laquelle l'image de soi d'un groupe donné se voit renforcée par la caractérisation négative de celui dont il souhaite se distinguer. D'après le théorème de Welzer, dans chaque sous-groupe social, qu'il se distingue par la couche sociale, le sexe, l'éducation ou le métier, la proportion d'intelligents (20 %), de gens

\* NdT : chaîne de télévision allemande qui diffuse, entre autres, des programmes de télé-réalité.

dans la moyenne (40 %) et d'abrutis (40 %) est constante. Parmi les professeurs, on trouve autant d'imbéciles que parmi les politiciens, les femmes de ménage ou les tapissiers, et inversement. Ce n'est finalement que la distribution sociale des statuts qui suggère la corrélation entre le niveau de rémunération et les capacités intellectuelles.

C'est justement pourquoi les opportunités d'action effectives sont réparties de manière inégale au sein de la société ; on ne dispose pas de possibilités d'action que l'on pourrait voir et saisir. Nous avons pu établir, dans une précédente étude sur les comportements d'assistance envers les persécutés du national-socialisme<sup>155</sup>, non seulement que les catégories isolées de la société, par exemple les milieux de la prostitution ou de la petite criminalité, ont massivement apporté leur aide, mais surtout que dans un premier temps, il est très important que les individus *perçoivent* où on a besoin de leur aide et comment ils peuvent agir<sup>156</sup>. En ce sens, l'aide que l'on apporte n'est en premier lieu pas une décision morale, mais se rapporte bien plus à l'attention sociale et à la possibilité effective d'apporter une aide efficace<sup>157</sup>. Quand on vit dans un studio dans un clapier berlinois, il est autrement plus difficile de cacher pendant un certain temps un ou plusieurs Juifs persécutés que quand on habite une villa à Wannsee – ne serait-ce que parce qu'il n'y a pas besoin de faire attention à ce que les voisins n'entendent pas le bruit des chasses d'eau ou des chaises alors que personne ne devrait être à la maison.

Mais les conditions objectives ne déterminent pas le fait que quelqu'un propose son aide : il faut déjà se rendre compte, dans une situation d'exclusion sociale radicale, que d'autres ont besoin de soi. Quand on s'en rend compte, encore faut-il être disposé à apporter cette assistance. Quand on est disposé à apporter son aide, encore faut-il pouvoir se le permettre. Et quand on peut se le permettre, encore faut-il avoir suffisamment d'énergie criminelle pour mener son action avec succès.

Partant de là, il n'est pas surprenant que la plupart des soutiens (somme toute relativement faibles) que les Juifs persécutés sous le Troisième Reich ont reçus aient été initiés par eux-mêmes – ce qui d'un certain côté relativise l'image de victimes passives livrées aux événements sans qu'on puisse rien y faire, et d'un autre côté souligne encore une fois le fait que, pour la plupart des membres de la

population majoritaire, il n'y avait ni raison ni besoin d'aider ceux qu'on persécutait<sup>158</sup>. Les résultats de notre étude sur les comportements d'assistance révèlent clairement qu'il existe peu de traits de caractère et de personnalités qui font de certains individus des secouristes et d'autres des *bystanders* indifférents<sup>159</sup>, mais plutôt que le critère de différenciation entre ceux qui seront ensuite qualifiés de « bons » et ceux que l'on considérera comme « mauvais » réside avant tout dans le fait qu'une marge de manœuvre s'ouvre à eux ou non. Et que la capacité de voir que l'on peut faire quelque chose et comment n'est une nouvelle fois pas soumise au sexe, à l'âge, à la couche sociale ou à l'éducation, mais plutôt à l'évidence de la possibilité. Bien plus que n'importe quelle morale, ce sont les possibilités d'aide dont chacun dispose *de facto* une fois que la décision est prise qui comptent.

Pour le peu que la société nationale-socialiste ait été en ce sens si totale qu'elle ait privé chaque individu de toute marge de manœuvre, la société d'aujourd'hui est loin d'être traversée de part en part par une seule norme comportementale, et ses membres sont loin de partager les mêmes préférences, les mêmes convictions et les mêmes attitudes. Les sociétés à fonctions multiples telles que la nôtre offrent ainsi d'innombrables possibilités de s'associer, de prendre part à un projet commun, de prendre des initiatives ou même de ne rien faire de plus que le strict nécessaire. Il est tout simplement faux de dire que la participation sociale de chacun dépend uniquement de ce qu'on peut se permettre de faire. Évidemment, dans une société de consommation, l'intégration sociale est aussi conditionnée, si ce n'est avant tout conditionnée par le montant que chacun peut dépenser – dans une société qui quantifie et distribue selon des critères quantitatifs, cela n'a rien d'étonnant. Que l'on cherche l'accomplissement de soi avant tout dans les goulags du shopping et sur les comparatifs de prix est, d'un point de vue phénoménologique, tout à fait fondé, autant que le sentiment d'exclusion que l'on ressent quand on ne peut pas « suivre » dans sa consommation. Il est particulièrement dévalorisant pour un enfant de porter les vêtements « les plus nuls » de la classe ou de ne pas pouvoir participer aux voyages scolaires parce qu'ils sont trop chers. Mais ces situations abominables ne sont pas totalitaires. Le comportement solidaire des amies et amis, d'une enseignante impliquée ou

de la direction de l'école peut cependant y remédier ou les soulager ponctuellement : quand tous voient et utilisent leur marge de manœuvre.

Cet exemple montre que, dans une société libre, une situation matérielle « objectivement » mauvaise n'est pas une raison suffisante pour ne pas faire ou à tout le moins essayer de faire ce qui d'un point de vue social est juste. Nous voici revenus aux marges de manœuvre. Dans une société telle que la nôtre et dans toutes les situations d'inégalité matérielle, personne n'est soumis à un interdit social. Chacun et chacune a donc fondamentalement la possibilité de s'engager dans une bourse de recyclage, un jardin communautaire, chez les pompiers volontaires ou dans n'importe quelle structure. Chacun et chacune a également la possibilité de s'exprimer sur les sujets qui lui tiennent à cœur, et de la même manière chacun et chacune a le droit, dans un État de droit, de dénoncer ce qui ne va pas. En clair : il existe mille et une possibilités de rendre les choses inconfortables pour soi et pour les autres.

## INCONFORT

Plus facile à dire qu'à faire. Ne pas être d'accord, c'est bousculer les attentes sociales. J'étais invité il y a peu de temps à un déjeuner au cours duquel je rencontrais le maire d'une grande ville allemande et toute une série d'entrepreneurs, de directeurs de musées, etc., afin d'échanger sur la question d'un avenir durable. Je devais tenir, avant le déjeuner, un petit discours sur le sujet ; après cela, on apporta l'entrée. Il s'agissait d'un bon restaurant bien choisi et le thon qu'on nous servait avait vraiment l'air délicieux. Évidemment, au vu des réflexions que je venais d'exposer, il aurait été éminemment contradictoire de manger cette entrée. Je pense qu'il est catégoriquement impératif de ne pas culpabiliser plus que nécessaire dans son expérience de la durabilité – et en même temps, aujourd'hui, on ne peut clairement plus manger de thon. Je me trouvais donc assis là devant ce cas de conscience ardu. Devais-je faire fi d'une convention sociale

et ignorer ostensiblement cette entrée ? Est-ce que je ne donnerais pas, si je la mangeais, une tournure misérable aux dernières phrases de mon discours tout en me présentant moi-même comme un écolo hypocrite ? Et est-ce que cela ne reviendrait pas à dessiner une grande cible sur mon front pour que mes interlocuteurs puissent y lancer tous leurs arguments contre ma position ? Est-ce que, du coup, je ne renierais pas totalement l'intention qui m'avait fait accepter cette invitation ? Est-ce que finalement je ne deviendrais pas le con que tout le monde regrette d'avoir invité ? En plus, il avait vraiment l'air bon, ce thon. Et puis, de toute façon, il était déjà mort.

Ou sinon, est-ce que le refus de cette entrée ne serait pas une évidence qui ne nécessite pas la moindre réflexion, donc une simple question d'attitude ? Qu'en serait-il enfin de ma propre crédibilité ? La réponse apparut clairement : mes convictions d'abord.

Cela semble facile quand on le lit et quand on y pense, mais quand on se retrouve face à cette situation dans la réalité, c'est incroyablement difficile ; tellement difficile qu'il faut s'entraîner pour ne plus s'embrouiller dans un argumentaire houleux avec soi-même pour finalement choisir le niveau zéro de la résistance : ne pas manger le thon.

J'ai décrit dans plusieurs livres que les circonstances sociales d'une situation donnée sont déterminantes au moment de la prise de décision, même quand il s'agit de participer à une exécution de masse, c'est-à-dire d'une décision qui mène au meurtre<sup>160</sup>. Même ces décisions extrêmes ne sont en général pas motivées par la soif de sang, le sadisme ou la conviction idéologique, mais parce qu'on fait partie d'un groupe qui doit mener sa mission à terme. Si on en décidait autrement, on enfreindrait des obligations de solidarité et de loyauté – et ces dernières sont, dans une situation de groupe concrète, bien plus contraignantes pour l'individu que ses convictions morales.

Il en va de même pour les comportements de violence en temps de guerre. Dans un même contexte, disons la prise d'un village, les soldats réagiront tous de la même façon – peu importe leur éducation, leur rang, leur origine ou leur bagage biographique<sup>161</sup>. Il n'y a que dans des cas exceptionnels que les convictions jouent, comme l'ont prouvé toutes les expérimentations de conformité socio-psychologiques, un rôle déterminant dans la prise de décision face

à une situation. Il est bien plus important de *ne pas enfreindre* les normes sociales, de *ne pas mettre en péril* sa reconnaissance sociale, de *faire bonne impression* aux autres. Cela n'a rien de trivial : dans la mesure où les hommes sont des êtres sociaux et coopératifs, la conformité, on l'a vu, est bien plus probable que la différence, et dans la plupart des cas bien plus raisonnable. En d'autres termes : on attend systématiquement de la conformité.

Cela dit, la pression sociale ressentie pour manger ce fichu poisson malgré le fort sentiment de dissonance est énorme. Et surtout : la décision de le savourer sans en faire une affaire (« Quitte à le manger... ») semble bien plus simple que de ne pas le faire. Parce que si l'attendu ne demande pas d'explication, la différence doit être justifiée. Dans ce type de situations, on peut souvent même mentir pour ne pas compliquer les choses. On pourrait recourir à la solution éprouvée de dire qu'on est végétarien. Point. De cette manière, le conflit est catégoriquement épargné à tous les impliqués et résolu dans le cadre d'une convention sociale : très bien, s'il en est ainsi...

Il serait en revanche beaucoup plus conflictuel de refuser ouvertement : « Je suis navré, mais je ne peux pas manger ce thon, ce serait complètement contradictoire avec tout ce que je viens de présenter. » Pourquoi ? Parce qu'avec cette vérité, je remets en question la décision personnelle de chacun des convives de manger joyeusement cette entrée de thon. Et ce n'est pas tout : je critique également indirectement l'idée absurde de commander du thon en entrée, ce qui ridiculise mon hôte et me fait passer à tous égards pour un asocial ; le rabat-joie.

Vous voulez savoir comment cela s'est terminé ? Grâce à la compétence sociale de mon hôte qui, à ma vague objection de ne pas « vraiment » pouvoir manger l'entrée, emporta immédiatement mon assiette en cuisine en demandant au chef de bien vouloir me servir autre chose. La situation fut sauvée grâce à cette alliance spontanée – cela permit même à chacun de faire de ce qui venait de se passer un véritable sujet : comment se comporte-t-on concrètement au quotidien quand nos propres bonnes résolutions sur la durabilité ne soulèvent souvent qu'une résistance triviale ?

Ce petit exemple devrait simplement mettre en évidence la difficulté d'utiliser sa propre marge de manœuvre même dans des situations apparemment sans importance. Même si concrètement

et selon toutes rationalités cela *ne coûte rien* de suivre ses propres convictions, le prix social d'un tel comportement est souvent étonnamment élevé, et même bien souvent trop élevé pour qu'on s'en acquitte. Comme il est socialement bien plus accessible de faire ce qu'on attend de nous, c'est, en général, ce que tout le monde fera et pourquoi l'inattendu se produit si rarement. Les problèmes commencent quand on refuse *systématiquement* l'eau minérale italienne, française ou tout simplement étrangère dans les restaurants, parce qu'en général cela s'accompagne d'un besoin de se justifier qui agace le serveur et probablement aussi les autres convives. Encore une fois, être d'accord est un soulagement, ne pas être d'accord est une charge, un effort supplémentaire. Il faut vouloir et pouvoir l'exiger de soi-même si l'on souhaite effectivement user de sa marge de manœuvre pour faire acte de résistance.

J'ai déjà mentionné précédemment le terme de Günther Anders « d'imagination morale », soit l'imagination dont on a besoin pour percevoir la différence entre ce que l'on peut produire et ce que l'on peut concevoir. Replacée dans des situations concrètes, l'imagination morale performe la déclinaison concrète des manifestations de nos modes de vie abstraits et fondés sur l'approvisionnement par autrui : quel est le lien entre mon comportement et la disparition du thon ? Selon Günther Anders, l'imagination morale consiste à « essayer de surmonter le “décalage”, à ajuster la capacité et l'élasticité de notre imagination et de nos sentiments à la disproportion de nos propres produits et au caractère imprévisible des catastrophes que nous pouvons provoquer, bref, à mettre nos représentations et nos sentiments au pas de nos activités<sup>162</sup> ».

Si on refuse de se donner la peine d'égaliser la pente prométhéenne qui sépare le potentiel destructeur de nos pratiques quotidiennes et notre capacité d'imagination déficitaire, on ne pourra jamais voir en quoi consiste réellement le problème. Parce que nous le savons, mais nous sommes trop bien installés dans notre zone de confort que le moindre petit mouvement pour sortir de cette zone nous semble non seulement pénible, mais même carrément impossible. L'imagination morale réveille les potentiels préconsommateurs de responsabilité, de justice, d'économie et d'attention qui rendent la vie dure. Sans ces capacités-là, il sera difficile de jamais se libérer de cette zone de confort. C'est pourquoi il faut commencer

tout de suite à s'exercer à d'autres pratiques. Günther Anders recommande en ce sens des « étirements moraux », « d'étendre les capacités normales de son imagination et de ses sentiments ».

J'aime bien cette image, car comme cela se produit avec tout autre entraînement, ces étirements moraux permettent de se sentir étonnamment mieux quand on n'est pas d'accord. Mais une telle approche ne tombe pas du ciel, et elle ne s'empare pas des gens non plus. Il faut la pratiquer, et il faut d'ailleurs que chacun fasse preuve d'une certaine générosité envers soi-même ; trop d'efforts réduisent la visibilité, et tout l'objet de cet entraînement est de prendre conscience qu'il y a une marge de manœuvre là où les autres n'en voient pas. Pour cela, il faut garder les yeux grands ouverts.

## SE PRENDRE SOI-MÊME AU SÉRIEUX

À la fin des années 1980, il se produisit en mer du Nord une hécatombe de phoques qui resta longtemps inexpliquée. L'épidémie fit des milliers de victimes qui vinrent s'échouer sur les côtes danoises, allemandes et hollandaises ; presque deux tiers de la population moururent. Après quelque temps de recherche de la cause de ce mal, on annonça qu'il s'agissait probablement d'une sorte de maladie de carré (des chiens) qui emporta les phoques. « Aah, d'accord », me disais-je. Jusqu'à ce que je me rende compte que les phoques n'étaient pas des chiens<sup>163</sup>.

Les conclusions par analogie semblent souvent évidentes, même quand elles sont fausses. Le glissement d'une conclusion à une autre est un moyen souvent éprouvé de s'orienter et d'analyser. Cela explique qu'il se soit développé et imposé comme stratégie mentale. Mais cette manière au fond si avantageuse de « penser comme d'habitude » a aussi, comme le montre l'exemple des phoques, son côté obscur : il pousse à penser simplement ce que d'autres ont déjà pensé, dans ce contexte ou dans un autre.

Souvent, les problèmes liés à ce procédé sont plus profonds, en particulier là où s'imposent les formats de pensée, les infrastructures mentales, le cadre de référence des interprétations de la réalité, sans que l'on puisse seulement émettre ses propres réflexions. Les *assumptive worlds*, les représentations compactes que l'on se fait de la nature des choses formatent la pensée avant même de lancer la moindre opération cognitive consciente et personnelle : ainsi, d'une certaine manière, on pense pour l'individu, mais il ne pense pas par lui-même.

Par exemple, j'ai moi-même longtemps pensé que les abominables magasins Schlecker proposaient leurs produits moins chers que d'autres drogueries parce qu'ils avaient l'air miteux et sales. Cela m'a rendu malade de lire je ne sais plus où qu'ils vendaient en réalité leurs produits plus chers que la concurrence. Ce n'est pas plus compliqué que cela de rouler les gens. Schlecker a simplement utilisé une association courante que l'on fait entre « miteux » et « pas cher » qui fait partie du paysage de la consommation depuis la fondation d'Aldi.

Aujourd'hui, on constate que, d'un point de vue évolutionnaire, c'est un énorme soulagement que la plupart de nos orientations, de nos avis, pensées, etc. soient socialement préconditionnés, cela évite d'avoir à penser par soi-même pour beaucoup de choses. Les cadres de référence, les liens culturels, les stéréotypes, mais également ce qu'on appelle l'avis général, les vérités incontestables, non seulement facilitent l'orientation, mais encore limitent les possibilités de prendre du recul par la réflexion, et de développer son propre rapport à la situation. C'est pourquoi il est essentiel de faire entrer dans le programme d'étirements moraux un entraînement à se demander s'il n'y aurait pas éventuellement un avis personnel à se faire sur ce que l'avis général pense d'une chose.

Si l'exemple de Schlecker illustre le cas d'une faiblesse de pensée individuelle sans conséquence politique, on en trouve d'autres dont les conséquences sont plus lourdes : les zones frontalières comme celle qui sépare les États-Unis du Mexique sont habituellement décrites comme « infranchissables », surtout quand on veut faire référence à sa cruauté et au fait que la sécurisation de la frontière se fasse par un armement croissant. C'est ainsi que les patrouilles frontalières états-uniennes ont plus que doublé au cours des deux

dernières décennies, que les frontières ont été par endroits renforcées par des clôtures et des murs, principalement le long des principales voies de circulation, et à proximité des villes où l'on disparaît facilement après avoir franchi illégalement la frontière. À la fin de l'été 2006, on installa le long de la voie fréquentée qui mène de San Diego à Tijuana un mur en acier à triple épaisseur de 4,5 mètres de haut. On trouve des installations similaires au Texas et en Arizona<sup>164</sup>. Chaque année, plusieurs centaines de personnes meurent en essayant d'immigrer illégalement en traversant la frontière du Mexique aux États-Unis<sup>165</sup>.

Mais ce qui apparaît alors comme « infranchissable » et « bouclé » n'est infranchissable et verrouillé que parce qu'il est dangereux, mais pas impossible, de passer la frontière. Chacune année, plusieurs milliers de personnes parviennent malgré tout à passer. En Allemagne, on a fait l'expérience historique et profonde d'une frontière effectivement infranchissable : presque personne ne parvenait à passer le mur, beaucoup y ont perdu la vie. Par conséquent, il n'y a pas vraiment de raison technique qui explique qu'aujourd'hui les frontières soient *franchissables* – et ceci vaut également d'ailleurs pour les frontières européennes extérieures, qui s'améliorent sans cesse mais ne sont toujours pas parfaitement verrouillées par l'agence Frontex<sup>166</sup>. Il existe pourtant bien une raison sociale à la perméabilité des frontières : on a besoin de suffisamment de travailleurs illégaux qui, sous la menace permanente de l'expulsion, abattront les tâches que plus personne ne veut faire sans assurance et aux rémunérations les plus basses. Ces réfugiés occupent, sur l'échelle des sociétés riches, une place qui hiérarchiquement se trouve encore en dessous de la classe des *labouring poor*, c'est-à-dire de ceux qui travaillent mais peuvent à peine assurer leur subsistance. Les clandestins n'ont aucun statut de droit social, ils n'existent même pas. C'est exactement pour cette raison qu'ils ont un rôle si important à jouer sur les marchés du travail informels européen et américain. Je m'en veux d'avoir négligé la fonction répressive des frontières délibérément perméables dans *Les Guerres du climat*, et de m'être fait berner par la fiction des frontières « infranchissables »<sup>167</sup>.

Encore un exemple : Muhammad Yunus, professeur de développement économique national à l'université de Chittagong au

Bangladesh, inventa le microcrédit accordé aux pauvres, majoritairement des femmes, afin qu'ils montent un petit commerce – atelier de couture, comptoir à thé, commerce à vélo – pour devenir indépendants et sortir de la pauvreté. L'idée de base repose sur la faiblesse des montants nécessaires à une personne pour se construire une existence, mais que les banques traditionnelles n'accorderaient jamais aux pauvres, car ils ne peuvent apporter aucune garantie. Yunus a développé son idée d'entrepreneuriat social dans les années 1970 et fonda en 1983 la Grameen Bank, qui commença à prêter systématiquement de petites sommes d'argent à des personnes pauvres désireuses de fonder une microentreprise. Depuis, plus de 20 % de la population bangladaise a contracté un ou plusieurs microcrédits, et environ 60 milliards de dollars circulent actuellement dans le monde sous la forme de microcrédits, et il existe 70 000 organisations qui accordent ce type de crédits<sup>168</sup>. C'est ce qu'on peut appeler une *success-story* mondiale, pour laquelle Muhammad Yunus reçut en 2006 le prix Nobel de la paix et bien d'autres distinctions pour son idée et sa mise en application.

Voilà pour le beau côté de cette innovation sociale. Un côté moins joli est que les taux annuels attachés à ces microcrédits s'étalent de 20 % (Grameen Bank) à 40 % chez d'autres prestataires ; un autre est que la plupart de ces commerces nouvellement créés ne fonctionnent pas. Dans les pays comme le Bangladesh en particulier, dont la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté, le besoin de *plus* de biens de consommation et de *plus* de services est limité. D'après les études, seulement 5 % des emprunteurs acquièrent l'indépendance, la moitié n'a pas pu augmenter son niveau de vie, qui a même baissé pour 45 % d'entre eux<sup>169</sup>. Cela n'a rien d'étonnant puisque les créanciers réclament leur argent sans s'inquiéter de la bonne ou mauvaise santé des commerces, du mauvais temps, de l'inondation ou de n'importe quelle autre catastrophe éventuelle qui aurait détruit les marchandises voire le secteur tout entier. Beaucoup de pauvres gens se voient entraînés dans une misère plus profonde à cause des intérêts qu'ils doivent payer, comme cela se serait de toute façon produit sans le miracle de Yunus.

Malgré les conséquences évidentes qui sont apparues depuis, et qui ont d'ailleurs affecté la réputation du prix Nobel de la paix, les microcrédits continuent de se diffuser à travers le monde. Tout

comme dans les exemples précédents, des associations (pauvreté – argent – auto-assistance – libération) apparaissent qui laissent percevoir qu'on nous vend ici un modèle d'entreprises éprouvé dans l'industrie de la finance qui sauverait les gens de la pauvreté. Les crédits accordés par les banques ont toujours été facturés, c'est pareil ici. Si ce modèle fait sens depuis le début pour les prêteurs, ce n'est pas nécessairement le cas pour les emprunteurs. Pourtant la logique perfide du microcrédit est encore plus profonde : le « milliard d'en bas » (Paul Collier), la population misérable de l'humanité, qu'aucun objectif du millénaire ni aucune économie de croissance mondiale n'a encore tiré de la misère et dont chaque membre vit avec moins d'un dollar par jour, représentée, en tant qu'acteur du marché, une défaillance absolue, faute de pouvoir d'achat. Un septième de l'humanité se met encore en travers de la diffusion de l'économie de marché au monde entier. Comment va-t-on pouvoir intégrer ces pauvres au marché ? En leur donnant de l'argent, tout simplement. L'erreur de raisonnement qui m'a laissé croire dans un premier temps que c'était une bonne idée est due aux guirlandes sociales qui s'accrochent à ce business, et nous empêchent de nous demander ce que cela peut bien signifier pour les concernés de ne plus être seulement pauvres, mais aussi endettés. Kathrin Hartmann, qui a rédigé un reportage incendiaire sur le fléau des microcrédits, cite à ce propos l'expert américain en développement Thomas Dichter : « Aucun d'entre nous ne souhaite s'endetter. Pourquoi devrait-on croire que les pauvres en particulier le voudraient plus que nous<sup>170</sup> ? » Et : « La plupart d'entre nous ne peut ni ne veut devenir entrepreneur. Pourquoi devrait-on croire que les plus pauvres en particulier seraient en mesure de le devenir<sup>171</sup> ? »

En fait, il aurait été bien pratique ici de penser par soi-même. Non pas pour voir qu'en inventant un tel système on créait des dépendances qui n'existaient pas auparavant, détruisant ainsi la résilience locale qui n'était alors justement pas monnayable, mais pour ceci : parmi les possibilités intellectuelles de chacun demeure celle de laisser les autres penser pour soi. Surtout dans le cadre d'une affaire aussi claire. Remarque : les transformations sociales au cours desquelles personne ne perd rien, où aucun privilégié ne doit renoncer à rien, qui ne donnent lieu à aucune redistribution et

que toutes les personnes extérieures applaudissent n'existent tout simplement pas. Il y a toujours quelqu'un qui se fait avoir.

Autant ne rien en faire si je dois aussi admettre que je suis tombé dans une escroquerie d'échelle très différente mais structurellement comparable. J'ai souscrit à une assurance retraite privée, en sachant parfaitement que tout le discours sur les difficultés du système de retraite public fait partie du credo néolibéral, et qu'il faut désasphyxier l'État social en passant d'une prévoyance publique à une prévoyance privée. En toute connaissance des retraites Riester et autres Rürup\*, je pensais qu'il était encore plus malin de jouer l'opportuniste pour ne pas, dans le pire des cas, avoir l'air bête une fois vieux parce que la retraite publique n'aura en vingt ans pas réussi à m'assurer un séjour prolongé dans ma zone de confort. Le fait que, grâce à mon contrat d'assurance retraite privé, et comme des millions d'autres qui ne réfléchissent pas, j'envoie du capital aux acteurs du marché financier qui ensuite l'utilisent pour mettre en place tout ce contre quoi je me bats, est une première chose : une bêtise. Le fait que maintenant, parce la soi-disant crise financière empêche les assureurs privés de tenir leurs promesses de gain, je recevrai considérablement moins que ce que j'ai investi, en est une autre : la juste rétribution d'une pareille bêtise. Contribuer personnellement à l'application de stratégies de désolidarisation au détriment de l'État social, c'est être d'accord avec le côté obscur.

Cela dépasse de loin la tolérance répressive<sup>172</sup> dont j'ai pu faire preuve à l'encontre des stratégies plus que douteuses d'un Muhammad Yunus. Cela relève de la complicité active avec le mal ; heureusement, les désavantages pour moi furent limités. On pourrait poursuivre longtemps la liste de mes propres égarements ; bon nombre d'entre eux, comme ce dernier, sont lourds de conséquences. On ne peut tout simplement pas les ignorer en haussant les épaules ; il faut les prendre au sérieux si on veut se prendre soi-même au sérieux.

À vrai dire, c'est exactement ce que j'ai à nouveau tenté de faire au cours des dernières années. Quand on fait quelque chose de mal

\* NdT : Réformes du système de retraites allemand « Riester » (2001) et « Rürup » (2004).

en toute connaissance de cause, on reste dans les faits en deçà de ses possibilités. C'est pourquoi les exemples cités sont si amers, parce qu'en tant que sociologue et spécialiste des cultures, j'ai été formé à mener des analyses sensées. Mais il existe des formes d'intelligence qui n'ont aucune différence avec la bêtise. Combien de fois ai-je écouté l'affirmation de la complexité des choses, alors qu'elles sont en fait très simples? Comme l'affirmation que les instruments du marché financier, tous les dérivés et mécanismes de levier qu'on a pu inventer ont rendu le fonctionnement du marché financier bien trop complexe pour qu'on s'y aventure.

Bien entendu, c'est de l'idéologie pure. Personne n'a besoin d'être expert de l'alchimie ou de l'imposture de ces produits financiers pour comprendre qu'une énorme redistribution est en cours depuis 2008, qui transforme les biens publics en biens privés. Et que le groupe des eurosauveteurs, dont le noyau n'a pas changé depuis, tire à bout portant sur ce processus de redistribution tout en versant toujours plus d'argent dans le pot commun contre lequel on spéculait ensuite d'autant plus. Et aussi que les acteurs du marché les plus puissants du monde sont capables d'activer plus de capital que les grandes économies nationales, comme l'a montré il y a 20 ans le bienfaiteur bigot George Soros en spéculant efficacement contre la livre britannique, qui dut alors être dévaluée de 25 % par rapport au dollar. Le même principe s'applique contre l'euro, pour qui l'avantage ici réside dans l'*impossibilité* pour les pays européens en faillite de dévaluer puisqu'ils sont liés à la monnaie commune, et elle à eux. C'est tout sauf compliqué. C'est un crime organisé, pas même dissimulé, qui mène d'obscènes «sauvetages de banques» dans le cadre du soi-disant «sauvetage de l'euro». Tout aussi simple le fait que les banques puissent emprunter auprès de la BCE à des taux inférieurs à 1 %, pour ensuite racheter les dettes des États européens à un taux de 6 %. Un enfant comprendrait que c'est une super affaire réalisée aux dépens de la communauté.

L'affirmation de la complexité n'est que la couverture du processus de redistribution antisocial qui fait sauter même les règles de procédures parlementaires et étouffe les protestations contre ce crime organisé. Même du côté de la science. Les seuls que l'on entend commenter la situation sont les responsables eux-mêmes : les économistes, les représentants de la seule et unique doctrine

économique qui justifie son existence en expliquant après coup pourquoi elle s'est trompée avant.

Mais pourquoi est-ce que je trouve qu'il est intéressant de me laisser insécuriser d'une manière ou d'une autre (parce que ce n'est finalement pas aussi simple que ce que je m'imagine)? Pourquoi est-ce que je préfère l'approbation de cette conception partagée par presque tous les autres et de toute évidence fausse, plutôt que le divorce? Parce que l'aveu du fait qu'une chose est trop complexe pour qu'on la comprenne est sans conséquence : c'est ainsi et on ne peut rien y faire.

Pour lutter contre cela, il faut défendre le développement progressif d'une réflexion propre contre des arguments parfois très solides, supporter d'être contredit voire d'être pris pour un imbécile, d'entacher sa réputation. En clair : le divorce coûte bien plus cher que l'approbation, et il exige beaucoup d'efforts. Penser par soi-même exige de la fermeté envers soi-même. On ne peut pas se forger *tranquillement* sa propre opinion, à moins qu'elle ne soit identique à celle de tous les autres.

## POLITIQUE ET HISTOIRE

C'est là que le politique fait son entrée : avec ce désaccord, qui a deux effets. Le premier, c'est qu'il faut continuer à penser quand on s'est permis de penser par soi-même. Le deuxième, c'est que ce n'est pas facile. Mais est-ce que j'ai lu Adorno, Arendt, Elias, Foucault, Goffman, Habermas, Mead et Marx et bien d'autres pour me rendre la vie facile? Ou ne faudrait-il pas davantage déduire du privilège d'avoir étudié et reçu un enseignement l'obligation d'essayer au moins de mieux comprendre le monde, si ce n'est de le rendre meilleur? C'est à peu près ce que je pensais quand j'étais lycéen, et encore en tant qu'étudiant. Ensuite non. C'est là que mon diplôme de capacité de réflexion scientifique m'a aidé à trouver les phénomènes politiques et sociaux tellement complexes qu'aucune pensée simple ne pourrait être suivie d'effets. Cette vision augmentée d'un

équipement intellectuel m'a permis de devenir apolitique, tout comme la plupart de mes collègues diplômés.

Le savoir peut avoir l'effet d'un véritable obstacle à la pensée : on peut savoir tellement de choses ou avoir atteint un si haut niveau de réflexion qu'on devient incapable de trier toutes ces connaissances et surtout de les rattacher à quelque chose. La question test est simple : qu'est-ce que je sais quand je sais ? Les littéraires, surtout en herbe, ont beaucoup de mal à répondre à cette question. La plupart du temps ils la trouvent très étonnante. Mais le phénomène du savoir isolé n'est absolument pas limité au cercle académique, ici il ne mène qu'à une sorte d'incapacité professionnelle qu'on ne remarque même pas.

C'est au plus tard avec l'avènement de la disponibilité en un clic de tout un monde de connaissances qu'il est devenu généralement plus difficile de savoir par quoi commencer, avec quelles bases et pourquoi. Une information n'a l'air ni moins bonne ni meilleure qu'une autre et il importe peu de savoir si la première est tirée d'une recherche universitaire de longue haleine, donc sur une manière codifiée de produire du savoir, et la deuxième d'une quelconque réflexion privée. Sur Internet, toutes les informations sont classées sans distinction et perdent ainsi l'écart qualitatif qui existe entre elles. L'inimaginable flux de données et d'informations qui permet de consulter depuis son smartphone préféré toutes les connaissances de la terre ne mène en aucune façon à une société du savoir, mais tout au plus à une société de consommation du savoir. Ce qui crée une sorte d'entropie du savoir dans laquelle l'important et le superflu, le fondé et l'inouï s'entremêlent indifféremment et privent le savoir de son origine et de son histoire.

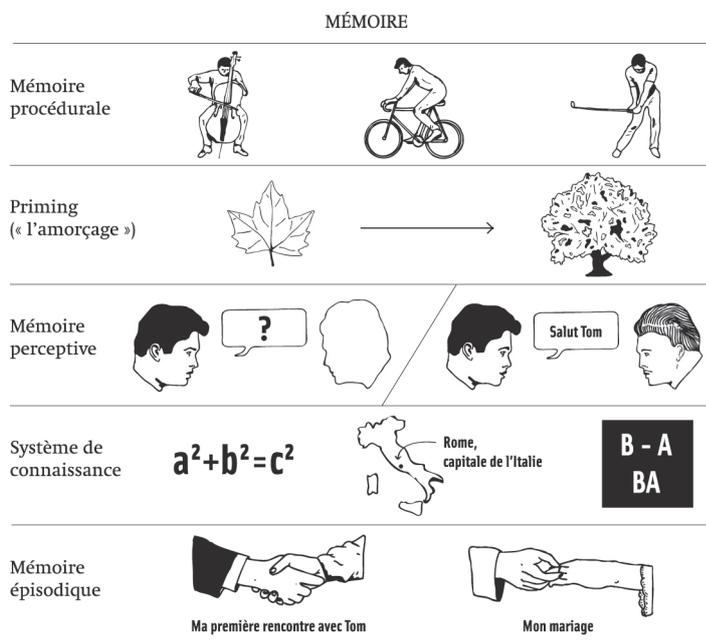
Je ne cherche pas à reprendre l'éternel *lamento* de la critique culturelle selon laquelle avant, les écoliers, les écolières, étudiants et étudiantes, etc., car l'externalisation de la mémoire sous toutes ses formes fait partie de l'évolution culturelle des hommes depuis qu'ils utilisent des symboles. L'entreposage externe du savoir s'étend du marquage de la cachette à nourriture à Internet, et le développement des capacités intellectuelles du cerveau humain est étroitement lié au développement et à l'élargissement des moyens de mémoire externes – car finalement le « hardware » du cerveau n'a pas changé depuis deux cent mille ans, contrairement à sa capacité à

enregistrer et à restituer. Comme pour tous les supports de mémoire, le bon fonctionnement d'Internet dépend des mécanismes de sélection enclenchés après une recherche : il faut bien savoir ce que l'on cherche, autrement les données et les informations interféreront et ne donneront qu'un échantillon farfelu – tout comme une recherche Google farfelue ne donnera d'abord que des résultats divers et benêts.

La meilleure façon de solliciter les choses que l'on a sauvegardées dans notre mémoire individuelle repose en fait sur le *blocage* d'autres contenus mémoriels lorsque je cherche un nom, une citation ou un numéro de téléphone particulier. Dans la mesure où la mémoire humaine est un système associatif qui sélectionne les connexions synaptiques similaires, il faut être indulgent avec les résultats qui interféreraient avec la bonne recherche : la mémoire repose donc sur un blocage efficace de presque tout ce qu'elle contient, pas sur un accès ou une recherche libre<sup>173</sup>. Le psychologue russe Alexander Luria a décrit le cas du génie qu'était Schereschewsky<sup>174</sup>, dont le problème résidait en sa capacité à se souvenir de *tout*. On raffolait dans les cabarets de ces gens capables de réciter sans la moindre erreur de longues suites de chiffres ou des formules, mais cette mémoire totale était un véritable poids pour affronter le quotidien, car il était assailli, dans chaque situation, par toutes les informations qu'il avait mémorisées et se trouvait dans l'impossibilité de sélectionner l'information dont il avait besoin. Pour concevoir l'enfer que représente une mémoire totale, imaginez-vous une relation dans laquelle aucun des protagonistes n'oublie jamais rien et qui rappelle à chaque dispute toutes les erreurs passées. Une mémoire totale c'est, comme Chris Marker l'a mis en scène dans son film *Sans soleil*<sup>175</sup>, une mémoire anesthésiée : elle sait tout, mais ne peut rien tirer de tout ce qu'elle sait.

Dans ce contexte, on peut également rappeler une autre analogie avec la mémoire individuelle. La recherche sur la mémoire distingue les cinq systèmes de mémoire suivants : la *mémoire procédurale* correspond aux aptitudes (souvent motrices), le *priming* qui permet de reconnaître les stimuli auparavant inconscients. La *mémoire perceptive* détermine la familiarité avec un objet physique ou social. Ces trois systèmes de mémoire sont non déclaratifs et fonctionnent de manière inconsciente. Contrairement au *système de connaissance* activé lorsque l'on cherche quelque chose (hors contexte), et la *mémoire épisodique* pour les souvenirs contextualisés

qui permettent un voyage mental dans le temps et sont liés au moi et à la conscience autoéthique. Autoéthique signifie que lorsque j'active mon système de connaissance ou cherche un événement qui s'est produit dans ma vie, je ne fais pas que me souvenir, je me souviens aussi que je me souviens. Il n'y a que les hommes qui en soient capables. Pas les autres êtres vivants. En ce sens, le système de connaissances, c'est-à-dire l'ensemble des informations auxquelles je peux faire appel, me permet d'accéder au monde des connaissances comme le fait Internet : la signification d'une information n'est pas déterminée par le support sur lequel elle est sauvegardée, c'est pourquoi, quand on utilise l'immense mémoire que représente Internet, on en revient toujours à l'usage culturel nécessaire à la sélection des informations. En cela, le contexte est déterminant : de quoi est née cette connaissance ? À quoi va-t-on l'utiliser ? Etc.



Répartition de la mémoire à long terme en 5 systèmes

Voici maintenant le problème décisif. Dans à peu près tous les domaines de notre modèle de culture domine le principe de l'approvisionnement par autrui. Tout est produit sans qu'on ait le moindre regard sur la chaîne de production de valeur, les transports ou la charge de travail que cela implique. Rien de tout cela n'apparaît sur le produit que l'on achète. Cela vaut aussi bien pour un T-shirt, pour un poulet dans les réfrigérateurs du supermarché que pour le Samsung Galaxy SIII : aucun de ces produits n'indique les moyens qu'il a nécessités pour sa fabrication et son acheminement vers le consommateur. Cette abstraction qui sépare l'histoire entière du produit de sa fonction en tant que bien de consommation caractérise aussi bien l'ensemble des domaines qui composent les sociétés modernes. La provenance de l'énergie qui sort de la prise est aussi abstraite que la production du Tetrapak qui sert de récipient à ce lait de soja produit je ne sais où par je ne sais qui. Le principe de l'approvisionnement par autrui forme l'interface utilisateur d'un monde licencieux dans lequel il n'existe aucun lien entre production et consommation hormis celui que constitue l'argent avec lequel le produit est acheté. Mais l'argent aussi est une abstraction.

Les chaînes d'approvisionnement par autrui assurent une moindre résilience et une grande sensibilité des sociétés modernes, d'où la peur largement répandue d'être soudainement à court de quelque chose. Mais plus encore, elles obscurcissent l'état de fait fondamental que les sociétés modernes aussi existent dans le cadre d'un rapport à la nature. C'est précisément cela qui confère à tous ces efforts déployés pour sensibiliser à la durabilité l'allure d'une rééducation – tout comme on envoie les enfants à la ferme pour qu'ils fassent la découverte étonnante (voire répugnante pour certains) que le lait sort des pis des vaches. Mais finalement, les enfants n'ont pas besoin de le savoir, car une culture du « toujours de tout » ne peut qu'être une culture de l'approvisionnement par autrui. Pas un seul jardinier amateur de Pankow\* ne peut faire pousser

\* NdT : Pankow est un arrondissement de Berlin où l'on trouve de nombreux jardins ouvriers.

une mangue ou un ananas sur sa petite parcelle, pas un pêcheur du dimanche ne peut attraper un filet de pangasius (si tant est que cette chose ait jamais été un poisson).

Il s'est produit la même chose avec la connaissance. Sa genèse et son origine s'évanouissent dans son infinie et permanente disponibilité. Personne ne doit nécessairement l'avoir apprise ni même déduite soi-même, mais il faut bien savoir d'où elle vient. Tout comme le contenu du système de connaissances, un tel savoir ne dépend d'aucun contexte, d'aucune histoire. Une information ne vaut pas plus qu'une autre. Il en résulte un transfert du principe de l'approvisionnement par autrui à l'échelle intellectuelle : c'est la sollicitation bien commode de ressources mises à disposition ailleurs. Dans ce contexte, la catastrophe de la réforme du système scolaire et universitaire allemand se révèle dans toute sa grandeur, car il provoque finalement la transformation de la formation en information, c'est-à-dire en la séparation du savoir et de la réflexion. Ou encore les effets de la dépolitisation des débats télévisés au cours desquels une opinion doit toujours répondre à une opinion opposée, ce qui suggère à tort que les deux sont tout aussi valables. L'absence d'histoire et de contexte est caractéristique de l'approvisionnement intellectuel par autrui. Avec de telles connaissances, on ne pense pas, on les laisse penser pour nous.

Il faut également prendre cela en compte si on a l'intention de suivre une auto-éducation au XXI<sup>e</sup> siècle. Cela fait longtemps qu'on ne sait plus très bien, quand on nous demande d'user de notre propre raisonnement, en quoi il consiste et à qui il appartient effectivement. Dans le monde dans lequel Kant a rédigé son programme, on publiait en Allemagne environ 2 600 livres par an, 7 000 étudiants fréquentaient une université, 80 % de la population était analphabète<sup>176</sup>, le régime totalitaire, et la connaissance en aucun cas démocratique. La quantité de choses dont on était conscient, que l'on pouvait connaître et penser était bien plus réduite qu'aujourd'hui, on n'avait alors pas besoin d'une telle capacité de différenciation. Aujourd'hui, c'est l'inverse : l'étendue des connaissances de chacun est illimitée, sans oublier que tout le monde peut savoir ce qu'il veut. À l'ère d'Internet, le savoir est une chose très égalitaire, tout le contraire de ce qu'elle était à l'époque de Kant, quand les clivages sociaux déterminaient et régulaient

l'accès au savoir. Pourtant la capacité de différenciation s'amenuise en regard de l'époque, si bien que tout le monde sait presque tout mais ne peut pas en tirer grand-chose. Ou en tout cas bien peu qui soit utile à une réflexion propre.

Penser par soi-même implique aujourd'hui des conditions fondamentalement différentes de celles d'il y a 230 ans. Si à l'époque on devait se libérer du carcan d'un ordre et d'une pratique traditionnels, aujourd'hui il faut s'émanciper de l'indifférence de toutes ces disponibilités. Mais ce n'est possible qu'en lien à une idée de la manière dont on souhaite vivre, dont le monde devrait être organisé. Sans une idée, quelle qu'elle soit, d'un état des choses souhaitable et réalisable, aucun critère de différenciation ne pourra se dégager qui permettra de déterminer les connaissances, les techniques, les moyens dont on aura besoin pour aller vers cet avenir imaginé. Il n'y a que dans une perspective de représentation limitée dans le simple moment présent qu'une pensée, une information, une stratégie vaut autant qu'une autre, c'est uniquement sous la dictature radicale du présent que l'absence d'alternative peut exister. C'est l'avenir qui détermine les critères d'après lesquels on doit agir dans le présent, et comme nous savons que nous ne maîtriserons pas cet avenir par l'expansion, nous avons déjà un critère qui nous indique ce dont nous n'avons plus besoin et que l'on peut rayer de notre espace de possibilités. Ensuite, on peut concrètement déterminer l'éventail des choses disponibles dont on va pouvoir se servir et utiliser pour aller vers une modernité durable. Et bien sûr ce qu'on va encore devoir inventer.

À ce sujet, c'est un véritable avantage que de ne pas avoir de connaissances à disposition qui nous diraient comment passer de la culture de l'expansion à la modernité durable. Cette connaissance doit être élaborée puis travaillée. Et bien sûr, cela ne peut se produire dans le contexte de l'approvisionnement intellectuel par autrui, puisque le savoir nécessaire n'existe pas et ne peut donc être sollicité. Il existe cependant certaines formes de pratiques qui créent ce savoir et qui ont d'une certaine manière enclenché l'alphabétisation à la durabilité.

On a établi au début de cet ouvrage qu'il est faux de penser qu'on puisse passer du savoir à l'acte (voir p. 54) ; le *mind-behavior-gap* a plusieurs sources psychologiques. Mais quand le monde change, on ne

peut de toute façon pas arriver à l'action par le savoir : on ne peut plus consulter la topographie de la modernité durable sur Google Earth, il faut arriver à une nouvelle pratique en avançant progressivement, pas à pas. Le savoir nécessaire pour arriver à la modernité durable s'acquiert à nouveau par l'élaboration, l'épreuve, l'expérience, la vérification, la généralisation, etc.

Penser par soi-même implique de se détacher des formes de savoir et d'argumentaire abstraites de l'approvisionnement intellectuel par autrui. La base de la connaissance dans la modernité durable ressemble aussi peu à Wikipédia que le *Meyers Konversations-Lexikon*\* à celle de la modernité expansive. La base de cette connaissance, c'est l'appropriation de capacités intellectuelles, sociales et techniques auxquelles *on pourra recourir à l'avenir*, dans un juste rapport avec le monde.

Cet objectif, le juste rapport avec le monde, n'a pas de justification rationnelle et n'a pas grand-chose à voir avec le savoir. C'est un objectif normatif dont la raison d'être prend source dans des idées et des conceptions du bonheur extrascientifiques, ainsi que dans les possibilités existantes ou productibles d'y parvenir. Ainsi, le savoir dont on aura besoin pour accéder à la modernité durable se fonde sur des éléments autres que les faits et les chiffres : il est fondé sur des espoirs, des souhaits, des rêves et des sentiments – et sur des pratiques qui considèrent davantage les forces productrices de l'avenir que tous les imaginaires technologiques et de faisabilité.

La nouvelle pensée se fonde sur le fait que l'on voudrait établir, par un moyen encore inconnu, un état de fait différent du présent. C'est pour cette raison que les pensées existantes sont toujours si insuffisantes : elles sont assises là, comme dirait Robert Musil, « comme les clients dans la salle d'attente d'un avocat dont ils ne sont pas satisfaits<sup>177</sup> ».

\* NdT : Ouvrage encyclopédique allemand en 52 volumes paru pour la première fois en 1840.

## LA CONTRE-HISTOIRE

Comment se fait-il que je me sois pris plus au sérieux à l'âge de 15 ans que quelques dizaines d'années plus tard, et comment se fait-il que je fusse à l'époque plus politisé ? La réponse est la puberté, qui représente l'une des phases les plus cruciales et les plus riches du développement du cerveau : jamais avant ou après cette période on ne jouit d'un sens plus aigu de la justice et de l'injustice, de la vérité et du mensonge, de l'intelligence et de la bêtise. Cette capacité de différenciation affûtée s'émousse à mesure que l'on croit savoir et comprendre, si bien que l'on finit soudainement par approuver ce que l'on tenait à l'époque, et à raison, pour faux et contre quoi on était prêt à agir. Parce que si, c'était grave. Parce que rien n'était sans importance. Parce qu'on le prenait au sérieux. « Dans leur jeunesse, écrivait Robert Musil, la vie était encore devant eux comme un matin inépuisable, de toutes parts débordante de possibilités et de vide, et à midi déjà voici quelque chose devant vous qui est en droit d'être désormais votre vie, et c'est aussi surprenant que le jour où un homme est assis là tout à coup, avec qui l'on a correspondu pendant vingt ans sans le connaître, et qu'on s'était figuré tout différent. Mais le plus étrange est encore que la plupart des hommes ne s'en aperçoivent pas ; ils adoptent l'homme qui est venu à eux, dont la vie s'est acclimatée en eux, les événements de sa vie leur semblent désormais l'expression de leurs qualités, son destin est leur mérite ou leur malchance. [...] Dès lors, ils ne pensent plus qu'obscurément à cette jeunesse où il y avait eu en eux une force de résistance<sup>178</sup>. »

Dans cette mesure, ce que l'on voulait être à cette époque de la vie était le plus souvent la contre-histoire de ce que l'on deviendrait plus tard. Les sociétés font cette expérience au même titre que les individus : elles deviennent très différentes de ce qu'elles avaient projeté et oubliées par la même occasion ce qu'elles voulaient finalement devenir. Norbert Elias était fasciné par l'idée qu'en ce sens on pourrait également écrire la biographie d'une société<sup>179</sup>.

Dans les années 1960, l'Allemagne de l'Ouest était un pays qui, avec la plus grande prudence, se mit à raconter à propos de lui-même

l'histoire selon laquelle, après un abominable fourvoiement historique dont les conséquences resteront à jamais dans les mémoires, il serait devenu une société ouverte, libérale et démocratique. Cela ressemblait un peu à l'histoire d'un convalescent qui, après un passage difficile et traumatique, fait de timides premiers pas vers un état de santé stable. Cette histoire se reflétait par exemple dans l'architecture moderne et transparente de la représentation politique, dans les expositions artistiques internationales telles que la documenta, en littérature et également notamment dans les poussées de modernisation des mouvements étudiants puis écologistes. Cette histoire de soi était celle de la façon dont on était parvenu à changer par rapport à son passé ; sa perspective d'avenir était l'État social. La chute du mur et la réunification donnèrent une tonalité différente à cette histoire ; maintenant, ce n'était plus un convalescent qui racontait son retour à la normalité, mais un ressuscité qui se trouvait du côté des vainqueurs et donc du bon côté de l'histoire. L'insécurité de statut de la République de Bonn céda à la frime de la République de Berlin ; naturellement, cela se refléta à nouveau dans les constructions, à présent dans la silhouette de la chancellerie et de Potsdamer Platz.

Aujourd'hui, le pays n'a plus d'histoire à raconter sur lui-même, bien qu'il y ait suffisamment de matière pour cela : la démocratisation de ce qui fut une dictature consentie, l'inattendue réunification, l'essor de l'énergie atomique, le tournant énergétique. Mais dans le paysage mental empreint de la peur du déclin, économique comme de l'avenir, et d'indifférence politique, ces éléments semblent incroyablement triviaux. L'Allemagne semble, comme tous les pays européens et les États-Unis, avoir perdu son avenir, si bien qu'elle ne sait pas ce qu'elle est ni où elle veut aller. Cela aussi, c'est une conséquence de l'économisation de presque toutes les sphères de la vie. La colonisation de la pensée par le néolibéralisme a propulsé l'économie, dans l'esprit de tous, au premier rang, et donné à *tout le reste* une importance moindre. La chancelière Angela Merkel parle d'une démocratie « conforme au marché ». C'est cette hypostasie précisément qui rend les dérapages de l'économie si dangereux : une culture qui lui consacre toute son attention et y concentre tous ses désirs n'a culturellement rien pour se défendre contre une crise économique ou financière. Dans ce cas, ses perspectives d'avenir

s'évaporent nécessairement dans un *statu quo* qui se fragilise en permanence. Elle abandonne l'organisation.

Ce n'est pas qu'un problème esthétique, bien qu'on puisse déjà prévoir que cette époque ne laissera à la postérité aucune signature : on construit à Berlin, à Hanovre, à Potsdam, des palais qui dans quelques décennies auront disparu, comme si l'absolutisme avait plus de choses à raconter sur nous que l'époque moderne. Cette société ne se raconte pas au futur antérieur parce qu'elle ne sait pas comme elle aura été un jour. Si on ne peut pas raconter sa propre histoire, les décisions politiques ne peuvent que se fonder sur un présent instable et ses contingences. On fait de la politique sans avoir la moindre idée de l'objectif futur qu'elle est censée servir, et les décisions seront toujours « sans alternative » puisqu'on n'a aucun point de référence d'un côté ou de l'autre du simple présent. Qui n'a pas d'avenir n'a pas de passé non plus, car l'avenir est le point de référence de chaque souvenir : c'est pour cette raison que le présentisme de mesures telles que le « sauvetage de l'euro » semble oublier le chemin parcouru pour conquérir les normes démocratiques qu'on abandonne aujourd'hui le cœur joyeux.

C'est drôle, la société dans laquelle j'ai grandi avait une histoire à raconter, dans laquelle on pouvait s'inscrire, à laquelle on pouvait appartenir. C'était une histoire brisée, certes, mais une histoire qui croyait à une belle fin. La foi qu'on avait à l'époque en le progrès n'est plus aujourd'hui qu'une confiance en la technique, la promesse de l'avenir s'est changée en une figure grotesque qui piétine. Pas de rêve, pas d'histoire.

Ernst Bloch disait déjà il y a 80 ans dans *l'Héritage de ce temps* qu'il restait encore beaucoup d'avenir non advenu dans le passé, ce qu'il a appelé les « aspirations du passé » : les désirs et les espérances demeurent inaboutis lorsque les projets auxquels ils sont liés échouent<sup>180</sup>. La mentalité et l'habitus conservent alors des énergies de désir et des avènements qui proviennent d'autres époques que le présent. Dans *l'Héritage de ce temps*, Bloch a entrepris une archéologie des désirs, des rêves et des espoirs pour rassembler des forces d'opposition et des contre-histoires aussi bien au capitalisme qu'au fascisme naissant – et il les a trouvés là où ni la science ni la politique n'avaient jamais cherché, dans les romans d'aventures, chez Karl

May et Robert L. Stevenson, dans l'exotisme des foires et dans l'imaginaire des contes et des cinémas.

Il me semble qu'il pourrait aussi être utile de se souvenir de ce dont on rêvait et de ce que l'on voulait devenir pour trouver les lacunes et les failles du consumérisme : il faut réhabiliter les désirs et les rêves en tant que forces productrices de l'avenir, et vite. Cela n'a rien d'ésotérique à partir du moment où l'on regarde qui est à l'origine des transformations sociales majeures des dernières décennies : la marche victorieuse des énergies renouvelables n'a été initiée ni par le secteur de l'énergie ni par les universités. Elle résulte bien plus de la lutte contre l'énergie atomique par d'autres moyens et a été impulsée par des rêveurs pragmatiques tels que Rolf Disch<sup>181</sup> ou Ursula et Michael Sladek. Ils avaient rêvé de logements à énergie positive, de communautés énergétiques, d'un tournant énergétique intégré systématiquement au climat culturel local des décennies avant que le secteur subventionné de l'énergie ne découvre la technologie d'avenir que sont les énergies renouvelables. Il en va de même pour les innovations sociales comme le covoiturage qui rêvait d'un changement de paradigme de la possession à l'utilisation, alors que l'industrie automobile ne savait pas comment utiliser les fonds de recherche publics autrement qu'en produisant des voitures plus grosses, plus puissantes et moins fiables<sup>182</sup>. Ce ne sont pas l'administration ou les ministères qui ont inventé les villages bioénergétiques, les logements multigénérationnels ou les coopératives citoyennes d'énergie solaire, tout comme ce ne sont pas le secteur agricole ni la science qui ont fait apparaître les jardins communautaires et l'agriculture biologique. Les meilleurs projets d'école du passé ne naissent pas dans les *think tanks* ni dans la bureaucratie culturelle, ils ont été mis en place par des gens persévérants qui ne considèrent pas l'école comme un établissement où on inculque la peur et la compétition, mais comme un lieu qui ouvre des espaces de liberté où les enfants peuvent faire ce qu'ils ont spontanément envie de faire : apprendre<sup>183</sup>.

De ce point de vue, il semble que toutes ces institutions, qui reçoivent tant de fonds de recherche, de subventions, de matériel, manquent d'imagination. Et elles manquent cruellement d'une chose : d'imagination morale. Elle a justement besoin du désir de voir les choses changer et du rêve qu'elles puissent être autrement, pas des propositions, pas d'accords sur les objectifs, et pas « d'excellence ».

À vrai dire, l'histoire des avancées sociétales des dernières décennies est une histoire qui a été écrite par le bas, et il serait temps de comprendre que c'est une contre-histoire au *statu quo* et d'y reconnaître les indicateurs qui permettront de faire éclore la modernité durable. Le projet Desertec, les voitures électriques, les compteurs communicants... tous ces concepts sont issus du monde d'hier et sont appliqués à grande échelle dans le « présent plus ». Ils ne donnent lieu à aucune nouvelle histoire, pas même à une contre-histoire de la modernité expansive. L'histoire de la modernité durable sera écrite par ceux qui l'oseront, parce qu'ils l'auront rêvée.

Encore une fois, cette contre-histoire est polyphonique, fragmentée, c'est une mosaïque de tentatives variées, ratées comme réussies, d'établir un rapport juste avec le monde. Ce n'est pas un programme holistique et linéaire, ce n'est pas un plan directeur fondé sur des données. Une chose pareille non seulement ne fonctionne pas, mais en plus est tout à fait exsangue et dépourvue d'identité. Dans son recueil *Scepticisme à l'ère moderne*, Odo Marquard s'interroge sur la nécessité de pouvoir raconter sa propre histoire : « Ce sont les contingences, les hasards, qui en [les hommes] font des histoires. Il n'y a que lorsqu'un processus régulier ou un acte prévu se voit contrecarré par un événement qu'elles [les histoires] doivent être racontées. Car en règle générale, on ne sait qu'après coup que c'est une histoire. C'est pour cela que les histoires – des mélanges d'actes et d'événements contraires – doivent être racontées. Nous, les hommes, sommes nos propres histoires ; il faut raconter les histoires ; nous, les hommes, devons donc être racontés. Celui qui refuse d'être raconté renonce à son histoire. Qui renonce à son histoire, se renonce lui-même : *narrare necesse est*<sup>184</sup>. » Maintenant, à vous de raconter l'histoire des quatre dernières années de ce pays.

## MODÈLES

Dans l'étude précédemment mentionnée sur les personnes qui ont aidé voire sauvé des Juifs persécutés sous le Troisième Reich

(voir p. 186), on a mis en évidence que le comportement d'assistance était un processus d'apprentissage. La propension à aider autrui n'est pas une qualité innée, et les situations dans lesquelles un individu doit organiser et mener à bien une opération d'assistance sont tout sauf prédéfinies. Dans la mesure où l'exclusion, la persécution et l'extermination des Juifs ne suivaient pas un plan directeur, on ne disposait pas de moyens concrets par lesquels exercer une résistance. Avant que quelqu'un ne propose sa cave, sa cabane de jardin, son bureau ou son arrière-salle comme refuge, personne ne pense que ces lieux pourraient servir de cachette. Cela se manifeste surtout lorsque l'on est confronté à une situation à laquelle on n'a pas été préparé. De la même manière, on ne réfléchit jamais à l'avance à tout ce qu'il est nécessaire de faire pour réussir à cacher quelqu'un. En temps de guerre, on ne peut se procurer de quoi manger qu'en échange de tickets. Comment peut-on obtenir du pain ou du lait pour une personne qui, officiellement, n'existe pas ? Comment trouve-t-on un médecin ou des médicaments quand quelqu'un est malade ? Que fait-on du corps lorsque quelqu'un meurt ?

Ruth Andreas-Friedrich, qui vint en aide aux persécutés, inscrit le 4 février 1944 dans son journal : « Que doit-on faire lorsqu'un homme que l'on cache chez soi décède soudainement d'une crise cardiaque ? Faut-il le brûler dans son four ? Le faire disparaître en fumée ? Le laisser s'envoler par la cheminée ? Que doit-on faire d'un corps clandestin ? "Nous l'avons placé dans le panier à linge, nous l'avons couvert avec des draps et porté hors de la maison", nous ont confié des amis qui se sont trouvés dans cette embarrassante situation. "Arrivés au zoo, nous l'avons sorti du panier et l'avons assis sur un banc." Vous souriez. Cette solution vous déplaît. Vous ne savez pas ce que c'est, de sortir des cadavres de chez vous entre trois et quatre heures du matin et d'asseoir des morts sur des bancs publics<sup>185</sup>. »

Et quand il faut cacher des enfants, comment doit-on leur expliquer qu'ils doivent à tout prix rester calmes toute la journée, qu'ils ne doivent pas actionner la chasse d'eau ni regarder par la fenêtre ? Et quand on organise une évasion, comment obtient-on de faux papiers ? Qui doit-on soudoyer et à qui doit-on remettre nos protégés ? Etc.

Ce que l'on présente, avec la banalisation que nécessite l'enseignement de l'histoire, comme un acte moral et qui semble

également accompli d'après l'héroïque décision dont découle tout le reste, s'avère, après meilleur examen, n'être pas une question de morale, mais de sens pratique. Une tâche aussi ardue que celle de sauver quelqu'un dans les circonstances d'un État totalitaire nécessite plus d'énergie criminelle que d'amour très chrétien pour son prochain. Et cette tâche n'est pas accomplie une fois pour toutes. C'est un processus au cours duquel les assistants comme les persécutés apprennent d'abord à « prendre des risques, outrepasser des limites et assumer des responsabilités<sup>186</sup> ». Le passage aux actes criminels, aux trafics, aux falsifications, aux mensonges, fut très difficile pour certains, et pourtant la plupart ne se considéraient pas comme des résistants, ils s'étaient simplement trouvés en mesure d'apporter leur aide – parce qu'on leur a expressément demandé de le faire, parce qu'ils avaient accès à des documents, parce qu'ils avaient de quoi héberger quelqu'un, ou autre. Ils se considéraient la plupart du temps comme des citoyens et des citoyennes normaux, et certains renoncèrent à apporter leur aide aussitôt que cela impliquait de franchir la frontière qui les séparait de la criminalité.

La plupart des histoires de personnes venues en aide à d'autres ou de survie sont des histoires de frontières franchies qui élargissent progressivement le champ des actions et des pensées possibles – un processus d'apprentissage impliquant des expériences qui changent ceux qui les vivent. Les raisons que les personnes ayant apporté leur aide ont trouvées, plus tard, pour expliquer pourquoi ils ont fait ce que la grande majorité de la population n'a pas assumé de faire n'ont pas besoin de correspondre aux *véritables* mobiles de la situation, mais il faut toujours donner au moins une raison qui justifie un acte marginal ou inattendu. C'est ainsi que la plupart des « héros » répondaient, un peu désesparés et faute d'une meilleure réponse, qu'il fallait bien faire quelque chose, qu'on ne pouvait pas traiter les gens comme cela, etc.

On a souvent interprété cela par de la modestie, ce qui leur a d'ailleurs rapidement valu le titre de « héros silencieux » – mais en même temps, les héros eux-mêmes ne parvenaient pas à expliquer exactement comment et pourquoi tout cela était arrivé. Ils avaient pourtant intégré des communautés de pratique très spécifiques, ils ont dû apprendre de nouvelles choses et de nouveaux comportements sous la contrainte, conclure des alliances, ruser et prendre

des risques. Ces processus d'apprentissage pouvaient potentiellement causer leur mort, et s'identifiaient à des expériences sociales de métamorphose de soi et d'épanouissement personnel. On acquérait des compétences nouvelles, parfois insoupçonnées, bien que toutes les expériences n'aient pas toutes eu une issue positive et que la peur ait été une compagne de chaque instant. C'est pourquoi certains protagonistes comme Oskar Schindler purent plus facilement que d'autres franchir des limites ou prendre des risques, tout comme du côté des persécutés le faussaire Cioma Schönhaus qui fit exactement le contraire de ce qu'on aurait attendu d'un Juif clandestin, qui s'acheta un costume blanc et un voilier, se rendait dans les cafés fréquentés par l'élite du parti et entretenait des relations avec les épouses des officiers « aryens » partis au front<sup>187</sup>. Mais la plupart des concernés n'étaient pas si joueurs et devaient d'abord apprendre à élargir le champ de leurs propres possibilités. Et cela vient confirmer la difficulté, aujourd'hui, dans les conditions confortables et inoffensives du présent, d'élargir *son propre* champ des possibles : apprendre à pouvoir être quelqu'un d'autre, à pouvoir aller au-delà de ses propres limites.

Ces hommes et ces femmes qui ont soutenu les Juifs persécutés sont des modèles en termes d'étirements moraux, et il se trouve également dans les conditions libres et inoffensives de nos sociétés des gens qui se comportent de manière tout à fait inattendue. Ils montrent ce que l'on *peut* faire, font la démonstration pratique de toutes les possibilités qui s'offrent à nous, et sont les illustrations vivantes d'un autre mode de vie. De la même manière que les « héros silencieux » sous le national-socialisme représentaient la réfutation ô combien vitale du dicton aussi célèbre que bête du philosophe Adorno selon lequel il n'existe pas de vraie vie dans la fausse vie, le représentent également ceux qui, dans le contexte d'une mauvaise économie de croissance et de concurrence, commencent à penser et à agir *différemment*. Voici donc quelques illustrations de la *vraie vie dans la fausse vie*<sup>\*</sup>.

## STAUDINGER PENSE PAR LUI-MÊME

Quand Heini Staudinger fit l'acquisition, au début des années 1990, d'une fabrique de chaussures, il n'a licencié aucun employé pour remettre l'entreprise d'aplomb : il se débarrassa du service de communication. Mais comme il faut bien faire un minimum de publicité, il développa lui-même, avec son ami Didi, la revue *Brennstoff*, qui traite principalement des thématiques de la durabilité mais propose aussi des poèmes, des chansons et d'autres originalités en plus des annonces pour les chaussures, matelas et meubles qu'il fait fabriquer dans son entreprise GEA. Dans l'une des premières éditions devait paraître une traduction en allemand autrichien de la chanson des Beatles *Let it be*, pour laquelle Heini Staudinger avait trouvé le fameux titre *Sheiß di ned an* (« Te bile pas »). Mais peu avant l'impression, il pensa à ses lecteurs, et se dit que *Brennstoff* devait être un journal sérieux. Staudinger alla trouver son ami Didi et lui présenta son manuscrit et ses scrupules. Mais Didi le regarda rapidement et grogna : « Te bile pas ! » C'est ainsi que la traduction fut intégrée à la revue et reflète à peu de choses près les idées que soutient Staudinger.

À vrai dire, Staudinger est l'illustration parfaite de l'homme dont personne ne pensait jamais tirer quoi que ce soit de bon. Non conventionnel et imprévisible, qui fait des études de tout sans jamais aller au bout, le type qui part en Tanzanie à vélo, parce que le premier voyage en mobylette avait duré trop longtemps (le moteur était tout le temps en panne). Après des années d'études chaotiques, Staudinger fonda sa première boutique à Vienne, parce qu'un de ses amis avait des chaussures danoises, appelées « Earth Shoes », qui lui plaisaient beaucoup. Staudinger fila au Danemark en stop et en commanda une grande quantité pour les revendre en Autriche. Il n'avait pas d'argent pour payer la commande, ni d'ailleurs pour louer un local à Vienne. Il signa cependant le contrat de location de la même manière qu'il avait signé la commande au Danemark : sans

\* NdE : Vous trouverez de nombreux exemples français sur le site Future Perfect : [www.goethe.de/ins/fr/fr/kul/sup/fut.html](http://www.goethe.de/ins/fr/fr/kul/sup/fut.html)

le moindre fonds. Il faut bien une boutique pour vendre des chaussures. Te bile pas, va.

D'abord, ses amis lui prêtèrent de petits montants pour payer ses factures par acomptes, et la boutique fonctionna relativement bien dès le début. C'était en 1980. Trois ans plus tard, l'occasion se présenta de travailler avec une fabrique de chaussures de la région du Waldviertel dont les boutiques tournaient mal. En 1991, les cordonniers considérèrent qu'ils pouvaient bien s'asseoir sur les dettes de l'entreprise et se mirent en quête d'un nouveau propriétaire. C'est ainsi que Staudinger devint fabricant de chaussures. Peu de temps après, Gerhard Benkö, copropriétaire, s'en fut pour l'Afrique, et Staudinger établit son entreprise viennoise, qui depuis s'était lancée dans la production de sièges et de lits, dans la fragile région de Waldviertel. La fabrique de chaussures comptait 12 ouvriers au moment où Heini Staudinger en fit l'acquisition ; elle emploie aujourd'hui 120 personnes.

Pendant la crise économique mondiale, la petite entreprise de Heini Staudinger GEA décollait plein gaz. Depuis la faillite de Lehman Brothers, son chiffre d'affaires a augmenté de 100 % et le nombre de ses boutiques de 50 %. Staudinger a continué à se payer lui-même moins que ce qu'il verse à ses employés, c'est-à-dire 1 000 euros par mois maximum. Il a également continué à essayer de rendre GEA plus durable, notamment en achetant le plus de matériaux possible dans la région de Waldviertel. Mais à la suite du déclin de l'industrie nationale de la chaussure, on ne trouve plus de tannerie dans la région, c'est pourquoi il lui reste encore un peu de chemin à faire avant de régionaliser totalement la production.

Staudinger n'a que faire des difficultés. Il a tout simplement de la chance, et si la chance persiste, « GEA deviendra peut-être même une vraie entreprise ». En revanche, GEA n'aura jamais de « vrai chef », avec un business plan, un smartphone et plus de temps pour rien. Staudinger ne dirige pas une entreprise pour gagner de l'argent, mais pour que la vie dans la région soit plus belle que sans l'entreprise. Ce qu'il y a de révolutionnaire chez les gens comme Heini Staudinger, c'est leur redéfinition de l'objectif d'une entreprise : on peut réussir selon des critères différents de ceux de l'économie de marché. Une boutique, une fabrique, une entreprise peuvent tout à fait servir d'instrument.

## LES SLADEK PENSENT PAR EUX-MÊMES

C'est ici que Heini Staudinger rencontre l'entreprise ElektrizitätsWerke Schönau (EWS) dont on a déjà tant parlé qu'il suffira ici de rappeler que Ursula et Michael Sladek ont, malgré de nombreuses résistances, fait d'une initiative citoyenne contre l'énergie atomique une entreprise d'alimentation électrique qui aujourd'hui fournit de l'énergie produite à partir de sources renouvelables à bien plus de 100 000 clients dans toute l'Allemagne. En menant leur projet, les Sladek, elle institutrice et lui médecin, ont transformé si radicalement leur commune que même le toit de l'église est recouvert de panneaux solaires ; ils ont brillamment changé la culture locale. Les forces de Heini Staudinger résidaient dans l'inconséquence et la confiance en la chance. Pour les Sladek, c'est la ténacité et la tolérance à la frustration. Dans les deux cas, les protagonistes sont parvenus à développer chacun à sa manière des instruments pour transformer la culture énergétique et de consommation locale et régionale. Chez EWS, on n'est pas seulement client, on est le mécène d'un fonds qui soutient par exemple des centrales de cogénération qui fonctionnent en payant en plus du tarif du kilowattheure ce qu'on appelle un *Sonnencent* (un « centime du soleil »). De cette manière, le client passif devient un contributeur actif d'une autre culture énergétique. Là encore, c'est une des nombreuses applications pratiques grâce auxquelles les Sladek se sont rendus efficaces et auto-efficaces. L'histoire de EWS est celle d'un long processus d'apprentissage. Aucun des impliqués n'aurait jamais rêvé, il y a 20 ans, devenir un jour fournisseur d'énergie. L'organisation qui précéda EWS s'appelait *Schönauer Stromrebell* (« les rebelles de l'énergie de Schönau »), un nom qui en disait long sur leurs intentions au moment de sa création. Les Sladek et leurs acolytes militants n'étaient pas seulement pour, mais surtout contre *quelque chose* : la structure de l'approvisionnement par autrui, l'arrogance des principaux fournisseurs d'énergie, la source de l'électricité qu'il

fallait déconstruire, qu'on le veuille ou non. Pendant une campagne, ils se sont trouvé le nom très seyant des « Incidents » dans l'ordre ordinaire des choses, aujourd'hui ils définissent ce que « l'ordre ordinaire des choses » peut et devrait être.

## CHRISTIAN FELBER PENSE PAR LUI-MÊME

ElektrizitätsWekre Schönau comme la GEA de Heini Staudinger ont un objectif d'entreprise bien précis. Les entreprises servent d'instruments pour changer la société. Habituellement, les entreprises économiques ont pour objectif de générer des bénéfices perçus par des particuliers. Dans une entreprise individuelle, les bénéfices vont au propriétaire, dans une entreprise cotée, ils vont aux *shareholders*, aux actionnaires. Les sociétés par actions ont l'obligation de fonctionner dans l'intérêt de leurs actionnaires ; elles ne sont pas en mesure de développer un modèle d'entreprise consacré au bien commun, comme le font EWS et GEA.

Christian Felber, président d'Attac Autriche et auteur d'un livre sur l'économie citoyenne<sup>188</sup>, représente une gestion d'entreprise orientée vers le bien commun. Son idée est, comme toutes les bonnes idées, simple. Une entreprise citoyenne s'intéresse au bien-être des membres d'une société et lui accorde une plus grande importance qu'au bien privé. C'est pourquoi la coopération, la confiance, la solidarité, la sécurité sociale, etc. intéressent l'entreprise et déterminent son succès en fonction de sa contribution à ces objectifs.

Afin de le mesurer, Christian Felber a développé un index qui attribue des points selon le degré de participation, le nombre de femmes à des postes à responsabilité, la régionalisation de la chaîne de valeur, la transparence, etc. La somme de ces points donne le bilan citoyen de l'entreprise. Plus ce bilan est bon, plus l'effet sur l'imposition est positif, ou plus il lui est facile de se financer auprès de banques également citoyennes – dans les deux cas dans une

perspective à moyen-terme. Pour l'instant, les avantages du bilan citoyen ne sont que virtuels, mais rien qu'en 2011, 60 entreprises avaient déjà calculé leur bilan – de manière autonome et afin de l'utiliser comme instrument pour améliorer la durabilité et la citoyenneté de leur activité. Ce bilan citoyen ne mesure donc pas le succès d'une entreprise par son résultat financier, mais d'une certaine manière par la durabilité du modèle d'entreprise sur lequel elle est fondée. C'est un renversement radical de l'objectif d'entreprise d'économie privée. Dans ce contexte, on s'étonne déjà tout à fait de voir qu'en seulement deux ans, presque 800 entreprises, plus de 2 500 personnes privées et presque 150 organisations et associations aient déjà rejoint l'économie citoyenne, au moins sur le fond. Et parmi ces entreprises majoritairement de petite taille figurent quelques-unes plus importantes, dont la Sparda-Bank München et ses 700 employés.

Tout ce système est coordonné dans un bureau à Vienne. Actuellement, on travaille durement à la mise en place d'une « banque démocratique » qui viendrait compléter l'offre des banques durables existantes comme Triodos ou GLS. L'économie citoyenne repose sur une réflexion anthropologique très convaincante selon laquelle les communautés de survie humaines sont coopératives et non compétitives, c'est pourquoi il est plus utile à la survie de l'humanité, et surtout bien plus agréable, de se consacrer au développement du bien commun que du bien privé. Mais l'économie citoyenne n'a pas que des arguments théoriques puisque sa diffusion fulgurante dénonce les dysfonctionnements sociétaux évidents de l'industrie financière : rien ne pourrait être pire pour le bien commun que les pratiques des banques depuis le début de ce qu'on appelle la crise financière. En même temps, l'économie citoyenne se définit comme un mouvement expérimental. Comme on le lit sur le site Internet : « L'économie citoyenne n'est ni le meilleur de tous les modèles d'économie ni la fin de l'histoire ; ce n'est qu'un pas de plus pour sortir des extrêmes capitalistes et communistes. C'est un système participatif et évolutif qui cherche à créer des synergies avec des initiatives similaires. »

## GLS : UNE BANQUE PENSE PAR ELLE-MÊME

La GLS Bank, fondée il y a presque 40 ans, définit son objectif d'entreprise comme un « développement durable de la société » et évolue donc depuis longtemps dans le sens du bien commun. Actuellement, elle finance environ 18 000 projets allant de l'agriculture biologique aux installations pour personnes handicapées, avec lesquels elle fonctionne très bien. Pendant la crise économique, la GLS Bank faisait partie des rares établissements financiers qui n'ont pas perdu le moindre centime et n'ont donc pas eu besoin d'être « sauvés » par le contribuable. Elle est tout à fait claire sur ce qu'elle finance et ce qu'elle ne finance pas. Les investissements non durables n'entrent simplement pas en considération.

L'histoire de la GLS Bank commence avec l'initiative de parents d'élèves de financer une école Waldorf qu'a défendu l'avocat Wilhelm Ernst Barkhoff: il leur a proposé de concentrer leurs comptes bancaires dans *une* banque et de se porter communément garant du prêt à la construction. C'est ainsi que Barkhoff fonda au début des années 1960 une « communauté de garantie de crédit » qui se porte caution d'associations à but non lucratif. En 1974, il crée la Gemeinschaftsbank für Leihen und Schenken, la Banque communautaire de prêts et de dons (GLS).

Barkhoff comme le tout premier apprenti de la GLS, l'actuel directeur Thomas Jorberg, considèrent l'argent comme l'instrument d'une meilleure organisation de la société. Selon les principes de la GLS, celle-ci implique un modèle culturel qui se détache massivement des autres banques: les employés et employées de la GLS ne reçoivent pas de participation ni de bonus, mais sont augmentés quand ils ont des enfants. La transparence y règne en maître: chaque trimestre paraît le magazine *Bankspiegel* dans lequel sont référencés tous les crédits accordés par la GLS au cours des trois mois en question.

En plus de la banque, qui entre-temps a pris en charge plus de 100 000 clients, accompagné et soutenu avec beaucoup d'implication la fondation d'ElektrizitätsWerke Schönau entre autres, existe également la fiduciaire GLS, qui met en relation des gens qui ont de l'argent avec ceux qui en ont besoin. Au total, la GLS est une remarquable illustration de l'efficacité de l'intelligence sociale ainsi que la preuve vivante que les entreprises de l'industrie financière ne sont pas obligées de respecter les logiques soi-disant systémiques « des marchés » en imposant des rendements de 25 % ou plus pour réussir. On considérera plutôt que, dans ce domaine aussi, le succès se mesure d'après les critères de l'intérêt général. Dans ce contexte, la GLS est un bel exemple de la réussite d'une attitude juste même dans le cadre d'un mauvais système.

## KOWALSKY PENSE PAR LUI-MÊME

Le préfixe « bio » n'aura probablement pas attiré, au cours des dix dernières années, autant de visibilité et de succès commercial que pour la Bionade. L'histoire de la « boisson officielle pour un monde meilleur » est assez floue, parfois bizarre et très souvent racontée. Il y a même un livre qui décrit comment cette famille de la Rhön frappée par les faillites à répétition a conçu il y a plus de 20 ans une boisson sans alcool géniale qui l'a enfin menée au succès<sup>189</sup>. Mais l'histoire de ce succès est aussi celle d'un échec, dont on a finalement beaucoup à apprendre. Aujourd'hui, Bionade appartient à 100 % à la brasserie Radeberger; cela résulte de fait que, après de nombreuses complications, les inventeurs de la Bionade, Dieter Leipold, Peter et Stephan Kowalsky et Sigrid Peter-Leipold n'ont jamais pu agir sans l'avis des banques, des investisseurs et des actionnaires, c'est-à-dire qu'ils non jamais pu exploiter le potentiel du projet. Il y a quelques années, Peter Kowalsky m'expliquait en ces termes en quoi consistait leur invention: « Tu sais ce que c'est, la Bionade? La Bionade, ce n'est

pas une boisson, la Bionade, c'est un instrument pour changer le monde.» Pour le moment, cet instrument n'est plus utilisable, mais on n'est pas obligé d'en rester là.

D'abord, la Bionade n'est devenue « bio » que grâce à des dispositions légales : selon une réglementation européenne, on ne peut écrire « Bio » que sur des produits dont tous les ingrédients sont issus de l'agriculture biologique. Ce n'était pas du tout le cas au moment de l'introduction de la Bionade sur le marché, ce qui plaça les fabricants à l'aube de leur succès commercial devant l'alternative suivante : soit ils changeaient le nom (génial) de leur produit, soit ils passaient effectivement au tout-bio. C'est ainsi que la Bionade s'imposa d'elle-même. L'effet d'aspiration de ce changement d'urgence fut énorme, car pour la première fois, les producteurs ont dû se demander où trouver suffisamment de litchis ou de baies de sureau issus de l'agriculture biologique. C'est à travers ces problématiques on ne peut plus pratiques que la question de la durabilité s'est imposée dans l'ADN de l'entreprise. En très peu de temps, on se fixa l'objectif de n'utiliser que des produits de base d'origine biologique pour la Bionade, jusqu'à l'eau même, pour la collecte de laquelle on devait, entre autres et dans le cadre de projets d'école, créer des « forêts d'eau potable » (qui pour certaines furent effectivement créées).

Peter Kowalsky commença alors à faire de la durabilité un véritable sujet et, au cours des dernières années, il y a bien peu de prix avec « Éco » ou « Bio » dans le titre qui ne lui ont pas été remis. À vrai dire, la Bionade aurait pu devenir la preuve qu'il est possible de produire une boisson en économie circulaire et de réussir sur le marché international, et Bionade serait aussi très certainement restée une spécificité en termes de culture d'entreprise. Mais le destin en décida autrement : après plusieurs débâcles marketing et de communication, les ventes de cette étoile montante chutèrent et la Bionade est passée du statut de symbole d'un mode de vie alternatif à une boisson comme une autre. Le potentiel symbolique de la boisson est particulièrement lisible dans le fait que le mot *bionadisierung* (« bionadisation ») est devenu synonyme de la diffusion d'un mode de

vie durable ; l'expression polémique « Bionade-Biedermeier' » inventée par le *Spiegel* est un autre indicateur de la force symbolique de cette limonade. Mais qu'importe, puisqu'en 2011 l'histoire de la Bionade avec cette famille de la Rhön toucha à sa fin.

Pourquoi l'histoire de la Bionade a-t-elle tout de même son importance ? Parce que les histoires d'échecs sont aussi des histoires de gens qui inventent, qui croient en leurs idées et en leurs produits et qui réussissent de la manière la plus improbable. Celui qui s'expose à l'économie capitaliste doit en maîtriser les règles, et elles sont féroces pour les petites structures. Aujourd'hui, quelqu'un comme Peter Kowalsky n'est peut-être pas riche, mais il est plus intelligent, et il partage aujourd'hui, en compagnie de Jürgen Schmidt, président du conseil de surveillance de memo, prestataire de fournitures de bureau écologiques, ses expériences avec de jeunes entrepreneurs dans le secteur de la durabilité, un peu comme des *sustainable business angels*. Leur argument est assez convaincant : il ne faut pas répéter les erreurs qu'eux-mêmes ont pu faire en tant que petits nouveaux. Et Kowalsky réfléchit également à de nouveaux concepts de production et de consommation durable – en ce sens, la Bionade est un autre processus d'apprentissage inachevé.

En un mot, Kowalsky et le projet Bionade témoignent que le chemin vers un avenir durable n'est pas facile, ininterrompu, fluide et linéaire. L'échec fait partie du jeu, comme les bâtons qu'on nous met dans les roues, nos propres égarements ou nos mauvaises décisions. La vraie vie dans la fausse vie est semée d'obstacles qu'on ne peut pas toujours sauter. Il faut parfois les contourner, emprunter un autre chemin que celui qu'on espérait et pensait prendre au départ. Mais de temps en temps, on arrive à changer les règles du jeu, si bien que ceux qui gagnaient avec les anciennes règles se mettent à perdre avec les nouvelles.

---

\* NdT : Le terme *Biedermeier* fait référence à une période de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et désigne la culture de la bourgeoisie allemande de l'époque. *Bionade-Biedermeier* pourrait être traduit par « biohème ».

## SCHRIDDE PENSE PAR LUI-MÊME

Autrefois, les ingénieurs respectaient une éthique professionnelle. Ce qu'ils concevaient devait être techniquement parfait, *state of the art*. Mais une éthique pareille vient contredire les principes de l'économie de croissance : les produits qui ne s'usent pas ne sont pas remplacés. Cela a beaucoup agacé les producteurs d'ampoules électriques qui, après la première vague des années 1900, ont été bien obligés de constater dans les années 1920 qu'une fois que l'on avait assez d'ampoules pour éclairer son appartement, sa maison, son atelier ou son usine, on n'avait plus besoin d'en acheter. Du point de vue du design et de la technologie, on a vite été au bout du potentiel de l'ampoule, si bien qu'on ne pouvait plus attirer de clients en innovant sur le produit.

Parce qu'en principe, une ampoule peut briller très, très longtemps. À la caserne du petit village de Livermore aux États-Unis, on célèbre tous les ans l'anniversaire d'une ampoule installée en 1901 et qui depuis brille sans interruption. Cette histoire surprend nos contemporains qui savent par expérience que le fil d'une ampoule commune finit par griller après une période d'utilisation plus ou moins longue. Cela résulte en fait de l'entente d'un cartel de fabricants d'ampoules qui ont décidé d'un commun accord en 1924 de limiter techniquement la durée de vie des ampoules à environ 1 000 heures. Ainsi, l'acheteur ne se sent pas complètement berné mais a quand même besoin de remplacer l'objet, ce qui permet à l'industrie de fonctionner tout à fait correctement.

Depuis, l'ingénieur doit répondre à des exigences non éthiques : il doit concevoir des produits de telle manière qu'ils restent *dans les limites* de leur potentiel technique. Bien sûr, il n'a pas été facile au début de le faire comprendre à ces messieurs en blouse blanche, car cela contredisait l'éthique de la profession. Mais aujourd'hui, on a parfaitement intégré le fait de concevoir des panneaux de contrôle par exemple qui ne répondent plus aux commandes après

expiration de la garantie, ou d'équiper des imprimantes de compteurs qui feront en sorte que la machine ne fonctionne plus après trois années d'utilisation. Il y a un terme pour cela : l'obsolescence programmée.

Quand Stefan Schridde, gestionnaire d'entreprise et coach dans une société industrielle de son état, tombe par hasard sur le reportage *Prêt à jeter* sur Arte, il est choqué et décide immédiatement de s'insurger contre cela. Il se met alors à traquer comme un journaliste d'investigation les cas de sabotages de produits, ouvre un site Internet<sup>190</sup> et invite les visiteurs à reporter les cas d'obsolescence programmée. Il essaye alors d'organiser les consommateurs afin de mettre en place une pétition dont l'objectif serait la rédaction d'un projet de loi contre l'obsolescence programmée, mais également organise et met en relation des réparateurs capables de remettre en état les appareils configurés pour ne plus fonctionner. Quelques mois seulement après l'ouverture de son site, Schridde comptait déjà un demi-million de visiteurs, les mentions de musk.de dans les médias se multipliaient.

Schridde considère qu'il est complètement absurde de parler en entreprise de *corporate social responsibility* et de durabilité sans s'inquiéter de la durée d'utilisation des produits et en ignorant absolument la quantité de déchets qui en résulte. Mais même le grand public n'avait pas l'air jusque-là d'en faire toute une histoire – on avait tellement intégré en soi l'idée que la société du jetable a besoin de produits jetables pour fonctionner qu'on ne se posait même plus de questions. L'objectif de Schridde était donc, comme il le présente lui-même, de fonder une organisation de consommateurs citoyenne qui milite pour la qualité des produits. Rien que dans la formulation, on lit bien qu'il sait pourquoi il agit. Le gestionnaire d'entreprise Schridde est ostensiblement une personne chez qui les idées d'initiatives fusent et qui n'a pas besoin de réfléchir au nécessaire. Pour lui, il était évident qu'il fallait enfin résister à un mode de vie déterminé depuis des dizaines d'années par l'industrie. Depuis, il se consacre toujours plus à cette résistance. De l'extérieur, on dirait peut-être une sorte de Don Quichotte, mais c'est, bien au contraire, une personne pleine de bon sens : pourquoi devrait-on dépenser de l'argent pour un produit qui finalement ne vaut pas ce prix ? Et comment peut-on tolérer les conséquences néfastes sur

l'environnement simplement parce que c'est plus intéressant pour le fabricant? Schridde refuse tout simplement d'y être indifférent. C'est pour cela qu'il prend le risque de se rendre la vie dure, et aux autres aussi.

## LES PAULMANN PENSENT PAR EUX-MÊMES

Hannah et Dieter Paulmann sont respectivement indianiste et économiste. Ils étaient à la tête d'une entreprise d'intérimaires où ils dirigeaient le personnel de manière inhabituelle : « Qui veut diriger, nous dit Dieter Paulmann, doit marcher derrière ses équipes. » Voilà qui exprime relativement bien la relation de confiance peu conventionnelle qui a permis à Deutsche Industrie Service (DIS) non seulement de s'épanouir économiquement mais aussi d'être élue plusieurs fois meilleur employeur d'Allemagne. Dieter Paulmann s'est également constamment engagé en faveur d'un meilleur positionnement par rapport au droit du travail et à la protection des travailleurs en intérim. En 2012, longtemps après qu'il a vendu son entreprise, le pouvoir législatif s'inspira de ses idées pour modifier le droit du travail intérimaire.

Pendant ce temps, Hannah Paulmann commença à aborder, entre science et traditions spirituelles, les questions de la durabilité, de la conservation du savoir traditionnel, de la vraie vie, dans le cadre de conférences et de publications qu'elle finançait. À cela s'ajoute ensuite la fascination commune et ancienne des Paulmann pour les mammifères marins. Lui n'est pas seulement comportementaliste des baleines, mais, comme il l'affirme, et on l'en croit volontiers, l'ami personnel de certaines d'entre elles. Ce qui s'entend tout à fait dans le cadre de son engagement pour la durabilité. Dieter Paulmann ne s'intéresse donc pas aux conceptions traditionnelles de la protection de la nature. On ne peut protéger la faune sauvage que si les conditions économiques d'une région

permettent aux hommes de garantir leur subsistance de manière durable. C'était d'ailleurs le cas dans de nombreuses parties du monde, jusqu'à ce que l'économie capitaliste supplante les économies de subsistance traditionnelles – avec beaucoup de succès parfois en ce qui concerne les rendements et la prévention contre la faim, mais la plupart du temps au détriment des petites structures de production agricoles ou piscicoles qui se sont fait évincer par les grandes entreprises agricoles ou piscicoles, avec les suites écosociales que l'on connaît. La durabilité n'est pas une chose que l'on pourrait appliquer tout au bout de la chaîne de valeur d'une économie non durable. Elle s'établit là où la production de produits alimentaires et de biens de consommation ne suppose pas en amont de détruire la nature.

C'est justement la base de la Fondation Okeanos que les Paulmann ont fondée en 2005 et qui se consacre au rétablissement de structures de subsistance là où l'industrie les a détruites. Comment est-ce possible? On a découvert par exemple qu'il se trouvait dans la région Pacifique une sorte de bateau traditionnel qui servait aussi bien au transport de marchandises que de personnes, et pouvait également naviguer au large. Ce catamaran de 22 mètres, le Vaka Moana, n'était plus fabriqué depuis longtemps et on l'avait déjà presque oublié. Paulmann en a fait de nouveau construire à partir d'anciennes représentations, en sept exemplaires, avec des matériaux et des méthodes traditionnels, qu'il modernisa ensuite en ajoutant une propulsion solaire qui permet de naviguer par temps calme. Ces bateaux devraient bientôt être mis en service en tant que navire de transport et navettes.

Les Vakas entreprirent en 2011 une traversée depuis Aotearoa, d'où ils sont originaires, vers Hawaï puis la côte ouest des États-Unis, ce qui apporta à la fois la preuve des capacités de la technologie traditionnelle et une bonne dose identitaire aux gens de mer du Pacifique. Parce que les bateaux fonctionnent exactement de cette manière : ils se rattachent à un lieu où la culture régionale fut bouleversée, si ce n'est détruite, par des interventions extérieures, et rappellent aux populations qui ils sont et ce dont ils sont capables. « The Pacific Voyagers », la flotte des sept Vakas, arriva enfin à San Francisco et les marins se rendirent à une fête de bienvenue préparée juste pour eux à terre. Selon la coutume américaine, le buffet

était dressé avec des couverts en plastiques et des assiettes en carton. En voyant cela, les marins samoans retournèrent directement à la plage, nagèrent jusqu'à leur bateau et revinrent à la fête avec leurs propres couverts et assiettes. Voilà de la durabilité vécue.

Après ce succès éclatant, Paulmann fait construire dans la foule deux autres types de Vakas plus petits et plus adaptés aux liaisons locales entre les îles que les grands Vakas : le Vaka Motu et le Vaka Hapua. Grâce à leur expérience d'entreprise, Hannah et Dieter Paulmann ont apporté un savoir qu'il fallait appliquer au niveau social afin de lancer le mouvement. Si on donne aux gens la possibilité de considérer un travail, une boutique, une initiative comme sienne ou sienne, alors ils s'investissent. Ils le développent et le cultivent. Dans une activité considérée comme étrangère, ils feront une tâche, pas plus, et outre leur rémunération, ils n'y gagneront pas grand-chose. Les économies autonomes encouragent l'attention, le soin et l'engagement. Et réussir à apporter aux gens quelque chose qui leur appartienne, c'est tout un art.

Ici aussi, bien sûr, c'est tout un processus d'apprentissage : pour quoi devrait-on toujours prendre ces initiatives au bout du monde et non sur le pas de la porte ? Chez eux à Darmstadt, les Paulmann soutiennent un projet de cirque absolument fantastique qui aide les jeunes délinquants et les empêche de basculer dans la vie criminelle. Le cirque Waldoni forme ces jeunes qui deviennent des artistes en tous genres et fait à sa manière la même chose que les Vakas dans le Pacifique : il donne aux gens la possibilité d'être fiers de ce que, à leur propre grande surprise, ils peuvent être. Ils conduisent encore une initiative similaire avec des projets d'école sur place, un autre financé par le *think tank Denkwerk Zukunft* avec l'aide duquel le sociologue Meinhard Miegel a pu faire avancer considérablement le débat sur la croissance. Et ils ont aussi donné naissance à la fondation Futurzwei, qui cherche des exemples de vraies vies pour les faire connaître (et que j'ai le plaisir de diriger).

Le point commun à toutes ces activités, c'est l'*empowerment* : soutenir les gens dans ce qu'ils peuvent faire de mieux. Cela impose le respect de cette compétence ainsi que l'adoption d'une position sage qui consiste non pas à intervenir de manière paternaliste, mais simplement en soutenant un potentiel existant. Et cela dépend d'une initiative entrepreneuriale, il n'y a pas la moindre once

d'humanitaire. Les Pacific Voyagers permettent aux entrepreneurs sur place, les pêcheurs, les transporteurs, les navettes, etc. de travailler pour leur propre compte, indépendamment des entreprises de pêche ou de fret. C'est là que Dieter Paulmann voit plus loin : avec l'aide de fondations américaines, il souhaite acheter des droits de pêche afin de les rendre aux pêcheurs locaux afin qu'ils puissent être exploités localement. Cette stratégie, qui a été auparavant testée ici avec l'acquisition de droits d'approvisionnement dans le secteur de l'énergie par les Sladek, est bien plus directe que les chemins détournés empruntés par les ONG classiques : au lieu d'exercer une pression publique sur les entreprises afin de les forcer à adopter un mode d'activité plus durable, à l'instar de Greenpeace ou de Robin Wood, on leur retire tout simplement leur jouet des mains et on fait autrement. Mieux.

C'est une conception tout à fait différente du mécénat classique pratiqué par exemple par Warren Buffet ou George Soros. Les succès qu'ils remportent peuvent bien être parfois extrêmement utiles, le problème reste inchangé en ce que ces bienfaits ne font que compenser par endroits ce qui fut détruit à grande échelle par des investissements. Le problème est aussi vieux que le mécénat industriel lui-même. Bertolt Brecht voulut un jour écrire au sujet de l'Institut de recherche sociale de Francfort, à l'origine particulièrement marxiste, qui fut financé par un marchand de viande argentin d'origine allemande. Brecht en parle en ces termes dans son journal de travail : « Il fait don [...] d'une importante somme d'argent pour l'établissement d'un institut qui aura pour objet d'étudier les causes de la misère. C'est-à-dire la misère elle-même<sup>191</sup>. »

## UN PRESTATAIRE DE MOBILITÉ PENSE PAR LUI-MÊME

Question à 1 000 euros : quelle capitale culturelle européenne s'est permis de faire fonctionner ses lignes de tramway citadines

après 22 heures ? La réponse est : la ville de Essen dans la Ruhr. Là-bas, les transports publics de nuit sont l'alternative transports de ceux qui ne peuvent pas se permettre d'avoir une voiture. Se déplacer à vélo y est assez dangereux, c'est pourquoi seuls 3,7 % de la population utilisent leur vélo comme moyen de transport. Quand je lui demandai comment cela se faisait, une ancienne chef de service de transports me répondit que c'était une question de mentalité héritée de l'histoire, que cela remontait aux années 1950 : le travailleur allemand avait droit à une voiture et à son utilisation illimitée. C'est pourquoi dans la région de la Ruhr on va encore aujourd'hui acheter ses cigarettes en voiture. Et nulle part ailleurs. Et les vélos ? Hors de question. Et les transports en commun ? C'est seulement pour ceux qui n'ont pas réussi.

Deuxième question à 1 000 euros : dans quelle capitale européenne près de la moitié des habitants ne possèdent pas leur propre voiture ? À Bern, capitale de la Suisse. Les habitants de ce pays parcourent plus du double de kilomètres en train qu'en Allemagne par exemple. Pourquoi ? Parce que chaque grande ville est accessible en une demi-heure. Parfois un quart d'heure seulement. Parce que même le village le plus reculé est connecté au réseau ferré. Parce que les trains sont à l'heure. Parce que les correspondances avec les autres moyens de transport publics fonctionnent bien. Un jour, la revue VDC a publié la lettre d'un de ses lecteurs qui racontait, éberlué, qu'en prenant le bus de Lucerne qui arrive à Weggis à 16 h 18, on pouvait prendre le bateau de 16 h 19. C'est vrai. J'en ai moi-même fait l'expérience, alors que mon inutile véhicule était immobilisé au garage de Lucerne. Un autre lecteur rapportait qu'un chauffeur de bus qui avait deux minutes de retard avait téléphoné au train en correspondance pour le prévenir, lequel a, bien entendu, attendu les voyageurs.

Si de tels témoignages font monter les larmes aux yeux des usagers de la Deutsche Bahn, on ne revient pas de la lecture des prospectus de la société de chemins de fer suisse : l'abonnement général, l'équivalent de la Bahncard 100 en Allemagne, coûte beaucoup moins cher et propose des réductions pour les jeunes de moins de 25 ans, les étudiants et les personnes handicapées. Si on ne l'utilise pas pendant un certain temps, on peut le rapporter au guichet et le faire créditer d'autant de semaines sur sa période de validité.

On peut également facilement recevoir une carte de remplacement au cas où on oublierait la sienne. On peut aussi avoir un abonnement général pour son chien. Sans distinction de classe. Je vous cite le prospectus de la CFF : « Votre compagnon à quatre pattes peut voyager avec vous toute l'année, en 1<sup>re</sup> ou en 2<sup>e</sup> classe, à un prix très réduit. »

On peut laisser son vélo à n'importe quelle gare suisse et le récupérer le surlendemain à l'endroit que l'on souhaite. Sinon, on peut l'emporter avec soi. On reçoit pour cela un sac de transport spécial à placer sur les étagères à bagage. Aussi gratuit que le transport du vélo lui-même. Pour les heures de pointe, les techniciens de la compagnie ont développé des wagons modulables qui peuvent être accrochés sans problème aux trains voire être couplés à l'avant. Vous en voulez plus ? Un abonnement à demi-tarif, qui correspond à la Bahncard 50 de la Deutsche Bahn mais qui inclut en plus la plupart des téléphériques, ferries et bus, coûte pour trois ans moins que la Bahncard pour un an. Vous ai-je déjà dit que les trains sont toujours à l'heure ? Qu'ils sont propres ? Que l'équipage est aimable ? Que le café est bon ?

Et qu'est-ce que tout cela veut dire ? Que les chemins de fer suisses sont un produit d'art de vivre. La culture du transport public est en Suisse aussi chic que celle du SUV ailleurs. La moitié de la population suisse dispose d'un abonnement de train. Deux millions d'abonnements à demi-tarif circulent actuellement. En Suisse, les trains et les bus circulent même quand il neige. Personne n'a besoin de se soucier de trouver une place de parking, d'acheter sa carte de stationnement ou de faire le plein pour se rendre d'un point A à un point B. Autrement dit : les chemins de fer suisses montrent comment fonctionne un pays dans lequel les transports publics ne sont pas une extension à laquelle on préfère la voiture : agréable, confortable, durable. Les chemins de fer suisses ne souhaitent d'ailleurs pas être cotés en Bourse. Pourquoi le feraient-ils ? Ils considèrent que leur fonction consiste à mettre à disposition un moyen de transport démocratique aussi fiable que possible.

Voilà un exemple de la portée d'une culture d'entreprise. Les chemins de fer suisses ne se considèrent ni comme un prestataire de services global, ni comme une société de concurrence, ni comme une future société par actions. Ils se considèrent comme

une entreprise qui souhaite proposer à ses clients les meilleures solutions de mobilité possibles. Si une chose pareille fonctionne, cela se reflète ensuite dans le comportement des usagers : en Suisse, il est tout simplement agréable et confortable de voyager avec les transports publics. Il n'y a pas de différence de classe et cela représente un gain d'espace et de confort par rapport aux autres formes de mobilité. C'est aussi un outil social : pas un village n'est isolé, personne n'est obligé d'utiliser sa voiture. C'est une société de chemins de fer comme celle-ci dont on a besoin dans une modernité durable.

## RIMINI PROTOKOLL PENSE PAR ELLE-MÊME

«Ce n'est pas un plateau de tournage ou une scène de théâtre, ici !» s'est senti obligé de préciser Klaus Bischoff, membre du conseil d'administration de Daimler AG, en inaugurant le plus important rassemblement annuel de l'entreprise le 8 avril 2009. Ce type de rassemblement dure toute la journée, plus de 6000 participants et participantes, actionnaires, investisseurs institutionnels, syndicalistes et journalistes s'y rendent. On y rencontre moins souvent des acteurs ou des réalisateurs. Et pourtant, ces rassemblements ne sont rien d'autre que d'immenses mises en scène où tout, du talent dramatique de la ribambelle d'intervenants aux présentations de produits en passant par la régie son et lumière, sans oublier les pauses café, est parfaitement chorégraphié. Parfait, comme ce constructeur automobile souabe. S'il y a une chose qu'on ne peut jamais parfaitement contrôler dans ce type de rassemblement, ce sont les apparitions et les interventions des petits actionnaires. Plus d'un en profite pour laisser éclater leur colère de recevoir des dividendes trop menus, de voir que l'on construit les mauvaises voitures ou qu'on achète les mauvaises entreprises. Il y a aussi les filous qui n'ont acheté leur action que pour pouvoir s'exprimer et profitent du rassemblement général pour prendre la parole contre tout et

n'importe quoi qu'ils trouvent scandaleux, pour dénoncer des blasphèmes environnementaux ou blâmer le capitalisme.

En somme, un tel rassemblement général a tout d'une pièce de théâtre parfois interminable mais cependant impressionnante par les moyens déployés et dans laquelle, comme souvent dans les mises en scène modernes, quelques improvisations se glissent qui rendent le tout dans une certaine mesure imprévisible et donc intéressant. La troupe de théâtre Rimini Protokoll a eu à ce sujet une idée géniale. Elle a mis en scène ce rassemblement annuel dans sa pièce, elle a attribué des actions à 150 de ses spectateurs qui leur octroyaient un droit d'entrée et a fait en sorte que même Klaus Bischoff précise que *cela n'a rien* d'une comédie. Bien évidemment, il a ainsi lui-même semé le doute sur la probabilité d'un peu de comédie dans ces événements. Cette interférence entre deux définitions d'une situation – rassemblement général *ou* comédie – était pour Klaus Bischoff extrêmement dérangeante, car si le cadre de référence dans lequel l'événement a lieu devient flou, on commence à douter de tout : est-ce que les chiffres sont justes ? Est-ce que c'est vraiment un membre du conseil ? Est-ce qu'il pense vraiment ce qu'il dit ou est-ce que ce n'est que du bla-bla ? Où est la comédie et où est le sérieux ?

On pourrait maintenant croire que l'intention de Rimini Protokoll était de dévoiler au public toute la mascarade de ces événements, ce qui serait assez ennuyeux. En réalité, c'était bien plus intéressant que cela : il s'agissait en fait de montrer de manière légère que la *nature* d'une manifestation ou d'un événement dépend exclusivement de la définition du cadre. Le sociologue Erving Goffman en a développé le concept dans un grand nombre de livres et a expliqué que ces définitions peuvent se révéler extrêmement fragiles. Il s'est pour cela beaucoup intéressé aux agents, aux espions, aux imposteurs et, bien évidemment, aux acteurs, tout comme aux escroqueries et aux erreurs en tout genre. Notre définition de la réalité a besoin de la confirmation par les autres qu'on a bien affaire à x ou à y. Si cette confirmation s'effrite, tout part à vau-l'eau. Comme dans la très célèbre adaptation radiophonique d'Orson Welles de *La Guerre des mondes* de H. G. Wells diffusée le 30 août 1938, qui mettait en scène comme un direct à la radio une invasion extraterrestre que 2 millions d'Américains ont prise pour argent comptant.

Certains ont même fait leurs valises dans la précipitation avant de courir dans les rues pour fuir l'attaque au gaz toxique venue de l'espace. Les liaisons téléphoniques furent coupées pendant des heures et l'information que l'attaque n'était qu'une fiction mit très longtemps à circuler parmi la population paniquée<sup>192</sup>.

Rimini Protokoll procède toujours de la même manière que pour le rassemblement général Daimler, par des glissements de contexte mineurs, et Klaus Bischoff a eu de la chance de pouvoir dire que cette grande comédie était en mesure de protéger cette grande manifestation contre de pires agressions que cette légère insécurité. Rimini Protokoll travaille rarement avec des comédiens, mais avec des « experts », des gens qui endossent exactement leur propre rôle « dans la vraie vie ». En hissant ces rôles sur scène, ils en changent le contexte et donc en transforment la définition : en temps normal, on ne verra pas un politicien monter sur scène pour jouer un politicien. Un politicien préférera plutôt se tenir sur une place de marché ou devant une caméra de télévision pour faire preuve d'authenticité. En changeant les contextes, Rimini Protokoll perfore en permanence la réalité afin de la rendre plus perméable qu'elle ne semble habituellement. La troupe n'agit cependant pas en prenant une position paternaliste ou donneuse de leçons, comme c'est souvent le cas dans les mises en scène, mais plutôt, pour parler comme en chirurgie, de la manière la moins invasive possible : elle modifie une seule variable qui rend la limite entre possibilité et réalité plus fine, plus translucide.

En même temps, Rimini Protokoll fait comprendre à ses spectateurs qu'à chaque instant, tout pourrait être autrement. Qu'une réalité donnée à un moment n'est en fait qu'une illusion d'optique. Elle se révèle comme *une* variante possible de nombreuses réalités concevables. L'un des principes majeurs du travail de Rimini Protokoll est l'intégration systématique du hasard dans les représentations : tout comme les actionnaires isolés viennent perturber la routine du rassemblement avec leurs interventions bizarres, le fait de porter haut des banderoles ou des posters ou de quitter la salle en protestant permet à un hasard toujours virulent de perforer la réalité. Ce qu'il faut en retenir, c'est qu'il n'y a qu'en donnant aux autres acceptations de la réalité et aux autres conceptions du monde l'occasion de s'exprimer que l'on ouvre de nouvelles possibilités, celles qui

demeurent inaccessibles parce qu'on s'obstine à n'emprunter qu'un seul chemin.

## LES YES MEN PENSENT PAR EUX-MÊMES

Le 12 novembre 2008, parut un numéro du *New York Times* qui ne présentait que de bonnes nouvelles, par exemple qu'à cause des fausses justifications de la guerre en Irak qu'il avait avancées, George W. Bush se voyait attaqué en justice pour haute trahison et que Condoleeza Rice s'excusait publiquement pour ses mensonges dans le même contexte.

Cette édition sans précédent du *New York Times* a été diffusée par les Yes Men, un duo d'artistes composé d'Igor Vamos et Jacques Servin, qui déjà en 1999 s'étaient illustrés en d'autres circonstances en se faisant passer pour des représentants de l'Organisation mondiale du commerce parce qu'ils avaient pu acquérir le nom de domaine *gatt.org*<sup>193</sup>, lequel reçut peu après des invitations à intervenir lors de conférences qui étaient en réalité destinées à l'OMC. Vamos et Servin les acceptèrent avec plaisir et présentèrent des idées radicalement néolibérales qui suscitèrent régulièrement l'enthousiasme de leurs hôtes. Ils ont également eu l'occasion de s'exprimer et de se faire arrêter dans le cadre d'une fausse conférence de presse pour Dow Chemical au cours de laquelle ils distribuaient un supposé « *Acceptable Risk Calculator* » développé par la même entreprise, qui présentait un index permettant d'identifier les régions dans lesquelles la situation politique et économique de la population la rendait prompte à accepter des risques plus élevés.

Sur leur site Internet, les Yes Men définissent leur modèle d'entreprise par « *correcting identities at conferences, on television, on the street* » et, tout comme Rimini Protokoll, ils travaillent avec ce léger glissement d'une des variables tenues pour acquises dans les contextes auxquels les gens rattachent leurs perceptions de la

réalité. À vrai dire, un simple costume ou une façon de parler qui rappelle le monde des affaires suffit à mener à bien la petite feinte – c’est ainsi que CNBS avait invité les Yes Men en 2001, *via* le mauvais site Internet, à un débat télévisé avec des critiques de la mondialisation, au cours duquel Igor Vamos proposa rapidement l’introduction de bons d’achat de justice pour gérer les atteintes aux Droits de l’homme : le marché libre reste tout de même le moyen le plus raisonnable de résoudre les problèmes.

Avec leur façon de résister, les Yes Men s’exposent à d’énormes risques dans la mesure où ils s’attirent évidemment de nombreuses plaintes pour atteintes aux droits d’auteurs, affirmations fallacieuses, etc., et, comme on l’a dit, se sont fait arrêter à l’occasion de quelques-unes de leurs actions. Leur stratégie politique s’oriente ostensiblement vers les acteurs de l’économie multinationale qui ont depuis longtemps accumulé plus de pouvoir politique et économique que les gouvernements nationaux. L’impact de leurs subversions très calculées prouve qu’il est possible, dans une société de médias, de lutter contre ses adversaires en jouant leurs rôles encore plus sérieusement qu’ils ne l’oseraient eux-mêmes. On voit ici que l’éventail des moyens de résistance est vaste. Et en plus que cela peut être très drôle.

## PETIT PRÉCIS DE RÉSISTANCE

Les histoires de ceux qui utilisent leur marge de manœuvre pour rendre le monde meilleur que ce qu’il serait sans leur intervention sont nombreuses : on pourrait aussi parler de la Green Music Initiative<sup>194</sup> qui lance des festivals un peu alternatifs avec des « vélo-discos » et des trains spéciaux pour le voyage et l’hébergement, d’une seule personne comme Ilona Parsch qui fabrique du produit nettoyant écologique à base de betterave rouge<sup>195</sup>, de Michael Goedecke, directeur du personnel, qui a réconcilié des jeunes qu’on croyait sans avenir avec la formation en leur posant la simple question : « De quoi es-tu fier ? » Les qualités que ces jeunes ont alors

décrites n’avaient rien à voir avec celles que l’on évalue à l’école. Le programme est incroyablement efficace : depuis 2001, 3 800 jeunes ont pu être mis en relation avec une formation normale. Isa Pini, qui était fier de savoir jouer de la clarinette, a depuis terminé ses études au conservatoire et est devenu un musicien très demandé<sup>196</sup>.

Tous ces projets très divers ont tous une caractéristique commune : ils modifient un point parfois infime de la façon dont on considère habituellement les gens et les choses. J’ai déjà effectué la comparaison avec la prise de judo dans le chapitre sur les nouvelles stratégies architectoniques : il suffit de cibler un point précis pour inverser complètement les rapports d’un geste simple et élégant. Cela demande une forme d’intelligence pratique qui laisse les possibles s’infiltrer dans les perceptions, là où habituellement ils restent invisibles, et donc inexploitable.

La suite de ces histoires de réussites perce déjà cette réalité en apparence hermétique : cela marche bien que tout le monde dise toujours que rien ne marche. Toutes ces histoires mises bout à bout donnent une combinatoire du vrai rapport au monde. Tous les éléments dont il a été question dans ce livre s’y retrouvent : de l’attention au bien commun en passant par les innovations d’usage. Même si certaines idées ou certains projets échouent, si certaines nouvelles stratégies d’économie ou de vie en commun ne sont finalement pas viables, ils ont au moins le mérite d’apporter de la matière sur les conditions d’échec ou de réussite de cet autre rapport au monde. Et surtout, même les échecs fournissent de la matière à la contre-histoire de l’histoire du progrès rance, sans suspense ni promesse que l’époque moderne raconte d’elle-même et qui ne fonctionne de toute manière plus. Une bonne histoire n’a pas seulement un début, un milieu et une fin, elle rencontre des tas d’éléments perturbateurs, ses héros doivent franchir des obstacles, essayer des revers et faire face à leurs faiblesses.

Les histoires lisses sont tout aussi inintéressantes que celles dont on connaît la fin dès le début. C’est pour cela que cette contre-histoire est si passionnante, parce qu’elle s’écrit depuis l’avenir : depuis la vraie vie et par la conviction de pouvoir y parvenir. C’est là que l’issue est ouverte. C’était aussi le cas dans l’histoire que l’époque moderne expansive raconte d’elle-même, c’est ce qui la rendait si attirante et si excitante, de vouloir et de pouvoir s’y inscrire. Elle était porteuse

d'identité, car chacun pouvait prendre part à un voyage commun vers un avenir commun. L'issue de cette histoire n'est plus ouverte puisque nous savons qu'elle échoue par le simple fait qu'il n'y a plus de place pour plus d'expansion. L'histoire n'a plus de visibilité vers un *happy end*, et depuis que l'on sait cela, elle n'est plus passionnante, elle est au contraire devenue une obstination gênante. Elle n'est plus qu'une idée fixe.

Tout aussi obstinée, l'histoire absurde des promesses de la croissance, de l'économie verte, des ingénieurs un peu trop *smart*. Et tout aussi obstinée la gent politique, qui refuse d'admettre qu'elle représente aux yeux de la jeunesse l'antithèse personnifiée de tout ce qu'elle devient et aspire à être. C'est le point de départ idéal de notre contre-histoire : d'un avenir ouvert construit avec d'autres moyens.

Cependant, il ne faut pas s'imaginer qu'il sera facile d'écrire une histoire pareille. Cette histoire se racontera et se vivra contre les rapports actuels et contre les intérêts qu'ils représentent. Elle n'aura d'effet que si un petit pourcentage des membres de chaque section de société, de chaque couche, de chaque métier, de chaque fonction, commence à agir autrement. La route vers la modernité durable n'aura rien d'une discussion harmonieuse sur la meilleure ou la pire des pratiques, et elle ne commencera pas bien si seul un petit mouvement de base se met en marche. Les mouvements sociaux montent en puissance quand ceux qui les portent ne sont pas issus seulement de sous-cultures, mais de tous les groupes sociétaux.

Pour qu'une politique de la modernité durable mène à quelque chose, il faudrait partout des avant-gardes pour raconter cette nouvelle histoire : au moins 5 % des entreprises et des conseils d'administration doivent s'inscrire dans cette histoire, 3 à 5 % des négociateurs internationaux sur le climat, 3 à 5 % des chefs d'État, 3 à 5 % des professeurs, des enseignants, des policières, des avocats, des journalistes, des actrices, des concierges, des chômeurs, etc. C'est là que sont les forces potentielles, car ce que les uns font pourra être suivi et soutenu par les autres. Une initiative citoyenne qui s'élève contre les intérêts des grands fournisseurs d'énergie a besoin du soutien de la commune pour laquelle elle tente de gagner sa propre alimentation énergétique, et les initiatives de mobilité locales de jeunes activistes écologistes ont besoin de la visibilité que peuvent leur apporter les médias. Pour réussir, une initiative

de covoiturage a besoin du soutien du politicien qui adapte l'utilisation des parkings et privilégiera les voitures partagées. Une initiative de durabilité prise au sein du conseil d'administration d'une entreprise a besoin du soutien des délégués du personnel quand un employé doit partir pour le bien commun ou quand on installe des douches et des vestiaires pour ceux qui se rendent au travail à vélo.

De courtes expériences de pensées de chacun de ces exemples et de milliers d'autres révèlent immédiatement comment cette prise de judo changerait la société : dès que Günther Jauch ou Sandra Maischberger se mettront à utiliser leur marge de manœuvre pour raconter une autre histoire, les habituels représentants politiques et intellectuels que l'on retrouve sur leurs plateaux seront remplacés par des gens qui font autre chose et viennent échanger à ce sujet. Dès que les hommes et femmes politiques au pouvoir mettront en place des stratégies réductives, les débats d'organisation reviendront animer la culture sans alternative des mairies et des parlements. Dès que les directions des écoles et des universités ne s'empresseront plus de suivre aveuglément les instructions ministérielles, une nouvelle culture de l'enseignement et de la science apparaîtra.

Ces 3 à 5 % font vraiment la différence, car ils prouvent concrètement et maintiennent que les choses pourraient et devraient fonctionner différemment. Dans ce contexte, on observe le paradoxe d'une élite qui se place en travers de toutes les autres couches et qui se définit très simplement par la phrase : « On commence et on verra. » Alors que la plupart des autres ne se préoccupent pas du tout de l'avenir ou s'enthousiasment encore pour la fiction d'une éternelle expansion, cette élite expérimente les possibilités d'une autre politique, d'une autre production, d'une autre sociabilité. Elle crée des laboratoires d'une autre pratique. Les résultats qui en ressortent peuvent être compilés afin de constituer une politique de l'avenir. Si celle-ci obtient un jour une majorité de soutiens, ce sera parce qu'elle met en place *par la pratique* un modèle culturel plus élégant, plus enthousiaste, plus excitant et épris de la vie que l'ancien. Et parce qu'il y a des gens qui se prennent au sérieux et sont prêts à imposer un modèle comme celui-là.

Cela dit, on ne peut y parvenir qu'en agissant, jamais en exhortant. Jamais en disant à ceux qui sont dans le faux ce qu'il faudrait

faire maintenant. Autrement dit : on ne peut réussir que par un désaccord pratique. Que par la résistance, sous toutes ses formes. Par la résistance envers soi-même, et contre la tentation de prolonger son séjour dans sa zone de confort.

Parce qu'il s'agit à la fois de maintenir et d'abolir. Maintenir les normes civilisationnelles que l'essor du capitalisme a permises et a créées, et abolir la destruction générale qu'il mène aujourd'hui, car l'extractivisme et la production de déchets dépassent largement les capacités de la planète. Il faut donc insister sur la liberté, la démocratie, le droit, l'égalité des chances, l'éducation et la santé et donc contre les intérêts de ceux dont le modèle d'entreprise consiste à saper tout ce qui profite à un principe d'économie devenu absolument destructeur.

Contre le modèle d'entreprise des compagnies pétrolières, de l'industrie agroalimentaire, de la finance. De la logique propre à leur modèle d'entreprise découle la destruction, et non la préservation de nos conditions de vie future. Il n'y a de toute façon plus rien à tirer de la logique de court terme systématique de leurs modèles d'entreprise si la Terre, ses habitants et ses habitantes n'ont plus rien à proposer. Mais ces modèles-là ne peuvent fonctionner que si vous vous trouvez à la fin de la chaîne de valeur et de commercialisation, si vous insérez le robinet dans la tubulure du réservoir de votre voiture, si vous achetez un écran plat encore plus plat et si vous réservez un voyage au bout du bout du monde. Sans vous, ce modèle d'entreprise n'existerait pas. C'est pour cela que cela dépend de vous. Et seulement de vous.

Les sociétés se développent en combattant et en anéantissant les privilèges qui se dressent contre le changement et le combattent. Si les États-Unis et l'Europe sont si sclérosés et en panne d'inspiration, c'est parce que des élites économiques devenues séniles continuent d'étendre leurs privilèges et parce que la tout aussi sénile politique de partis la soutient dans ce processus. Une société dans laquelle on s'oppose toujours à un système de sécurité sociale légal est au XXI<sup>e</sup> siècle complètement obsolète et ne pourra qu'échouer, de même que toutes les autres qui refusent d'admettre qu'une politique économique et industrielle du XX<sup>e</sup> siècle n'est plus adaptée à un XXI<sup>e</sup> siècle dont les ressources ont changé.

Le niveau civilisationnel atteint dans les sociétés occidentales ne pourra être maintenu que si l'on transforme complètement notre mode de fonctionnement économique. C'est pour cela qu'il faut continuer à soulever la question du mode de vie et d'économie au-delà du capitalisme, car on a perdu l'habitude de se la poser depuis que le système communiste a heureusement presque totalement disparu. Bien sûr, personne aujourd'hui n'a de réponse à donner si on demande à quoi ressemblerait et comment fonctionnerait une économie postcapitaliste, mais ce n'est en soi pas un argument contre le fait qu'on ne passera pas le XXI<sup>e</sup> siècle sur les épaules du capitalisme. Ou plutôt que seule une petite partie d'entre nous passera le XXI<sup>e</sup> siècle sur les épaules du capitalisme. Un milliard peut-être. Peut-être moins.

Cela coûtera leur vie aux autres si on applique un principe d'économie expansif à une quantité de ressources qui ne suffit pas à tout le monde. On peut choisir cette option. Mais alors il faut admettre et assumer de vivre sa vie au prix de celle des autres.

Sinon, on peut choisir l'autre option. Et miser sur la possibilité d'un autre fonctionnement. Sur l'idée que pour survivre, l'économie citoyenne est la forme d'économie prédominante, et que la qualité de vie dans la modernité durable est plus élevée que dans le goulag de la consommation de la modernité expansive. Une culture réductive imposerait des paramètres d'orientations, de décisions et d'actions différents de l'expansive à presque tous les égards : « culture » viendrait remplacer « croissance » comme motivation, et « parcimonie » remplacerait « efficacité ». « Exactitude » au lieu de « rapidité », « saison » au lieu de « toujours de tout », « résilience » au lieu de « approvisionnement par autrui ». Au lieu de « consommation », « bonheur ».

Les nouveaux concepts seraient élaborés depuis un avenir souhaitable, les anciens depuis le présent. Penser depuis l'avenir ouvre de nouvelles possibilités, penser depuis le présent les limite systématiquement à ce que l'on connaît déjà. C'est ainsi que naît la capacité à résister : en confrontant les meilleures possibilités de l'avenir aux mauvaises possibilités du présent. On ne peut le vouloir que si on accepte d'assumer sa propre responsabilité de l'avenir, ou pas. Nous voici arrivés dans la situation dans laquelle Hans Jonas définissait les hommes comme des êtres moraux : il a le choix entre un comportement moral ou amoral.

La décision est entre vos mains. Après 40 ans de mouvement écologiste et 20 ans de postdémocratie, s'il y a une chose dont on n'a pas besoin, c'est de conseils et d'exhortations. Les valeurs ne changent pas la pratique. C'est le changement de pratique qui changera les valeurs. J'ai changé de travail il n'y a pas très longtemps, parce que je trouvais superflu d'entasser des informations sur l'état du monde alors que tout le savoir dont on dispose aujourd'hui suffit bien assez pour comprendre que ça ne peut pas durer ainsi. Ma marge de manœuvre personnelle me permet de renoncer à l'exosquelette d'un institut de recherche et d'essayer de composer une contre-histoire à la nôtre en me servant de l'histoire de quelques succès. Mais depuis que j'ai pris la décision d'interpréter ainsi ma propre marge de manœuvre, elle s'est étendue à une vitesse folle. Elle s'est étendue à de nouvelles discussions, à de nouvelles coopérations, à de nouveaux plans de bataille élaborés avec des gens et des institutions avec lesquels je n'aurais autrefois jamais été en contact. L'ouverture à ces nouvelles opportunités d'alliance fut d'autant plus facile que je ne gâchais plus mon temps à accorder mes pensées aux exigences d'administrateurs de savoir qui sont parvenus, en quelques dizaines d'années, à définir la science par des critères plus adaptés au calcul de la production quotidienne de poules par une grosse installation qu'à l'apprentissage de la pensée autonome. En clair : il ne coûte pas grand-chose d'user de sa propre marge de manœuvre, mais cela fait beaucoup de bien.

« L'intelligence est un concept moral. » C'est par cette phrase étonnante que Theodor W. Adorno ouvre le 127<sup>e</sup> aphorisme de *Minima Moralia*, et la suite est tout aussi étonnante : l'intelligence en tant que « force de jugement » présuppose l'abrogation de l'opposition entre raison et sentiment. La pensée antithétique qui s'esquisse dans la résistance à une situation donnée se fonde sur le désir, c'est-à-dire sur l'unité maintenue de raison et sentiment. La force de jugement de l'intelligence morale est donc la condition à l'auto-éducation et à la raison. Penser par soi-même ne se conçoit donc que comme une capacité émotionnelle. (Là, ce n'est plus Adorno qui parle, c'est moi.)

La simple analyse de mauvais développements et de mauvais rapports ne sert à rien en soi ; l'intelligence morale voudrait au contraire les faire changer. Le rituel quotidien de la mesure de

la fonte des glaces et du constat de la fréquence grandissante des cyclones ne sert à rien en soi ; l'intelligence morale voudrait au contraire empêcher cela. L'indignation en elle-même ne sert à rien ; l'intelligence morale cherche les moyens de lutter contre les causes de l'indignation. On a parlé dans ce livre d'économie morale, pour laquelle il ne s'agit pas d'inégalité quantifiable, mais de niveau d'équité au sein des relations sociales. On a aussi parlé d'imagination morale : de la capacité à se représenter ce que l'on peut produire. On a besoin de l'économie morale comme d'un appui contre l'économisation de toute sociabilité, et de l'imagination morale pour pouvoir situer sa propre responsabilité dans la longue chaîne de division du travail dont on fait partie au sein des sociétés modernes.

L'économie morale est une capacité sociale, l'imagination morale est une capacité individuelle. Associées, ces deux capacités représentent l'intelligence morale, c'est-à-dire la force de jugement qui permet de distinguer ce que l'on peut faire sien et ce à quoi il faut résister. L'alternative de continuer à parler de soi en racontant l'histoire désuète et maintenant dangereuse de la modernité, ou pas. C'est à vous de raconter la contre-histoire.

## **LES 12 PRINCIPES D'UNE RÉSISTANCE RÉUSSIE**

- 1. TOUT POURRAIT ÊTRE AUTREMENT.**
- 2. IL NE DÉPEND QUE DE VOUS DE FAIRE BOUGER LES CHOSES.**
- 3. ALORS PRENEZ-VOUS AU SÉRIEUX.**
- 4. ARRÊTEZ D'ÊTRE D'ACCORD.**
- 5. RÉSISTEZ À CHAQUE FOIS QUE VOUS N'ÊTES PAS D'ACCORD.**
- 6. VOUS DISPOSEZ D'UNE ÉNORME MARGE DE MANŒUVRE.**
- 7. ÉLARGISSEZ VOTRE MARGE DE MANŒUVRE LÀ OÙ VOUS ÊTES ET LÀ OÙ VOUS AVEZ DE L'INFLUENCE.**
- 8. CONTRACTEZ DES ALLIANCES.**
- 9. ATTENDEZ-VOUS À ESSUYER DES REVERS, SURTOUT CEUX QUI VIENNENT DE VOUS.**
- 10. VOUS N'ÊTES PAS RESPONSABLE DE LA TERRE ENTIÈRE.**
- 11. LA FAÇON DONT VOUS RÉSISTEZ DÉPEND DE VOS POSSIBILITÉS.**
- 12. ET DE CE QUE VOUS AIMEZ FAIRE.**

# NOTES

1. *Micky Maus*, n° 27, 12 juillet 1958, p. 26.
2. Fukuyama Francis : *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion, Paris, 2009.
3. Meadows Dennis/Meadows Donella H./Randers Jørgen : *Les Limites à la croissance (dans un monde fini), Le Rapport Meadows, 30 ans après*, Écosociété, Montréal, 2013.
4. Elias Norbert : *Studien über die Deutschen: Machtkämpfe und Habitusentwicklung im 19. und 20. Jahrhundert*, Suhrkamp, Francfort-sur-le-Main, 1989.
5. Peter Bonfing, Jürgen Habermas et Julian Nida-Rümelin ont publié en ce sens dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 4 août 2012 (p. 33) un article assez indigeste dans lequel ils développent la revendication d'un État fédéral européen qui serait nécessaire si « on veut avoir une quelconque influence sur le programme de la politique mondiale et la résolution des problématiques globales ». Il semble inutile de préciser la valeur de cette influence, et on ne nous explique pas non plus ce qu'elle a à voir avec des réalités géopolitiques qui depuis longtemps ne sont plus les mêmes. Visiblement, il suffit d'en signifier l'importance pour qu'un souhait devienne un argument.
6. Diamond Jared : *Effondrement : comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Gallimard, Paris, 2006.
7. Koschorke Albrecht : »Spiel mit der Zukunft«, in : *Süddeutsche Zeitung*, 30 octobre 2008.
8. *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung*, 19 août 2012, p. 27.
9. Kuckartz Udo : »Nicht hier, nicht jetzt, nicht ich – über die symbolische Bearbeitung eines ernstes Problem«, in : Welzer Harald/Soeffner Hans-Georg/Giesecke Dana (éd.), *KlimaKulturen. Soziale Wirklichkeiten im Klimawandel*, Campus, Francfort-sur-le-Main/New York, 2010, p. 143 à 160.
10. Reemtsma Jan Philipp : *Confiance et violence : essai sur une configuration particulière de la modernité*, Gallimard, Paris, 2013.
11. Schor Juliet : *La Véritable Richesse : une économie du temps retrouvé*, Paris, ECLM, 2013.
12. Mcneill John R. : *Du nouveau sous le soleil : une histoire de l'environnement mondial au xx<sup>e</sup> siècle*, Points Seuil, Paris, 2013.
13. Schor : *La Véritable Richesse* (voir note 11).

14. *Süddeutsche Zeitung*, 25 août 2012.
15. ZDF heute Nachrichten, le 29 août 2012.
16. Nicolai Birger : »Starbucks und Krüger attackieren Nespresso«, in : *Welt am Sonntag*, 27 mai 2012, p. 31.
17. Sáenz-Arrojo Andrea *et al.* : "Rapidly shifting environmental baselines among fishers of the Gulf of California", in : *Proceedings of the Royal Society*, 272/2005, p. 1957 à 1962.
18. Turvey S. T. *et al.* : "Rapidly shifting baselines in Yangtze fishing communities and local memory of extinct species", in : *Conservation biology*, 24(3), 2010, p. 778 à 787.
19. Massing Michael : »BahrainGP-SchumacherkritisiertReifen, Ecclestone wird makaber«, in : *STERNonline*, 23 avril 2012, [www.stern.de/sport/formel1/formel-1-bahrain-gp---schumacher-kritisiert-reifen--ecclestone-wird-makaber-3063720.html](http://www.stern.de/sport/formel1/formel-1-bahrain-gp---schumacher-kritisiert-reifen--ecclestone-wird-makaber-3063720.html)
20. Perthes Volker : *Der Aufstand: Die arabische Revolution und ihre Folgen*, Pantheon, Munich, 2011.
21. Massing, »Bahrain GP« (voir note 19).
22. [www.redbull.de/cs/Satellite/de\\_DE/Unternehmenszahlen/001243044071188?pcs\\_c=PCS\\_Article&pcs\\_cid=1243041553189](http://www.redbull.de/cs/Satellite/de_DE/Unternehmenszahlen/001243044071188?pcs_c=PCS_Article&pcs_cid=1243041553189)
23. Le maître à penser d'Occupy, l'anthropologue culturel David Graeber, déclara au cours d'une interview avec le Spiegel-online le 18 mai 2012 au sujet des réactions suscitées par Occupy Wall Street : « Certains nous ont insultés, d'autres étaient plutôt sympas. À la Fed, la banque centrale américaine, on avait même des fans. L'un d'eux m'a dit : "On a essayé pendant deux mois de comprendre ce que vous vouliez vraiment. Quand on s'est rendu compte que vous ne réclamiez rien en particulier, on a trouvé ça génial." » [www.spiegel.de/wirtschaft/interview-mit-david-graeber-von-occupy-a-833789.html](http://www.spiegel.de/wirtschaft/interview-mit-david-graeber-von-occupy-a-833789.html)
24. L'essai *Indignez-vous !* de l'ancien résistant Stéphane Hessel est bien gentil car il n'indique pas concrètement contre quoi il faudrait s'indigner ni ce qu'on devrait faire peser dans la balance en s'indignant. D'un point de vue marketing, ce petit livre, que l'on pouvait acheter pour trois euros aux caisses des librairies avec les cartes postales et les dictons du jour, était un coup magnifique. Il s'en est vendu 4 millions d'exemplaires dans le monde entier et une cascade d'imitations ne tarda pas à envahir les maisons d'édition en tous genres.
25. Vitali Stefania/Glatfelder James B./Battiston Stefano : *The Network of Global Corporate Control*, PLoS ONE, 6(10):e25995 (2011) doi:10.1371/journal.pone.0025995.
26. Marx Karl : *L'Idéologie allemande*, Éditions sociales, Paris, 2012.
27. McNeill, *Du nouveau sous le soleil* (voir note 12).
28. Worldwatch Institute, Washington D.C. (éd.) : *State of the World 2010, Transforming cultures*. New York, London, 2012.
29. brand eins und Statista : *Die Welt in Zahlen 2012*, Hambourg, 2012.
30. Hoffman Bruce : *La Mécanique terroriste*, Calmann-Lévy, Paris, 1999.
31. La RDA disposait depuis 1971 d'un ministère de l'Environnement, mais on ignore aujourd'hui encore ce qu'on y faisait exactement. (RADKAU, Joachim : *Die Ära der Ökologie – Eine Weltgeschichte*, CH Beck, Munich, 2011, p. 130.)
32. McNeill, *Du nouveau sous le soleil* (voir note 12).
33. Markowitsch Hans-J./Welzer Harald : *Das autobiographische Gedächtnis*, Klett-Cotta, Stuttgart, 2005.
34. Frankfurter Allgemeine Zeitung : *Deutsche arbeiten häufiger nachts und am Wochenende*, [www.faz.net/aktuell/wirtschaft/arbeitszeiten-deutsche-arbeiten-haeufiger-nachts-und-am-wochenende-11861812.html](http://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/arbeitszeiten-deutsche-arbeiten-haeufiger-nachts-und-am-wochenende-11861812.html) du 20 août 2012.
35. Osterhammel Jürgen : *Die Verwandlung der Welt. Eine Geschichte des 19. Jahrhunderts*, CH Beck, Munich, 2009, p. 936.
36. *Ibid.*, p. 937.
37. Laplanche Jean/Pontalis Jean B. : *Le Vocabulaire de la psychanalyse*, PUF, Paris, 2007.
38. Hagner Michael : *Der Hauslehrer: Die Geschichte eines Kriminalfalls. Erziehung, Sexualität und Medien um 1900*, Suhrkamp, Berlin, 2010.
39. Osterhammel Jürgen : *Die Verwandlung der Welt* (voir note 35), p. 1131.
40. Wissenschaftlicher Beirat der Bundesregierung Globale Umweltveränderungen (WBGU) : *Welt im Wandel: Gesellschaftsvertrag für eine Große Transformation. Hauptgutachten 2011*, Berlin, 2011.
41. L'auteur de cette réflexion est Uwe Schneidewind.
42. Citation d'après Wolfgang Schivelbusch : *Histoire des voyages en train. L'industrialisation du temps et de l'espace au XIX<sup>e</sup> siècle*, Le Promeneur, Paris, 1990.
43. Anders Günther : *L'Obsolescence de l'homme : sur la destruction de la vie à l'époque de la troisième révolution industrielle*, Fario, Paris, 2012.
44. La théorie de Nico Stehr est en réalité un peu plus compliquée : il part du principe que la moralisation des produits ainsi que ses moyens de diffusion sont inhérents au marché, mais qu'on ne les a remarqués que récemment. D'après sa théorie sociale, les marchés ne font pas que revêtir les produits de « probité », ils deviennent de véritables arènes politiques et morales. Voir Stehr Nico : *Die Moralisierung der Märkte. Eine Gesellschaftstheorie*, Suhrkamp, Francfort-sur-le-Main, 2007.
45. Radkau Joachim : *Die Ära* (voir note 31), p. 358.
46. *Ibid.*
47. Glickman Lawrence B. : *Buying Power: A History of Consumer Activism in America*, University of Chicago Press, 2009.

48. Heidbrink Ludger/Schmidt Imke : »Das Prinzip der Konsumentenverantwortung – Grundlagen, Bedingungen und Umsetzungen verantwortlichen Konsums«, in : Heidbrink Ludger/Schmidt Imke/Ahaus Björn (éd.), *Die Verantwortung des Konsumenten: Über das Verhältnis von Markt, Moral und Konsum*, Campus, Francfort-sur-le-Main, New York, 2001, p. 25 à 56.
49. *Ibid.*, p. 52 sq.
50. Adolf Marian, Stehr Nico : »Die Moralisierung der Märkte und ihre Kritik«, in : Heidbrink Ludger/Schmidt Imke/Ahaus Björn (éd.), *Die Verantwortung der Konsumenten. Über das Verhältnis von Markt, Moral und Konsum*, Campus, Francfort-sur-le-Main/New York 2011, p. 250.
51. The Economist : "Change we can profit from". [www.economist.com/node/13031214?story\\_id=13031214](http://www.economist.com/node/13031214?story_id=13031214)
52. Comme le fait à merveille la plateforme en ligne utopia.de.
53. Kathrin Hartmann nous a enfin débarrassés des illusions pratiques de la consommation stratégique dans l'ouvrage polémique *Ende der Märchenstunde. Wie die Industrie die Lohas und die Lifestyle-Ökos vereinnahmt*, Random House, Munich, 2009.
54. Rosa Hartmut : »Über die Verwechslung von Kauf und Konsum: Paradoxien der spätmodernen Konsumkultur«, in : Heidbrink Ludger/Schmidt Imke/Ahaus Björn (éd.) : *Die Verantwortung der Konsumenten. Über das Verhältnis von Markt, Moral und Konsum*, Campus, Francfort-sur-le-Main/New York, 2011, p. 115 à 132, ici p. 119.
55. *Ibid.*, p. 127.
56. *Ibid.*, p. 129 sq.
57. *Frankfurter Allgemeine Zeitung* : »Testbericht über ein neues Smartphon«, 5 juin 2012, p. T2.
58. *Ibid.*
59. Anders Günther : *L'Obsolescence de l'homme* (voir note 43).
60. Welzer Harald : »Wissenschaftsläden. Ein Kapitel aus der Geschichte reflexiver Verwissenschaftlichung«, in : Gramm Gerhard/Kimmerle Gerd (éd.), *Wissenschaft und Gesellschaft*, Tübingen, 1991, p. 181 à 201.
61. Liberti Stefano : *Main basse sur la terre : land grabbing et le nouveau colonialisme*, Rue de l'échiquier, Paris, 2013.
62. Rockström Johan, et al. : "Planetary boundaries: exploring the safe operating space for humanity", in : *Ecology and Society* 2009, 14 (2), p. 32.
63. Huismann Wilfried : *Schwarzbuch WWF. Dunkle Geschäfte im Zeichen des Panda*, Gütersloher, Gütersloh, 2012.
64. Liberti Stefano : *Main basse sur la terre* (voir note 61).
65. Mcneill, *Du nouveau sous le soleil* (voir note 12).
66. Radkau Joachim : *Die Ära* (voir note 31), p. 177.
67. Jungk Robert : *L'État atomique*, Robert Laffont, Paris, 1979.
68. Même la société nationale-socialiste disposait de sortes d'espaces sociaux et publics au sein desquels on pouvait, parmi ses semblables, se prononcer pour ou contre certaines mesures ou actions. On méconnaît souvent le fonctionnement social des dictatures modernes car on pense qu'elles intègrent leur population par l'homogénéisation. Mais c'est tout le contraire : le national-socialisme par exemple intègre par le maintien de la différence, de telle sorte que ceux qui sont *contre* le régime, critiquent la politique juive, sont fondamentalement sociodémocrates ou autre, trouvent un lieu social au sein duquel ils peuvent échanger et trouver des gens qui pensent comme eux. Ce mode d'intégration se retrouve même dans les bataillons de réserve de la police allemande, qui ne sont absolument pas composés d'exécuteurs imbéciles et bien disciplinés, mais de personnes sensées qui décident ensemble de ce qu'ils font et de s'ils font partie des gentils ou des méchants.
69. Radkau Joachim : *Die Ära* (voir note 31).
70. Mcneill, *Du nouveau sous le soleil* (voir note 12).
71. *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 4 juin 2012, p. 1.
72. Paech Niko : *Befreiung vom Überfluss: Auf dem Weg in die Postwachstumsökonomie*, Oekom, Munich, 2011.
73. *Ibid.*, p. 91.
74. La seule entreprise à avoir présenté un tel bilan est Puma. On constate que les bénéfiques de l'entreprise chuteraient d'environ 300 à 145 millions d'euros si on prenait en compte les coûts externes. On arrive à un résultat similaire quand on fait le « vrai » bilan interne du groupe Otto.
75. *Ibid.*, p. 97.
76. *Süddeutsche Zeitung* : »Das Meer im Jahr 2300«, 26 juin 2012.
77. Horkheimer Max/Adorno Theodor W. : *La Dialectique de la raison*, Gallimard, Paris, 1983.
78. Radkau Joachim : *Die Ära* (voir note 31).
79. Welzer Harald : *Les Guerres du climat : pourquoi on tue au XXI<sup>e</sup> siècle*, Gallimard, Paris, 2012.
80. Erving Goffman parle « d'adaptation secondaire » lorsque les recommandations institutionnelles sont en théorie bien suivies, mais dans l'intérêt particulier : les agences de notation, lobbyistes professionnels, médecins spécialistes du dopage, espions et délateurs en sont quelques exemples.
81. Unmüssig Barbara/Sachs Wolfgang/Fatheuer Thomas : *Kritik der grünen Ökonomie: Impulse für eine sozial und ökologisch gerechte Zukunft*, Oekom, Berlin, 2012, p. 25.
82. Truffaut François : *Le Cinéma selon Alfred Hitchcock*, Robert Laffont, Paris, 1966.

83. Mckibben Bill : "Global Warming's Terrifying New Math", in : [www.rollingstone.com/politics/news/global-warmings-terrifying-new-math-20120719](http://www.rollingstone.com/politics/news/global-warmings-terrifying-new-math-20120719)
84. *Ibid.*
85. Menasse Robert : *Die Zerstörung der Welt als Wille und Vorstellung*, Suhrkamp, Francfort-sur-le-Main, 2006, p. 26 sq.
86. On néglige souvent les racines scientifiques du communisme soviétique et du national-socialisme. Mais la simple contribution au bon droit d'une légalité fondée sur une théorie de classe ou de race a mené aux conséquences mortelles qui caractérisent les sociétés totalitaires. Si, comme l'a formulé Hannah Arendt, les lois du progrès social décident que seule Moscou disposerait d'un métro puisque le communisme est le système dominant, alors cette supposition ne restera fautive que tant que l'on n'aura pas détruit tous les autres réseaux ferroviaires souterrains. Si les lois de la biologie décident qu'il existe des « surhommes » et des « sous-hommes », cette affirmation ne restera fautive que tant que le premier groupe n'aura pas asservi ou tué tous les autres. Les systèmes totalitaires mettent toujours immédiatement leurs principales théories en application, c'est pourquoi ils laissent derrière eux un si grand nombre de morts.
87. Schütz Alfred : »Tiresias oder unser Wissen von zukünftigen Ereignissen«, in : Schütz Alfred, *Gesammelte Aufsätze*, vol. 2, Martinus Nijhoff, La Hague, 1972, p. 259 à 278.
88. Thompson Edward P. : *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Seuil, Paris, 2012.
89. Altwater Elmar : *Das Ende des Kapitalismus, wie wir ihn kennen*, Dampfboot, Münster, 2011, p. 177.
90. Weick Karl/Sutcliffe Kathleen : *Managing the Unexpected*, John Wiley and sons, Canada, 2007.
91. *Ibid.*
92. *Ibid.*
93. *Ibid.*
94. L'idée de l'histoire qui suit vient de la Wiesbadener Agentur Scholz & Volkmer ([www.s-v.de](http://www.s-v.de)). Merci à Christian Daul, à Peter Post et à Michael Volkmer.
95. Il existe des Giveboxes de différentes sortes et fonctionnalités : pour les livres que l'on apporte et emporte (le *book crossing*), mais aussi pour tous les appareils d'usage possibles et imaginables que l'on peut céder ou emporter gratuitement.
96. [www.backhausen.com/returnity.php](http://www.backhausen.com/returnity.php)
97. Paech Niko : *Befreiung vom Überfluss* (voir note 72), p. 133 sq.
98. *Ibid.*, p. 119.
99. Rammler Stephan : »Die Geschichte der Zukunft unserer Mobilität«, in : Welzer Harald/Wiegandt Klaus (éd.) : *Perspektiven einer nachhaltigen Entwicklung*, Fischer, Francfort-sur-le-Main, 2011, p. 15 à 39.

100. Kegler Ulrike : *In Zukunft lernen wir anders. Wenn die Schule schön wird*, Beltz, Weinheim, 2009.
101. Grabenhofer Elisabeth : *Alt und Jung. Eine Kita im Seniorenheim*, Verlag das Netz, Kiliansroda, 2009.
102. [www.stiftung-intact.ch](http://www.stiftung-intact.ch)
103. Une version plus longue et pronostiquée sur une période de cent ans de cette vision du futur a déjà été publiée dans Heinemann, Paul & Grandits, Ernst A. (éd.) : *2112*, Hildesheim *et al.*, 2012.
104. La Shoah fut l'assassinat organisé de près de 6 millions de Juifs par le régime national-socialiste qu'une politique biologiste fondée sur une argumentation scientifique érigea en raison d'État en Allemagne. Outre les Juifs d'Europe, on compte également parmi les victimes de cette politique biologiste les personnes atteintes de handicap, les Tziganes et les Roms, les homosexuels et tous ceux que l'on considérait comme « étrangers ».
105. Pinker Steven : *Gewalt. Eine neue Geschichte der Menschheit*, Fischer, Francfort-sur-le-Main, 2011.
106. Jared Diamond explique la disparition de la culture pascuane par l'exploitation non durable des forêts et l'érosion consécutive des sols, qui menèrent ensuite à l'impossibilité pour la population d'assurer ses ressources alimentaires. La structure sociale se différençia et les clans survivants commencèrent à s'affronter dans une guerre totale. Cette expérience insulaire, qui ne fut soumise à aucune influence extérieure, se conclut par l'autoconsommation des hommes comme dernière ressource. La majeure partie des quelques survivants de la guerre furent vendus comme esclaves par des marchands péruviens au XIX<sup>e</sup> siècle (DIAMOND : *Effondrement*, voir note 6).
107. Rockström Johan, *et al.* : "Planetary boundaries" (voir note 62).
108. Clausen Lars : »Wohin mit den Klimakatastrophen?«, in : Welzer Harald *et al.* (éd.) : *Klimakulturen. Soziale Wirklichkeiten im Klimawandel*, Campus, Francfort-sur-le-Main, 2010, p. 97 à 110.
109. Welzer Harald : *Les Guerres du climat* (voir note 79).
110. Bude Heinz : »Die Überflüssigen«, in : Bude Heinz/Willisch Andreas (éd.) : *Exklusion – Die Debatte über die „Überflüssigen“*, Suhrkamp, Francfort-sur-le-Main, 2007.
111. Radermacher Franz Josef/Beyers Bert : *Welt mit Zukunft: Überleben im 21. Jahrhundert*, Murmann, Hambourg, 2007.
112. Musil Robert : *L'Homme sans qualités*, Seuil, Paris, 1995.
113. *Ibid.*
114. *Ibid.*

115. *Ibid.*
116. Ullrich Wolfgang : *Haben wollen. Wie funktioniert die Konsumkultur?*, Fischer, Francfort-sur-le-Main, 2006.
117. Edward P. Thomson, qui inventa ce terme au cours de ses recherches sur l'histoire de la classe ouvrière britannique, fait référence à des moralités spécifiques à une sous-culture qui mènent à une certaine conception de la justice et de l'injustice. Elles sont le terrain de la protestation et de la rébellion, bien qu'elles ne découlent pas directement et immédiatement de la détresse ou de la répression. (Thompson Edward P. : *La Formation de la classe ouvrière anglaise, op. cit.*)
118. Tajfel Henri : *Social identity and intergroup relations*, Maison des sciences de l'homme, Paris, 1982.
119. Milinski Manfred : »Egoismus schafft Gemeinsinn. Das Problem des Altruismus«, in : Fischer Ernst Peter/Wiegandt Klaus (éd.), *Evolution und Kultur des Menschen*, Fischer, Francfort-sur-le-Main, 2010, p. 270 à 291.
120. Welzer Harald : *Les Exécuteurs. Des hommes normaux aux meurtriers de masse*, Gallimard, Paris, 2007.
121. Precht Richard David : *L'Art de ne pas être un égoïste : pour une éthique responsable*, Belfond, Paris, 2012.
122. Verfolgung, in : Haus der Geschichte Baden-Württemberg (éd.), *Helfer im Verborgenen, Retter jüdischer Menschen in Südwestdeutschland*, Universitätsverlag Winter GmbH Heidelberg, Heidelberg, 2012, p. 21 à 34.
123. Christ Michaela : *Die Dynamik des Tötens: die Ermordung der Juden von Berditschew. Ukraine 1941 – 1944*, Fischer, Francfort-sur-le-Main, 2011.
124. Wenger Etienne : *Communities of Practice. A Brief Introduction*, en ligne : <http://wenger-trayner.com/introduction-to-communities-of-practice>.
125. Wenger Etienne : *Communities of Practice: Learning, Meaning, and Identity*, Cambridge University Press, 1998, p. 77.
126. *Ibid.*, p. 72.
127. Bankoff Greg : "Cultures of Coping: Adaptation to Hazard and Living with Disaster in the Philippines", *Philippine Sociological Review*, 51, 1/4, 2003 (publié en 2006), p. 1 à 16.
128. Sanchez Adriana : »Der Code ist das Staatgut der Software«, in : Helfrich Silke/Fondation Heinrich Böll (éd.), *Commons. Für eine neue Politik jenseits von Markt und Staat*, Transcript, Bielefeld, 2012, p. 344 à 347, ici p. 346.
129. Siefkes Christian : »Peer-Produktion – der unerwartete Aufstieg einer commonsbasierten Produktionsweise«, in : Helfrich Silke/Fondation Heinrich Böll (éd.), *Commons. Für eine Politik jenseits von Markt und Staat*, Bielefeld, 2012, p. 348 à 353, ici p. 350 sq.
130. Boese Daniel : *Wir sind jung und brauchen die Welt*, Oekom, Munich, 2012 ; Hunter Emily : *The Next Eco-Warriors*, Conari Press, 2011.
131. Étude Shell (16<sup>e</sup> édition) : *Jugend 2010*, Fischer, Francfort-sur-le-Main, 2011, p. 156.
132. *Ibid.*, p. 202.
133. Welzer Harald/Wessels Sebastian : »Wie gut, dass auch die Nonkonformisten konform sind«, in : *Merkur* 9/10, 2011, p. 970 à 979.
134. Shell : *Jugend 2010* (voir note 131), p. 214.
135. *Ibid.*, p. 215 et 217.
136. *Ibid.*, p. 225.
137. Jonas Hans : *Le Principe responsabilité*, Cerf, Paris, 1990.
138. Begemann Verena : *Hospiz – Lehr- und Lernort des Lebens*, Kohlhammer, Stuttgart, 2006, p. 15.
139. Nassehi Armin/Weber Georg : *Tod, Modernität und Gesellschaft. Entwurf einer Theorie der Todesverdrängung*, Springer, Opladen, 1989, p. 198.
140. Begemann Verena : *Hospiz* (voir note 138), p. 19.
141. Filipp Sigrun Heide (éd.) : *Kritische Lebensereignisse*, Kohlhammer, Munich, 1981.
142. [www.lisad.com/bisesmirvomleibefaelit/](http://www.lisad.com/bisesmirvomleibefaelit/)
143. [www.schmidttakahashi.de/](http://www.schmidttakahashi.de/)
144. [www.recyclingdesignpreis.org/startseite](http://www.recyclingdesignpreis.org/startseite)
145. Maak Niklas : »Stehen lassen!«, in : *Frankfurter allgemeine Sonntagszeitung* du 26 août 2012, p. 23.
146. Ahlert Moritz et al. (éd.), *Berliner Atlas paradoxaler Mobilität*, Merve, Berlin 2011.
147. Müller Christa (éd.) : *Urban Gardening. Über die Rückkehr der Gärten in die Stadt*, Oekom, Munich, 2011.
148. [www.regionalwert-ag.de/](http://www.regionalwert-ag.de/)
149. [www.zeitraum-architektur.info/](http://www.zeitraum-architektur.info/)
150. Ostrom Elinor/Helfrich Silke (éd.) : *Was mehr wird, wenn wir teilen. Vom gesellschaftlichen Wert der Gemeingüter*, Oekom, Munich, 2011.
151. Helfrich Silke/Fondation Heinrich Böll (éd.), *Commons. Für eine Politik jenseits von Markt und Staat, op. cit.*
152. Frankfurter Allgemeine Zeitung : *Deutsche arbeiten häufiger nachts und am Wochenende*, [www.faz.net/aktuell/wirtschaft/arbeitszeiten-deutsche-arbeiten-haeufiger-nachts-und-am-wochenende-11861812.html](http://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/arbeitszeiten-deutsche-arbeiten-haeufiger-nachts-und-am-wochenende-11861812.html) du 20 août 2012.
153. Marzahn Christian : »Das Zucht- und Arbeitshaus. Die Kerninstitution frühbürgerlicher Sozialpolitik«, in : Marzahn Christian/Ritz Hans-Günther (éd.) : *Zähmen und Bewahren. Die Anfänge bürgerlicher Sozialpolitik*, AJZ, Bielefeld, 1984, p. 7 à 68.

154. Crouch Colin : *Post-démocratie*, Diaphanes, Bienne, 2013.
155. Cette étude reçut le soutien généreux de la Fondation Volkswagen sous le titre « Le comportement prosocial dans des conditions restrictives ».
156. Beer Susanne : »Helene Jacobs und die „anderen Deutschen“. Zur Rekonstruktion von Hilfeverhalten für Juden im Nationalsozialismus«, in : Schmidt-Lauber Brigitta ; Schwibbe Gudrun (éd.) : *Alterität. Erzählen vom Anderssein*, Schmerse Media, Göttingen (*Göttinger Kulturwissenschaftliche Studien*, 4), 2010, p. 85 à 110.
157. Düring Marten : *Verdeckte soziale Netzwerke im Nationalsozialismus*, essai universitaire, De Gruyter Oldenburg, Mayence, 2012.
158. Il faut ici préciser qu'au moment où les déportations débutèrent, les Juifs d'Allemagne ainsi qu'une plus petite partie des persécutés qui se cachaient et avaient donc besoin d'aide étaient très peu nombreux. En 1941, 73 000 Juifs vivaient encore à Berlin ; on estime que 7 000 d'entre eux tentèrent de survivre en *U-Boote* (sous-marins) sous terre. Les possibilités de proximité sociale avec les persécutés, pour une population berlinoise totale de 4 millions d'habitants, sont relativement maigres. La visibilité sociale disparaît incontestablement. Cela explique que seul un tout petit nombre estimait que son aide était nécessaire, tout à fait indépendamment des convictions politiques, de la propension à l'aide ou à la délation qui influencent bien entendu la perception.
159. Giesecke Dana/Welzer Harald : *Das Menschenmögliche. Zur Renovierung der deutschen Erinnerungskultur*, KörberStiftung, Hambourg, 2012, p. 38 sq.
160. Welzer Harald : *Les Exécuteurs* (voir note 120).
161. Neitzel Sönke/Welzer Harald : *Soldats : combattre, tuer, mourir : procès-verbaux de récits de soldats allemands*, Gallimard, Paris, 2013.
162. Anders Günther : *L'Obsolescence* (voir note 43).
163. On désigne aujourd'hui ce virus comme « la peste des phoques ». On suppose qu'il devient pathogène en premier lieu lorsque les animaux présentent des fragilités du système immunitaire dues au contact avec des substances nocives pour l'environnement.
164. Davis Mike : "The Great Wall of Capital", in : *Die Zeit*, 12 octobre 2006 (n° 42/2006, [www.zeit.de/2006/42/Mauern](http://www.zeit.de/2006/42/Mauern)).
165. U.S. Customs and Border Protection : National Border Patrol Strategy, Washington, September 2004.
166. Welzer Harald : *Les Guerres du climat* (voir note 79).
167. Süß Christoph : *Morgen letzter Tag! Ich und Du und der Weltuntergang*, Knaus, Munich, 2012, p. 135.
168. Hartmann Kathrin : *Wir müssen leider draußen bleiben. Die neue Armut in der Konsumgesellschaft*, Karl Blessing, Munich, 2012, p. 331.
169. *Ibid.*, p. 335.
170. *Ibid.*, p. 332.
171. *Ibid.*, p. 335.
172. Marcuse Herbert/Moore Barrington/Wolff Robert Paul : *Critique de la tolérance pure*, J. Didier, Paris, 1969.
173. Markowitsch Hans-J./Welzer Harald : *Das autobiographische Gedächtnis* (voir note 33).
174. Luria Alexander : *L'Homme dont le monde volait en éclat*, Seuil, Paris, 1995.
175. Marker Chris : *Sans soleil*, essai cinématographique, 1983.
176. Engelsing Rolf : *Analphabetentum und Lektüre: zur Sozialgeschichte des Lesens in Deutschland zwischen feudaler und industrieller Gesellschaft*, JB Metzlersche, Stuttgart, 1973.
177. Musil Robert : *L'Homme sans qualités* (voir note 112).
178. *Ibid.*, p. 131.
179. Elias Norbert : *Studien über die Deutschen* (voir note 4), p. 27 sq.
180. Bloch Ernst : *Héritage de ce temps*, Payot, Paris, 1977.
181. Rolf Disch est l'inventeur des logements à énergie positive ([www.plusenergiehaus.de](http://www.plusenergiehaus.de)).
182. Par exemple, Porsche a reçu du ministère de la Recherche 7,6 millions d'euros pour ses recherches sur « les technologies clés de la prochaine génération de véhicules électriques », pour la seule année 2012 (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 20 août 2012, p. 13).
183. [www.adz-netzwerk.de](http://www.adz-netzwerk.de)
184. Marquard Odo : *Skepsis in der Moderne*, Reclam, Stuttgart, 2007, p. 63 sq.
185. Andreas-Friedrich Ruth : *Der Schattenmann. Tagebuchaufzeichnungen 1938 – 1945*, Suhrkamp, Francfort-sur-le-Main, 1986. Le grand psychologue Hans Keilson a écrit un petit roman sur ce sujet précisément, paru sous le titre *Komödie in Moll*.
186. Düring Marten : *Verdeckte soziale Netzwerke im Nationalsozialismus* (voir note 157), p. 256.
187. Schönhaus Cioma : *Der Passfälscher. Die unglaubliche Geschichte eines jungen Grafikers, der im Untergang gegen die Nazis kämpfte*, Fischer, Francfort-sur-le-Main, 2004.
188. Felber Christian : *L'Économie citoyenne : un mouvement a vu le jour : essai*, Actes Sud, Arles, 2011.
189. Weiguny Bettina : *Bionade. Eine Limo verändert die Welt*, Eichborn, Francfort-sur-le-Main, 2009.
190. [www.murks-nein-danke.de/murksmelden](http://www.murks-nein-danke.de/murksmelden)
191. Brecht Bertolt : *Journal de travail*, Arche, 12 mai 1942.

192. On ne sait pas exactement combien de personnes cédèrent à la panique. Le *New York Times* titrait le 31 octobre 1938 « Radio Listeners in Panic, Taking War Drama as Fact » et faisait état de divers événements localisés, comme la fuite de tous les habitants d'un bloc, mais pas d'un mouvement de panique générale. Ici aussi on observe un nombre non négligeable de personnes qui franchirent la frontière parfois mince entre fiction et réalité.

193. GATT est l'acronyme pour *General Agreement on Tariffs and Trade*, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, conclu en 1947. L'OMC, fondée en 1994, est la forme institutionnalisée du GATT.

194. [www.futurzwei.org/#101-green-music-initiative-teil1](http://www.futurzwei.org/#101-green-music-initiative-teil1)

195. [www.futurzwei.org/#68-beeta](http://www.futurzwei.org/#68-beeta)

196. De nombreux exemples figurent sur le site Internet de l'initiative de Reinhard Kahl « Archiv der Zukunft » [www.archiv-der-zukunft.de](http://www.archiv-der-zukunft.de)

## BIBLIOGRAPHIE

- > ADOLF MARIAN, STEHR NICO: »Die Moralisierung der Märkte und ihre Kritik«, in: HEIDBRINK LUDGER/SCHMIDT IMKE/AHAUS BJÖRN (éditeur), *Die Verantwortung der Konsumenten. Über das Verhältnis von Markt, Moral und Konsum*, Francfort-sur-le-Main/New York 2011, p. 245 à 267.
- > AHLERT MORITZ *et al.* (éd.), *Berliner Atlas paradoxaler Mobilität*, Berlin 2011.
- > ALTVATER ELMAR: *Das Ende des Kapitalismus, wie wir ihn kennen*, Münster, 2009.
- > ANDERS GÜNTHER: *L'Obsolescence de l'homme : sur la destruction de la vie à l'époque de la troisième révolution industrielle*, Paris, 2012.
- > ANDREAS-FRIEDRICH RUTH: *Der Schattenmann. Tagebuchaufzeichnungen 1938 – 1945*, Francfort-sur-le-Main, 1986.
- > BANKOFF GREG: "Cultures of Coping: Adaptation to Hazard and Living with Disaster in the Philippines", *Philippine Sociological Review*, 51, 1/4, 2003 (publié en 2006).
- > BEER SUSANNE: »Helene Jacobs und die „anderen Deutschen“. Zur Rekonstruktion von Hilfeverhalten für Juden im Nationalsozialismus«, in: SCHMIDT-LAUBER BRIGITTA; SCHWIBBE GUDRUN (éd.): *Alterität. Erzählen vom Anderssein*, Göttingen (*Göttinger Kulturwissenschaftliche Studien*, 4), 2010, p. 85 à 110.
- > BEGEMANN VERENA: *Hospiz – Lehr- und Lernort des Lebens*, Stuttgart, 2006.
- > BLOCH ERNST: *Héritage de ce temps*, Paris, 1977.
- > BOESE DANIEL: *Wir sind jung und brauchen die Welt*, Munich, 2012.
- > brand eins und statista: *Die Welt in Zahlen 2012*, Hambourg, 2012.
- > BUDE HEINZ: *Die Ausgeschlossenen. Das Ende vom Traum einer gerechten Gesellschaft*, Munich, 2008.
- > CHRIST MICHAELA: *Die Dynamik des Tötens: die Ermordung der Juden von Berditschew. Ukraine 1941 – 1944*, Francfort-sur-le-Main, 2011.
- > CLAUSEN LARS: »Wohin mit den Klimakatastrophen?«, in: Welzer Harald *et al.* (éd.): *Klimakulturen. Soziale Wirklichkeiten im Klimawandel*, Francfort-sur-le-Main, 2010.
- > CROUCH COLIN: *Post-démocratie*, Bienne, 2013.
- > DAMASIO ANTONIO: *L'Erreur de Descartes. La raison des émotions*, Paris, 2008.
- > DAVIS MIKE: "The Great Wall of Capital", in: *Die Zeit*, 12 octobre 2006 (n°42/2006, [www.zeit.de/2006/42/Mauern](http://www.zeit.de/2006/42/Mauern)).
- > DIAMOND JARED: *Effondrement : comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Paris, 2006.
- > DÜRING MARTEN: *Verdeckte soziale Netzwerke im Nationalsozialismus*, essai universitaire, Mayence, 2012.

- > ELIAS NORBERT : *Studien über die Deutschen: Machtkämpfe und Habitusentwicklung im 19. und 20. Jahrhundert*, Francfort-sur-le-Main, 1989.
- > ENGELSING ROLF : *Analphabetentum und Lektüre: zur Sozialgeschichte des Lesens in Deutschland zwischen feudaler und industrieller Gesellschaft*, Stuttgart, 1973
- > FELBER CHRISTIAN : *L'Économie citoyenne : un mouvement a vu le jour : essai*, Arles, 2011.
- > FILIPP SIGRUN HEIDE (éd.) : *Kritische Lebensereignisse*, Munich, 1981.
- > FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG : interview avec Kurt Bock, *Wer Wachstum verbietet, verhindert das Denken*, [www.faz.net/aktuell/wirtschaft/basf-chef-kurt-bock-wer-wachstum-verbietet-verhindert-das-denken-11724692.html](http://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/basf-chef-kurt-bock-wer-wachstum-verbietet-verhindert-das-denken-11724692.html) du 21 avril 2012.
- > FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG : *Deutsche arbeiten häufiger nachts und am Wochenende*, [www.faz.net/aktuell/wirtschaft/arbeitszeiten-deutsche-arbeiten-haeufiger-nachts-und-am-wochenende-11861812.html](http://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/arbeitszeiten-deutsche-arbeiten-haeufiger-nachts-und-am-wochenende-11861812.html) du 20 août 2012.
- > FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG : »Testbericht über ein neues Smartphone«, 5 juin 2012, p. T2.
- > FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG, 4 juin 2012, p. 1.
- > FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG, 20 août 2012, p. 13.
- > FUKUYAMA FRANCIS : *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris 2009.
- > FUTURZWEI : [www.futurzwei.org/green-music-initiative](http://www.futurzwei.org/green-music-initiative) ; [www.futurzwei.org/beeta](http://www.futurzwei.org/beeta)
- > GIESECKE DANA/WELZER HARALD : *Das Menschenmögliche. Zur Renovierung der deutschen Erinnerungskultur*, Hambourg, 2012.
- > GLICKMAN LAWRENCE B. : *Buying Power : A History of Consumer Activism in America*, Chicago, 2009.
- > GRABENHOFER ELISABETH : *Alt und Jung. Eine Kita im Seniorenheim*, Kiliansroda, 2009.
- > HAGNER MICHAEL : *Der Hauslehrer: Die Geschichte eines Kriminalfalls. Erziehung, Sexualität und Medien um 1900*, Francfort-sur-le-Main, 2010.
- > HARTMANN KATHRIN : *Ende der Märchenstunde. Wie die Industrie die Lohas und die Lifestyle-Ökos vereinnahmt*. Munich, 2009.
- > HARTMANN KATHRIN : *Wir müssen leider draußen bleiben. Die neue Armut in der Konsumgesellschaft*, Munich, 2012.
- > HEIDBRINK LUDGER/SCHMIDT IMKE : »Das Prinzip der Konsumentenverantwortung – Grundlagen, Bedingungen und Umsetzungen verantwortlichen Konsums«, in : HEIDBRINK LUDGER/SCHMIDT IMKE/AHAUS BJÖRN (éd.), *Die Verantwortung des Konsumenten: Über das Verhältnis von Markt, Moral und Konsum*, Francfort-sur-le-Main, New York, 2001, p. 25 à 56.
- > HELFRICH SILKE/FONDATION HEINRICH BÖLL (éd.), *Commons. Für eine Politik jenseits von Markt und Staat*, Bielefeld, 2012.
- > HOFFMAN BRUCE : *La Mécanique terroriste*, Paris, 1999.
- > HORKHEIMER MAX/ADORNO THEODOR W. : *La Dialectique de la raison*, Paris, 1983.
- > HUISMANN WILFRIED : *Schwarzbuch WWF. Dunkle Geschäfte im Zeichen des Panda*, Gütersloh, 2012.
- > HUNTER EMILY : *The Next Eco-Warriors*, Conari Press, 2011.
- > JONAS HANS : *Le Principe responsabilité*, Paris, 1990
- > JUNGK ROBERT : *L'État atomique*, Paris, 1979.
- > KEGLER ULRIKE : *In Zukunft lernen wir anders. Wenn die Schule schön wird*, Weinheim, 2009.
- > KÖNIGSEDER ANGELIKA : Solidarität und Hilfe – Rettung von Juden vor nationalsozialistischer Verfolgung, in : Haus der Geschichte Baden-Württemberg (éd.),  *Helfer im Verborgenen, Retter jüdischer Menschen in Südwestdeutschland*, Heidelberg, 2012, p. 21 à 34.
- > KOSCHORKE ALBRECHT : »Spiel mit der Zukunft«, in : *Süddeutsche Zeitung*, 30 octobre 2008.
- > KUCKARTZ UDO : »Nicht hier, nicht jetzt, nicht ich – über die symbolische Bearbeitung eines ernstes Problem«, in : WELZER HARALD/SOEFNER HANS-GEORG/GIESECKE DANA (éd.), *KlimaKulturen. Soziale Wirklichkeiten im Klimawandel*, Francfort-sur-le-Main/New York, 2010, p. 143 à 160.
- > LAPLANCHE JEAN/PONTALIS JEAN B. : *Le Vocabulaire de la psychanalyse*, Paris, 2007.
- > LIBERTI STEFANO : *Main basse sur la terre : land grabbing et le nouveau colonialisme*, Paris, 2013.
- > LURIA ALEXANDER : *L'Homme dont le monde volait en éclat*, Paris, 1995.
- > MAAK NIKLAS : »Stehen lassen!«, in : *Frankfurter allgemeine Sonntagszeitung* du 26 août 2012, p. 23.
- > MARCUSE HERBERT/MOORE BARRINGTON/WOLFF ROBERT PAUL : *Critique de la tolérance pure*, Paris, 1969.
- > MARKER CHRIS : *Sans soleil*, essai cinématographique, 1983.
- > MARKOWITSCH HANS-J./WELZER HARALD : *Das autobiographische Gedächtnis*, Stuttgart, 2005.
- > MARQUARD ODO : *Skepsis in der Moderne*, Stuttgart, 2007.
- > MARX KARL : *L'Idéologie allemande*, Paris, 2012.
- > MARZAHN CHRISTIAN : »Das Zucht- und Arbeitshaus. Die Kerninstitution frühbürgerlicher Sozialpolitik«, in : MARZAHN CHRISTIAN/RITZ HANS-GÜNTHER (éd.) : *Zähmen und Bewahren. Die Anfänge bürgerlicher Sozialpolitik*, Bielefeld, 1984, p. 7 à 68.
- > MASSING MICHAEL : »Bahrain GP – Schumacher kritisiert Reifen, Ecclestone wird makaber«, in : [www.stern.de/sport/formel1/formel-1-bahrain-gp---schumacher-kritisiert-reifen--ecclestone-wird-makaber-3063720.html](http://www.stern.de/sport/formel1/formel-1-bahrain-gp---schumacher-kritisiert-reifen--ecclestone-wird-makaber-3063720.html).
- > MCKIBBEN BILL : "Global Warming's Terrifying New Math", in : [www.rollingstone.com/politics/news/global-warmings-terrifying-new-math-20120719](http://www.rollingstone.com/politics/news/global-warmings-terrifying-new-math-20120719)
- > MCNEILL JOHN R. : *Du nouveau sous le soleil : une histoire de l'environnement mondial au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, 2013.
- > MEADOWS DENNIS/MEADOWS DONELLA H./RANDERS JØRGEN : *Les Limites à la croissance (dans un monde fini), Le Rapport Meadows, 30 ans après*, Montréal, 2013.
- > MENASSE ROBERT : *Die Zerstörung der Welt als Wille und Vorstellung*, Francfort-sur-le-Main, 2006.

- > MILINSKI MANFRED: »Egoismus schafft Gemeinsinn. Das Problem des Altruismus«, in: FISCHER ERNST PETER/WIEGANDT KLAUS (éd.), *Evolution und Kultur des Menschen*, Francfort-sur-le-Main, 2010, p. 270 à 291.
- > MÜLLER CHRISTA (éd.): *Urban Gardening. Über die Rückkehr der Gärten in die Stadt*, Munich, 2011.
- > MUSIL ROBERT: *L'Homme sans qualités*, Paris, 1995.
- > NASSEHI ARMIN/WEBER GEORG: *Tod, Modernität und Gesellschaft. Entwurf einer Theorie der Todesverdrängung*, Opladen, 1989.
- > NEITZEL SÖNKE/WELZER HARALD: *Soldats: combattre, tuer, mourir: procès-verbaux de récits de soldats allemands*, Paris, 2013.
- > NICOLAI BIRGER: »Starbucks und Krüger attackieren Nespresso«, 27 mai 2012, [www.welt.de/wirtschaft/article106382725/Starbucks-und-Krueger-attackieren-Nespresso.html](http://www.welt.de/wirtschaft/article106382725/Starbucks-und-Krueger-attackieren-Nespresso.html)
- > OSTERHAMMEL JÜRGEN: *Die Verwandlung der Welt. Eine Geschichte des 19. Jahrhundert*, Munich, 2009.
- > OSTROM ELINOR/HELFRICH SILKE (éd.): *Was mehr wird, wenn wir teilen. Vom gesellschaftlichen Wert der Gemeingüter*, Munich, 2011.
- > PAECH NIKO: *Befreiung vom Überfluss: Auf dem Weg in die Postwachstumsökonomie*, Munich, 2011.
- > PERTHES VOLKER: *Der Aufstand: Die arabische Revolution und ihre Folgen*, Munich, 2011.
- > PINKER STEVEN: *Gewalt. Eine neue Geschichte der Menschheit*, Francfort-sur-le-Main, 2011.
- > PRECHT RICHARD DAVID: *L'Art de ne pas être un égoïste: pour une éthique responsable*, Paris, 2012.
- > RADERMACHER FRANZ JOSEF/BEYERS BERT: *Welt mit Zukunft: Überleben im 21. Jahrhundert*, Hambourg, 2007.
- > RADKAU JOACHIM: *Die Ära der Ökologie – Eine Weltgeschichte*, Munich, 2011.
- > RAMMLER STEPHAN: »Die Geschichte der Zukunft unserer Mobilität«, in: WELZER HARALD/WIEGANDT KLAUS (éd.): *Perspektiven einer nachhaltigen Entwicklung*, Francfort-sur-le-Main, 2011, p. 15 à 39.
- > REEMTSMA JAN PHILIPP: *Confiance et violence: essai sur une configuration particulière de la modernité*, Paris, 2013.
- > ROCKSTRÖM JOHAN, ET AL.: "Planetary boundaries: exploring the safe operating space for humanity", in: *Ecology and Society* 2009, 14 (2), p. 32.
- > ROSA HARTMUT: »Über die Verwechslung von Kauf und Konsum: Paradoxien der spätmodernen Konsumkultur«, in: HEIDBRINK LUDGER/SCHMIDT IMKE/AHAUS BJÖRN (éd.): *Die Verantwortung der Konsumenten. Über das Verhältnis von Markt, Moral und Konsum*, Francfort-sur-le-Main/New York, 2011, p. 115 à 132.
- > SÁENZ-ARROJO ANDREA, ET AL.: "Rapidly shifting environmental baselines among fishers of the Gulf of California", in: *Proceedings of the Royal Society*, 272/2005, p. 1957 à 1962.
- > SANCHEZ ADRIANA: »Der Code ist das Staatgut der Software«, in: HELFRICH SILKE/FONDATION HEINRICH BÖLL (éd.), *Commons. Für eine Politik jenseits von Markt und Staat*, Bielefeld, 2012, p. 344 à 347.
- > SCHIVELBUSCH WOLFGANG: *Histoire des voyages en train*, Paris, 1990.
- > SCHÖNHAUS CIOMA: *Der Passfälscher. Die unglaubliche Geschichte eines jungen Grafikers, der im Untergang gegen die Nazis kämpfte*, Francfort-sur-le-Main, 2004.
- > SCHOR JULIET: *La Véritable Richesse: une économie du temps retrouvé*, Paris, 2013.
- > SCHÜTZ ALFRED: »Tiresias oder unser Wissen von zukünftigen Ereignissen«, in: SCHÜTZ ALFRED, *Gesammelte Aufsätze*, vol. 2, La Hague, 1972, p. 259 à 278.
- > ÉTUDE SHELL (16<sup>e</sup> édition): *Jugend 2010*, Francfort-sur-le-Main, 2011.
- > SIEFKES CHRISTIAN: »Peer-Produktion – der unerwartete Aufstieg einer commonsbasierten Produktionsweise«, in: HELFRICH SILKE/FONDATION HEINRICH BÖLL (éd.), *Commons. Für eine Politik jenseits von Markt und Staat*, Bielefeld, 2012.
- > STEHR NIICO: *Die Moralisierung der Märkte. Eine Gesellschaftstheorie*, Francfort-sur-le-Main, 2007.
- > SÜDDEUTSCHE ZEITUNG: *Das Meer im Jahr 2300*, 26 juin 2012.
- > SÜß CHRISTOPH: *Morgen letzter Tag! Ich und Du und der Weltuntergang*, Munich, 2012.
- > TAJFEL HENRI: *Social identity and intergroup relations*, Paris, 1982.
- > THE ECONOMIST: "Change xe can profit from". [www.economist.com/node/13031214?story\\_id=13031214](http://www.economist.com/node/13031214?story_id=13031214).
- > THOMPSON EDWARD P.: *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, 2012.
- > TRUFFAUT FRANÇOIS: *Le Cinéma selon Alfred Hitchcock*, Paris, 1966.
- > TURVEY S. T., ET AL.: "Rapidly shifting baselines in Yangtze fishing communities and local memory of extinct species", in: *Conservation biology*, 24(3), 2010, p. 778 à 787.
- > U.S. CUSTOMS AND BORDER PROTECTION: *National Border Patrol Strategy*, Washington, September 2004.
- > ULLRICH WOLFGANG: *Haben wollen. Wie funktioniert die Konsumkultur?*, Francfort-sur-le-Main, 2006.
- > UNMÜSSIG BARBARA/SACHS WOLFGANG/FATHEUER THOMAS: *Kritik der grünen Ökonomie: Impulse für eine sozial und ökologisch gerechte Zukunft*, Berlin, 2012.
- > VITALI STEFANIA/GLATTFELDER JAMES B./BATTISTON STEFANO: *The Network of Global Corporate Control*, PLoS ONE, 6(10): e25995 (2011) doi:10.1371/journal.pone.0025995
- > WEICK KARL/SUTCLIFFE KATHLEEN: *Managing the Unexpected*, Canada, 2007.
- > WEIGUNY SABINE: *Bionade. Eine Limo verändert die Welt*, Francfort-sur-le-Main, 2009.
- > WELZER HARALD: *Les Guerres du climat: pourquoi on tue au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, 2012.
- > WELZER HARALD: *Les Exécuteurs. Des hommes normaux aux meurtriers de masse*, Paris, 2007

- > WELZER HARALD: »Wissenschaftsläden. Ein Kapitel aus der Geschichte reflexiver Verwissenschaftlichung«, in: GRAMM GERHARD/KIMMERLE GERD (éd.), *Wissenschaft und Gesellschaft*, Tübingen, 1991, p. 181 à 201.
- > WELZER HARALD/WESSELS SEBASTIAN: »Wie gut, dass auch die Nonkonformisten konform sind«, in: *Merkur* 9/10, 2011, p. 970 à 979.
- > WENGER ÉTIENNE: *La Théorie des communautés de pratique*, Sainte-Foy, 2005.
- > WISSENSCHAFTLICHER BEIRAT DER BUNDESREGIERUNG GLOBALE UMWELTVERÄNDERUNGEN (WBGU): *Welt im Wandel: Gesellschaftsvertrag für eine Große Transformation. Hauptgutachten 2011*, Berlin, 2011.
- > WORLDWATCH INSTITUTE, WASHINGTON D.C. (éd.): *State of the World 2010, Transforming cultures*. New York, London, 2012.
- > [www.adz-netzwerk.de](http://www.adz-netzwerk.de)
- > [www.archiv-der-zukunft.de](http://www.archiv-der-zukunft.de)
- > [www.backhausen.com/returnity.php](http://www.backhausen.com/returnity.php)
- > [www.recyclingdesignpreis.org](http://www.recyclingdesignpreis.org)
- > [www.regionalwert-ag.de](http://www.regionalwert-ag.de)
- > [www.rolfdisch.de](http://www.rolfdisch.de)
- > [www.schmidttakahashi.de](http://www.schmidttakahashi.de)
- > [www.stiftung-intact.ch](http://www.stiftung-intact.ch)

## TABLE DES MATIÈRES

---

<b>L'AVENIR EST UNE PROMESSE</b>	7
<b>L'AVENIR EST UN PASSÉ</b>	9
<b>QUAND REPARTIRONS-NOUS POUR L'AVENIR ?</b>	13
<b>EXTRACTIVISME</b>	15
<b>DESTRUCTION DE LA SOCIABILITÉ</b>	18
<b>RÉSIDENT OU VANDALE ?</b>	20
<b>PARDON, LA TERRE !</b>	24
<b>POSTIDÉOLOGIE</b>	29
<b>POURQUOI NOUS NE VOULONS PAS RESSEMBLER À CE QUE NOUS AVONS ÉTÉ</b>	35
<b>RELIGION DE LA CROISSANCE</b>	41
<b>POURQUOI VOUS CROYEZ TOUJOURS ÊTRE DIFFÉRENT DE CE QUE VOUS ÊTES</b>	45
<b>LA TEXTURE DES ATTENTES À L'ÉGARD DU MONDE</b>	46
<b>INDUSTRIALISATION PROFONDE</b>	48
<b>INFRASTRUCTURES MENTALES</b>	54
<b>LIENS CULTURELS</b>	55
<b>SCIENCE</b>	59
<b>MORALISATION DU MARCHÉ</b>	60
<b>ÉTHIQUE DE LA CONSOMMATION</b>	63
<b>LE CONSOMMATEUR NE CONSOMME PAS</b>	67
<b>AUTO-DÉRESPONSABILISATION</b>	70
<b>AUTO-DÉRESPONSABILISATION VERTE</b>	72
<b>PETIT DÉTOUR PAR L'HISTOIRE DU MOUVEMENT ÉCOLOGISTE</b>	75

<b>PROTESTATION</b>	80	<b>ALLIANCES</b>	182
<b>LE POLITIQUE DEVIENT ANTIUTOPIQUE</b>	84	<b>MARGES DE MANŒUVRE</b>	185
<b>ABSENCE D'HISTOIRE</b>	88	<b>INCONFORT</b>	188
<b>LE MIRACLE DU PUDDING VERT</b>	93	<b>SE PRENDRE SOI-MÊME AU SÉRIEUX</b>	192
<b>POURQUOI LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EST-IL EN RÉALITÉ SI GÉNIAL ?</b>	97	<b>POLITIQUE ET HISTOIRE</b>	199
<b>RETOUR AU POLITIQUE</b>	107	<b>LA CONTRE-HISTOIRE</b>	207
<b>L'EXERCICE CIVILISATEUR</b>	109	<b>MODÈLES</b>	211
<b>PENSER PAR SOI-MÊME</b>	111	<b>STAUDINGER PENSE PAR LUI-MÊME</b>	215
<b>UTOPIES</b>	115	<b>LES SLADEK PENSENT PAR EUX-MÊMES</b>	217
<b>PRÉCAUTION</b>	119	<b>CHRISTIAN FELBER PENSE PAR LUI-MÊME</b>	218
<b>SANS PLAN DIRECTEUR</b>	123	<b>GLS : UNE BANQUE PENSE PAR ELLE-MÊME</b>	220
<b>UN ART DE VIVRE POUR BIENTÔT</b>	126	<b>KOWALSKY PENSE PAR LUI-MÊME</b>	221
<b>UN ART DE VIVRE 20 ANS APRÈS</b>	129	<b>SCHRIDDE PENSE PAR LUI-MÊME</b>	224
<b>UNE HISTOIRE UN PEU MOINS JOLIE VUE DE L'AN 2033</b>	134	<b>LES PAULMANN PENSENT PAR EUX-MÊMES</b>	226
<b>EXISTENCE HYPOTHÉTIQUE</b>	144	<b>UN PRESTATAIRE DE MOBILITÉ PENSE PAR LUI-MÊME</b>	229
<b>LA FORCE PRODUCTRICE DES DÉBUTS</b>	145	<b>RIMINI PROTOKOLL PENSE PAR ELLE-MÊME</b>	232
<b>ÉCONOMIE MORALE</b>	149	<b>LES YES MEN PENSENT PAR EUX-MÊMES</b>	235
<b>CULTURES LOCALES</b>	152	<b>PETIT PRÉCIS DE RÉSISTANCE</b>	236
<b>COMMUNAUTÉS DE PRATIQUE</b>	154	<b>LES 12 PRINCIPES D'UNE RÉSISTANCE RÉUSSIE</b>	245
<b>COMMUNAUTÉS RÉSILIENTES ET BIENS COMMUNS</b>	157	<b>NOTES</b>	247
<b>ALPHABÉTISATION POUR UNE MODERNITÉ DURABLE</b>	166	<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	259
<b>TEMPS</b>	166		
<b>ÉCONOMIE</b>	169		
<b>RESPONSABILITÉ</b>	171		
<b>MORT</b>	172		
<b>RÉPARATIONS ET INNOVATIONS D'USAGE</b>	175		
<b>COOPÉRATIVES</b>	178		

